

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 2001 — 976 [C — 2001/07087]

22 MARS 2001. — Loi modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel militaire

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modificatives

Section 1^{re}. — Modification de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire

Art. 2. L'article 1^{er} de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire, remplacé par la loi du 6 juillet 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par élève :

1° le candidat officier de carrière des forces armées qui suit une formation d'officier à l'Ecole royale militaire, ci-après dénommée l'Ecole;

2° tout autre élève, ayant ou non la qualité de militaire et possédant ou non la nationalité belge, qui satisfait aux conditions d'admission que le Roi peut fixer et qui a été agréé par le ministre de la Défense nationale. »

Art. 3. L'article 1^{er} *bis* de la même loi, inséré par la loi du 6 juillet 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er} *bis*. § 1^{er}. L'Ecole est un établissement militaire d'enseignement supérieur, chargé de la formation académique, militaire, sportive et caractérielle des élèves.

Le Roi peut charger l'Ecole de missions complémentaires qui ont un lien avec la formation ou la recherche scientifique.

§ 2. Le siège de l'Ecole est fixé à Bruxelles.

§ 3. L'Ecole comprend deux facultés : une faculté polytechnique et une faculté des sciences sociales et militaires.

La durée de la formation dispensée à l'Ecole à la faculté polytechnique est d'au moins 150 semaines de cours académiques réparties sur cinq années de formation.

La durée de la formation dispensée à l'Ecole à la faculté des sciences sociales et militaires est d'au moins 120 semaines de cours académiques réparties sur quatre années de formation. »

Art. 4. Un article 1^{er} *ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 1^{er} *ter*. Le Roi fixe le règlement des examens et le programme des matières enseignées à la faculté polytechnique et à la faculté des sciences sociales et militaires. Ces programmes doivent être équivalents à ceux des études universitaires menant respectivement à un grade d'ingénieur civil ou de licencié dans le domaine des sciences politiques, sociales ou économiques.

Pour la faculté polytechnique, le programme est fondé sur l'enseignement :

— des sciences techniques, fondamentales et appliquées, dans une des spécialités déterminées par le Roi;

— des sciences de la société et du comportement;

— des sciences militaires spécifiques;

— des langues.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2001 — 976 [C — 2001/07087]

22 MAART 2001. — Wet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de statuten van het militair personeel

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling 1. — Wijziging van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School

Art. 2. Artikel 1 van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School, vervangen bij de wet van 6 juli 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet moet worden verstaan onder leerling :

1° de kandidaat-beroepsofficier van de krijgsmacht die aan de Koninklijke Militaire School, hierna de School te noemen, een vorming van officier volgt;

2° elke andere leerling, met of zonder de militaire hoedanigheid en met of zonder de Belgische nationaliteit, die voldoet aan de toelatingsvoorwaarden die de Koning kan bepalen en die aanvaard werd door de minister van Landsverdediging. »

Art. 3. Artikel 1 *bis* van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 6 juli 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1 *bis*. § 1. De School is een militaire instelling van hoger onderwijs belast met de academische, militaire, sportieve en karakteriële vorming van de leerlingen.

De Koning kan de School aanvullende opdrachten opleggen die verband houden met de vorming of het wetenschappelijk onderzoek.

§ 2. De zetel van de School is te Brussel gevestigd.

§ 3. De School omvat twee faculteiten : een polytechnische faculteit en een faculteit sociale en militaire wetenschappen.

De duur van de in de School gegeven vorming in de polytechnische faculteit bedraagt ten minste 150 weken academische cursussen gespreid over vijf vormingsjaren.

De duur van de in de School gegeven vorming in de faculteit sociale en militaire wetenschappen bedraagt ten minste 120 weken academische cursussen gespreid over vier vormingsjaren. »

Art. 4. Een artikel 1 *ter*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 1 *ter*. De Koning stelt de examenregeling en het programma vast van de aan de polytechnische faculteit en aan de faculteit sociale en militaire wetenschappen onderwezen materies. Deze programma's moeten gelijkwaardig zijn met die van de universitaire studies die respectievelijk leiden tot een graad van burgerlijk ingenieur of van licentiaat in het domein van de politieke, sociale of economische wetenschappen.

Voor de polytechnische faculteit is het programma gebaseerd op het onderwijs van :

— technische, fundamentele en toegepaste wetenschappen, in één van de specialiteiten bepaald door de Koning;

— sociale- en gedragswetenschappen;

— specifieke militaire wetenschappen;

— talen.

Pour la faculté des sciences sociales et militaires, le programme est orienté vers l'enseignement :

- du droit;
- des sciences de la société et du comportement;
- des sciences relatives au management;
- des sciences militaires spécifiques;
- des langues.

Toute modification de ces programmes doit être conforme à l'avis du conseil de perfectionnement et d'instruction visé à l'article 20. »

Art. 5. L'article 2 de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Les élèves visés à l'article 1^{er}, 1°, sont des militaires en service actif. Ils servent à la faveur d'engagements ou de rengagements comme prévu par le statut des candidats.

Lors de leur agrément par le ministre de la Défense nationale, les élèves visés à l'article 1^{er}, 2°, souscrivent à une déclaration par laquelle ils s'engagent à respecter le règlement d'ordre intérieur de l'Ecole.

Les élèves reçoivent une copie du règlement d'ordre intérieur de l'Ecole. »

Art. 6. Dans l'article 7 de la même loi, remplacé par la loi du 25 août 1920 et modifié par la loi du 16 mars 1994, la phrase d'introduction et la rubrique Etat-major sont remplacées par la disposition suivante :

« Article 7. L'organisation générale de l'Ecole comprend un commandement et du personnel enseignant, et se compose comme suit :

Commandement de l'Ecole

1° un commandant, un commandant en second et un officier supérieur, conseiller juridique et financier;

2° une direction de l'enseignement académique composée d'un secrétariat des études, d'une faculté polytechnique, d'une faculté des sciences sociales et militaires, de centres et services;

3° une direction de la formation militaire et sportive composée d'un état-major, du bataillon des élèves-officiers, du bataillon des officiers-élèves, d'une division spéciale et d'une division préparatoire;

4° une direction de l'appui composée de services administratifs et logistiques et d'un détachement médical commandé par le médecin de l'Ecole. »

Art. 7. L'article 11 de la même loi, abrogé par la loi du 16 mars 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 11. L'Ecole royale militaire jouit de la personnalité juridique. »

Art. 8. L'article 12 de la même loi, abrogé par la loi du 20 mai 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 12. Le patrimoine de l'Ecole royale militaire conserve le bénéfice des recettes perçues pour analyses, essais, études et prestations auxquels il est procédé dans ses chaires, laboratoires, centres et services. »

Art. 9. L'article 13 de la même loi, abrogé par la loi du 13 novembre 1974, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 13. L'Ecole royale militaire peut posséder en propriété ou autrement les immeubles nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Elle peut aussi effectuer des placements immobiliers en vue d'assurer la conservation de son patrimoine.

Aucune acquisition immobilière ne peut être effectuée sans l'autorisation du Roi.

Les immeubles affectés au service de l'Ecole royale militaire pourront lui être transférés avec dispense du droit proportionnel d'enregistrement et du droit de transcription, par acte passé sans frais en application de l'article 9 de la loi du 27 mai 1870, portant simplification des formalités en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Voor de faculteit sociale en militaire wetenschappen wordt het programma georiënteerd op het onderwijs van :

- het recht;
- sociale- en gedragswetenschappen;
- wetenschappen die betrekking hebben op het management;
- specifieke militaire wetenschappen;
- talen.

Elke wijziging aan deze programma's moet overeenstemmen met het advies van de verbeterings- en opleidingsraad bedoeld in artikel 20. »

Art. 5. Artikel 2 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 december 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. De leerlingen bedoeld in artikel 1, 1°, zijn militairen in werkelijke dienst. Zij volbrengen hun dienst krachtens dienstnemeningen of wederdienstnemeningen zoals voorzien door het statuut van de kandidaten.

De leerlingen bedoeld in artikel 1, 2°, ondertekenen, bij hun aanvaarding door de minister van Landsverdediging, een verklaring waarbij zij zich ertoe verbinden het reglement van inwendige orde van de School te eerbiedigen.

De leerlingen ontvangen een afschrift van het reglement van inwendige orde van de School. »

Art. 6. In artikel 7 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 augustus 1920 en gewijzigd bij de wet van 16 maart 1994, worden de inleidende zin en de rubriek Staf vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 7. De algemene organisatie van de School omvat een commando en onderwijzend personeel en is samengesteld als volgt :

Commando van de School

1° een commandant, een tweede commandant en een hoofdofficier, juridisch en financieel adviseur;

2° een directie van het academisch onderwijs bestaande uit een secretariaat van het onderwijs, een polytechnische faculteit, een faculteit sociale en militaire wetenschappen, centra en diensten;

3° een directie van de militaire en sportieve vorming bestaande uit een staf, het bataljon van de leerling-officieren, het bataljon van de officier-leerlingen, een speciale divisie en een voorbereidende divisie;

4° een directie van de steun bestaande uit administratieve en logistieke diensten en een medisch detachement dat bevolen wordt door de geneesheer van de School. »

Art. 7. Artikel 11 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 16 maart 1994, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 11. De Koninklijke Militaire School geniet rechtspersoonlijkheid. »

Art. 8. Artikel 12 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 20 mei 1994, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 12. Het vermogen van de Koninklijke Militaire School behoudt het voordeel van de ontvangsten ten gevolge van de in haar leerstoelen, laboratoria, centra en diensten gedane ontledingen, proeven, studies en prestaties. »

Art. 9. Artikel 13 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 13 november 1974, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 13. De Koninklijke Militaire School mag de onroerende goederen, die ter vervulling van haar opdracht nodig zijn, in eigendom of op andere wijze bezitten. Zij mag eveneens beleggingen in onroerende goederen doen, ten einde het behoud van haar vermogen te verzekeren.

Geen verwerving van onroerend goed mag geschieden zonder toestemming van de Koning.

De onroerende goederen, waarin de Koninklijke Militaire School is gevestigd, kunnen haar met vrijstelling van het evenredige registratie-recht en van het overschrijvingsrecht overgedragen worden, bij akte, verleden zonder kosten ter uitvoering van artikel 9 van de wet van 27 mei 1870 houdende vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten inzake onteigeningen ten algemene nutte. »

Art. 10. L'article 14 de la même loi, abrogé par les lois du 1^{er} mars 1958, 6 juillet 1967 et 20 mai 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 14. Conformément aux dispositions de l'article 910 du Code civil, les dispositions entre vifs ou par testament au profit du patrimoine de l'Ecole royale militaire n'ont d'effet qu'autant qu'elles sont autorisées par arrêté royal. Néanmoins, cette autorisation n'est pas requise pour l'acceptation de libéralités purement mobilières dont la valeur n'excède pas 100 000 francs et qui ne sont pas grevées de charges.

L'article 8 de la loi du 19 décembre 1864 n'est pas applicable au patrimoine de l'Ecole royale militaire. »

Art. 11. L'article 15 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 15. Toutes les donations faites au patrimoine de l'Ecole royale militaire sont exemptées des droits de timbre et d'enregistrement. »

Art. 12. L'article 16 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 16. Le patrimoine de l'Ecole royale militaire est géré par un conseil d'administration.

Le Commandant de l'Ecole royale militaire et, à son défaut, le Directeur des Etudes, ou leur délégué, représentent l'Ecole royale militaire dans le cadre de la gestion de son patrimoine vis-à-vis des tiers. »

Art. 13. L'article 17 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juillet 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 17. Chaque année, le conseil d'administration dresse le budget et les comptes relatifs au patrimoine de l'Ecole royale militaire et les soumet à l'avis du conseil académique.

Le budget et les comptes sont soumis annuellement à l'approbation du ministre de la Défense nationale. »

Art. 14. L'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 28 juillet 1926, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. Le Roi ou l'autorité qu'Il désigne fixe les modalités relatives à l'obligation de loger dans l'Ecole. »

Art. 15. L'article 19 de la même loi est abrogé.

Art. 16. L'article 25 de la même loi est abrogé.

Art. 17. L'article 27 de la même loi est abrogé.

Section 2. — Modification de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée

Art. 18. A l'article 4 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Indépendamment du moment auquel ces examens sont organisés, le candidat qui réussit à l'un des deux essais de la première participation peut faire valoir cette réussite pour obtenir une révision de son ancienneté conformément au statut des candidats militaires. »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« L'ancienneté du candidat, qui ne réussit qu'à l'un des deux essais de la deuxième participation, est diminuée de six mois. Toutefois, la nomination produit ses effets à la même date que celle des candidats visés à l'alinéa 4 qui n'ont pas subi une perte d'ancienneté. Toutefois, le candidat qui réussit au premier essai de la deuxième participation ne perd pas d'ancienneté, si la participation à cette épreuve découlait de l'impossibilité de passer la deuxième épreuve de la première participation par un accident ou d'une maladie à la suite d'un fait en rapport avec le service. »

Art. 10. Artikel 14 van dezelfde wet, opgeheven bij de wetten van 1 maart 1958, 6 juli 1967 en 20 mei 1994, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 14. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 910 van het Burgerlijk Wetboek, hebben de beschikkingen onder levenden of bij testament ten voordele van de Koninklijke Militaire School slechts uitwerking voor zover ze gemachtigd zijn bij koninklijk besluit. Nochtans wordt deze machtiging niet vereist voor de aanvaarding van giften van louter roerende aard, waarvan de waarde 100 000 Belgische frank niet overschrijdt en die niet met lasten bezwaard zijn.

Artikel 8 van de wet van 19 december 1864 is niet van toepassing op het vermogen van de Koninklijke Militaire School. »

Art. 11. Artikel 15 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juli 1967, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 15. Alle schenkingen aan het vermogen van de Koninklijke Militaire School zijn vrijgesteld van zegel- en registratierechten. »

Art. 12. Artikel 16 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juli 1967, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 16. Het vermogen van de Koninklijke Militaire School wordt beheerd door een raad van bestuur.

De Commandant van de Koninklijke Militaire School of, bij ontstentenis, de Studiedirecteur, of hun gedelegeerde, vertegenwoordigen inzake het beheer van het vermogen van de Koninklijke Militaire School tegenover derden. »

Art. 13. Artikel 17 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juli 1967, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Artikel 17. Ieder jaar stelt de raad van bestuur de begroting en de rekeningen op van het vermogen van de Koninklijke Militaire School en onderwerpt ze aan het advies van de academische raad.

De begroting en de rekeningen worden jaarlijks door de minister van Landsverdediging goedgekeurd. »

Art. 14. Artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1926, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 18. De Koning of de overheid die Hij aanwijst bepaalt de nadere regels betreffende de verplichting om in de School te logeren. »

Art. 15. Artikel 19 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 25 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 27 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger

Art. 18. In artikel 4 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, vervangen bij de wet van 28 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen door het volgend lid :

« Ongeacht het tijdstip waarop deze examens worden georganiseerd, kan de kandidaat die slaagt bij één van de twee pogingen van de eerste deelname deze goede uitslag doen gelden om een herziening van zijn anciënniteit te verkrijgen overeenkomstig het statuut van de kandidaat-militairen. »;

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De anciënniteit van de kandidaat, die slechts slaagt bij één van de twee pogingen van de tweede deelname, wordt verminderd met zes maanden. De benoeming heeft evenwel uitwerking op dezelfde datum als deze van de kandidaten bedoeld in het vierde lid die geen anciënniteitsverlies geleden hebben. De kandidaat die slaagt bij de eerste poging van de tweede deelname verliest evenwel geen anciënniteit, indien de deelname aan dit examen voortvloeide uit de onmogelijkheid om het tweede examen van de eerste deelname af te leggen door een ongeval of een ziekte ingevolge een met de dienst verband houdend feit. »

Art. 19. Dans le texte néerlandais de l'article 5, § 2, de la même loi, remplacé par la loi du 30 juillet 1955 et modifié par la loi du 28 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « vakexamens » est remplacé par le mot « beroepsproeven »;

2° à l'alinéa 2, le mot « vakexamens » est remplacé par le mot « beroepsproeven ».

Art. 20. A l'article 7, § 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 30 juillet 1955 et modifié par les lois du 10 juin 1970 et 28 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est remplacé par le texte suivant :

« 3° Ceux qui, dans cette langue, ont suivi les cours pendant au moins une année académique complète et réussi les épreuves finales dans un des établissements suivants :

- a) Ecole royale militaire;
- b) Institut royal supérieur de défense;
- c) Ecole d'application de la gendarmerie; »;

2° le 4° est remplacé par le texte suivant :

« 4° Ceux qui, dans cette langue, ont présenté et réussi les épreuves professionnelles en vue de l'avancement au grade de major ou à un grade équivalent, après avoir suivi dans cette langue le cours pour candidat officier supérieur pendant une année académique complète. »;

3° l'alinéa est complété comme suit :

« 6° Ceux qui, dans cette langue, ont suivi les cours pendant au moins une année académique complète et réussi les épreuves finales dans un des établissements militaires étrangers que le Roi détermine. »

Art. 21. A l'article 8 de la même loi, modifié par les lois des 27 décembre 1961, 13 juillet 1976, 28 décembre 1990 et 26 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour pouvoir être commissionné au grade de sergent ou à un grade équivalent dans la catégorie des sous-officiers de carrière ou de complément et pour pouvoir être nommé à ce grade, tout candidat doit, en obtenant au moins la moitié des points à un examen, donner la preuve de la connaissance effective de la langue du régime linguistique choisi par le candidat lors du recrutement. »;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Est exempté de l'examen prévu au § 1^{er}, le sous-officier ou le candidat sous-officier qui est titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieure homologué ou délivré par le jury d'Etat dans la langue du régime linguistique choisi par le candidat lors du recrutement, sauf si l'examen visé au § 1^{er} doit être présenté dans le cadre du passage ou de la promotion sociale et pour autant que le résultat soit pris en considération pour le classement par le comité de sélection. »

Art. 22. Un chapitre *Iibis*, comprenant l'article *9bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Chapitre *Iibis*. — Obligations imposées aux volontaires

Article *9bis*. § 1^{er}. Pour pouvoir faire mutation pour une unité de régime linguistique différent de celui de l'unité où il se trouve, correspondant à la langue choisie au moment du recrutement, tout volontaire doit, en obtenant au moins la moitié des points à un examen, donner la preuve de la connaissance effective de l'autre langue.

Cette épreuve porte sur les matières que comporte le programme des études exigées du candidat volontaire de carrière comme fixé à l'article 13, alinéa 2, de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif.

§ 2. Est exempté de l'examen prévu au § 1^{er}, le volontaire qui est titulaire d'un diplôme ou certificat attestant la réussite des trois premières années d'études de l'enseignement secondaire ou d'un niveau équivalent dans l'autre langue que la langue choisie par le candidat au moment du recrutement, qui est la langue de l'unité dans laquelle il est appelé à servir. »

Art. 23. A l'article 10 de la même loi, modifié par les lois des 22 juillet 1980 et 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « section » est remplacé par le mot « faculté »;

2° dans l'alinéa 5, les mots « section (infanterie et cavalerie - artillerie et génie) », sont remplacés par le mot « faculté ».

Art. 19. In artikel 5, § 2, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 juli 1955 en gewijzigd bij de wet van 28 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord « vakexamens » vervangen door het woord « beroepsproeven »;

2° in het tweede lid, wordt het woord « vakexamens » vervangen door het woord « beroepsproeven ».

Art. 20. In artikel 7, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 30 juli 1955 en gewijzigd bij de wetten van 10 juni 1970 en 28 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onderdeel 3° wordt vervangen door de volgende tekst :

« 3° Zij die in die taal gedurende ten minste één volledig academiejaar de cursussen hebben gevolgd en de eindexamens met goed gevolg hebben afgelegd in een der volgende inrichtingen :

- a) Koninklijke Militaire School;
- b) Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie;
- c) Applicatieschool van de rijkswacht; »;

2° onderdeel 4° wordt vervangen door de volgende tekst :

« 4° Zij die in die taal de beroepsproeven met het oog op de bevordering tot de graad van majoor of een gelijkwaardige graad met goed gevolg hebben afgelegd, na gedurende een volledig academiejaar de cursus voor kandidaat-hoofdofficier in die taal te hebben gevolgd. »;

3° het lid wordt aangevuld als volgt :

« 6° Zij die in die taal gedurende ten minste één volledig academiejaar de cursussen hebben gevolgd en de eindexamens met goed gevolg hebben afgelegd in een der buitenlandse militaire instellingen die de Koning bepaalt. »

Art. 21. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 december 1961, 13 juli 1976, 28 december 1990 en 26 maart 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de § 1, eerste lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« Om in de graad van sergeant of in een gelijkwaardige graad in de categorie van de beroepsonderofficieren of van de aanvullingsonderofficieren te kunnen worden aangesteld en om tot deze graad te kunnen worden benoemd, moet iedere kandidaat, door bij een examen ten minste de helft der punten te behalen, blijk geven van de werkelijke kennis van de taal van het taalstelsel gekozen door de kandidaat bij de werving. »;

2° de § 2, eerste lid, wordt vervangen door het volgende lid :

« Van het in § 1 bepaalde examen is vrijgesteld de onderofficier of de kandidaat-onderofficier die houder is van het gehomologeerde of door de examencommissie van de Staat uitgereikte getuigschrift van hoger secundair onderwijs in de taal van het taalstelsel gekozen door de kandidaat bij de werving, behalve indien het examen bedoeld in § 1 dient afgelegd in het kader van de overgang of de sociale promotie en voor zover de uitslag ervan in aanmerking wordt genomen voor de rangschikking door het selectiecomité. »

Art. 22. Een hoofdstuk *Iibis*, dat het artikel *9bis* omvat, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Hoofdstuk *Iibis*. — Aan de vrijwilligers opgelegde verplichtingen

Artikel *9bis*. § 1. Om te kunnen worden overgeplaatst naar een eenheid waar het taalstelsel verschilt van dat van de eenheid waar hij zich bevindt, die overeenstemt met de taal gekozen bij de werving, moet iedere vrijwilliger, door bij een examen ten minste de helft van de punten te behalen, blijk geven van werkelijke kennis van de andere taal.

Dit examen loopt over de stof die omvat is in het programma van de studies die vereist worden van de kandidaat-beroepsvrijwilliger zoals bepaald in artikel 13, tweede lid, van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader.

§ 2. Van het in § 1 bedoelde examen is vrijgesteld de vrijwilliger die houder is van een diploma of getuigschrift dat het slagen bekrachtigt van de eerste drie leerjaren van het secundair onderwijs of van een gelijkwaardig niveau in de andere taal dan de taal gekozen door de kandidaat bij de werving, zijnde de taal van de eenheid waarbij hij zal dienen. »

Art. 23. In artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1980 en 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord « sectie » vervangen door het woord « faculteit »;

2° in het vijfde lid, worden de woorden « sectie (infanterie en cavalerie - artillerie en genie) » vervangen door het woord « faculteit ».

Art. 24. L'article 14 de la même loi est abrogé.

Art. 25. L'article 31, § 3, de la même loi, remplacé par la loi du 13 novembre 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Si, en vue d'un examen d'admission à un cycle de formation, un candidat, en application des dispositions en la matière, présente certaines épreuves en allemand, les examinateurs et les membres des jurys concernés doivent justifier, de la manière prescrite au § 1^{er}, de la connaissance approfondie de la langue du régime linguistique ou du régime linguistique provisoire de ce candidat.

Toutefois, les jurys précités sont assistés par un ou plusieurs experts militaires ou civils, désignés à cet effet par le Roi, et dont la connaissance de la langue allemande est prouvée par les diplômes, certificats ou qualités suivants :

1° diplôme de licence en philologie germanique avec l'allemand comme langue principale;

2° diplôme de licence en interprétation, notamment en langue allemande;

3° diplôme de licence en traduction, notamment en langue allemande;

4° qualité d'agent de l'Etat du niveau 1, titulaire du grade de traducteur-réviseur, notamment en langue allemande ou traducteur-directeur, notamment en langue allemande;

5° qualité d'officier qui, en application de l'article 2*bis*, a présenté l'examen portant sur la connaissance approfondie de la langue allemande;

6° qualité d'officier, titulaire d'un diplôme ou certificat sanctionnant les études de l'enseignement secondaire supérieur, à condition que l'intéressé ait effectué ses études en langue allemande. »

Section 3. — Modification de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs

Art. 26. A l'article 3 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par le texte suivant :

« 1° s'il n'est pas de nationalité belge; »;

2° un 1°*bis*, rédigé comme suit, est inséré :

« 1°*bis* s'il ne possède pas les qualités morales, caractérielles et physiques indispensables à l'état d'officier, selon les règles que le Roi fixe; »;

3° dans le 2°, les mots « n'a terminé avec succès les études moyennes du degré supérieur » sont remplacés par les mots « n'est pas titulaire d'un diplôme homologué attestant qu'il peut entamer des études supérieures ou d'un diplôme ou certificat reconnu au moins équivalent par ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'une directive européenne, d'un accord bilatéral ou d'une convention internationale »;

4° le 3° est remplacé comme suit :

« 3° s'il ne s'est engagé à rester en service actif pendant une période de treize ans selon les règles que le Roi fixe; ».

Art. 27. Un article 3*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 3*bis*. Au candidat officier auxiliaire qui, au moment où son engagement prend cours, n'a pas encore la qualité de militaire, il est déclaré qu'il est soumis aux lois militaires. Par cette déclaration, il acquiert la qualité de militaire. L'accomplissement de cette formalité est constaté par l'établissement d'un document, signé par le candidat officier auxiliaire, dans lequel celui-ci reconnaît qu'il lui est déclaré qu'il est soumis aux lois militaires et que, par cette déclaration, il a acquis la qualité de militaire.

En période de guerre, l'accomplissement de cette formalité est constaté par toutes voies de droit. »

Art. 24. Artikel 14 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 25. Artikel 31, § 3, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 november 1974, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Indien, met het oog op het toelatingsexamen tot een vormingscyclus, een kandidaat, bij toepassing van de terzake geldende bepalingen, sommige proeven in het Duits aflegt, moeten de examinatoren en de leden van de betrokken examencommissies, op de in § 1 voorgeschreven wijze, het bewijs leveren van de grondige kennis van de taal van het taalstelsel of het voorlopig taalstelsel van deze kandidaat.

De voornoemde examencommissies worden echter bijgestaan door een of meer, daartoe door de Koning aangewezen, militaire experten of burgerexperten, met kennis van de Duitse taal op basis van volgende diploma's, getuigschriften of ambten :

1° licentiaat in de Germaanse filologie met major Duits;

2° licentiaat tolk, onder meer in de Duitse taal;

3° licentiaat vertaler, onder meer in de Duitse taal;

4° rijksambtenaar van niveau 1, bekleed met de graad van vertaler-revisor, onder meer in de Duitse taal of vertaler-directeur, onder meer in de Duitse taal;

5° officier zijn die, in toepassing van artikel 2*bis*, het examen over de grondige kennis van de Duitse taal aflegde;

6° officier zijn, houder van een diploma of getuigschrift die de studies van het hoger secundair onderwijs bekrachtigt, na zijn studies in de Duitse taal te hebben volbracht. »

Afdeling 3. — Wijziging van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren

Art. 26. In artikel 3 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onderdeel 1° wordt vervangen door de volgende tekst :

« 1° indien hij niet de Belgische nationaliteit heeft; »;

2° een 1°*bis*, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« 1°*bis* indien hij niet de voor de staat van officier onontbeerlijke morele, karakteriële en fysieke hoedanigheden bezit, volgens de regels die de Koning bepaalt; »;

3° in onderdeel 2° worden de woorden « niet met welslagen de middelbare studiën van de hogere graad beëindigd heeft » vervangen door de woorden « geen houder is van een gehomologeerd diploma waaruit blijkt dat hij hogere studies kan aanvatten of van een diploma of getuigschrift dat door of krachtens een wet, decreet, Europese richtlijn, bilateraal akkoord of internationale overeenkomst als minstens gelijkwaardig erkend is »;

4° onderdeel 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° indien hij er zich niet toe verbonden heeft in werkelijke dienst te blijven gedurende een periode van dertien jaar, volgens de regels die de Koning bepaalt; ».

Art. 27. Een artikel 3*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 3*bis*. Aan de kandidaat-hulpofficier die, op het ogenblik waarop zijn dienstverbintenis aanvangt, de hoedanigheid van militair nog niet bezit, wordt verklaard dat hij aan de militaire wetten onderworpen is. Door die verklaring verkrijgt hij de hoedanigheid van militair. Het vervullen van deze formaliteit wordt vastgesteld door het opmaken van een document, ondertekend door de kandidaat-hulpofficier, waarin hij erkent dat hem verklaard is dat hij onderworpen is aan de militaire wetten en dat hij door die verklaring de hoedanigheid van militair verkregen heeft.

In periode van oorlog geschiedt de vaststelling van het vervullen van deze formaliteit door alle rechtsmiddelen. »

Art. 28. A l'article 5, § 3, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « actif » est inséré entre les mots « la durée du service » et « qu'il a accompli »;

2° dans l'alinéa 2, le mot « actif » est inséré entre les mots « un temps de service » et « au moins égal ».

Art. 29. Dans l'article 10, alinéa 1^{er}, de la même loi, le mot « actif » est inséré entre les mots « la durée du service » et « que l'intéressé a accompli ».

Art. 30. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 11bis. Le ministre de la Défense peut prolonger une ou plusieurs fois d'un an l'engagement de l'officier auxiliaire qui en fait la demande, sans que la somme des prolongations ne dépasse trois ans.

Le Roi fixe la procédure et les modalités relatives à prolongation de l'engagement de l'officier auxiliaire. »

Art. 31. L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. L'officier auxiliaire dont l'engagement prend fin a droit s'il a accompli au moins treize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire à un pécule de départ égal à vingt fois son dernier traitement mensuel brut.

S'il a accompli au moins, quatorze, quinze ou seize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire, il a droit à un pécule de départ égal respectivement à vingt-deux, vingt-quatre ou vingt-six fois son dernier traitement mensuel brut. »

Art. 32. L'article 13, § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est supérieur à 50 %, le montant du pécule de départ est égal à vingt-six fois le dernier traitement mensuel brut entier de l'officier auxiliaire concerné.

Lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée, est égal à 50 %, le montant du pécule de départ est égal à vingt fois le dernier traitement mensuel brut entier de l'officier auxiliaire concerné s'il a accompli moins de treize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire. S'il a accompli au moins, treize, quatorze ou quinze années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire, le montant du pécule de départ est égal respectivement à vingt-deux, vingt-quatre ou vingt-six fois son dernier traitement mensuel brut entier.

Lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est inférieur à 50 % le montant du pécule de départ est égal à vingt fois le dernier traitement mensuel brut entier de l'officier auxiliaire concerné, multiplié par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %, ou vingt fois son dernier traitement mensuel brut entier, augmenté de la somme égale à six fois le dernier traitement mensuel brut entier multiplié par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %, selon qu'il a accompli moins ou au moins treize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire. »

Art. 33. L'article 21 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. § 1^{er}. Pour autant qu'il en introduise la demande dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, l'officier auxiliaire ou le candidat officier auxiliaire, agréé avant la date fixée par le Roi, obtient du ministre de la Défense la prolongation de son engagement ou de son engagement complémentaire lui permettant de rester en service actif pour une période identique à celle fixée à l'article 3, 3°. Dans le cas où il n'introduit pas cette demande, les dispositions de l'article 11bis ne lui sont pas applicables.

Le Roi fixe la procédure et les modalités relatives aux prolongations visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 28. In artikel 5, § 3, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt tussen de woorden « de duur van de » en « dienst » het woord « werkelijke » ingevoegd;

2° in het tweede lid wordt tussen de woorden « ten minste een » en « diensttijd » het woord « werkelijke » ingevoegd.

Art. 29. In artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet, wordt tussen de woorden « de duur van de » en « dienst » het woord « werkelijke » ingevoegd.

Art. 30. In dezelfde wet wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 11bis. De minister van Landsverdediging kan de dienstneming van de hulpofficier die hierom vraagt een of meerdere malen met één jaar verlengen zonder dat de som van de verlengingen meer dan drie jaar bedraagt.

De Koning bepaalt de procedure en de nadere regels betreffende de verlenging van de dienstneming van de hulpofficier. »

Art. 31. Artikel 12 van dezelfde wet vervangen als volgt :

« Artikel 12. De hulpofficier wiens dienstneming eindigt indien hij minstens dertien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier heeft recht op een vertrekgeld gelijk aan twintig maal zijn laatste volle bruto maandwedge.

Indien hij minstens, veertien, vijftien of zestien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier, heeft hij recht op een vertrekgeld gelijk aan respectievelijk tweeëntwintig, vierentwintig of zesentwintig maal zijn laatste volle bruto maandwedge. »

Art. 32. Artikel 13, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 2. Wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend hoger is dan 50 %, is het bedrag van het vertrekgeld gelijk aan zesentwintig maal de laatste volle bruto maandwedge van de betrokken hulpofficier.

Wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend, gelijk is aan 50 %, is het bedrag van het vertrekgeld gelijk aan twintig maal de laatste volle bruto maandwedge van de betrokken hulpofficier indien hij minder dan dertien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier. Indien hij minstens, dertien, veertien of vijftien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier is het bedrag van het vertrekgeld respectievelijk gelijk aan tweeëntwintig, vierentwintig of zesentwintig maal zijn laatste volle bruto maandwedge.

Wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend lager is dan 50 %, is het bedrag van het vertrekgeld gelijk aan twintig maal de laatste volle bruto maandwedge van de betrokken hulpofficier vermenigvuldigd met de verhouding tussen de invaliditeitsgraad en 50 %, of twintig maal zijn laatste volle bruto maandwedge, verhoogd met de som gelijk aan zes maal de laatste volle bruto maandwedge vermenigvuldigd met de verhouding tussen de invaliditeitsgraad en 50 %, volgens hij minder dan of minstens dertien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier. »

Art. 33. Artikel 21 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 21. § 1. Zo hij hiertoe een aanvraag indient binnen de twaalf maanden die volgen op de inwerkingstreding van dit artikel, bekomt de hulpofficier of de kandidaat-hulpofficier, aanvaard vóór de datum bepaald door de Koning, vanwege de minister van Landsverdediging de verlenging van zijn dienstneming of van zijn bijkomende dienstneming die hem toelaat in werkelijke dienst te blijven gedurende een periode die gelijk is aan die welke vastgesteld is in artikel 3, 3°. Ingeval hij die aanvraag niet indient, zijn de bepalingen van artikel 11bis op hem niet van toepassing.

De Koning bepaalt de procedure en de nadere regels betreffende de verlengingen bedoeld in het eerste lid.

§ 2. En dérogation à l'article 12, l'officier auxiliaire agréé avant la date fixée par le Roi visée au §1^{er}, alinéa 1^{er}, dont l'engagement prend fin a droit à un pécule de départ dont le montant est calculé comme suit :

1° soit vingt-cinq fois son dernier traitement brut entier s'il a accompli neuf années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire;

2° soit cinquante fois son dernier traitement brut entier s'il a accompli douze années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire;

3° soit cinquante-deux, cinquante-quatre, cinquante-six, cinquante-huit fois son dernier traitement brut entier s'il a accompli respectivement treize, quatorze, quinze ou seize années de service actif depuis son agrément comme candidat officier auxiliaire.

Les dispositions du présent article sont applicables au candidat officier auxiliaire.

§ 3. En dérogation à l'article 13, § 2, pour l'officier auxiliaire et le candidat officier auxiliaire agréé avant la date fixée par le Roi visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le montant du pécule de départ visé à l'article 13, alinéa 1^{er}, est calculé comme suit :

1° lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est supérieur à 50 %, le pécule de départ est égal à cinquante fois le dernier traitement brut entier;

2° lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est égal à 50 %, le pécule de départ est égal à cinquante fois ou à vingt-cinq fois le dernier traitement brut entier, selon que la durée du service actif accompli depuis l'agrément comme candidat officier auxiliaire atteint ou non neuf années;

3° lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée est inférieur à 50 % le pécule de départ est égal à la somme obtenue en multipliant vingt-cinq fois le dernier traitement brut entier augmenté de la somme obtenue en multipliant vingt-cinq fois le dernier traitement brut entier par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %, ou vingt-cinq fois le dernier traitement brut entier par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %, selon que la durée du service actif accompli depuis l'agrément comme candidat officier auxiliaire atteint ou non neuf années. »

Section 4. — Modification de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical

Art. 34. L'intitulé de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, remplacé par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi relative au statut des officiers de carrière et des officiers de réserve des forces armées. »

Art. 35. A l'article 1^{er} de la même loi, modifié par les lois des 13 juillet 1976, 21 décembre 1990 et 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « dans les forces armées » sont supprimés;

2° les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 36. Dans l'article 5, alinéa 2, de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, les mots « alinéa 1^{er}, 3°, » sont remplacés par les mots « alinéa 1^{er}, 2°, ».

Art. 37. Dans l'article 7 de la même loi, le mot « armées » est supprimé.

Art. 38. A l'article 8 de la même loi, modifié par les lois des 27 décembre 1973, 13 juillet 1976 et 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « et dans le corps des musiciens : » sont ajoutés après les mots « force aérienne. »;

§ 2. In afwijking van artikel 12, wordt het bedrag van het vertrekgeld van de hulpofficier en kandidaat-hulpofficier die vóór de door de Koning bepaalde datum bedoeld in §1, eerste lid, aanvaard werd, als volgt berekend :

1° hetzij vijftig maal zijn laatste volle bruto maandwedde indien hij negen jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier;

2° hetzij vijftig maal zijn laatste volle bruto maandwedde indien hij twaalf jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier;

3° hetzij tweeënvijftig, vierenvijftig, zesenvijftig of achtenvijftig maal zijn laatste volle bruto maandwedde indien hij dertien, veertien, vijftien of zestien jaar werkelijke dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulpofficier.

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op de kandidaat-hulpofficier.

§ 3. In afwijking van artikel 13, § 2, wordt het bedrag van het vertrekgeld bedoeld in artikel 13, § 1, voor de hulpofficier en de kandidaat-hulpofficier die vóór de door de Koning bepaalde datum bedoeld in §1, eerste lid, aanvaard werd, als volgt bepaald :

1° wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend hoger is dan 50 %, is het vertrekgeld gelijk aan vijftig maal de laatste volle bruto maandwedde;

2° wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend, gelijk is aan 50 %, is het vertrekgeld gelijk aan vijftig maal of vijftig maal de laatste volle bruto maandwedde, naargelang de duur van die volbrachte werkelijke dienst vanaf de aanvaarding als kandidaat-hulpofficier al dan niet negen jaar bereikt;

3° wanneer de invaliditeitsgraad waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend kleiner is dan 50 % is het vertrekgeld gelijk aan vijftig maal de laatste volle bruto maandwedde verhoogd met de som, bekomen door de laatste volle bruto maandwedde vijftig maal te vermenigvuldigen, met de verhouding tussen de invaliditeitsgraad en 50 %, of de laatste volle bruto maandwedde vijftig maal te vermenigvuldigen met de verhouding tussen de invaliditeitsgraad en 50 %, naargelang de duur van die volbrachte werkelijke dienst vanaf de aanvaarding als kandidaat-hulpofficier al dan niet negen jaar bereikt. »

Afdeling 4. — Wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst

Art. 34. Het opschrift van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, vervangen bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Wet betreffende het statuut van de beroepsofficieren en de reserveofficieren van de krijgsmacht. »

Art. 35. In artikel 1 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1976, 21 december 1990 en 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « in de krijgsmachtdelen » geschrapt;

2° het derde en vierde lid worden opgeheven.

Art. 36. In artikel 5, tweede lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 december 1990, worden de woorden « eerste lid, 3°, » vervangen door de woorden « eerste lid, 2°, ».

Art. 37. In de Franse tekst van artikel 7 van dezelfde wet wordt het woord « armées » geschrapt.

Art. 38. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 december 1973, 13 juli 1976 en 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 1°, worden de woorden « en het korps van de muzikanten : » na de woorden « de luchtmacht », toegevoegd;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le Roi peut conférer, par voie de commission, le grade de général ou d'amiral pour l'exercice des emplois suivants :

1° chef de la Maison militaire du Roi;

2° chef de l'état-major général.

Il peut également conférer ce grade par voie de commission pour l'exercice de fonctions dans les organismes internationaux ou dans les formations militaires interalliées.

Le grade de général ou d'amiral est hiérarchiquement immédiatement supérieur au grade de lieutenant-général ou de vice-amiral.

Le Roi peut conférer par voie de commission le grade de général de brigade ou d'amiral de flottille pour l'exercice de fonctions dans des représentations belges à l'étranger, dans les organismes internationaux, dans les formations militaires interalliées, et pour l'exercice de fonctions nationales à caractère international qu'il détermine.

Le grade de général de brigade ou d'amiral de flottille est hiérarchiquement immédiatement inférieur au grade de général-major ou d'amiral de division.

Les effets de la commission sont déterminés par le Roi. »;

3° un § 3 est inséré, rédigé comme suit :

« § 3. Pour l'application de la présente loi, seul le grade auquel l'officier est nommé est pris en considération. Toutefois, l'officier qui a été commissionné à l'un des grades visés au § 2 conserve ce grade à titre honorifique lorsqu'il est mis à la pension en application des lois coordonnées sur les pensions militaires à l'issue de la période au cours de laquelle il a exercé les fonctions ayant nécessité sa commission. »

Art. 39. Dans l'article 12^{ter} de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1994, les mots « chef d'état-major général » sont remplacés par les mots « chef de l'état-major général ».

Art. 40. Dans le texte néerlandais de l'article 18, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 41. Un article 24^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 24^{bis}. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre de l'officier :

1° le retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire;

2° le retrait définitif d'emploi par démission d'office;

3° la mise à la pension par application de l'article 3, A, 1° ou 2°, des lois coordonnées sur les pensions militaires. »

Art. 42. L'intitulé du chapitre V du titre I^{er} de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Les corps et les spécialités »

Art. 43. L'article 27 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 27. § 1^{er}. Les officiers sont affectés à un des corps déterminés par le Roi.

Cette affectation se fait suivant une des manières définies aux articles 28 à 31.

§ 2. En outre, dans certains corps, les officiers sont affectés dans une des spécialités déterminées par le Roi.

Cette affectation se fait suivant une des manières définies aux articles 27^{bis} à 31.

§ 3. Les officiers de la force terrestre cessent d'appartenir à un corps et, le cas échéant, à une spécialité dès qu'ils sont nommés à un grade d'officier général. »

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De Koning kan, bij wege van aanstelling, de graad van generaal of admiraal verlenen voor de uitoefening van de volgende ambten :

1° hoofd van het Militair Huis van de Koning;

2° chef van de generale staf.

Hij kan eveneens bij wege van aanstelling deze graad verlenen voor de uitoefening van functies in internationale instellingen of in intergeallieerde militaire formaties.

De graad van generaal of admiraal staat hiërarchisch onmiddellijk boven de graad van luitenant-generaal of vice-admiraal.

De Koning kan bij wege van aanstelling de graad van brigade-generaal of flottielje-admiraal verlenen voor de uitoefening van functies in Belgische vertegenwoordigingen in het buitenland, in internationale instellingen, in intergeallieerde militaire formaties, en voor de uitoefening van nationale functies met een internationaal karakter die Hij bepaalt.

De graad van brigade-generaal of flottielje-admiraal staat hiërarchisch onmiddellijk onder de graad van generaal-majoor of divisieadmiraal.

De gevolgen van de aanstelling worden door de Koning bepaald. »;

3° er wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Voor de toepassing van deze wet wordt alleen de graad waarin de officier benoemd is in aanmerking genomen. De officier die evenwel aangesteld geweest is in één van de graden bedoeld in § 2 behoudt deze graad eershalve wanneer hij op pensioen gesteld wordt met toepassing van de samengeordende wetten op militaire pensioenen bij het verstrijken van de periode waarin hij de functies uitgeoefend heeft die zijn aanstelling noodzakelijk maakten. »

Art. 39. In de Franse tekst van artikel 12^{ter} van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 20 mei 1994, worden de woorden « chef d'état-major général » vervangen door de woorden « chef de l'état-major général ».

Art. 40. In artikel 18, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 41. Een artikel 24^{bis}, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 24^{bis}. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de officier :

1° de tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel;

2° de definitieve ambtsontheffing door ontslag van ambtswege;

3° de oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, A, 1° of 2°, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen. »

Art. 42. Het opschrift van hoofdstuk V van titel I van dezelfde wet wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Hoofdstuk V. — De korpsen en de specialiteiten »

Art. 43. Artikel 27 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 28 december 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 27. § 1. De officieren worden ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde korpsen.

Deze indeling geschiedt op één van de wijzen bepaald in de artikelen 28 tot 31.

§ 2. Bovendien worden de officieren in bepaalde korpsen ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde specialiteiten.

Deze indeling geschiedt op één van de wijzen bepaald in de artikelen 27^{bis} tot 31.

§ 3. De officieren van de landmacht houden op tot een korps en, in voorkomend geval, tot een specialiteit te behoren eens zij in een graad van opperofficier worden benoemd. »

Art. 44. Un article 27bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 27bis. En fonction des besoins des forces armées, le Ministre de la Défense nationale peut, dans le cadre de l'avancement des officiers, fixer par groupe de grades ou par grade le nombre d'officiers à répartir dans chaque spécialité au sein des corps qui comportent plusieurs spécialités. Toutefois, pour les corps spéciaux, cette compétence est exercée par le Roi. »

Art. 45. A l'article 28 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et, le cas échéant, dans une spécialité » sont insérés entre les mots « un corps » et « a lieu »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Roi fixe les conditions que doit remplir un officier pour être admis dans un corps et, le cas échéant, dans une spécialité dans lesquels aucun emploi de sous-lieutenant n'est prévu. »

Art. 46. L'article 29, alinéa 1^{er}, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Tout officier peut être transféré d'office, dans l'intérêt du service :

1° d'une force à une autre;

2° à l'intérieur d'une même force, d'un corps à un autre;

3° d'une force à un corps spécial;

4° d'un corps spécial à une force;

5° à l'intérieur d'un même corps, d'une spécialité à une autre. »

Art. 47. Dans l'article 30 de la même loi, les mots « corps ou de force » sont remplacés par les mots « force, de corps ou de spécialité ».

Art. 48. Dans le texte néerlandais de l'article 31 de la même loi, modifié par la loi du 28 décembre 1990, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 49. L'article 32 de la même loi, modifié par la loi du 27 décembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. Tout officier peut, quel que soit le corps et, le cas échéant, la spécialité dans lesquels il est inscrit, être désigné pour effectuer des prestations de service dans toute formation des forces armées. »

Art. 50. Dans l'article 36 de la même loi, remplacé par la loi du 20 mai 1994, les mots « alinéa 1^{er}, 5°, b) » sont remplacés par les mots « alinéa 1^{er}, 5° ».

Art. 51. A l'article 37 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et, le cas échéant, dans sa nouvelle spécialité » sont insérés entre les mots « son nouveau corps » et « avec son grade »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « et, le cas échéant, dans sa nouvelle spécialité » sont insérés entre les mots « son nouveau corps » et « à la suite des ».

Art. 52. L'article 38 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, est abrogé.

Art. 53. Dans l'article 39 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

« L'aptitude ainsi que la manière de servir sont appréciées par le ministre de la Défense nationale. Pour l'avancement à un grade d'officier subalterne à partir du grade de lieutenant ou à partir du grade suivant pour l'officier du recrutement spécial, les chefs hiérarchiques émettent leur avis sur l'intéressé selon les règles établies par le ministre de la Défense nationale et dans la forme qu'il prescrit.

Ces avis sont portés à la connaissance de l'intéressé. Aucun avis défavorable ne peut être transmis au ministre de la Défense nationale sans que l'intéressé ait pu faire valoir ses justifications.

Art. 44. Een artikel 27bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 27bis. In functie van de behoeften van de krijgsmacht kan de Minister van Landsverdediging, in het kader van de bevordering van de officieren, per gradengroep of per graad het aantal bepalen van de in elke specialiteit te verdelen officieren in de schoot van de korpsen die verschillende specialiteiten bevatten. Voor de bijzondere korpsen wordt deze bevoegdheid evenwel uitgeoefend door de Koning. »

Art. 45. In artikel 28 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « een korps » en « heeft plaats » de woorden « en, in voorkomend geval, in een specialiteit » ingevoegd;

2° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De Koning bepaalt de voorwaarden die een officier moet vervullen om toegelaten te worden in een korps en, in voorkomend geval, in een specialiteit waar geen ambt van onderluitenant is voorzien. »

Art. 46. Artikel 29, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende lid :

« Elke officier kan van ambtswege, in het belang van de dienst, worden overgeplaatst :

1° van een krijgsmachtdeel naar een ander;

2° in een zelfde krijgsmachtdeel, van een korps naar een ander;

3° van een krijgsmachtdeel naar een bijzonder korps;

4° van een bijzonder korps naar een krijgsmachtdeel;

5° in eenzelfde korps, van een specialiteit naar een andere. »

Art. 47. In artikel 30 van dezelfde wet worden de woorden « korps of van krijgsmachtdeel » vervangen door de woorden « krijgsmachtdeel, van korps of van specialiteit ».

Art. 48. In artikel 31 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 28 december 1990, wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 49. Artikel 32 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 december 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 32. Ieder officier, onverschillig in welk korps en, in voorkomend geval, in welke specialiteit hij is ingeschreven kan worden aangewezen om dienstprestaties te verrichten in elke formatie van de krijgsmacht. »

Art. 50. In artikel 36 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 20 mei 1994, worden de woorden « eerste lid, 5°, b) » vervangen door de woorden « eerste lid, 5° ».

Art. 51. In artikel 37 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « zijn nieuw korps » en « rang in » de woorden « en, in voorkomend geval, in zijn nieuwe specialiteit » ingevoegd;

2° in het tweede lid worden tussen de woorden « zijn nieuw korps » en « gerangschikt na » de woorden « en, in voorkomend geval, in zijn nieuwe specialiteit » ingevoegd.

Art. 52. Artikel 38 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt opgeheven.

Art. 53. In artikel 39 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de leden 3 en 4 vervangen door de volgende leden :

« De minister van Landsverdediging oordeelt over de geschiktheid en over de wijze van dienen. Voor de bevordering tot een graad van lager officier vanaf de graad van luitenant of vanaf de eerstvolgende graad voor de officier van de bijzondere werving, verstrekken de hiërarchische meerderen hun advies over betrokkene volgens de regels vastgesteld door de minister van Landsverdediging en in de vorm die hij voorschrijft.

Die adviezen worden ter kennis gebracht van de betrokkene. Aan de minister van Landsverdediging mag geen ongunstig advies worden overgemaakt zonder dat betrokkene zijn verweer heeft kunnen doen gelden.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte :

- 1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;
- 2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;
- 3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « de service actif » sont insérés entre les mots « année » et « à ».

Art. 54. A l'article 40 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot « épreuves » est remplacé par les mots « épreuves professionnelles »;
- 2° dans l'alinéa 2, le mot « épreuves » est remplacé par les mots « épreuves professionnelles ».

Art. 55. L'article 41 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, est complété par l'alinéa suivant :

« Lors de l'appréciation, il est tenu compte de la potentialité du candidat par rapport aux fonctions du grade supérieur et plus spécifiquement :

- 1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;
- 2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;
- 3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »

Art. 56. Dans l'article 44 de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, les §§ 1^{er} et 2 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. Les nominations ont lieu au sein du corps ou, le cas échéant, au sein de la spécialité auxquels les officiers appartiennent en application des dispositions de l'article 27, §§ 1^{er} et 2.

§ 2. Les officiers visés à l'article 27, § 3, sont toutefois nommés à un grade d'officier général au sein de la force. »

Art. 57. Dans l'article 45, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « par mesure d'ordre » sont insérés entre les mots « suspendu » et « , compte ».

Art. 58. Un article 46*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 46*bis*. En sa qualité de commandant en chef des forces armées, le Roi est revêtu du grade de général et du grade équivalent d'amiral. »

Art. 59. Dans le texte néerlandais de l'article 47, alinéa 1^{er}, de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 60. Dans le texte néerlandais de l'article 48, alinéa 4, de la même loi, les mots « der krijgsmachtdelen » sont remplacés par les mots « van de krijgsmacht ».

Art. 61. Dans l'article 54 de la même loi, les mots « dans les forces armées » sont supprimés.

Art. 62. Dans le texte néerlandais de l'article 57 de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 63. Dans le texte néerlandais de l'article 71, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 18 février 1987, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 64. Un article 72*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 72*bis*. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre de l'officier de réserve :

- 1° la non-activité par mesure disciplinaire;
- 2° la démission d'office du grade, visée à l'article 59. »

Art. 65. L'intitulé du chapitre V du titre II de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Les corps et les spécialités »

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden :

- 1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;
 - 2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;
 - 3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »;
- 2° in § 2, eerste lid, worden tussen de woorden « jaar » en « te » de woorden « werkelijke dienst » ingevoegd.

Art. 54. In artikel 40 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid, worden de woorden « bij examens » vervangen door de woorden « voor beroepsproeven »;
- 2° in het tweede lid, wordt het woord « examens » vervangen door het woord « beroepsproeven ».

Art. 55. Artikel 41 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 28 december 1990, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met de potentialiteit van de kandidaat ten aanzien van de functies van de hogere graad en meer bepaald :

- 1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;
- 2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;
- 3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »

Art. 56. In artikel 44 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 28 december 1990, worden de §§ 1 en 2 respectievelijk vervangen als volgt :

« § 1. De benoemingen gebeuren binnen het korps of, in voorkomend geval, binnen de specialiteit waartoe de officieren behoren in toepassing van de bepalingen van artikel 27, §§ 1 en 2.

§ 2. De officieren bedoeld in artikel 27, § 3, worden evenwel benoemd tot een graad van opperofficier binnen het krijgsmachtdeel. »

Art. 57. In artikel 45, § 2, eerste lid, 2°, worden tussen de woorden « die » en « geschorst » de woorden « bij ordemaatregel » ingevoegd.

Art. 58. In dezelfde wet wordt een artikel 46*bis* ingevoegd, luidende :

« Artikel 46*bis*. In zijn hoedanigheid van opperbevelhebber van de krijgsmacht, is de Koning bekleed met de graad van generaal en met de gelijkwaardige graad van admiraal. »

Art. 59. In artikel 47, eerste lid, van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 60. In artikel 48, vierde lid, van dezelfde wet worden de woorden « der krijgsmachtdelen » vervangen door de woorden « van de krijgsmacht ».

Art. 61. In artikel 54 van dezelfde wet worden de woorden « bij de krijgsmachtdelen » geschrapt.

Art. 62. In artikel 57 van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 63. In artikel 71, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1987, wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 64. Een artikel 72*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 72*bis*. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de reserveofficier :

- 1° de non-activiteit bij tuchtmaatregel;
- 2° het ontslag van ambtswege uit de graad, bedoeld in artikel 59. »

Art. 65. Het opschrift van hoofdstuk V van titel II van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Hoofdstuk V. — De korpsen en de specialiteiten »

Art. 66. L'article 73 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 73. Les officiers de réserve sont répartis par le Roi entre les divers corps qu'Il détermine.

En outre, dans certains corps, les officiers de réserve sont répartis par le Roi entre les diverses spécialités qu'Il détermine. »

Art. 67. L'article 74 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 74. Les articles 27bis, 28, 29, alinéa 1^{er}, 30, 31 et 32 sont applicables aux officiers de réserve.

Le transfert, visé à l'article 29, alinéa 1^{er}, d'un officier de réserve est ordonné par le Roi. »

Art. 68. A l'article 91 de la même loi, le mot « mobilisées » est supprimé.

Art. 69. Un article 92bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 92bis. L'article 12bis est applicable aux officiers de réserve. »

Art. 70. L'article 97bis de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 97bis. Pour l'application des dispositions du statut des officiers, le service médical est considéré comme une force. »

Art. 71. Dans le texte néerlandais de l'article 99, §§ 1^{er} et 3, de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Section 5. — Modification de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Art. 72. L'intitulé de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, remplacé par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées. »

Art. 73. L'intitulé du chapitre II du titre Ier de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre II. — Les corps et les spécialités »

Art. 74. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. § 1^{er}. Les sous-officiers sont affectés à un des corps déterminés par le Roi.

Cette affectation se fait suivant une des manières définies aux articles 4 à 7.

§ 2. En outre, dans certains corps, les sous-officiers sont affectés dans une des spécialités déterminées par le Roi.

Cette affectation se fait suivant une des manières définies aux articles 4 à 7.

§ 3. L'avancement des sous-officiers a lieu dans le corps et, le cas échéant, dans la spécialité auxquels ils sont affectés. »

Art. 75. Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 3bis. En fonction des besoins des forces armées, le Ministre de la Défense nationale peut, dans le cadre de l'avancement des sous-officiers, fixer par groupe de grades ou par grade le nombre de sous-officiers à répartir dans chaque spécialité au sein des corps qui comportent plusieurs spécialités. Toutefois, pour les corps spéciaux, cette compétence est exercée par le Roi. »

Art. 76. A l'article 4 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans une spécialité »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans une spécialité ».

Art. 66. Artikel 73 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 73. De Koning verdeelt de reserveofficieren over de door Hem bepaalde korpsen.

Bovendien, in bepaalde korpsen, verdeelt de Koning de reserveofficieren over de door Hem bepaalde specialiteiten. »

Art. 67. Artikel 74 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 74. De artikelen 27bis, 28, 29, eerste lid, 30, 31 en 32 zijn van toepassing op de reserveofficieren.

De overplaatsing, bedoeld in artikel 29, eerste lid, van een reserveofficier wordt door de Koning bevolen. »

Art. 68. In artikel 91 van dezelfde wet vervalt het woord « gemobiliseerde » :.

Art. 69. Een artikel 92bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 92bis. Artikel 12bis is van toepassing op de reserveofficieren. »

Art. 70. Artikel 97bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 97bis. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de officieren, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Art. 71. In artikel 99, §§ 1 en 3, van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Afdeling 5. — Wijziging van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst

Art. 72. Het opschrift van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, vervangen bij de wet van 13 juli 1976, wordt door het volgend opschrift vervangen :

« Wet betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht. »

Art. 73. Het opschrift van hoofdstuk II van titel I van dezelfde wet wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Hoofdstuk II. — De korpsen en de specialiteiten »

Art. 74. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. § 1. De onderofficieren worden ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde korpsen.

Deze indeling geschiedt op één van de wijzen bepaald in de artikelen 4 tot 7.

§ 2. Bovendien worden in sommige korpsen de onderofficieren ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde specialiteiten.

Deze indeling geschiedt op één van de wijzen bepaald in de artikelen 4 tot 7.

§ 3. De bevordering van de onderofficieren heeft plaats in het korps en, in voorkomend geval, in de specialiteit waarvoor zij zijn aangewezen. »

Art. 75. Een artikel 3bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 3bis. In functie van de behoeften van de krijgsmacht kan de Minister van Landsverdediging, in het kader van de bevordering van de onderofficieren, per gradengroep of per graad het aantal bepalen van de in elke specialiteit te verdelen onderofficieren in de schoot van de korpsen die verschillende specialiteiten bevatten. Voor de bijzondere korpsen wordt deze bevoegdheid evenwel uitgeoefend door de Koning. »

Art. 76. In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het woord « ambtengroep » vervangen door de woorden « korps en, in voorkomend geval, in een specialiteit »;

2° in het tweede lid, wordt het woord « ambtengroep » vervangen door de woorden « korps en, in voorkomend geval, in een specialiteit ».

Art. 77. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Dans l'intérêt du service, tout sous-officier peut être transféré d'office par le Ministre de la Défense nationale :

- 1° d'une force à une autre;
- 2° à l'intérieur d'une même force, d'un corps à un autre;
- 3° d'une force à un corps spécial;
- 4° d'un corps spécial à une force;
- 5° à l'intérieur d'un même corps, d'une spécialité à une autre. »

Art. 78. Dans l'article 6 de la même loi, les mots « ou de groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « , de corps ou de spécialité ».

Art. 79. Dans le texte néerlandais de l'article 7 de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 80. Un article *7bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article *7bis*. Tout sous-officier peut, quel que soit le corps et, le cas échéant, la spécialité dans lesquels il est inscrit, être désigné pour faire du service dans toute formation des forces armées. »

Art. 81. Dans le texte néerlandais de l'article 20, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 82. Un article *27bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre III de la même loi :

« Article *27bis*. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre du sous-officier :

- 1° le retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire;
- 2° le retrait définitif d'emploi par démission d'office;
- 3° la mise à la pension par application de l'article 3, B, a), 1° ou de l'article 3, B, b), des lois coordonnées sur les pensions militaires. »

Art. 83. Dans l'article 31, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la même loi, les mots « Ministre de la Défense nationale » sont remplacés par le mot « Roi ».

Art. 84. A l'article 33 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans sa nouvelle spécialité »;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, de cette spécialité »;

3° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans sa nouvelle spécialité »;

4° dans le § 2, alinéa 2, les mots « groupe d'emplois » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, de cette spécialité ».

Art. 85. L'article 34 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34. L'avancement des sous-officiers de carrière a lieu au sein de chaque corps ou, le cas échéant, au sein de chaque spécialité. »

Art. 86. Dans l'article 35 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, les alinéas 3 et 4 sont remplacées par les alinéas suivants :

« L'aptitude ainsi que la manière de servir sont appréciées par le ministre de la Défense nationale. Pour l'avancement à un grade de sous-officier à partir du grade de premier sergent ou à partir du grade suivant pour le sous-officier du recrutement spécial, les chefs hiérarchiques donnent leur avis sur le candidat selon les règles établies par le ministre de la Défense nationale et dans la forme qu'il prescrit.

Art. 77. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. Elke onderofficier kan van ambtswege, in het belang van de dienst, door de Minister van Landsverdediging worden overgeplaatst :

- 1° van een krijgsmachtdeel naar een ander;
- 2° in eenzelfde krijgsmachtdeel, van een korps naar een ander;
- 3° van een krijgsmachtdeel naar een bijzonder korps;
- 4° van een bijzonder korps naar een krijgsmachtdeel;
- 5° in een zelfde korps, van een specialiteit naar een andere. »

Art. 78. In artikel 6 van dezelfde wet worden de woorden « of van ambtengroep » vervangen door de woorden « , van korps of van specialiteit ».

Art. 79. In artikel 7 van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmacht-delen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 80. Een artikel *7bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel *7bis*. Ieder onderofficier, ongeacht in welk korps en, in voorkomend geval, in welke specialiteit hij is ingeschreven, kan worden aangewezen om dienst te doen in elke formatie van de krijgsmacht. »

Art. 81. In artikel 20, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt het woord « krijgsmacht-delen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 82. Een artikel *27bis*, luidend als volgt, wordt in hoofdstuk III van dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel *27bis*. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de onderofficier :

- 1° de tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel;
- 2° de definitieve ambtsontheffing door ontslag van ambtswege;
- 3° de definitieve oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, B, a), 1° of artikel 3, B, b), van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen. »

Art. 83. In artikel 31, § 1, eerste en tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « Minister van Landsverdediging » vervangen door het woord « Koning ».

Art. 84. In artikel 33 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « nieuwe ambtengroep » vervangen door de woorden « nieuw korps en, in voorkomend geval, in zijn nieuwe specialiteit »;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « deze ambtengroep » vervangen door de woorden « dit korps en, in voorkomend geval, van deze specialiteit »;

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden « nieuwe ambtengroep » vervangen door de woorden « nieuw korps en, in voorkomend geval, in zijn nieuwe specialiteit »;

4° in § 2, tweede lid, worden de woorden « deze ambtengroep » vervangen door de woorden « dit korps en, in voorkomend geval, van deze specialiteit ».

Art. 85. Artikel 34 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 34. De bevordering der beroepsonderofficieren heeft plaats in de schoot van elk korps of, in voorkomend geval, in de schoot van elke specialiteit. »

Art. 86. In artikel 35 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de leden 3 en 4 vervangen door de volgende leden :

« De minister van Landsverdediging oordeelt over de geschiktheid en over de wijze van dienen. Voor de bevordering tot een graad van onderofficier vanaf de graad van eerste sergeant of van de eerstvolgende graad voor de onderofficier van de bijzondere werving, verstrekken de hiërarchische meerderen hun advies over de kandidaat volgens de regels vastgesteld door de minister van Landsverdediging en in de vorm die hij voorschrijft.

Ces avis sont portés à la connaissance du candidat. Aucun avis défavorable ne peut être transmis au ministre de la Défense nationale sans que le candidat ait pu faire valoir ses justifications.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte :

1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;

3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « de service actif » sont insérés entre les mots « ans » et « à »;

3° § 2, alinéa 1^{er} est complété par les mots « de service actif ».

Art. 87. Dans l'article 39 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ne s'est classé en ordre utile à un concours » sont remplacés par les mots « n'a pas satisfait à un examen »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ce concours » sont remplacés par les mots « cet examen »;

3° les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 88. A l'article 39bis de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « le grade d'adjudant-major est octroyé » sont remplacés par les mots « les grades de sous-officier supérieur sont octroyés »;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Lors de l'appréciation, il est tenu compte de la potentialité du candidat par rapport aux fonctions du grade supérieur et plus spécifiquement :

1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;

3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur.

Aucun sous-officier ne peut être nommé au grade d'adjudant-major si son âge ne lui permet pas de servir pendant deux ans au moins dans son nouveau grade. Cette disposition n'est pas applicable au sous-officier qui est mis à la retraite à une limite d'âge inférieure à cinquante-six ans. »

Art. 89. Un article 39ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 39ter. En dérogation aux dispositions de l'article 36, alinéa 1^{er}, les grades de premier sergent-major et d'adjudant peuvent être octroyés au choix du Ministre de la Défense nationale, un ou deux ans avant d'atteindre l'ancienneté minimum dans le grade immédiatement inférieur, à la suite d'une appréciation des mérites des candidats selon les règles fixées dans un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte de la potentialité du candidat par rapport aux fonctions du grade supérieur et plus spécifiquement :

1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;

3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »

Die adviezen worden ter kennis gebracht van de kandidaat. Aan de minister van Landsverdediging mag geen ongunstig advies worden overgemaakt zonder dat de kandidaat zijn verweer heeft kunnen doen gelden.

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden :

1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;

3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »;

2° in § 2, eerste lid, worden tussen de woorden « jaar » en « , te » de woorden « werkelijke dienst » ingevoegd;

3° § 2, eerste lid wordt aangevuld met de woorden « werkelijke dienst ».

Art. 87. In artikel 39 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « batig gerangschikt werd bij een vergelijkend » vervangen door de woorden « slaagt voor een »;

2° in de Franse tekst van het tweede lid worden de woorden « ce concours » vervangen door de woorden « cet examen »;

3° het derde en vierde lid worden opgeheven.

Art. 88. In artikel 39bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « wordt de graad van adjudant-majoor » worden vervangen door de woorden « worden de graden van hoofdonderofficier »;

2° het artikel wordt aangevuld met volgende leden :

« Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met de potentialiteit van de kandidaat ten aanzien van de functies van de hogere graad en meer bepaald :

1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;

3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad.

Geen onderofficier kan in de graad van adjudant-majoor worden benoemd, indien hij wegens zijn leeftijd niet gedurende ten minste twee jaar in zijn nieuwe graad kan dienen. Deze bepaling is niet van toepassing op de onderofficier die op een lagere leeftijdsgrens dan zesenvijftig jaar wordt op rust gesteld. »

Art. 89. Een artikel 39ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 39ter. In afwijking van de bepalingen van artikel 36, eerste lid, kunnen de graden van eerste sergeant-majoor en van adjudant worden verleend naar de keuze van de Minister van Landsverdediging, één of twee jaren voor het bereiken van de normaal voorziene minimumanciënniteit in de onmiddellijk lagere graad, ingevolge een beoordeling van de verdiensten van de kandidaten volgens de regels bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad .

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met de potentialiteit van de kandidaat ten aanzien van de functies van de hogere graad en meer bepaald :

1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;

3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »

Art. 90. A l'article 40, § 2, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 2°, est complété comme suit : « par mesure d'ordre »;

2° l'alinéa 1^{er}, 4°, est remplacé par le texte suivant :

« 4° Le sous-officier de carrière dont la candidature n'a pas été examinée pour des raisons de santé ou pour des raisons dues à l'administration. »

Art. 91. L'article 42 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 42. Les grades auxquels les musiciens sous-officiers sont nommés par le ministre de la Défense nationale sont les mêmes que ceux visés à l'article 2, § 1^{er}.

Il y a équivalence entre chacun des grades de la marine et le grade correspondant de la force terrestre, de la force aérienne et du service médical.

L'appellation du grade est complétée par l'appellation : « musicien » pour les sous-officiers subalternes et les sous-officiers d'élite, et par l'appellation « sous-chef de musique » pour les sous-officiers supérieurs. »

Art. 92. A l'article 44 de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « musicien de troisième classe » sont remplacés par les mots « sergent musicien »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « musicien de quatrième classe » sont remplacés par les mots « caporal musicien ».

Art. 93. A l'article 45 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « des groupes d'emplois » sont remplacés par les mots « autre corps et, le cas échéant, dans une autre spécialité d'un autre corps »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « groupe d'emplois auquel » sont remplacés par les mots « corps et, le cas échéant, dans la spécialité auxquels ».

Art. 94. L'article 47 de la même loi est abrogé.

Art. 95. A l'article 70*bis*, § 2, de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 96. L'article 73*bis* de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 73*bis*. Pour l'application des dispositions du statut des sous-officiers du cadre actif, le service médical est considéré comme une force. »

Section 6. — Modification de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Art. 97. L'intitulé de la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées ».

Art. 98. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées ».

Art. 99. L'article 2, § 1^{er}, 2°, de la même loi, remplacé par la loi du 21 décembre 1990, est remplacé par le texte suivant :

« 2° à la marine :

a) matelot;

b) premier matelot;

c) quartier-maître;

d) quartier-maître chef;

e) premier quartier-maître chef. »

Art. 100. A l'article 3, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 13 juillet 1976, les mots « ou le caporal-chef » sont remplacés par les mots « . le caporal-chef ou le premier caporal-chef ».

Art. 90. In artikel 40, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden tussen de woorden « die » en « geschorst » de woorden « bij ordemaatregel » ingevoegd;

2° het eerste lid, 4°, wordt de Franse tekst vervangen door de volgende tekst :

« 4° Le sous-officier de carrière dont la candidature n'a pas été examinée pour des raisons de santé ou pour des raisons dues à l'administration. »

Art. 91. Artikel 42 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 42. De graden waarin de onderofficieren-muzikanten door de minister van Landsverdediging worden benoemd, zijn dezelfde als deze bedoeld in artikel 2, § 1.

Iedere graad van de marine is gelijkwaardig met de graad van de overeenkomstige rang bij de landmacht, de luchtmacht en de medische dienst.

De benaming van de graad wordt aangevuld door de benaming « muzikant » voor de lagere onderofficieren en de keuronderofficieren en door de benaming « onderkapelmeester » voor de hoofdonderofficieren. »

Art. 92. In artikel 44 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 december 1990, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « muzikant van derde klasse » vervangen door de woorden « sergeant muzikant »;

2° in het eerste lid, 1°, worden de woorden « muzikant van vierde klasse » vervangen door de woorden « korporaal muzikant ».

Art. 93. In artikel 45 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « één der ambtengroepen » vervangen door de woorden « een ander korps en, in voorkomend geval, naar een andere specialiteit van een ander korps »;

2° in het derde lid worden de woorden « de ambtengroep » vervangen door de woorden « het korps en, in voorkomend geval, in de specialiteit ».

Art. 94. Artikel 47 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 95. In artikel 70*bis*, § 2, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 13 juli 1976, worden het tweede en derde lid opgeheven.

Art. 96. Artikel 73*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 73*bis*. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de onderofficieren van het actief kader, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Afdeling 6. — Wijziging van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

Art. 97. Het opschrift van de wet van 12 juli 1973 houdende statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de land-, lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, vervangen bij de wet van 21 december 1990, wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Wet betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht ».

Art. 98. In artikel 1, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet 21 december 1990, worden de woorden « land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « krijgsmacht ».

Art. 99. Artikel 2, § 1, 2°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 december 1990, wordt vervangen door de volgende tekst :

« 2° bij de marine :

a) matroos;

b) eerste matroos;

c) kwartiermeester;

d) kwartiermeester-chef;

e) eerste kwartiermeester-chef. »

Art. 100. In artikel 3, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, worden de woorden « of de korporaal-chef » vervangen door de woorden « . de korporaal-chef of de eerste korporaal-chef ».

Art. 101. A l'article 7 de la même loi, remplacé par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, le mot « rechtvaardiging » est remplacé par le mot « verweer »;

2° dans le texte néerlandais de l'alinéa 3, le mot « de » est inséré entre les mots « binnen » et « twee »;

3° dans l'alinéa 3, les mots « de service actif » sont insérés entre les mots « ans » et « à » et entre les mots « année » et « , qui »;

4° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« En dérogation aux dispositions des alinéas 3 et 4, sur la proposition du chef de corps, la candidature à l'avancement au grade de caporal peut être réexaminée une quatrième fois après que cinq années de service actif se sont écoulées après le dernier examen fixé à l'alinéa 3. »

Art. 102. Un article 7ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 7ter. En dérogation aux dispositions de l'article 7bis, alinéa 1^{er}, les grades de caporal-chef et de premier caporal-chef peuvent être octroyés au choix du chef d'état-major de la force concernée, un ou deux ans avant d'atteindre l'ancienneté minimum dans le grade immédiatement inférieur, à la suite d'une appréciation des mérites des candidats selon les règles fixées dans un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte de la potentialité du candidat par rapport aux fonctions du grade supérieur et plus spécifiquement :

1° des connaissances dont dispose le candidat, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences du candidat sur le plan caractériel, physique et professionnel;

3° des attitudes du candidat à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur. »

Art. 103. Dans le texte néerlandais de l'article 14, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 104. Un article 18quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 18quater. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre du volontaire :

1° le retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire;

2° le retrait définitif d'emploi par démission d'office;

3° la mise à la pension par application de l'article 3, B, a), 1° ou de l'article 3, B, b), des lois coordonnées sur les pensions militaires. »

Art. 105. L'article 21 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. Les grades auxquels les musiciens militaires volontaires de carrière, dénommés ci-après musiciens volontaires, sont nommés, sont les mêmes que ceux visés à l'article 2, § 1^{er}.

Il y a équivalence entre chacun des grades de la marine et le grade correspondant de la force terrestre, de la force aérienne et du service médical.

L'appellation du grade est complétée par l'appellation « musicien ».

Les musiciens volontaires sont assimilés aux volontaires de carrière. ».

Art. 106. L'article 23bis de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 23bis. Pour l'application des dispositions du statut des volontaires du cadre actif, le service médical est considéré comme une force. »

Art. 101. In artikel 7 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt het woord « rechtvaardiging » vervangen door het woord « verweer »;

2° in het derde lid wordt tussen de woorden « binnen » en « twee » het woord « de » ingevoegd;

3° in het derde lid worden tussen de woorden « jaar » en « te » en tussen de woorden « jaar » en « na » de woorden « werkelijke dienst » ingevoegd;

4° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van de bepalingen in het derde en vierde lid kan op voorstel van de korpscommandant de kandidatuur tot bevordering in de graad van korporaal een vierde maal worden onderzocht nadat vijf jaar werkelijke dienst verlopen zijn na het laatste onderzoek bepaald in het derde lid. »

Art. 102. Een artikel 7ter, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 7ter. In afwijking van de bepalingen van artikel 7bis, eerste lid, kunnen de graden van korporaal-chef en eerste korporaal-chef worden verleend naar de keuze van de stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel, één of twee jaren voor het bereiken van de minimum-ancienniteit in de onmiddellijk lagere graad, ingevolge een beoordeling van de verdiensten van de kandidaten volgens de regels bepaald in een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met de potentialiteit van de kandidaat ten aanzien van de functies van de hogere graad en meer bepaald :

1° met de kennis waarover de kandidaat beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van de kandidaat op het karakteriële, fysieke en professionele vlak;

3° met de attitudes van de kandidaat ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad. »

Art. 103. In artikel 14, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 104. Een artikel 18quater, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 18quater. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de vrijwilliger :

1° de tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel;

2° de definitieve ambtsontheffing door ontslag van ambtswege;

3° de definitieve oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, B, a), 1° of artikel 3, B, b), van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen. »

Art. 105. Artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 21. De graden waarin de militaire muzikanten-beroepsvrijwilligers, hierna vrijwilligers-muzikanten genoemd, worden benoemd, zijn dezelfde als deze bedoeld in artikel 2, § 1.

Iedere graad van de marine is gelijkwaardig met de graad van de overeenkomstige rang bij de landmacht, de luchtmacht en de medische dienst.

De benaming van de graad wordt aangevuld met de benaming « muzikant ».

De vrijwilligers-muzikanten zijn gelijkgesteld met de beroepsvrijwilligers. »

Art. 106. Artikel 23bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 23bis. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de vrijwilligers van het actief kader, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Section 7. — Modification de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées

Art. 107. L'intitulé du chapitre III de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre III. — Dispositions portant statut des officiers du cadre de complément des forces armées ».

Art. 108. Dans l'article 42 de la même loi, abrogé par la loi du 21 décembre 1990 et rétabli par la loi du 20 mai 1994, les mots « de chacune des forces et du service médical » sont remplacés par les mots « et, le cas échéant, par spécialité ».

Art. 109. Dans l'article 44, 1^o, de la même loi, les mots « article 37 » sont remplacés par les mots « article 36 ».

Art. 110. L'intitulé du chapitre IV de la même loi, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre IV. - Dispositions relatives au personnel militaire féminin des forces armées, à la protection parentale et au congé palliatif ».

Art. 111. Dans l'article 46 de la même loi, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées ».

Art. 112. L'article 47 de la même loi est abrogé.

Art. 113. Un article 49*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 49*bis*. Le militaire féminin qui se trouve en période de paix en service actif sans toutefois être en service intensif, en assistance ou en engagement opérationnel obtient, à sa demande, le congé nécessaire pour lui permettre de se rendre aux examens médicaux prénatals et de les subir dans la mesure où ceux-ci ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service. La demande doit être appuyée de toute preuve utile.

Ce congé est assimilé à une période de service actif et est rémunéré. »

Art. 114. L'article 50 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 50. § 1^{er}. Outre les congés auxquels elle peut prétendre selon la catégorie de personnel à laquelle elle appartient, le militaire féminin en service actif a droit à un congé de maternité prenant cours, à sa demande, au plus tôt à partir de la septième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement ou de la neuvième semaine avant cette date lorsqu'une naissance multiple est prévue. Le militaire féminin remet à son chef de corps au plus tard huit semaines avant la date présumée de l'accouchement ou dix semaines avant cette date lorsqu'une naissance multiple est prévue un certificat médical attestant cette date. Si l'accouchement n'a lieu qu'après la date prévue par le médecin, le congé est prolongé jusqu'à la date exacte de l'accouchement.

Le militaire féminin ne peut effectuer aucune prestation à partir du septième jour qui précède la date présumée de l'accouchement jusqu'à la fin de la période de huit semaines qui prend cours le jour de l'accouchement.

§ 2. A la demande du militaire féminin, la partie postnatale du congé de maternité peut être prolongée au-delà de la huitième semaine, d'une période égale à la période pendant laquelle elle a continué à effectuer des prestations ou a été en permission ou en congé à l'exception du congé de maternité et du congé visé à l'article 52, et ce à partir de la septième semaine précédant la date exacte de l'accouchement ou de la neuvième semaine lorsqu'une naissance multiple est prévue. En cas de naissance prématurée, cette période est réduite du nombre de jours pendant lesquels elle a soit effectué des prestations soit été en permission ou en congé à l'exception du congé de maternité et du congé visé à l'article 52 au cours de la période de sept jours qui précède la date de l'accouchement. Les périodes d'absence pour motif de santé ne sont assimilées ni à des périodes pendant lesquelles des prestations sont effectuées ni à des congés ou permissions.

Afdeling 7. — Wijziging van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht

Art. 107. Het opschrift van hoofdstuk III van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Hoofdstuk III. — Bepalingen houdende statuut van de officieren van het aanvullingskader van de krijgsmacht »

Art. 108. In artikel 42 van dezelfde wet, opgeheven door de wet van 21 december 1990 en opnieuw opgenomen door de wet van 20 mei 1994, worden de woorden « van ieder krijgsmachtdeel en van de medische dienst » vervangen door de woorden « en, in voorkomend geval, per specialiteit ».

Art. 109. In artikel 44, 1^o, van dezelfde wet worden de woorden « artikel 37 » vervangen door de woorden « artikel 36 ».

Art. 110. Het opschrift van hoofdstuk IV van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 december 1990, wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Hoofdstuk IV. - Bepalingen betreffende het vrouwelijk militair personeel van de krijgsmacht, de ouderschapsbescherming en het palliatief verlof »

Art. 111. In artikel 46 van dezelfde wet worden de woorden « de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht ».

Art. 112. Artikel 47 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 113. In dezelfde wet wordt een artikel 49*bis* ingevoegd, luidende :

« Artikel 49*bis*. De vrouwelijke militair die zich in periode van vrede in werkelijke dienst bevindt zonder evenwel in intensieve dienst, in hulpverlening of in operationele inzet te zijn, verkrijgt op haar aanvraag het nodige verlof om haar in staat te stellen zich te begeven naar prenatale medische onderzoeken, voor zover deze niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden, en deze te ondergaan. De aanvraag moet worden gestaafd met elk nuttig bewijs.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst en wordt bezoldigd. »

Art. 114. Artikel 50 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 50. § 1. Buiten de verloven waarop zij, volgens de personeelscategorie waartoe zij behoort, aanspraak kan maken, heeft de vrouwelijke militair in werkelijke dienst recht op een moederschapsverlof dat, op haar verzoek, ten vroegste aanvangt de zevende week vóór de vermoedelijke datum van de bevalling of de negende week vóór deze datum wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht. De vrouwelijke militair bezorgt aan haar korpscommandant ten laatste acht weken vóór de vermoedelijke datum van de bevalling of tien weken vóór deze datum wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht een medisch getuigschrift waaruit deze datum blijkt. Indien de bevalling plaats heeft na de door de geneesheer voorziene datum, wordt het verlof tot de werkelijke datum van de bevalling verlengd.

De vrouwelijke militair mag geen prestaties meer verrichten vanaf de zevende dag die de vermoedelijke datum van de bevalling voorafgaat tot het verstrijken van de periode van acht weken die begint te lopen op de dag van de bevalling.

§ 2. Op verzoek van de vrouwelijke militair kan het postnatale gedeelte van het moederschapsverlof na de achtste week verlengd worden, met een periode waarvan de duur gelijk is aan de periode waarin zij verder prestaties verricht heeft of met vergunning of verlof geweest is met uitzondering van het moederschapsverlof en het verlof bedoeld in artikel 52, en dit vanaf de zevende week vóór de werkelijke datum van de bevalling of vanaf de negende week wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht. Bij vroeggeboorte wordt deze periode verminderd met het aantal dagen waarop zij, tijdens de periode van zeven dagen die de bevalling voorafgaat, hetzij prestaties geleverd heeft hetzij met vergunning of verlof geweest is met uitzondering van het moederschapsverlof en het verlof bedoeld in artikel 52. Periodes van afwezigheid om gezondheidsredenen worden noch met periodes waarin prestaties worden verricht noch met verloven of vergunningen gelijkgesteld.

Toutefois, lorsque le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier pendant au moins huit semaines à compter de sa naissance, le militaire féminin peut reporter la prolongation du congé de maternité à laquelle elle a droit en vertu de l'alinéa précédent, jusqu'au moment où le nouveau-né entre au foyer.

A cet effet, le militaire féminin remet à son chef de corps :

1° au moment de la reprise en service, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est hospitalisé depuis au moins huit semaines;

2° au moment où elle demande la prolongation de son congé de maternité, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant la date de sortie du nouveau-né.

§ 3. Le militaire féminin conserve son droit à la prolongation reportée du congé de maternité dans l'année de la naissance de son enfant en cas de décès de celui-ci. ».

Art. 115. L'article 51, § 1^{er} de la même loi, remplacé par la loi du 21 juillet 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 51. § 1^{er}. Le militaire féminin qui se trouve en état de grossesse ne peut exécuter du travail de nuit pendant une période de huit semaines avant la date présumée de l'accouchement. Sur présentation d'un certificat médical, elle ne peut être tenue d'effectuer des tâches ou du travail de nuit qui présentent un danger pour sa santé ou pour celle de l'enfant pendant d'autres périodes au cours de la grossesse et pendant une période de quatre semaines au maximum qui suit immédiatement la fin du congé de maternité. »

Art. 116. L'article 52 de la même loi est complété comme suit :

« ou est, à défaut, placée en congé. Cette période de congé est rémunérée et est assimilée à une période de service actif. »

Art. 117. L'article 53bis de la même loi, inséré par la loi du 28 décembre 1990 et modifié par la loi du 20 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 53bis. L'officier, le sous-officier ou le volontaire du cadre actif obtient à sa demande, après la naissance ou l'adoption d'un enfant, un congé parental d'une durée maximale de trois mois. Ce congé doit être pris dans les 10 ans qui suivent la naissance ou l'adoption de l'enfant. Ce congé est pris par période de 30 jours.

Si le père et la mère de l'enfant sont militaires du cadre actif, le congé parental visé au présent article ne peut être simultanément octroyé aux deux. Le congé parental n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période de service actif. »

Art. 118. Un article 53quater, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 53quater. § 1^{er}. Lors du décès ou de l'hospitalisation de la mère durant la période de congé de maternité visée à l'article 50, le père qui a la qualité de militaire du cadre actif, bénéficiaire, à sa demande, d'un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum la partie restante du congé de maternité non encore épuisé par la mère.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, le père peut bénéficier du congé de paternité pour autant que les conditions suivantes soient remplies :

1° le congé de paternité ne peut débiter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant;

2° le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;

3° l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité se termine au moment où l'hospitalisation de la mère a pris fin et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

§ 4. Le congé de paternité est rémunéré et est assimilé à une période de service actif. »

Wanneer het pasgeboren kind evenwel gedurende ten minste acht weken na de geboorte in de verplegingsinrichting opgenomen moet blijven, kan de vrouwelijke militair de verlenging van het moederschapsverlof waarop zij krachtens het vorige lid recht heeft, uitstellen tot op het ogenblik waarop het pasgeboren kind naar huis komt.

Met dat doel bezorgt de vrouwelijke militair aan haar korpscommandant :

1° op het ogenblik dat zij heropgenomen wordt in de dienst, een getuigschrift van de verplegingsinrichting waaruit blijkt dat het pasgeboren kind in de verplegingsinrichting opgenomen is sinds ten minste acht weken;

2° op het ogenblik dat zij de verlenging van haar moederschapsverlof aanvraagt, een getuigschrift van de verplegingsinrichting dat de datum vermeldt waarop het pasgeboren kind de inrichting verlaat.

§ 3. De vrouwelijke militair behoudt haar recht op de uitgestelde verlenging van het moederschapsverlof binnen het jaar na de geboorte van haar kind wanneer het overlijdt. »

Art. 115. Artikel 51, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 21 juli 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 51. § 1. De vrouwelijke militair die zwanger is mag geen nachtwerk verrichten gedurende een periode van acht weken vóór de vermoedelijke datum van de bevalling. Op voorlegging van een medisch getuigschrift mag ze niet verplicht worden taken of nachtwerk te verrichten die gevaarlijk zijn voor haar gezondheid of die van haar kind gedurende andere periodes tijdens de zwangerschap en gedurende een periode van maximum vier weken die onmiddellijk volgt op het einde van het moederschapsverlof. »

Art. 116. Artikel 52 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« of wordt, bij ontstentenis, met verlof geplaatst. Deze verlofperiode wordt bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst. »

Art. 117. Artikel 53bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 28 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 53bis. De officier, de onderofficier of de vrijwilliger van het actief kader bekomt op zijn aanvraag een ouderschapsverlof van ten hoogste drie maanden na de geboorte of de adoptie van een kind. Dit verlof dient genomen te worden binnen de 10 jaar die volgen op de geboorte of de adoptie van het kind. Dit verlof wordt per periode van 30 dagen genomen.

Wanneer de vader en de moeder van het kind militairen van het actief kader zijn, kan het ouderschapsverlof bedoeld in dit artikel niet gelijktijdig aan de twee toegekend worden. Het ouderschapsverlof wordt niet bezoldigd. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst. »

Art. 118. Een artikel 53quater, luidend als volgt wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 53quater. § 1. Bij het overlijden of de hospitalisatie van de moeder gedurende de periode van moederschapsverlof bedoeld in artikel 50, neemt de vader, die de hoedanigheid van militair van het actief kader heeft, op zijn verzoek, vaderschapsverlof om de opvang van het kind te verzekeren.

§ 2. Bij het overlijden van de moeder is de duur van het vaderschapsverlof ten hoogste het resterende deel van het moederschapsverlof dat de moeder nog niet heeft genomen.

§ 3. Bij hospitalisatie van de moeder kan de vader het vaderschapsverlof nemen voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het vaderschapsverlof kan geen aanvang nemen vóór de zevende dag na de geboorte van het kind;

2° de pasgeborene moet het ziekenhuis verlaten hebben;

3° de hospitalisatie van de moeder moet langer duren dan zeven dagen.

Het vaderschapsverlof neemt een einde op het ogenblik dat de hospitalisatie van de moeder wordt beëindigd en uiterlijk bij het verstrijken van het deel van het moederschapsverlof dat nog niet door de moeder is opgenomen.

§ 4. Het vaderschapsverlof wordt bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst. »

Art. 119. L'intitulé de la section 4 du chapitre IV de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section 4. — Congé pour soins palliatifs ».

Art. 120. L'article 55 de la même loi, abrogé par la loi du 20 mai 1994, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 55. Sauf en période de guerre, le militaire du cadre actif a droit à un congé en cas de soins palliatifs d'une personne.

Pour l'application du présent article, on entend par soins palliatifs toute forme d'assistance, notamment médicale, sociale, administrative et psychologique ainsi que les soins donnés à une personne souffrant d'une maladie incurable et se trouvant en phase terminale.

La durée du congé est au maximum d'un mois, prolongeable d'un mois.

Sauf pour motifs exceptionnels à apprécier par le ministre de la Défense nationale, la durée de tous les congés pour soins palliatifs ne peut dépasser au total six mois au cours de la carrière du militaire.

Le militaire qui souhaite obtenir un congé pour soins palliatifs, introduit à cette fin une demande auprès de son chef de corps. Il joint à sa demande une attestation délivrée par le médecin traitant de la personne en nécessité de soins palliatifs, duquel il ressort que le militaire a déclaré qu'il est disposé à donner des soins palliatifs, sans que l'identité du patient soit mentionnée.

Le congé pour soins palliatifs n'est pas rémunéré mais est assimilé à une période de service actif. »

Section 8. — Modification de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

Art. 121. L'intitulé de la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi relative au statut des sous-officiers de réserve des forces armées ».

Art. 122. Dans l'article 1^{er} de la même loi, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et dans le service médical » sont remplacés par les mots « forces armées. »

Art. 123. A l'article 3 de la même loi, remplacé par les lois du 20 mai 1994, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées ».

Art. 124. Dans le texte néerlandais de l'article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 125. Un article 20*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 20*bis*. Les mesures statutaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre du sous-officier de réserve :

- 1° la non-activité par mesure disciplinaire;
- 2° la démission d'office du grade, visée à l'article 7. »

Art. 126. L'intitulé du chapitre V de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Les corps et les spécialités ».

Art. 127. L'article 21 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 21. Les sous-officiers de réserve sont répartis entre les corps déterminés par le Roi.

En outre, dans certains corps, les sous-officiers de réserve sont affectés dans une des spécialités déterminées par le Roi. »

Art. 128. A l'article 23 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans le § 1^{er}, le mot « mobilisées » est supprimée;
- 2° le § 2 est abrogé.

Art. 119. Het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Afdeling 4. — Palliatief verlof »

Art. 120. Artikel 55 van dezelfde wet, opgeheven door de wet van 20 mei 1994, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Artikel 55. Behalve in periode van oorlog, heeft de militair van het actief kader recht op verlof in geval van palliatieve verzorging van een persoon.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder palliatieve verzorging verstaan, elke vorm van bijstand en inzonderheid medische, sociale, administratieve en psychologische bijstand en verzorging van een persoon die lijdt aan een ongeneeslijke ziekte en die zich in een terminale fase bevindt.

De duur van het verlof bedraagt maximum een maand, verlengbaar met een maand.

Behoudens uitzonderlijke redenen waarover de minister van Landsverdediging oordeelt, mag de duur van alle palliatieve verlopen tijdens de loopbaan van een militair een totaal van zes maanden niet overschrijden.

De militair die een palliatief verlof wenst te bekomen, dient hiertoe een aanvraag in bij zijn korpscommandant. Hij voegt bij zijn aanvraag een getuigschrift afgeleverd door de behandelende geneesheer van de persoon die palliatieve verzorging behoeft, waaruit blijkt dat de militair zich bereid verklaard heeft deze palliatieve verzorging te verlenen, zonder dat hierbij de identiteit van de patiënt wordt vermeld.

Het palliatief verlof is niet bezoldigd maar wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst. »

Afdeling 8. — Wijziging van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

Art. 121. Het opschrift van de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Wet betreffende het statuut van de reserveonderofficieren van de krijgsmacht »

Art. 122. In artikel 1 van dezelfde wet worden de woorden « de land-, de lucht- en de zeemacht en in de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht ».

Art. 123. In artikel 3 van dezelfde wet, vervangen bij de wetten van 20 mei 1994, worden de woorden « de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht ».

Art. 124. In artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 125. Een artikel 20*bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 20*bis*. De volgende statutaire maatregelen kunnen worden uitgesproken ten opzichte van de reserveonderofficier :

- 1° de non-activiteit bij tuchtmaatregel;
- 2° het ontslag van ambtswege uit de graad bedoeld in artikel 7. »

Art. 126. Het opschrift van hoofdstuk V van dezelfde wet wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Hoofdstuk V. — De korpsen en de specialiteiten »

Art. 127. Artikel 21 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 21. De reserveonderofficieren worden verdeeld over de door de Koning bepaalde korpsen.

Bovendien, worden in sommige korpsen de reserveonderofficieren ingedeeld in één van de door de Koning bepaalde specialiteiten. »

Art. 128. In artikel 23 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in § 1 vervalt het woord « gemobiliseerde »;
- 2° § 2 wordt opgeheven.

Art. 129. L'article 28 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 28. Le Roi règle l'avancement des sous-officiers de réserve conformément aux dispositions du chapitre VI et du présent chapitre. »

Art. 130. L'article 29 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 29. Dans les forces armées, l'avancement des sous-officiers de réserve a lieu dans le corps ou, le cas échéant, dans la spécialité auxquels ils sont affectés. »

Art. 131. L'article 34 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34. Le sous-officier de réserve recruté en vertu de l'article 1^{er} ne peut être promu aux grades de sous-officier supérieur dans le cadre de réserve.

Toutefois, le sous-officier de réserve issu du cadre des sous-officiers de carrière et qui a réussi l'examen de qualification visé à l'article 39 de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, peut être promu dans le cadre de réserve au grade d'adjudant-chef ou à un grade équivalent, aux conditions fixées par le Roi.

Le sous-officier de carrière versé dans le cadre de réserve avec un grade d'adjudant ou un grade équivalent, ou avec un grade de sous-officier supérieur ne peut obtenir qu'une seule promotion dans le cadre de réserve.

Les candidatures aux grades de sous-officier supérieur de réserve sont soumises aux comités d'avancement compétents suivant la réglementation applicable aux sous-officiers de carrière, comme fixée aux articles 39 et 39bis de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées. »

Art. 132. L'article 40 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 40. Le Roi détermine l'âge auquel les sous-officiers de réserve des différents grades, corps et, selon le cas, spécialités cessent de faire partie du cadre de réserve. »

Art. 133. L'article 43 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 43. L'article 15bis de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées est applicable aux sous-officiers de réserve. »

Art. 134. L'article 47 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 47. Pour l'application des dispositions du statut des sous-officiers de réserve, le service médical est considéré comme une force. »

Art. 135. Dans le texte néerlandais de l'article 71, § 1^{er}, de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Section 9. — Modification de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif

Art. 136. Dans l'article 1^{er} de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, les mots « forces terrestre, aérienne et navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées ».

Art. 137. Un article 7bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 7bis. Pour l'application des dispositions du statut des candidats militaires du cadre actif, le service médical est considéré comme une force. ».

Art. 138. A l'article 9bis de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « par force et par régime linguistique », sont insérés entre les mots « catégorie de personnel, » et « le nombre de places »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Le classement de ces candidats se fait selon le modèle psychométrique visé à l'article 13bis. »

Art. 129. Artikel 28 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 28. De Koning regelt de bevordering van de reserveonderofficieren overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk VI en van dit hoofdstuk. »

Art. 130. Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 29. In de krijgsmacht heeft de bevordering van de reserveonderofficieren plaats in het korps of, in voorkomend geval, in de specialiteit waarvoor zij zijn aangewezen. »

Art. 131. Artikel 34 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 34. De reserveonderofficier die is aangeworven op grond van artikel 1 kan niet worden bevorderd tot de graden van hoofdonderofficier in het reservekader.

De reserveonderofficier die uit het kader van de beroepsonderofficieren komt en geslaagd is voor het kwalificatie-examen bedoeld in artikel 39 van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, kan onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden in het reservekader worden bevorderd tot de graad van adjudant-chef of tot een gelijkwaardige graad.

De beroepsonderofficier die bij de reserve werd ingedeeld met de graad van adjudant of een gelijkwaardige graad, of met een graad van hoofdonderofficier kan in het reservekader slechts één bevordering bekomen.

Kandidaturen voor de graden van hoofdonderofficier van het reservekader worden aan de bevoegde bevorderingscomités voorgelegd volgens de regeling die toepassing vindt op de beroepsonderofficieren, zoals bepaald in de artikelen 39 en 39bis van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht. »

Art. 132. Artikel 40 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 40. De Koning bepaalt op welke leeftijd de reserveonderofficieren van de verschillende graden, korpsen en, in voorkomend geval, specialiteiten ophouden tot het reservekader te behoren. »

Art. 133. Artikel 43 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 43. Het artikel 15bis van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht is van toepassing op de reserveonderofficieren. »

Art. 134. Artikel 47 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 47. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de reserveonderofficieren, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Art. 135. In artikel 71, § 1, van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Afdeling 9. — Wijziging van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader

Art. 136. In artikel 1 van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader worden de woorden « de land-, de lucht-, de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht ».

Art. 137. Een artikel 7bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel 7bis. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Art. 138. In artikel 9bis van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° worden tussen de woorden « van het personeel » en « het aantal plaatsen » de woorden « , per krijgsmachtdeel en per taalstelsel, » ingevoegd;

2° wordt het artikel aangevuld met het volgende lid :

« De rangschikking van die kandidaten gebeurt volgens het psychometrisch model bedoeld in artikel 13bis. »

Art. 139. Un article 13*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 13*bis*. Pour la catégorie de personnel désignée par le Roi ou par l'autorité qu'il détermine, le classement des candidats peut se faire selon un modèle psychométrique.

Ce modèle psychométrique tient compte des critères suivants : l'importance accordée à l'occupation des différentes places pour les forces armées et la probabilité de réussite de tous les candidats pour les différents cycles de formation spécifiques. »

Art. 140. A l'article 20, alinéa 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ou par corps, pour les corps spéciaux » sont insérés entre les mots « par force » et « le cycle de formation »;

2° l'alinéa est complété comme suit :

« Les candidats peuvent être classés selon les conditions que le Roi fixe. »

Art. 141. A l'article 21 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 1^{er}, 1°, a) et 2°, a), les mots « premier matelot » sont remplacés par le mot « quartier-maître »;

2° dans le § 2, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « matelot de première classe » sont remplacés par les mots « premier matelot »;

3° le § 3 est complété comme suit :

« selon les conditions que le Roi fixe. »;

4° le § 6 est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, cette disposition n'est pas applicable lorsque le retard encouru pendant le cycle de formation trouve son origine soit dans un accident ou une maladie à la suite d'un fait en rapport avec le service, soit à la suite d'intempéries, pour le candidat sous-officier de carrière qui suit la formation de pilote de l'aviation légère. »;

5° dans le § 7, alinéa 1^{er}, les mots « Le § 5 ne s'applique » sont remplacés par les mots « Les §§ 5 et 6 ne s'appliquent ».

Art. 142. A l'article 24, § 2, de la même loi, remplacé par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou candidat sous-officier de carrière » sont insérés entre les mots « carrière » et « visé »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de sous-officier de carrière » sont insérés entre les mots « carrière » et « du personnel »;

3° dans l'alinéa 2, les mots « ou dans un corps spécial » sont ajoutés après les mots « autre force »;

4° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le candidat militaire de carrière ou de complément qui, pour des raisons de condition physique, n'est pas en état de parfaire son cycle de formation spécifique peut, à sa demande et aux conditions fixées par le Roi obtenir du chef d'état-major de sa force l'autorisation de poursuivre sa formation dans un autre cycle de formation spécifique de sa force dans la même qualité et dans une promotion contemporaine. »

Art. 143. A l'article 25, alinéa 1^{er}, 1°, a), de la même loi, remplacé par la loi du 20 mai 1994, dans le texte néerlandais le mot « of » est remplacé par le mot « en ».

Section 10. — Modification de la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme

Art. 144. Un article 3*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme :

« Article 3*bis*. Pour l'application des dispositions du statut des militaires court terme, le service médical est considéré comme une force. ».

Art. 145. L'article 5 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le militaire court terme réintégré conformément aux dispositions de l'article 18, alinéa 2, souscrit à un engagement additionnel pour la durée restante de l'engagement non terminé visé à l'alinéa 1^{er}. Pour l'application des dispositions des articles 18, alinéa 1^{er}, 19, 21, 1°, 24 et 26, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, l'engagement additionnel est considéré comme un engagement. »

Art. 139. Een artikel 13 *bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet, ingevoegd :

« Artikel 13*bis*. Voor de personeelscategorie bepaald door de Koning of door de overheid die Hij aanduidt, kan de rangschikking van de kandidaten gebeuren volgens een psychometrisch model.

Dit psychometrisch model houdt rekening met volgende criteria : het belang dat gehecht wordt aan de bezetting van de verschillende plaatsen voor de krijgsmacht en met de kans op slagen van alle kandidaten voor de verschillende specifieke vormingscycli. »

Art. 140. In artikel 20, eerste lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden « per krijgsmachtdeel » en « de vormingscyclus » worden de woorden « of per corps, voor de bijzondere korpsen » ingevoegd;

2° het lid wordt aangevuld als volgt :

« De kandidaten kunnen worden gerangschikt volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt. »

Art. 141. In artikel 21 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, 1°, a) en 2°, a), worden de woorden « eerste matroos » vervangen door het woord « kwartiermeester »;

2° in § 2, eerste lid, 3°, worden de woorden « matroos eerste klasse » vervangen door de woorden « eerste matroos »;

3° de § 3 wordt aangevuld als volgt :

« volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt. »;

4° de § 6 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Deze bepaling is evenwel niet van toepassing wanneer de tijdens de vormingscyclus opgelopen vertraging werd veroorzaakt hetzij door een ongeval of een ziekte ingevolge een met de dienst verband houdend feit, hetzij ingevolge slechte weersomstandigheden, voor de kandidaat-beroepsonderofficier die de vorming volgt van piloot van het licht vliegwezen. »;

5° in § 7, eerste lid, worden de woorden « Paragraaf 5 is » vervangen door de woorden « Paragraaf 5 en 6 zijn ».

Art. 142. In artikel 24, § 2, van dezelfde wet, vervangen door de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden tussen de woorden « kandidaat-beroepsofficier » en « bedoeld » de woorden « of kandidaat-beroepsonderofficier » ingevoegd;

2° in het eerste lid, worden tussen de woorden « beroepsofficier » en « van » de woorden « of beroepsonderofficier » ingevoegd;

3° in het tweede lid, worden tussen de woorden « een ander krijgsmachtdeel » en « voort te zetten » de woorden « of in een bijzonder corps » ingevoegd;

4° de § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De kandidaat-beroeps- of aanvullingsmilitair die om redenen van fysieke conditie zijn specifieke vormingscyclus niet kan voltooien, kan, op zijn verzoek en onder de voorwaarden die de Koning bepaalt, van de stafchef van zijn krijgsmachtdeel de toestemming bekomen om zijn vorming voort te zetten in een andere specifieke vormingscyclus van zijn krijgsmachtdeel in dezelfde hoedanigheid en in een gelijktijdige promotie. »

Art. 143. In artikel 25, eerste lid, 1°, a), van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 20 mei 1994, wordt het woord « of » vervangen door het woord « en ».

Afdeling 10. — Wijziging van de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn

Art. 144. Een artikel 3*bis*, luidend als volgt, wordt in de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn ingevoegd :

« Artikel 3*bis*. Voor de toepassing van de bepalingen van het statuut van de militairen korte termijn, wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd. »

Art. 145. Artikel 5 van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De volgens de bepaling van artikel 18, tweede lid, heropgenomen militair korte termijn gaat een aanvullende dienstneming aan voor de resterende duur van de niet volbrachte dienstneming bedoeld in het eerste lid. Voor de toepassing van de bepalingen van de artikelen 18, eerste lid, 19, 21, 1°, 24 en 26, § 2, eerste lid, 1°, dient de aanvullende dienstneming te worden beschouwd als een dienstneming. »

Art. 146. Un article *7bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article *7bis*. Pour la catégorie de personnel désignée par le Roi ou par l'autorité qu'il détermine, le classement des candidats peut se faire selon un modèle psychométrique.

Ce modèle psychométrique tient compte des critères suivants : l'importance accordée à l'occupation des différentes places pour les forces armées et la probabilité de réussite de tous les candidats pour les différents cycles de formation spécifiques. »

Art. 147. L'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété comme suit :

« 4° le candidat officier ou le candidat sous-officier qui ne conserve pas au moins le profil médical correspondant à sa catégorie de personnel, fixé par le Roi;

5° le candidat volontaire qui ne conserve pas au moins le profil médical pour l'emploi dans lequel il est formé, fixé par le Roi. »

Art. 148. L'article 18, alinéa 2, de la même loi est complété comme suit :

« Toutefois, le militaire court terme dont l'engagement a été automatiquement résilié sur la base de l'article 19, alinéa 1^{er}, 3°, a), en vue de suivre une formation de candidat militaire du cadre actif dans une catégorie supérieure de personnel peut être réintégré aux conditions sur le plan des qualités morales, physiques, caractérielles et professionnelles et selon les modalités fixées par le Roi. »

Art. 149. A l'article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 3°, a), les mots « forces terrestre, aérienne, navale et du service médical » sont remplacés par les mots « forces armées »;

2° un 5° est ajouté, rédigé comme suit :

« 5° perte du profil médical pour l'emploi dans lequel le volontaire court terme a été formé, fixé par le Roi. »

Art. 150. Un article *41bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article *41bis*. En dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, le militaire court terme dont le troisième rengagement vient à expiration ou qui, en raison de la limite d'âge fixée par le Roi ne pourrait plus souscrire un rengagement, est autorisé à sa demande, à souscrire maximum deux rengagements d'une durée d'un an.

Pour l'application des dispositions de l'article 26, le militaire court terme qui accomplit ou a accompli, selon le cas, un quatrième ou un cinquième rengagement bénéficie des mêmes primes de reclassement et exemption de service que celui qui accomplit ou a accompli un troisième rengagement. »

Section 11. — Modification de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver

Art. 151. Dans le texte néerlandais de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, le mot « geschil » est remplacé par le mot « conflict ».

Art. 152. Un article *3bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article *3bis*. En période de guerre, le candidat militaire en formation visé à l'article 10, qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans, ne peut pas participer à une forme d'engagement opérationnel armé. »

Art. 153. L'article 10, alinéa 4, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La sous-position « en assistance » est la sous-position de chaque militaire qui participe à une mission visée à l'article 3, § 1^{er}, 2°, b). Le militaire visé à l'alinéa 1^{er} ne peut être dans cette sous-position « en assistance » sauf pour l'accomplissement de missions sur le territoire national. »

Art. 146. Een artikel *7bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel *7bis*. Voor de personeelscategorie bepaald door de Koning of door de overheid die Hij aanduidt, kan de rangschikking van de kandidaten gebeuren volgens een psychometrisch model.

Dit psychometrisch model houdt rekening met volgende criteria : het belang dat gehecht wordt aan de bezetting van de verschillende plaatsen voor de krijgsmacht en de kans op slagen van alle kandidaten voor de verschillende specifieke vormingscycli. »

Art. 147. Artikel 14, § 1, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 4° de kandidaat-officier of de kandidaat-onderofficier die niet ten minste het medisch profiel voor zijn personeelscategorie behoudt, zoals bepaald door de Koning;

5° de kandidaat-vrijwilliger die niet ten minste het medisch profiel voor het ambt waarin hij is gevormd, behoudt, zoals bepaald door de Koning. »

Art. 148. Artikel 18, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« De militaire korte termijn waarvan de dienstneming echter op basis van artikel 19, eerste lid, 3°, a), werd verbroken om een vorming te volgen van kandidaat-militair van het actief kader in een hogere personeelscategorie, kan worden heropgenomen onder de voorwaarden op het vlak van de morele, fysieke, karakteriële en professionele hoedanigheden en volgens de nadere regels die de Koning bepaalt. »

Art. 149. In artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in onderdeel 3°, a), worden de woorden « de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst » vervangen door de woorden « de krijgsmacht »;

2° een onderdeel 5° wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« 5° verlies van het medisch profiel voor het ambt waarin de vrijwilliger korte termijn werd gevormd, zoals bepaald door de Koning. »

Art. 150. In dezelfde wet wordt een artikel *41bis* ingevoegd, luidende :

« Artikel *41bis*. In afwijking van de bepalingen van artikel 1 is de militaire korte termijn wiens derde wederdienstneming verstrijkt of die, wegens de leeftijdsgrens bepaald door de Koning geen wederdienstneming meer zou kunnen aangaan, gemachtigd om op zijn aanvraag maximum twee wederdienstnemingen voor de duur van één jaar aan te gaan.

Voor de toepassing van de bepalingen van artikel 26, geniet de militaire korte termijn die een vierde of een vijfde wederdienstneming vervult of vervuld heeft, naargelang het geval, van dezelfde reclasseeringspremie en vrijstelling van dienst als degene die een derde wederdienstneming vervult of vervuld heeft. »

Afdeling 11. — Wijziging van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militaire zich kan bevinden

Art. 151. In artikel 2, tweede lid, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militaire zich kan bevinden, wordt het woord « geschil » vervangen door het woord « conflict ».

Art. 152. Een artikel *3bis*, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Artikel *3bis*. In periode van oorlog kan de kandidaat-militair in vorming, bedoeld in artikel 10, die geen 18 jaar oud is, niet deelnemen aan een vorm van gewapende operationele inzet. »

Art. 153. Artikel 10, vierde lid, van dezelfde wet, wordt vervangen door het volgende lid :

« De deelstand « in hulpverlening » is de deelstand van elke militair die deelneemt aan een opdracht bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, b). De militair bedoeld in het eerste lid kan zich niet in die deelstand « in hulpverlening » bevinden, behalve voor het vervullen van opdrachten op het nationale grondgebied. »

Section 12. — Modification de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires

Art. 154. Dans l'article 3 de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, modifié par l'arrêté royal du 24 juillet 1997, il est inséré un § 3ter, rédigé comme suit :

« § 3ter. Le militaire en congé pour soins palliatifs n'a pas droit au traitement. Toutefois, ce militaire peut prétendre à une allocation d'interruption dont le montant et les conditions d'octroi sont identiques à ceux prévus pour le militaire en non-activité à la suite d'un retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière. »

Art. 155. L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. Outre le traitement, le militaire en « service actif » en période de paix perçoit, dans les sous-positions « service intensif », « assistance » ou « engagement opérationnel », une allocation dont le montant journalier correspond à une fraction du traitement annuel brut dont le dénominateur est le nombre 1850 et dont le numérateur est fixé par le Roi.

Lorsqu'il est dans la sous-position « assistance » ou dans la sous-position « engagement opérationnel », le militaire en « service actif » perçoit, en outre, une indemnité forfaitaire journalière dont le montant est identique pour toutes les catégories du personnel militaire et est fixé par le Roi. Ce montant est multiplié par un coefficient fixé par le Roi en fonction des formes d'engagement, déterminées en application de l'article 3 de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, ce coefficient ne pouvant être supérieur à 7. »

Art. 156. A l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « et aux personnes étrangères à l'armée dont la présence est requise auprès des militaires, » sont insérés entre les mots « service actif » et « en période de paix »;

2° il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. En outre, le Roi peut, dans le cadre de restructurations des Forces armées ou en cas de problèmes conjoncturels de personnel :

1° accorder des indemnités de reclassement ou de départ à des militaires qui, à leur demande, quittent prématurément les Forces armées;

2° accorder des primes de recrutement à des candidats militaires, soit à la fin de la période de formation initiale, soit à un moment qu'il fixe.

Concernant les indemnités visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, le Roi peut fixer :

1° le montant et les modalités d'octroi de l'indemnité;

2° par catégorie de personnel, les conditions auxquelles les militaires doivent répondre afin d'être pris en compte pour l'octroi de ces indemnités;

3° par catégorie de personnel, le nombre maximal de militaires qui peuvent en bénéficier;

4° les modalités éventuelles de remboursement si le militaire ne satisfait plus aux conditions fixées.

Concernant les primes de recrutement visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, le Roi peut fixer :

1° le montant et les modalités d'octroi de la prime;

2° les catégories de personnel, qui peuvent être prises en compte pour l'octroi de la prime;

3° la durée minimale pendant laquelle le bénéficiaire doit rester en service actif;

4° les modalités de remboursement si l'intéressé quitte ou doit quitter les forces armées avant l'expiration de cette période pour des raisons autres que :

a) parce qu'il ne répond plus aux exigences médicales requises et ne peut pour cette raison poursuivre sa formation;

b) la mise à la pension pour cause d'inaptitude physique définitive à tout service militaire. »

Afdeling 12. — Wijziging van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen

Art. 154. In artikel 3 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1997, wordt een § 3ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3ter. De militair met palliatief verlof heeft geen recht op wedde. Deze militair kan niettemin aanspraak maken op een onderbrekings-toelage waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden identiek zijn aan deze voorzien voor de militair in non-activiteit ingevolge een tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking. »

Art. 155. Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 10. Naast de wedde ontvangt de militair in « werkelijke dienst » in periode van vrede, in de deelstanden « intensieve dienst », « hulpverlening » en « operationele inzet » een toelage waarvan het bedrag per dag overeenstemt met een breuk van de bruto jaarwedde met in de noemer het getal 1850 en in de teller het getal bepaald door de Koning.

Wanneer hij zich in de deelstand « hulpverlening » bevindt, of in de deelstand « operationele inzet », ontvangt de militair in « werkelijke dienst » bovendien een dagelijkse forfaitaire vergoeding waarvan het bedrag gelijk is voor alle categorieën van het militair personeel en door de Koning wordt vastgesteld. Dit bedrag wordt vermenigvuldigd met een coëfficiënt die door de Koning wordt vastgesteld afhankelijk van de aanwendingsvormen, die zijn vastgesteld met toepassing van artikel 3 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden, waarbij deze coëfficiënt niet hoger mag zijn dan 7. »

Art. 156. In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden « en aan de personen die niet behoren tot het leger en wier aanwezigheid bij de militairen noodzakelijk is, » ingevoegd tussen de woorden « in werkelijke dienst » en « in periode van vrede »;

2° er wordt een § 4 ingevoegd, luidende als volgt :

« § 4. Daarenboven kan de Koning, in het kader van herstructureringen van de Krijgsmacht of in geval van conjuncturele personeelsproblemen :

1° herklasserings- of vertrekvergoedingen toekennen aan militairen die, op hun aanvraag, de Krijgsmacht vroegtijdig verlaten;

2° recruiteringspremies toekennen aan kandidaat-militairen, hetzij op het einde van de periode van initiële vorming, hetzij op een moment dat Hij bepaalt.

Wat de toekenning van de in het eerste lid, 1°, bedoelde vergoedingen betreft, kan de Koning volgende aspecten bepalen :

1° het bedrag en de nadere toekenningsvoorwaarden van de vergoeding;

2° per personeelscategorie, de voorwaarden waaraan de militairen moeten voldoen om in aanmerking te komen voor toekenning van deze vergoedingen;

3° per personeelscategorie, het maximum aantal militairen dat hiervan kan genieten;

4° de eventuele nadere terugbetalingsvoorwaarden indien de militair niet langer aan de gestelde voorwaarden voldoet.

Wat de toekenning van de in het eerste lid, 2°, bedoelde recruiteringspremies betreft, kan de Koning bepalen :

1° het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de premie;

2° de personeelscategorieën die voor toekenning van de premie in aanmerking kunnen komen;

3° de minimum duur tijdens dewelke de begunstigde in werkelijke dienst moet blijven;

4° de nadere terugbetalingsvoorwaarden indien de begunstigde de Krijgsmacht verlaat of moet verlaten vóór het verstrijken van deze termijn om andere redenen dan :

a) omdat hij niet langer voldoet aan de eisen op medisch gebied en zijn vorming om die reden niet kan voortzetten;

b) de oppensioenstelling wegens definitieve lichamelijke ongeschiktheid voor elke militaire dienst. »

Art. 157. Un article 14bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 14bis. Les militaires qui se trouvent dans les conditions déterminées par le Roi, peuvent obtenir une avance sur traitement.

Afin de faciliter l'exécution des déplacements de service, les militaires peuvent également obtenir une avance sur les indemnités prévues à cet effet. ».

Section 13. — Modification des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923

Art. 158. L'article 58, dernier alinéa, des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, modifié par les lois des 26 mai 1948, 2 août 1955, 11 juin 1964, 12 juillet 1973 et 13 juillet 1976, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour les caporaux-chefs, brigadiers-chefs, quartiers-maîtres-chefs ou caporaux-chefs musicien, ce temps d'activité est compté à partir de leur nomination au grade de caporal, brigadier, quartier-maître ou caporal musicien. »

Section 14. — Modification de loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation

Art. 159. A l'article 4 de loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou qui a été démis d'office » sont insérés entre les mots « sa démission » et « avant d'avoir »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou qui a été démis d'office » sont insérés entre les mots « sa démission » et « après l'obtention ».

Art. 160. A l'article 5 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou dont l'engagement est résilié pour motif disciplinaire, inaptitude morale ou professionnelle, » sont insérés entre les mots « son engagement » et « avant d'avoir »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou dont l'engagement est résilié pour motif disciplinaire, inaptitude morale ou professionnelle, » sont insérés entre les mots « son engagement » et « avant d'avoir ».

Section 15. — Modification de la loi du 25 mai 2000 relatif à l'enveloppe en personnel militaire

Art. 161. L'article 3, 1°, de la loi du 25 mai 2000 relatif à l'enveloppe en personnel militaire est complété comme suit :

« ainsi que, pour autant qu'ils y soient affectés à temps plein, les officiers généraux et supérieurs attachés à la personne du Roi ou aux membres de la Famille royale; ».

Section 16. — Modification de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire

Art. 162. L'article 90 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire est remplacé par la disposition suivante :

« Article 90. § 1^{er}. Le militaire subit les examens médicaux qui sont nécessaires pour vérifier s'il répond aux critères suivants :

- 1° les critères d'aptitude pour tout service militaire;
- 2° les critères d'aptitude pour l'exercice de certaines fonctions;
- 3° les critères d'aptitude pour l'exécution de certaines missions;
- 4° les critères d'aptitude pour l'exécution de certaines activités.

Art. 157. In dezelde wet wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidende :

« Artikel 14bis. De militairen die voldoen aan de voorwaarden die de Koning bepaalt, kunnen een weddevoorschot bekomen.

Wanneer dit wenselijk is voor de goede uitvoering van de dienstreezen, kunnen de militairen tevens een voorschot bekomen op de daartoe vastgestelde vergoedingen. »

Afdeling 13. — Wijziging van de wetten op de militaire pensioenen samengeordend door het koninklijk besluit van 11 augustus 1923

Art. 158. Artikel 58, laatste lid, van de wetten op de militaire pensioenen samengeordend door het koninklijk besluit van 11 augustus 1923, gewijzigd bij de wetten van 26 mei 1948, 2 augustus 1955, 11 juni 1964, 12 juli 1973 en 13 juli 1976, wordt vervangen door het volgende lid :

« Voor de korporaals-chef, brigadiers-chef, kwartiermeesters-chef of korporaals-chef muzikant, wordt die activiteitstijd gerekend vanaf hun benoeming in de graad van korporaal, brigadier, kwartiermeester of korporaal muzikant. »

Afdeling 14. — Wijziging van de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen door de Staat voor een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden

Art. 159. In artikel 4 van de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en het terugvorderen door de Staat voor een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden tussen de woorden « zijn ontslag verkrijgt » en de woorden « voor de rendementsperiode » de woorden « of die van ambtswege wordt ontslagen, » ingevoegd;

2° in het tweede lid worden tussen de woorden « zijn ontslag verkrijgt » en de woorden « na het behalen » de woorden « of die van ambtswege wordt ontslagen, » ingevoegd.

Art. 160. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden tussen de woorden « de dienstneming verkrijgt » en de woorden « voor de rendementsperiode » de woorden « of waarvan de dienstneming wordt verbroken om tuchtrekenen, morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid, » ingevoegd;

2° in het tweede lid worden de woorden tussen de woorden « de dienstneming verkrijgt » en de woorden « voor de rendementsperiode » de woorden « of waarvan de dienstneming wordt verbroken om tuchtrekenen, morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid, » ingevoegd.

Afdeling 15. — Wijziging van de wet van 25 mei 2000 betreffende de personeelsenveloppe van militairen

Art. 161. Artikel 3, 1°, van de wet van 25 mei 2000 betreffende de personeelsenveloppe van militairen wordt aangevuld als volgt :

« evenals, voor zover zij daartoe voltijds aangewezen zijn, de opperen hoofdofficieren verbonden aan de persoon van de Koning of van de Leden van de Koninklijke Familie; ».

Afdeling 16. — Wijziging van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel

Art. 162. Artikel 90 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 90. § 1. De militair ondergaat de medische onderzoeken die nodig zijn om na te gaan of hij voldoet aan de volgende criteria :

- 1° de geschiktheidscriteria voor elke militaire dienst;
- 2° de geschiktheidscriteria voor het uitoefenen van bepaalde functies;
- 3° de geschiktheidscriteria voor het uitvoeren van bepaalde opdrachten;
- 4° de geschiktheidscriteria voor het uitvoeren van bepaalde activiteiten.

Le Roi peut fixer les critères visés à l'alinéa 1^{er} par catégorie d'âges ainsi que par catégorie de militaires. Toutefois, le ministre de la Défense ou son délégué, peut fixer ces critères dans un règlement lorsqu'il n'y a pas d'avantage pécuniaire directement lié aux fonctions, missions ou activités en question.

De plus, le Roi peut :

1° désigner les autorités qui doivent éventuellement donner un avis quant à l'aptitude médicale du militaire;

2° désigner les autorités compétentes pour décider de l'aptitude médicale du militaire;

3° fixer la procédure menant à la décision quant à l'aptitude médicale du militaire.

§ 2. Sauf contre-indication médicale, le militaire est soumis aux mesures prophylactiques et aux traitements dont la nature, le nombre et les modalités sont fixés par le Roi.

§ 3. Des échantillons peuvent être prélevés sur le militaire et conservés. Ces échantillons peuvent être utilisés uniquement dans le cadre de la médecine du travail au sein des forces armées pour rechercher les causes des symptômes et des affections dont souffre le militaire ou l'ancien militaire et pour en déterminer le traitement.

Le Roi fixe la nature et le nombre d'échantillons ainsi que les modalités de leur prélèvement, de leur conservation et de leur utilisation. »

Section 17. — Modification de la loi du 25 mai 2000 relative à la mise en disponibilité de certains militaires du cadre actif des forces armées

Art. 163. L'article 15 de la loi du 25 mai 2000 relative à la mise en disponibilité de certains militaires du cadre actif des forces armées est complété par l'alinéa suivant :

« La mise en disponibilité peut être accordée du 1^{er} juillet 2001 au 31 décembre 2002 inclus aux officiers généraux qui, à la date du 1^{er} janvier 2001, satisfont à la condition fixée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3^o, a). »

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Art. 164. Dans toutes les lois et arrêtés relatifs aux forces armées et à leur personnel, il y a lieu de remplacer les mots « force navale » par le mot « marine ». Le Roi peut mettre les lois relatifs aux forces armées et son personnel en concordance avec cette terminologie.

Pour l'application des dispositions des lois et arrêtés relatifs aux forces armées, la marine est considérée comme une force.

Art. 165. Les articles 18 à 21 s'appliquent aux membres du corps opérationnel de la gendarmerie.

Les articles 18 à 24, 34 à 120, 136 à 143 et 154 s'appliquent aux militaires transférés vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 166. L'appellation du grade est modifiée, avec maintien de l'ancienneté :

1° en « premier matelot » pour le militaire revêtu du grade de matelot de première classe;

2° en « quartier-maître » pour le militaire revêtu du grade de premier matelot;

3° en « quartier-maître-chef » pour le militaire revêtu du grade de quartier-maître;

4° en « premier quartier-maître-chef » pour le militaire revêtu du grade de quartier-maître-chef.

Art. 167. Le Roi détermine les modalités transitoires nécessaires pour l'application des dispositions de la présente loi.

Art. 168. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des articles 2 à 17 et 23 au plus tard le 1^{er} septembre 2002.

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur respective des articles 26 à 33, 42 à 47, 49, 51 à 53, 56, 65 à 67, 73 à 78, 80, 84, 85, 87 à 89, 91 à 93, 99, 102, 105, 108, 126, 127, 129 à 132, 141, 158, 162 et 166 de la présente loi.

De Koning kan de criteria bedoeld in het eerste lid vaststellen per leeftijdscategorie en per categorie militairen. De minister van Landsverdediging of zijn afgevaardigde kan evenwel deze criteria in een reglement vaststellen indien aan de desbetreffende functies, opdrachten of activiteiten niet rechtstreeks geldelijke voordelen verbonden zijn.

Bovendien kan de Koning :

1° de overheden, die eventueel een advies moeten geven over de medische geschiktheid van de militair, aanwijzen;

2° de overheden, bevoegd om te beslissen over de medische geschiktheid van de militair, aanwijzen;

3° de procedure, die leidt tot de beslissing over de medische geschiktheid van de militair, vaststellen.

§ 2. Tenzij er een medische contra-indicatie bestaat, wordt de militair onderworpen aan de profylactische maatregelen en aan de behandelingen waarvan de aard, het aantal en de nadere regels door de Koning worden bepaald.

§ 3. Van de militair kunnen stalen afgenomen en bewaard worden. Deze stalen kunnen uitsluitend gebruikt worden in het kader van de arbeidsgeneeskunde binnen de krijgsmacht om de oorzaken op te sporen van de symptomen en de aandoeningen waaraan de militair of de voormalige militair lijdt en voor het vaststellen van de behandeling.

De Koning bepaalt de aard en het aantal stalen evenals de nadere regels betreffende hun afname, hun bewaring en hun gebruik. »

Afdeling 17. — Wijziging van de wet van 25 mei 2000 betreffende het indisponibiliteitstellen van bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht

Art. 163. Artikel 15 van de wet van 25 mei 2000 betreffende het indisponibiliteitstellen van bepaalde militairen van het actief kader van de krijgsmacht wordt aangevuld met het volgende lid :

« De indisponibiliteitsstelling kan toegestaan worden van 1 juli 2001 tot en met 31 december 2002 aan de opperofficieren die op 1 januari 2001 voldoen aan de voorwaarde bepaald in artikel 2, eerste lid, 3^o, a). »

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Art. 164. In alle wetten en besluiten betreffende de krijgsmacht en zijn personeel, wordt het woord « zeemacht » vervangen door het woord « marine ». De Koning kan de wetten betreffende de krijgsmacht en zijn personeel in overeenstemming brengen met deze terminologie.

Voor de toepassing van de bepalingen van de wetten en koninklijke besluiten betreffende de krijgsmacht wordt de marine als een krijgsmachtdeel beschouwd.

Art. 165. De artikelen 18 tot 21 zijn van toepassing op de leden van het operationeel korps van de rijkswacht.

De artikelen 18 tot 24, 34 tot 120, 136 tot 143 en 154 zijn van toepassing op de naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht overgeplaatste militairen.

HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 166. De benaming van de graad wordt, met behoud van anciënniteit gewijzigd :

1° in « eerste matroos » voor de militair bekleed met de graad van matroos eerste klasse;

2° in « kwartiermeester » voor de militair bekleed met de graad van eerste matroos;

3° in « kwartiermeester-chef » voor de militair bekleed met de graad van kwartiermeester;

4° in « eerste kwartiermeester-chef » voor de militair bekleed met de graad van kwartiermeester-chef.

Art. 167. De Koning bepaalt de nadere overgangsmaatregelen die nodig zijn voor de toepassing van de bepalingen van deze wet.

Art. 168. De artikelen 2 tot 17 en 23 treden in werking op de door de Koning te bepalen datum, en uiterlijk op 1 september 2002.

De artikelen 26 tot 33, 42 tot 47, 49, 51 tot 53, 56, 65 tot 67, 73 tot 78, 80, 84, 85, 87 tot 89, 91 tot 93, 99, 102, 105, 108, 126, 127, 129 tot 132, 141, 158, 162 en 166 van deze wet treden in werking op de door de Koning te bepalen datum.

L'article 95 de la présente loi produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) *Session 2000-2001*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 975/1. — Amendements, n°s 975/2, 975/3, 975/6. — Rapport, n° 975/4. — Texte adopté par la Commission, n° 975/5.

Het artikel 95 van deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) *Zitting 2000-2001 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 975/1. — Amendementen, nrs. 975/2, 975/3, 975/6. — Verslag, nr. 975/4. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 975/5.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 977

[2001/22204]

13 MARS 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 juin 1987 portant exécution de l'article 119bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 119bis, inséré par la loi du 4 juillet 1969 et remplacé par l'arrêté royal n° 534 du 31 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 1987 portant exécution de l'article 119bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés du 21 décembre 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 novembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 2000;

Vu l'avis 31.152/1 du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 juin 1987 portant exécution de l'article 119bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, les mots « 5 000 francs » sont remplacés par les mots « 500 euro ».

Art. 2. A l'article 2, alinéas 1^{er} et 2 du même arrêté, les mots « 6 000 francs » sont remplacés par les mots « 620 euro ».

Art. 3. A l'article 6 du même arrêté, les mots « 200 francs » sont remplacés par les mots « 25 euro ».

Art. 4. Au lieu des montants 500 euros à l'article 1^{er}, 620 euro à l'article 2 et 25 euros à l'article 3, il y a lieu d'appliquer, jusqu'au 31 décembre 2001, respectivement les montants 20 000 francs, 25 000 francs et 1 000 francs.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 977

[2001/22204]

13 MAART 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 1987 tot uitvoering van artikel 119bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 119bis, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1969 en vervangen bij het koninklijk besluit nr. 534 van 31 maart 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 1987 tot uitvoering van artikel 119bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;

Gelet op het advies van 21 december 1999 van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 november 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 11 december 2000;

Gelet op advies 31.152/1 van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 juni 1987 tot uitvoering van artikel 119bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders worden de woorden « 5 000 F » vervangen door de woorden « 500 euro ».

Art. 2. In artikel 2, eerste en tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden « 6 000 F » vervangen door de woorden « 620 euro ».

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « 200 F » vervangen door de woorden « 25 euro ».

Art. 4. Tot 31 december 2001 gelden in plaats van de bedragen 500 euro in artikel 1, 620 euro in artikel 2, en 25 euro in artikel 3, respectievelijk de bedragen 20 000 frank, 25 000 frank en 1 000 frank.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 978

[C — 2001/22257]

3 AVRIL 2001. — Arrêté royal portant exécution de l'article 59 de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses, en ce qui concerne les mesures de réduction du temps de travail et de fin de carrière

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 59 de la loi du 2 janvier 2001 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses;

Vu le protocole n° 120/2 du 28 novembre 2000 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 5 mars 2001;

Vu l'avis du Conseil général de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 12 mars 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mars 2001;

Vu l'urgence motivée par le fait que le protocole précité et le plan pluriannuel pour le secteur de la santé du 1^{er} mars 2000, conclu entre le Gouvernement fédéral et les organisations représentatives du secteur privé non marchand, doivent être mis en œuvre; qu'il est ainsi souhaitable que les employeurs puissent disposer à temps des moyens qui leur ont été octroyés par ces accords; qu'en vue de l'application des mesures en matière de réduction du temps de travail et de fin de carrière, les employeurs doivent absolument fournir certaines données avant fin avril 2001 afin d'atteindre l'objectif précité;

Vu l'avis n° 31.415/1 du Conseil d'Etat, donné le 22 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° INAMI : l'Institut national d'assurance maladie-invalidité visé à l'article 10 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

2° le fonctionnaire dirigeant : le fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé de l'INAMI;

3° cellule administrative : la cellule au sein du Service des soins de santé sous la direction et la responsabilité du fonctionnaire dirigeant. Cette cellule a pour mission : la détermination des modalités selon lesquelles les employeurs doivent communiquer les données, le traitement de ces données et la fixation du montant devant être payé aux employeurs;

4° employeurs : les établissements visés à l'article 34, 7°, 8°, 11° et 12° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, les services de soins infirmiers à domicile et les services du sang de la Croix-Rouge de Belgique, pour autant qu'ils relèvent du champ d'application de la convention collective de travail ou du protocole d'accord, visés à l'article 2;

5° membres du personnel : le personnel infirmier, le personnel soignant et le personnel assimilé, qui exerce uniquement une activité salariée et qui est engagé selon un horaire de travail égal au moins à la moitié d'un emploi à temps plein et qui ne bénéficie pas déjà d'autres mesures visant à la réduction de leurs prestations. Nous déterminerons ce qu'il faut entendre par personnel assimilé après l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

6° durée du travail : la durée du travail hebdomadaire convenue dans le contrat de travail ou telle qu'elle est applicable au membre du personnel d'un service public.

N. 2001 — 978

[C — 2001/22257]

3 APRIL 2001. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 59 van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen, wat de maatregelen inzake arbeidsduurvermindering en eindeloopbaan betreft

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 59 van de wet van 2 januari 2001 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen;

Gelet op het protocol nr. 120/2 van 28 november 2000 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 5 maart 2001;

Gelet op het advies van de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 12 maart 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 maart 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 maart 2001;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat een afdoende uitvoering aan voormeld protocol en aan het meerjarenplan voor de gezondheidssector van 1 maart 2000 dat werd gesloten tussen de Federale Regering en de representatieve organisaties van de non-profit privé sector, gegeven dient te worden; dat het terzake wenselijk is dat de werkgevers tijdig kunnen beschikken over de middelen die hen in die akkoorden toegezegd werden; dat het, voor de toepassing van de maatregelen inzake arbeidsduurvermindering en eindeloopbaan een absolute noodzaak is dat de werkgevers uiterlijk tegen eind april 2001 bepaalde gegevens afleveren om voormelde doelstelling te halen;

Gelet op het advies nr 31.415/1 van de Raad van State, gegeven op 22 maart 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Riziv : het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering zoals bedoeld in artikel 10 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

2° de leidend ambtenaar : de leidend ambtenaar van de Dienst voor Geneeskundige Verzorging van het Riziv;

3° administratieve cel : cel in de Dienst voor Geneeskundige Verzorging onder de leiding en de verantwoordelijkheid van de leidend ambtenaar. Deze cel heeft als opdracht : het vaststellen van de modaliteiten volgens dewelke de werkgevers gegevens dienen over te maken, de verwerking van deze gegevens en de vaststelling van het bedrag dat moet worden uitbetaald aan de werkgevers;

4° werkgevers : de inrichtingen zoals bedoeld in artikel 34, 7°, 8°, 11° en 12° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, de diensten voor thuisverpleging en de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België, voor zover zij vallen onder het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst of het protocol van akkoord, bedoeld in artikel 2;

5° personeelsleden : het verpleegkundig personeel, het verzorgingspersoneel en het gelijkgesteld personeel, dat uitsluitend werkt in loondienst en aangeworven is in een uurregeling die minstens de helft bedraagt van een voltijdse betrekking en die nog niet genieten van andere maatregelen met het oog op de vermindering van hun prestaties. Wat wordt verstaan onder gelijkgesteld personeel wordt door Ons bepaald na advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;

6° arbeidsduur : de wekelijkse arbeidsduur zoals overeengekomen in de arbeidsovereenkomst, of zoals die van toepassing is voor het personeelslid in een openbare dienst.

Art. 2. Les employeurs ont droit à une intervention financière annuelle en compensation des mesures de réduction du temps de travail dans le cadre de la problématique de fin de carrière, telle qu'elle est prévue dans le plan pluriannuel pour le secteur de la santé du 1^{er} mars 2000 ou dans le protocole n° 120/2 du 28 novembre 2000 du Comité commun à l'ensemble des services publics, pour autant qu'ils relèvent du champ d'application d'une convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire compétente ou de protocoles d'accord conclus au sein des comités de négociation compétents prévus par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, au plus tard le 30 avril 2001. Ce délai peut être adapté par Nous.

Art. 3. Le fonctionnaire dirigeant demande les données visées à l'article 4 auprès des employeurs suivants :

1° les maisons de repos pour personnes âgées, les maisons de repos et de soins, les maisons de soins psychiatriques, les centres de soins de jour, les centres de rééducation fonctionnelle et les services du sang de la Croix-Rouge de Belgique tels qu'ils sont connus auprès de l'INAMI;

2° les services de soins infirmiers à domicile dans le secteur privé inscrits à l'Office national de sécurité sociale sous le code 911 et communiqués par cet Office au fonctionnaire dirigeant;

3° les services de soins infirmiers à domicile du secteur public inscrits à l'Office national de sécurité sociale de l'administrations provinciales et locales sous la dénomination 'autre activité du travailleur avec valeur = 6' et communiqués par cet Office au fonctionnaire dirigeant;

Art. 4. § 1^{er}. Les employeurs communiquent les données suivantes concernant l'établissement ou le service, les membres du personnel et la compensation du nombre d'heures de réduction du temps de travail :

1° données concernant l'établissement ou le service :

a) le statut;

b) le numéro de l'ONSS ou de l'ONSS-APL;

c) dans le cas d'un établissement ou d'un service public, le protocole d'accord concernant la problématique de fin de carrière qui lui est applicable;

d) la durée moyenne de travail hebdomadaire pour prestations à temps plein;

2° données par membre du personnel; il s'agit des membres du personnel qui ont atteint l'âge d'au moins 44 ans dans l'année pour laquelle l'intervention est fixée :

a) nom, prénom et date de naissance des membres du personnel;

b) numéro d'inscription des membres du personnel au Registre national;

c) la durée du travail exprimée en équivalents temps plein, avec la date de début et de fin de son application;

d) s'il s'agit d'un nouveau membre du personnel ou s'il a été mis fin à l'occupation, la date de début et/ou de fin;

e) par membre du personnel, le nombre de journées prestées et pour la période d'emploi partiel le nombre d'heures prestées;

f) par membre du personnel, l'option de réduction du temps de travail et/ou le maintien de la durée du travail avec le droit à une prime en contrepartie et la période pour laquelle cette option est applicable;

g) par membre du personnel, la qualification professionnelle;

h) pour les membres du personnel assimilés, également les données d'où il ressort que ces membres du personnel satisfont à Notre définition;

Art. 2. De werkgevers hebben recht op een jaarlijkse financiële tegemoetkoming ter vergoeding van de maatregelen inzake arbeidsduurvermindering in het kader van de eindeloopbaan-problematiek, zoals dit is voorzien in het meerjarenplan voor de gezondheidssector van 1 maart 2000 of in het protocol nr. 120/2 van 28 november 2000 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle Overheidsdiensten, voor zover zij onder de toepassing vallen van een collectieve arbeidsovereenkomst die is afgesloten in het bevoegde paritair comité, of van protocollen van akkoord die zijn gesloten in de bevoegde onderhandelingscomités die zijn voorzien in de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, uiterlijk op 30 april 2001. Deze termijn kan door Ons worden aangepast.

Art. 3. De leidend ambtenaar vraagt de in artikel 4 bedoelde gegevens op bij de volgende werkgevers :

1° de rustoorden voor bejaarden, de rust- en verzorgingstehuizen, de psychiatrische verzorgingstehuizen, de centra voor dagverzorging, de revalidatiecentra en de diensten voor het bloed van het Rode Kruis van België zoals die bij het Riziv zijn gekend;

2° de diensten voor thuisverpleging in de privé sector die zijn ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid onder het kengetal 911 en die door deze Dienst worden overgemaakt aan de leidend ambtenaar;

3° de diensten voor thuisverpleging van de openbare sector die zijn ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten onder de omschrijving 'andere activiteit van de werknemer met waarde = 6' en die door deze Dienst worden overgemaakt aan de leidend ambtenaar.

Art. 4. § 1. De werkgevers delen aan de leidend ambtenaar de volgende gegevens mee die betrekking hebben op de inrichting of dienst, op de personeelsleden en op de compensatie van het aantal uren arbeidsduurvermindering :

1° gegevens met betrekking tot de inrichting of dienst :

a) het statuut;

b) het RSZ of RSZ-PPO nummer;

c) in geval van een openbare inrichting of dienst het protocol van akkoord met betrekking tot de eindeloopbaanproblematiek dat voor haar van toepassing is;

d) de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur voor voltijdse prestaties;

2° gegevens per personeelslid; het betreft de personeelsleden die in het jaar waarvoor de tegemoetkoming wordt bepaald minstens 44 jaar zijn geworden :

a) naam, voornaam en geboortedatum van de personeelsleden;

b) inschrijvingsnummer van de personeelsleden in het rijksregister;

c) de arbeidsduur uitgedrukt in fulltime equivalenten met begin- en einddatum waarop deze van toepassing is;

d) indien het gaat om een nieuw personeelslid of indien een einde werd gesteld aan de tewerkstelling : de begin- en/of einddatum;

e) per personeelslid het aantal gepresteerde dagen en voor de periode van deeltijdse tewerkstelling het aantal gepresteerde uren;

f) per personeelslid de optie voor arbeidsduurvermindering en/of het behoud van de arbeidsduur met het recht op een premie als tegenwaarde en de periode waarvoor deze optie van toepassing is;

g) per personeelslid de beroepskwalificatie;

h) voor de gelijkgestelde personeelsleden daarenboven de gegevens waaruit blijkt dat deze personeelsleden voldoen aan de door Ons vastgestelde omschrijving;

3° les données concernant la compensation pour la réduction du temps de travail, d'où il ressort que la réduction du temps de travail a été compensée par un nouvel engagement ou par l'augmentation de la durée du travail hebdomadaire d'un autre travailleur. Les travailleurs engagés en exécution des dispositions de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand n'entrent pas en considération :

a) nom et prénom du travailleur;

b) numéro du Registre national du travailleur;

c) l'équivalent temps plein de l'occupation supplémentaire et la date de début ainsi que, le cas échéant, la date de fin de l'occupation supplémentaire;

d) la copie du contrat de travail ou la copie de l'acte de nomination du pouvoir organisateur s'il s'agit d'un service public, d'où il ressort que pour le membre du personnel qui a choisi la réduction du temps de travail, le nombre d'heures de la réduction du temps de travail a été compensée par un nouvel engagement ou par l'augmentation de la durée du travail d'un autre travailleur.

§ 2. L'employeur transmet annuellement au fonctionnaire dirigeant les données visées au § 1^{er} du présent article par support électronique (disquette, CD-rom ou par e-mail). Le montant total en droit des interventions calculées en application de l'article 5, § 1^{er}, par l'employeur pour l'année à laquelle les données ont trait et le montant total des interventions provisoires calculées conformément à l'article 5, § 2, sont communiqués par l'employeur au fonctionnaire dirigeant par lettre recommandée. Cette communication doit avoir lieu au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle à laquelle les données ont trait. Les modalités de communication de ces données sont fixées par le fonctionnaire dirigeant et sont portées à la connaissance des employeurs concernés avant le 30 novembre de l'année à laquelle les données ont trait.

Une déclaration doit être jointe à la lettre recommandée, par laquelle l'établissement ou le service s'engage à rembourser à l'INAMI les avances prévues à l'article 6 éventuellement payées en trop, si aucun autre mode de récupération de celles-ci ne s'avère possible.

§ 3. En vue de la première application du présent arrêté et en dérogation aux dispositions du § 2, les employeurs communiquent au fonctionnaire dirigeant, avant le 30 avril 2001, les données visées au § 1^{er}, 1° et 2° du présent article et qui ont trait à la situation au 31 mars 2001. Le montant total des interventions provisoires calculé par l'employeur pour l'année 2001 selon l'article 5, § 2, est communiqué par l'employeur au fonctionnaire dirigeant par lettre recommandée avant le 30 avril 2001. Ces données sont transmises sur support électronique (disquette, CD-rom ou par e-mail). Les modalités selon lesquelles ces données doivent être communiquées au fonctionnaire dirigeant sont portées à la connaissance des employeurs avant le 15 avril 2001 au plus tard.

Art. 5. § 1^{er}. L'intervention par membre du personnel (Tp) visée à l'article 2 est fixée par la cellule administrative à l'aide des données visées à l'article 4.

L'intervention par membre du personnel (Tp) est fixée comme suit :

$$Tp = Tp1 + Tp2$$

$$Tp1 = Y1 * ((X1/B*C1/12) + (X2/B*C2/12) + (X3/B*C3/12)) * A/B * D * B/38$$

$$Tp2 = Y2 * ((Z1/B*C1/12) + (Z2/B*C2/12) + (Z3/B*C3/12)) * A/B * D * B/38$$

où :

Tp1 = l'intervention pour un membre du personnel qui choisit le maintien de la durée du travail;

Tp2 = l'intervention pour un membre du personnel qui choisit la réduction de la durée du travail; si la réduction de la durée du travail n'est pas compensée par un nouvel engagement ou par une augmentation du nombre d'heures de travail d'un autre travailleur, Tp2 est égal à 0 BEF pour la période sans compensation;

3° gegevens in verband met de compensatie van arbeidsduurvermindering waaruit blijkt dat de arbeidsduurvermindering werd gecompenseerd door een nieuwe aanwerving of door een verhoging van de wekelijkse arbeidsduur van een andere werknemer. Hierbij komen de werknemers die aangeworven werden in uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, niet in aanmerking :

a) naam en voornaam werknemer;

b) rijksregisternummer van de werknemer;

c) het fulltime equivalent van de bijkomende tewerkstelling en de ingangsdatum en desgevallend de einddatum van de bijkomende tewerkstelling;

d) afschrift van de arbeidsovereenkomst of afschrift van de benoemingsakte van de inrichtende macht ingeval het om een openbare dienst gaat, waaruit blijkt dat, voor het personeelslid dat heeft gekozen voor arbeidsduurvermindering, het aantal uren arbeidsduurvermindering gecompenseerd werd door een nieuwe aanwerving of door een verhoging van de arbeidsduur van een andere werknemer.

§ 2. De werkgever bezorgt de gegevens zoals bedoeld in § 1 van onderhavig artikel per jaar via elektronische drager (diskette, Cd-rom of via E-mail) aan de leidend ambtenaar. Het totaal bedrag in rechte van de tegemoetkomingen zoals de werkgever dit berekent voor het jaar waarop de gegevens betrekking hebben met toepassing van artikel 5, § 1, en het totaal bedrag van de voorlopige tegemoetkomingen zoals berekend volgens artikel 5, § 2, worden door de werkgever per aangetekend schrijven aan de leidend ambtenaar meegedeeld. Dit dient te gebeuren ten laatste op 31 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarop de gegevens betrekking hebben. De modaliteiten volgens dewelke deze gegevens moeten worden overgemaakt, worden vastgelegd door de leidend ambtenaar en worden aan de betrokken werkgevers overgemaakt vóór 30 november van het jaar waarop de gegevens betrekking hebben.

Bij het aangetekend schrijven moet een verklaring worden gevoegd waarin de inrichting of dienst zich verbindt om de eventueel teveel betaalde voorschotten, zoals die zijn voorzien in artikel 6, terug te storten aan het Riziv indien blijkt dat de recuperatie ervan op geen andere wijze kan gebeuren.

§ 3. Voor de eerste toepassing van dit besluit en in afwijking van de bepalingen van § 2 bezorgen de werkgevers aan de leidend ambtenaar vóór 30 april 2001 de gegevens zoals bedoeld in § 1, 1° en 2° van onderhavig artikel en die betrekking hebben op de situatie van 31 maart 2001. Het totaal bedrag van de voorlopige tegemoetkomingen zoals de werkgever dit berekent voor het jaar 2001 volgens artikel 5, § 2, wordt door de werkgever per aangetekend schrijven aan de leidend ambtenaar meegedeeld vóór 30 april 2001. Deze gegevens worden overgemaakt via elektronische drager (diskette, Cd-rom of via E-mail). De modaliteiten volgens dewelke deze gegevens moeten worden overgemaakt aan de leidend ambtenaar worden ten laatste tegen 15 april 2001 aan de werkgevers meegedeeld.

Art. 5. § 1. De in artikel 2 bedoelde tegemoetkoming per personeelslid (Tp) wordt door de administratieve cel bepaald aan de hand van de gegevens, zoals bedoeld in artikel 4.

De tegemoetkoming per personeelslid (Tp) wordt als volgt bepaald :

$$Tp = Tp1 + Tp2$$

$$Tp1 = Y1 * ((X1/B*C1/12) + (X2/B*C2/12) + (X3/B*C3/12)) * A/B * D * B/38$$

$$Tp2 = Y2 * ((Z1/B*C1/12) + (Z2/B*C2/12) + (Z3/B*C3/12)) * A/B * D * B/38$$

Waarbij :

Tp1 = de tegemoetkoming voor een personeelslid dat heeft gekozen voor het behoud van de arbeidsduur;

Tp2 = de tegemoetkoming voor een personeelslid dat heeft gekozen voor arbeidsduurvermindering; indien de arbeidsduurvermindering niet is gecompenseerd door een nieuwe aanwerving of door een verhoging van het aantal arbeidsuren van een andere werknemer, bedraagt Tp2 0 BEF voor de periode zonder compensatie;

Y1 = le coût salarial annuel pour un membre du personnel qui choisit totalement ou partiellement le maintien de la durée du travail :

a) 1.372.549 BEF (34.024,60 EUR) dans le cas d'une maison de repos pour personnes âgées, d'un centre de soins de jour ou d'une maison de repos et de soins. A partir du 1^{er} octobre 2001, ce montant s'élève à 1.386.275 BEF (34.364,86 EUR);

b) 1.568.627 BEF (38.885,25 EUR) dans tous les autres cas. A partir du 1^{er} octobre 2001, ce montant s'élève à 1.584.313 BEF (39.274,09 EUR);

Y2 = le coût salarial annuel pour un membre du personnel qui choisit totalement ou partiellement la réduction de la durée du travail :

a) 1.176.471 BEF (29.163,95 EUR) dans le cas d'une maison de repos pour personnes âgées, d'un centre de soins de jour ou d'une maison de repos et de soins. A partir du 1^{er} octobre 2001, ce montant s'élève à 1.188.236 BEF (29.455,60 EUR);

b) 1.323.529 BEF (32.809,43 EUR) dans tous les autres cas. A partir du 1^{er} octobre 2001, ce montant s'élève à 1.336.764 BEF (33.137,51 EUR);

X1 = nombre d'heures par semaine pour lesquelles le membre du personnel d'au moins 45 ans et de moins de 50 ans choisit une prime. En cas de travail à temps partiel, ce nombre d'heures est majoré au nombre d'heures applicable pour un membre du personnel qui travaille à temps plein;

X2 = nombre d'heures par semaine pour lesquelles le membre du personnel d'au moins 50 ans et de moins de 55 ans choisit une prime. En cas de travail à temps partiel, ce nombre d'heures est majoré au nombre d'heures applicable pour un membre du personnel qui travaille à temps plein;

X3 = nombre d'heures par semaine pour lesquelles le membre du personnel d'au moins 55 ans choisit une prime. En cas de travail à temps partiel, ce nombre d'heures est majoré au nombre d'heures applicable pour un membre du personnel qui travaille à temps plein;

Z1 = nombre d'heures de réduction de la durée du travail par semaine choisi par un membre du personnel d'au moins 45 ans et de moins de 50 ans. En cas de travail à temps partiel, ce nombre d'heures est majoré au nombre d'heures applicable pour un membre du personnel qui travaille à temps plein;

Z2 = nombre d'heures de réduction de la durée du travail par semaine choisi par un membre du personnel d'au moins 50 ans et de moins de 55 ans. En cas de travail à temps partiel, ce nombre d'heures est majoré au nombre d'heures applicable pour un membre du personnel qui travaille à temps plein;

Z3 = nombre d'heures de réduction de la durée du travail par semaine choisi par un membre du personnel d'au moins 55 ans. En cas de travail à temps partiel, ce nombre d'heures est majoré au nombre d'heures applicable pour un membre du personnel qui travaille à temps plein;

A = moyenne annuelle de la durée du travail, telle qu'elle peut être déduite du (des) contrat(s) de travail ou de l'acte (des actes) de nomination individuel(s), limité à 38 heures;

B = le nombre d'heures d'une durée du travail à temps plein dans l'établissement ou le service, limité à 38 heures;

C1 = nombre de mois complets de l'âge du membre du personnel âgé d'au moins 45 ans au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année concernée, diminué de C2 et C3. Cette période est toutefois limitée au nombre de mois pour lesquels les accords ou protocoles d'accord visés à l'article 2 sont applicables;

C2 = nombre de mois complets de l'âge du membre du personnel âgé d'au moins 50 ans au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année concernée, diminué de C3. Cette période est toutefois limitée au nombre de mois pour lesquels les accords ou protocoles d'accord visés à l'article 2 sont applicables;

C3 = nombre de mois complets de l'âge du membre du personnel âgé d'au moins 55 ans jusqu'à la date de mise à la retraite au maximum au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année concernée. Cette période est toutefois limitée au nombre de mois pour lesquels les accords ou protocoles d'accord visés à l'article 2 sont applicables;

D = cette valeur correspond à la moyenne annuelle de la valeur 1 pour chaque mois d'occupation du membre du personnel ayant un contrat de travail pour prestations complètes ou ayant un acte de nomination pour prestations complètes, et de la valeur 0,5 dans les autres cas.

§ 2. L'intervention provisoire par membre du personnel visée à l'article 6 est fixée par la cellule administrative sur la base des données visées à l'article 4. Seules les données concernant la situation au 31 décembre de l'année précédant celle pour laquelle l'intervention

Y1 = de jaarlijkse loonkost voor een personeelslid dat volledig of gedeeltelijk opteert voor het behoud van de arbeidsduur :

a) 1.372.549 BEF (34.024,60 EUR) in het geval van een rustoord voor bejaarden, een centrum voor dagverzorging of een rust- en verzorgings-tehuis. Vanaf 1 oktober 2001 bedraagt dit 1.386.275 BEF (34.364,86 EUR);

b) 1.568.627 BEF (38.885,25 EUR) in alle andere gevallen. Vanaf 1 oktober 2001 bedraagt dit 1.584.313 BEF (39.274,09 EUR);

Y2 = de jaarlijkse loonkost voor een personeelslid dat volledig of gedeeltelijk opteert voor de arbeidsduurvermindering :

a) 1.176.471 BEF (29.163,95 EUR) in het geval van een rustoord voor bejaarden, een centrum voor dagverzorging of een rust- en verzorgings-tehuis. Vanaf 1 oktober 2001 bedraagt dit 1.188.236 BEF (29.455,60 EUR);

b) 1.323.529 BEF (32.809,43 EUR) in alle andere gevallen. Vanaf 1 oktober 2001 bedraagt dit 1.336.764 BEF (33.137,51 EUR);

X1 = aantal uren per week waarvoor het personeelslid van minstens 45 jaar en minder dan 50 jaar kiest voor een premie. In geval van een deeltijdse tewerkstelling wordt dit aantal uren verhoogd tot het aantal uren dat van toepassing is voor een voltijds personeelslid;

X2 = aantal uren per week waarvoor het personeelslid van minstens 50 jaar en minder dan 55 jaar kiest voor een premie. In geval van een deeltijdse tewerkstelling wordt dit aantal uren verhoogd tot het aantal uren dat van toepassing is voor een voltijds personeelslid;

X3 = aantal uren per week waarvoor het personeelslid van minstens 55 jaar kiest voor een premie. In geval van een deeltijdse tewerkstelling wordt dit aantal uren verhoogd tot het aantal uren dat van toepassing is voor een voltijds personeelslid;

Z1 = aantal uren arbeidsduurvermindering per week dat een personeelslid van minstens 45 jaar en minder dan 50 jaar kiest. In geval van een deeltijdse tewerkstelling wordt dit aantal uren verhoogd tot het aantal uren dat van toepassing is voor een voltijds personeelslid;

Z2 = aantal uren arbeidsduurvermindering per week dat een personeelslid van minstens 50 jaar en minder dan 55 jaar kiest. In geval van een deeltijdse tewerkstelling wordt dit aantal uren verhoogd tot het aantal uren dat van toepassing is voor een voltijds personeelslid;

Z3 = aantal uren arbeidsduurvermindering per week dat een personeelslid van minstens 55 jaar kiest. In geval van een deeltijdse tewerkstelling wordt dit aantal uren verhoogd tot het aantal uren dat van toepassing is voor een voltijds personeelslid;

A = jaargemiddelde van de arbeidsduur, zoals kan afgeleid worden uit de individuele arbeidsovereenkomst(en) of benoemingsakte(n), beperkt tot 38 uur;

B = het aantal uren van een fulltime arbeidsduur in de inrichting of dienst, beperkt tot 38 uur;

C1 = aantal volledige leeftijdmaanden van het personeelslid met de leeftijd van minstens 45 jaar in de periode van 1 januari tot 31 december van het bedoelde jaar, verminderd met C2 en C3. Deze periode wordt evenwel beperkt tot het aantal maanden waarvoor de akkoorden of protocollen van akkoord zoals bedoeld in artikel 2 toepasbaar zijn;

C2 = aantal volledige leeftijdmaanden van het personeelslid met de leeftijd van minstens 50 jaar in de periode van 1 januari tot 31 december van het bedoelde jaar, verminderd met C3. Deze periode wordt evenwel beperkt tot het aantal maanden waarvoor de akkoorden of protocollen van akkoord zoals bedoeld in artikel 2 toepasbaar zijn;

C3 = aantal volledige leeftijdmaanden van het personeelslid met de leeftijd van minstens 55 jaar tot maximum de datum van pensionering in de periode van 1 januari tot 31 december van het bedoelde jaar. Deze periode wordt evenwel beperkt tot het aantal maanden waarvoor de akkoorden of protocollen van akkoord zoals bedoeld in artikel 2 toepasbaar zijn;

D = deze waarde stemt overeen met het jaargemiddelde van de waarde 1 voor elke maand waarin het personeelslid met een arbeidsovereenkomst voor volledige prestaties of met een benoemingsakte voor volledige prestaties tewerkgesteld is, en van de waarde 0,5 in de andere gevallen.

§ 2. De in artikel 6 bedoelde voorlopige tegemoetkoming per personeelslid wordt door de administratieve cel bepaald aan de hand van de gegevens, zoals bedoeld in artikel 4. Enkel de gegevens komen in aanmerking die betrekking hebben op de situatie van 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarvoor de voorlopige

provisoire est calculée entrent en considération. Toutefois, l'intervention provisoire pour 2001 est fixée sur la base des données au 31 mars 2001. L'intervention provisoire (VTp) est calculée comme suit par membre du personnel :

$$VTp = Y * ((2/B * C1/12) + (4/B * C2/12) + (6/B * C3/12)) * A/B * D * B/38$$

Où

Y = le coût salarial annuel pour un membre du personnel pris en considération pour le calcul de l'intervention provisoire :

a) 1.176.471 BEF (29.163,95 EUR) dans le cas d'une maison de repos pour personnes âgées, d'un centre de soins de jour ou d'une maison de repos et de soins. A partir du 1^{er} octobre 2001, ce montant s'élève à 1.188.236 BEF (29.455,60 EUR);

b) 1.323.529 BEF (32.809,43 EUR) dans tous les autres cas. A partir du 1^{er} octobre 2001, ce montant s'élève à 1.336.764 BEF (33.137,51 EUR);

A = la durée du travail, telle qu'elle peut être déduite du contrat de travail ou de l'acte de nomination individuel, limité à 38 heures;

B = le nombre d'heures d'une durée de travail à temps plein dans l'établissement ou le service, limité à 38 heures;

C1 = nombre de mois complets de l'âge du membre du personnel âgé d'au moins 45 ans au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année concernée, diminué de C2 et C3. Cette période est toutefois limitée au nombre de mois pour lesquels les accords ou protocoles d'accord visés à l'article 2 sont applicables;

C2 = nombre de mois complets de l'âge du membre du personnel âgé d'au moins 50 ans au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année concernée, diminué de C3. Cette période est toutefois limitée au nombre de mois pour lesquels les accords ou protocoles d'accord visés à l'article 2 sont applicables;

C3 = nombre de mois complets de l'âge du membre du personnel âgé d'au moins 55 ans jusqu'à la date de mise à la retraite au maximum au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année concernée. Cette période est toutefois limitée au nombre de mois pour lesquels les accords ou protocoles d'accord visés à l'article 2 sont applicables;

D = cette valeur correspond à la valeur 1 pour le membre du personnel ayant un contrat de travail pour prestations complètes ou ayant un acte de nomination pour prestations complètes, et à la valeur 0,5 dans les autres cas.

Art. 6. La somme des interventions provisoires par membre du personnel visées à l'article 5, § 2, appelées ci-après "interventions provisoires", et la somme des interventions par membre du personnel visées à l'article 5, § 1^{er}, appelées ci-après "interventions", sont portées par l'INAMI à la connaissance de l'employeur et sont versées au compte financier communiqué par l'employeur au fonctionnaire dirigeant. Les interventions provisoires et les interventions sont payées de la manière suivante aux employeurs qui respectent les dispositions de l'article 4 :

1° interventions provisoires pour l'année 2001

50 % sont payés sous forme d'avance avant le 15 août 2001 au plus tard. La deuxième avance de 50 % est payée le 31 octobre 2001.

2° interventions pour l'année 2001

La différence entre les interventions visées à l'article 5, § 1^{er}, et les avances payées en application de l'article 6, 1°, est portée en compte lors du paiement de la deuxième avance le 30 avril 2002, et le cas échéant également lors du paiement des avances suivantes.

Si un employeur a reçu trop d'avances et si la récupération au moyen des avances de 2002 n'est pas possible, le solde est remboursé par l'employeur à l'INAMI avant la fin du mois suivant le mois au cours duquel le fonctionnaire dirigeant a notifié le montant à récupérer à l'employeur.

3° interventions provisoires à partir de l'année 2002

Le 31 janvier de l'année à laquelle les interventions provisoires ont trait, une première avance égale à l'avance payée le 31 octobre de l'année précédente est versée.

Les avances suivantes sont payées comme suit :

a) au 30 avril : 1/3 * (interventions provisoires - avance au 31 janvier);

tegemoetkoming wordt berekend. Evenwel wordt de voorlopige tegemoetkoming voor 2001 bepaald aan de hand van de gegevens op 31 maart 2001. De voorlopige tegemoetkoming (VTp) wordt per personeelslid als volgt berekend :

$$VTp = Y * ((2/B * C1/12) + (4/B * C2/12) + (6/B * C3/12)) * A/B * D * B/38$$

Waarbij

Y = de jaarlijkse loonkost voor een werknemer die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de voorlopige tegemoetkoming :

a) 1.176.471 BEF (29.163,95 EUR) in het geval van een rustoord voor bejaarden, een centrum voor dagverzorging of een rust- en verzorgings-tehuis. Vanaf 1 oktober 2001 bedraagt dit 1.188.236 BEF (29.455,60 EUR);

b) 1.323.529 BEF (32.809,43 EUR) in alle andere gevallen. Vanaf 1 oktober 2001 bedraagt dit 1.336.764 BEF (33.137,51 EUR);

A = de arbeidsduur, zoals kan afgeleid worden uit de individuele arbeidsovereenkomst of benoemingsakte, beperkt tot 38 uur;

B = het aantal uren van een fulltime wekelijkse arbeidsduur in de inrichting of dienst, beperkt tot 38 uur;

C1 = aantal volledige leeftijdmaanden van het personeelslid met de leeftijd van minstens 45 jaar in de periode van 1 januari tot 31 december van het bedoelde jaar, verminderd met C2 en C3. Deze periode wordt evenwel beperkt tot het aantal maanden waarvoor de akkoorden of protocollen van akkoord zoals bedoeld in artikel 2 toepasbaar zijn.

C2 = aantal volledige leeftijdmaanden van het personeelslid met de leeftijd van minstens 50 jaar in de periode van 1 januari tot 31 december van het bedoelde jaar, verminderd met C3. Deze periode wordt evenwel beperkt tot het aantal maanden waarvoor de akkoorden of protocollen van akkoord zoals bedoeld in artikel 2 toepasbaar zijn.

C3 = aantal volledige leeftijdmaanden van het personeelslid met de leeftijd van minstens 55 jaar tot maximum de datum van pensionering in de periode van 1 januari tot 31 december van het bedoelde jaar. Deze periode wordt evenwel beperkt tot het aantal maanden waarvoor de akkoorden of protocollen van akkoord zoals bedoeld in artikel 2 toepasbaar zijn.

D = deze waarde stemt overeen met de waarde 1 in geval van een personeelslid met een arbeidsovereenkomst voor volledige prestaties of met een benoemingsakte voor volledige prestaties of met de waarde 0,5 in de andere gevallen.

Art. 6. De som van de voorlopige tegemoetkomingen per personeelslid zoals bedoeld in artikel 5, § 2, hierna « voorlopige tegemoetkomingen » genoemd, en de som van de tegemoetkomingen per personeelslid zoals bedoeld in artikel 5, § 1, hierna « tegemoetkomingen » genoemd, worden door het Riziv meegedeeld aan de werkgever en gestort op de financiële rekening die door de werkgever wordt meegedeeld aan de leidend ambtenaar. Aan de werkgevers die de bepalingen naleven zoals deze zijn voorzien in artikel 4, worden de voorlopige tegemoetkomingen en de tegemoetkomingen als volgt uitbetaald :

1° voorlopige tegemoetkomingen voor het jaar 2001

Onder de vorm van een voorschot wordt 50 % betaald tegen uiterlijk 15 augustus 2001. Het tweede voorschot van 50 % wordt betaald op 31 oktober 2001.

2° tegemoetkomingen voor het jaar 2001

Het verschil tussen de tegemoetkomingen zoals bedoeld in artikel 5, § 1, en de voorschotten die werden betaald in toepassing van artikel 6, 1°, wordt verrekend bij de betaling van het tweede voorschot op 30 april 2002, en desgevallend ook bij de betaling van de volgende voorschotten.

Indien een werkgever teveel voorschotten heeft ontvangen, en indien de terugvordering via de voorschotten van 2002 niet mogelijk is, wordt het saldo door de werkgever teruggestort aan het Riziv en dit vóór het einde van de maand die volgt op de maand waarin de leidend ambtenaar het terug te vorderen bedrag aan de werkgever heeft meegedeeld.

3° voorlopige tegemoetkomingen vanaf het jaar 2002

Op 31 januari van het jaar waarop de voorlopige tegemoetkomingen betrekking hebben, wordt een eerste voorschot gestort dat gelijk is aan het voorschot dat werd betaald op 31 oktober van het jaar dat eraan voorafgaat.

De volgende voorschotten worden als volgt betaald :

a) op 30 april : 1/3 * (voorlopige tegemoetkomingen - voorschot van 31 januari);

b) au 31 juillet : 1/3 * (interventions provisoires – avance au 31 janvier);

c) au 31 octobre : 1/3 * (interventions provisoires – avance au 31 janvier);

4° interventions à partir de l'année 2002

La différence entre les interventions visées à l'article 5, § 1^{er}, et les avances payées en application de l'article 6, 3°, est portée en compte lors du paiement de la deuxième avance de l'année suivant l'année à laquelle les interventions ont trait (30 avril), et le cas échéant également lors du paiement des avances suivantes.

Si un employeur a reçu trop d'avances et si la récupération au moyen des avances visées ci-dessus n'est pas possible, le solde est remboursé par l'employeur à l'INAMI avant la fin du mois suivant le mois au cours duquel le fonctionnaire dirigeant a notifié le montant à récupérer à l'employeur.

Art. 7. Le Service du contrôle administratif de l'INAMI est chargé de vérifier l'exactitude des données communiquées par les employeurs au fonctionnaire dirigeant.

Art. 8. Le coût des interventions visées à l'article 6 est mis à charge du budget global des moyens financiers de l'INAMI. La répartition de ce coût entre le régime général et le régime des travailleurs indépendants s'effectue proportionnellement à la répartition entre les deux régimes des dépenses de base du secteur auquel elles ont trait.

Art. 9. Les montants prévus à l'article 5 sont liés à l'indice pivot 103.14 ayant comme base 1996 = 100 et sont adaptés conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

Art. 10. § 1^{er}. Les montants visés à l'article 4, §§ 2 et 3, communiqués par l'employeur sont communiqués par l'employeur au fonctionnaire dirigeant par lettre recommandée. Si la cellule administrative constate que le montant communiqué diffère de l'information également transmise sur support électronique, il est demandé à l'employeur de communiquer des nouvelles données.

§ 2. Aucun recours n'est possible contre les décisions visées à l'article 6, 1° et 3°.

§ 3. En cas de différend judiciaire à propos des décisions visées à l'article 6, 2° et 4°, et en attendant la décision du tribunal, l'INAMI verse le montant des interventions sur la base des calculs de la cellule administrative.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. L'intervention dont il est question dans l'article 5, n'est due qu'à partir de la date à laquelle la convention collective de travail ou les protocoles d'accord visés dans l'article 2 deviendront effectivement applicables au plus tôt le 1^{er} juillet 2001; les dates visées dans les articles 4, § 3, 5, § 2 et 6, 1° sont éventuellement décalées à raison de la période comprise entre le 1^{er} juillet 2001 et les dates précitées.

Art. 12. Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

b) op 31 juli : 1/3 * (voorlopige tegemoetkomingen – voorschot van 31 januari);

c) op 31 oktober : 1/3 * (voorlopige tegemoetkomingen – voorschot van 31 januari);

4° tegemoetkomingen vanaf het jaar 2002

Het verschil tussen de tegemoetkomingen zoals bedoeld in artikel 5, § 1, en de voorschotten die werden betaald met toepassing van artikel 6, 3°, wordt verrekend bij de betaling van het tweede voorschot van het jaar dat volgt op het jaar waarop de tegemoetkomingen van toepassing zijn (30 april) en desgevallend ook bij de betaling van de volgende voorschotten.

Indien een werkgever teveel voorschotten heeft ontvangen, en indien de terugvordering via de hiervoor bedoelde voorschotten niet mogelijk is, wordt het saldo door de werkgever teruggestort aan het RIZIV en dit vóór het einde van de maand die volgt op de maand waarin de leidend ambtenaar het terug te vorderen bedrag aan de werkgever heeft meegedeeld.

Art. 7. De Dienst voor Administratieve Controle van het RIZIV wordt belast met de controle op de juistheid van de door de werkgevers aan de leidend ambtenaar meegedeelde gegevens.

Art. 8. De kost van de in artikel 6 bedoelde tegemoetkomingen wordt ten laste gelegd van de globale begroting van financiële middelen van het RIZIV. De verdeling van deze kost over de algemene regeling en over de regeling der zelfstandigen gebeurt pro rata van de verdeling over deze twee regelingen van de basisuitgaven van de sector waarop zij betrekking hebben.

Art. 9. De bedragen zoals voorzien in artikel 5 worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 103.14 in de basis van 1996 = 100 en worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Art. 10. § 1. De door de werkgever meegedeelde bedragen zoals bedoeld in artikel 4, §§ 2 en 3, worden door de werkgever via aangetekend schrijven meegedeeld aan de leidend ambtenaar. In geval de administratieve cel vaststelt dat het meegedeelde bedrag afwijkt van de informatie die tegelijkertijd via elektronische drager wordt overgemaakt, wordt de werkgever verzocht nieuwe gegevens over te maken.

§ 2. Tegen de beslissingen bedoeld in artikel 6, 1° en 3° is er geen beroep mogelijk.

§ 3. In geval van een gerechtelijk geschil over de beslissingen bedoeld in artikel 6, 2° en 4°, stort het RIZIV, in afwachting van een uitspraak door de rechtbank, het bedrag van de tegemoetkomingen op basis van de berekeningen van de administratieve cel.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt bekend gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De in artikel 5 bedoelde tegemoetkoming is slechts verschuldigd vanaf het tijdstip waarop de in artikel 2 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomst of de protocollen van akkoord effectief van toepassing worden en ten vroegste vanaf 1 juli 2001; de in de artikels 4, § 3, 5, § 2 en 6, 1° bedoelde tijdstippen worden eventueel verschoven met de periode die ligt tussen 1 juli 2001 en vorenvermelde tijdstippen.

Art. 12. Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 april 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 979 (2001 — 103)

[2001/22231]

4 DECEMBRE 2000. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 16 janvier 2001, page 1094, à l'article 1^{er} :

— dans le libellé des prestations 590166, 590181, 590203 et 590225, le terme « H », est inséré après le terme « G ».

N. 2001 — 979 (2001 — 103)

[2001/22231]

4 DECEMBER 2000. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. — Erratum

In artikel 1, blz. 1094 van het *Belgisch Staatsblad* van 16 januari 2001 :

— wordt in de omschrijving van de verstrekkingen 590166, 590181, 590203 en 590225, de term « H », ingevoegd na de term « G ».

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 980

[C — 2001/35405]

30 MAART 2001. — Ministerieel besluit houdende de bijzondere maatregelen inzake het uitrijden van dierlijke mest tot uitvoering van artikel 17, § 6, 1°, a) van het decreet van 23 januari 1991 inzake de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door meststoffen

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,

Gelet op het decreet van 23 januari 1991 inzake de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door meststoffen, zoals gewijzigd bij de decreten van 15 juni 1992, van 22 december 1993, 20 december 1995, van 19 december 1997, van 11 mei 1999, van 3 maart 2000 en 8 december 2000;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 13 juli 1999 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 15 oktober 1999 en van 14 april 2000;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 maart 2001 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van mond- en klauwzeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 maart 2001 houdende de bijzondere maatregelen inzake het uitrijden van dierlijke mest tot uitvoering van artikel 17, § 6, 1°, c) van het decreet van 23 januari 1991 inzake de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door meststoffen;

Overwegende de hoger dan normale regenneerslag in het voorjaar 2001,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

het decreet: het decreet van 23 januari 1991 inzake de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door meststoffen.

Art. 2. § 1. Ter uitvoering van artikel 17, § 6, 1°, a) van het decreet en in afwijking van artikel 17, § 1, 3° van het decreet wordt de opbrenging van dierlijke mest toegestaan op zaterdagen in de periode tussen 1 april 2001 en 15 mei 2001.

§ 2. De afwijking zoals bedoeld in § 1 geldt evenwel niet voor die gebieden waarvoor een uitrijverbod van kracht is conform het ministerieel besluit van 21 maart 2001 houdende de bijzondere maatregelen inzake het uitrijden van dierlijke mest tot uitvoering van artikel 17, § 6, 1°, c) van het decreet van 23 januari 1991 inzake de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door meststoffen.

§ 3. De afwijking zoals bedoeld in § 1 geldt eveneens niet voor de gebieden bedoeld in artikel 17, § 2 en § 3 van het decreet.

§ 4. De dierlijke mest dient conform artikel 17, § 4 van het decreet emissie-arm te worden opgebracht, waarbij de inwerkverplichting zoals bedoeld in artikel 17, § 4, 3°, b) van het decreet wordt verstrengd op zaterdag tot onmiddellijke inwerking in plaats van inwerking binnen de vier uur na het uitspreiden van de mest.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2001.

Brussel, 30 maart 2001.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2001 — 980

[C — 2001/35405]

30 MARS 2001. — Arrêté ministériel portant des mesures spéciales en matière d'épandage d'effluents d'élevage, en exécution de l'article 17, § 6, 1^o, a) du décret du 23 janvier 1991 relatif à la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,

Vu le décret du 23 janvier 1991 relatif à la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais, tel qu'il a été modifié par les décrets des 15 juin 1992, 22 décembre 1993, 20 décembre 1995, 19 décembre 1997, 11 mai 1999, 3 mars 2000 et 8 décembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 1999 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 15 octobre 1999 et 14 avril 2000;

Vu l'arrêté ministériel du 19 mars 2001 portant des mesures temporaires de lutte contre la fièvre aphteuse;

Vu l'arrêté ministériel du 21 mars 2001 portant des mesures spéciales en matière d'épandage d'effluents d'élevage, en exécution de l'article 17, § 6, 1^o, c) du décret du 23 janvier 1991 relatif à la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais;

Considérant que les précipitations du printemps 2001 sont plus abondantes que normalement,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

le décret : le décret du 23 janvier 1991 relatif à la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais.

Art. 2. § 1^{er}. En exécution de l'article 17, § 6, 1^o, a) du décret et par dérogation à l'article 17, § 1^{er}, 3^o du décret, l'épandage d'effluents d'élevage est autorisé les samedis dans la période du 1^{er} avril 2001 au 15 mai 2001.

§ 2. La dérogation, telle que visée au § 1^{er}, ne s'applique pas aux zones faisant l'objet d'une interdiction d'épandage, conformément à l'arrêté ministériel du 21 mars 2001 portant des mesures spéciales en matière d'épandage d'effluents d'élevage, en exécution de l'article 17, § 6, 1^o, a) du décret du 23 janvier 1991 relatif à la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais.

§ 3. La dérogation, telle que visée au § 1^{er}, ne s'applique également pas aux zones visées à l'article 17, §§ 2 et 3 du décret.

§ 4. Le mode d'épandage des effluents d'élevage doit être pauvre en émissions, conformément à l'article 17, § 4 du décret, l'obligation d'enfouissement, telle que visée à l'article 17, § 4, 3^o, b) du décret, étant renforcée le samedi de sorte que l'enfouissement s'effectue immédiatement et non dans les quatre heures suivant l'épandage des effluents d'élevage.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2001.

Bruxelles, le 30 mars 2001.

Mme V. DUA

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 981

[C — 2001/27197]

2 FEVRIER 2001. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 10 et le programme 01 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2001

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Vu les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 14 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2001, notamment l'article 11;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 29 janvier 2001;

Considérant la nécessité de transférer des crédits non dissociés à l'allocation de base 11.03 du programme 01 de la division organique 10, afin d'honorer le traitement d'un agent contractuel à durée déterminée dont l'engagement est conditionné à un transfert budgétaire annuel,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits non dissociés à concurrence d'un million de francs sont transférés du programme 01 de la division organique 15 au programme 01 de la division organique 10.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 01 de la division organique 10 et du programme 01 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2001 est modifiée comme suit :

(en millions de francs)

Division organique	Allocation de base	Crédit initial C.N.D.	Transfert	Crédit ajusté
10	11.03.01	5.885,6	+1,0	5.886,6
15	12.02.01	30,4	-1,0	29,4

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 février 2001.

M. DAERDEN

M. FORET

Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 981

[C — 2001/27197]

2. FEBRUAR 2001 — Ministerialerlass zur Übertragung von Mitteln zwischen dem Programm 01 des Organisationsbereichs 10 und dem Programm 01 des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2001

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere des Artikels 12, in seiner durch den Artikel 4 des Gesetzes vom 19. Juli 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 2000 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2001, insbesondere des Artikels 11;

Aufgrund des am 29. Januar 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

In Erwägung der Notwendigkeit, nicht aufgegliederte Mittel auf die Basiszuwendung 11.03 des Programms 01 des Organisationsbereichs 10 zu übertragen, um das Gehalt eines Beamten mit unbefristetem Arbeitsvertrag, dessen Einstellung durch eine jährliche Haushaltsübertragung bedingt ist, zu gleichen,

Beschließen:

Artikel 1 - Es werden nicht aufgegliederte Mittel in Höhe von einer Million BEF vom Programm 01 des Organisationsbereichs 15 auf das Programm 01 des Organisationsbereichs 10 übertragen.

Art. 2 - Die Verteilung der folgenden Basiszuwendungen des Programms 01 des Organisationsbereichs 10 und des Programms 01 des Organisationsbereichs 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2001 wird wie folgt abgeändert:

(in Millionen BEF)

Organisationsbereich	Basiszuwendung	Ursprüngliche Mittel N.A.M.	Umverteilung	Angepasste Mittel
10	11.03.01	5.885,6	+1,0	5.886,6
15	12.02.01	30,4	-1,0	29,4

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird dem Wallonischen Regionalrat, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion, dem Generalsekretariat des Ministeriums der Wallonischen Region und dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt.

Art. 4 - Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Februar 2001

M. DAERDEN

M. FORET

Ch. MICHEL

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 981

[C — 2001/27197]

2 FEBRUARI 2001. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 01 van organisatieafdeling 10 en programma 01 van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 12, zoals gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 14 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 januari 2001;

Overwegende dat niet-gesplitste kredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 11.03, programma 01 van organisatieafdeling 10 met het oog op de vereffening van de wedde van een contractueel voor een bepaalde duur, wiens indienstneming van een jaarlijkse begrotingsoverdracht afhangt,

Besluiten :

Artikel 1. Er worden niet-gesplitste kredieten ten belope van één miljoen BEF overgedragen van programma 01 van organisatieafdeling 15 naar programma 01 van organisatieafdeling 10.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 01 van organisatieafdeling 10 en van programma 01 van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001 wordt gewijzigd als volgt :

(miljoen BEF)

Organisatie-afdeling	Basisallocatie	Initieel krediet N.G.K	Overdracht	Aangepast krediet
10	11.03.01	5.885,6	+ 1,0	5.886,6
15	12.02.01	30,4	- 1,0	29,4

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar de Waalse Gewestraad, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, het Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest en de Controleur der Vastleggingen.

Art. 4. De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 februari 2001.

M. DAERDEN
M. FORET
Ch. MICHEL



F. 2001 — 982

[C — 2001/27198]

7 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation de modifications aux statuts de la SOFRIWAL

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 6 et 9;

Vu le décret du 6 mai 1999 modifiant la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des Sociétés régionales d'investissement en son article unique;

Vu les statuts de la SOFRIWAL, approuvés par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 décembre 1989;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2000;

Vu la proposition adoptée par le conseil d'administration de SOFRIWAL en date du 14 février 2001;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve les modifications libellées comme suit aux statuts de la SOFRIWAL :

— à l'article 1^{er}, remplacer : "modifiée par le décret régional wallon du 7 décembre 1989" par "modifiée par les décrets régionaux wallons des 7 décembre 1989 et 6 mai 1999".

— à l'article 2, remplacer : "4020 Liège, place d'Italie 1" par "4000 Liège, avenue Maurice Destenay 13".

— à l'article 5, remplacer le premier alinéa par le texte suivant : "Le capital est fixé à deux cent cinquante mille euro."

— à l'article 9 : — au 2^e alinéa, supprimer "et des délégués de l'Exécutif régional wallon auprès du conseil d'administration de la S.R.I.W.";

— insérer un alinéa supplémentaire entre les 4^e et 5^e alinéas actuels rédigés comme suit : "les deux commissaires du Gouvernement exercent auprès du comité de gestion le contrôle prévu par l'article 29, § 2, de la loi du 2 avril 1962 constituant une société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement tel que modifié par le décret régional wallon du 6 mai 1999.";

— au dernier et à l'avant-dernier alinéas remplacer "à l'Exécutif régional wallon" par "au Gouvernement wallon";

— à l'article 11, à l'avant-dernier alinéa remplacer "de l'Exécutif régional wallon" par "du Gouvernement wallon" et "à l'Exécutif régional wallon" par "au Gouvernement wallon";

— à l'article 15, ajouter in fine deux alinéas rédigés comme suit :

« L'Inspection des Finances est associée en tant qu'observateur extérieur au contrôle du commissaire-réviseur.

Le contrôle des missions déléguées s'effectue par deux commissaires du Gouvernement wallon conformément à l'article 29, § 2, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement tel que modifié par le décret régional wallon du 6 mai 1999. »

— à l'article 16, au deuxième alinéa : — remplacer "l'article 32 de la loi du 2 avril 1962 organique de la S.N.I. et des S.R.I." par "l'article 31, § 2, 2^o, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement tel que modifié par le décret régional wallon du 6 mai 1999";

— remplacer le troisième alinéa par le texte suivant : "Les convocations, documents et rapports qui, en vertu du Code des sociétés, sont destinés aux actionnaires en vue des délibérations de l'assemblée générale, sont, dans les délais fixés par le Code des sociétés pour leur envoi, leur communication ou leur dépôt, transmis simultanément au Gouvernement wallon et au conseil d'administration. Les résolutions du conseil d'administration dans ce cadre font l'objet des mêmes transmissions et dépôts.";

— à l'article 17, au premier alinéa : — remplacer "le dernier vendredi d'août à 14 h 45 m" par "le deuxième mercredi d'avril à 15 heures";

— au deuxième alinéa, supprimer les termes "autre qu'un samedi";

— à l'article 20, second alinéa, remplacer "par l'Exécutif régional wallon" par "par le Gouvernement wallon";

— à l'article 22, premier alinéa, remplacer "avril" par "janvier" et "le trente et un mars" par "le trente et un décembre";

— supprimer les articles 27 à 31 inclus, formant le chapitre VI.

Art. 2. Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 14 mars 2001.

Namur, le 7 mars 2001.

Le Ministre-Président,
J-CI. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 982

[C — 2001/27198]

7. MÄRZ 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der an den Satzungen der SOFRIWAL vorgenommenen Abänderungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere der Artikel 6 und 9;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Abänderung des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften in seinem einzigen Artikel;

Aufgrund der durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Dezember 1989 genehmigten Satzungen der SOFRIWAL;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2000;

Aufgrund des am 14. Februar 2001 durch den Verwaltungsrat der SOFRIWAL angenommenen Vorschlags;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung genehmigt die an den Satzungen der SOFRIWAL vorgenommenen Abänderungen mit folgendem Wortlaut:

— In Artikel 1 wird der Wortlaut «abgeändert durch das Dekret der Wallonischen Region vom 7. Dezember 1989» durch den Wortlaut «abgeändert durch die Dekrete der Wallonischen Region vom 7. Dezember 1989 und vom 6. Mai 1999» ersetzt.

— In Artikel 2 wird der Wortlaut «4020 Lüttich, place d'Italie 1» durch den Wortlaut

«4000 Lüttich, avenue Maurice Destenay 13» ersetzt.

— In Artikel 5 wird der erste Absatz durch den folgenden Wortlaut ersetzt: «Das Kapital wird auf zweihundertfünfzigtausend Euro festgesetzt.».

— In Artikel 9: - im zweiten Absatz wird der Wortlaut «und aus den Vertretern der Wallonischen Regionalexekutive beim Verwaltungsrat der "Société régionale d'investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie) gestrichen;

— zwischen die bestehenden Absätze 4 und 5 wird ein zusätzlicher Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: «Die zwei Kommissare der Regierung üben bei dem Verwaltungsausschuss die Kontrolle aus, die in Artikel 29, § 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften, so wie durch das Dekret der Wallonischen Region vom 6. Mai 1999 abgeändert, vorgesehen ist.»;

— im letzten und im vorletzten Absatz wird der Wortlaut «bei der Wallonischen Regionalexekutive» durch den Wortlaut «bei der Wallonischen Regierung» ersetzt;

— Im vorletzten Absatz von Artikel 11 wird der Wortlaut «der Wallonischen Regionalexekutive» durch den Wortlaut «der Wallonischen Regierung» und der Wortlaut «an die Wallonische Regionalexekutive» durch den Wortlaut «an die Wallonische Regierung» ersetzt.

— Am Ende des Artikels 15 werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die Finanzinspektion wird als äußerer Beobachter an der Kontrolle des Kommissar-Revisors beteiligt.

Die Kontrolle über die abgeordneten Aufgaben wird von zwei Kommissaren der Wallonischen Regierung gemäß Artikel 29, § 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften, so wie durch das Dekret der Wallonischen Region vom 6. Mai 1999 abgeändert, vorgenommen.»

— Im zweiten Absatz des Artikels 16: - wird der Wortlaut «Artikel 32 des Grundlagengesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung der Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften» durch den Wortlaut «Artikel 31, § 2, 2° des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften, so wie durch das Dekret der Wallonischen Region vom 6. Mai 1999 abgeändert» ersetzt.

— wird der dritte Absatz durch den folgenden Wortlaut ersetzt: «Die Vorladungen, Unterlagen und Berichte, die aufgrund des Gesetzbuches über die Gesellschaften für die Teilhaber hinsichtlich der Beratungen der Generalversammlung bestimmt sind, werden innerhalb der im Gesetzbuch über die Gesellschaften für deren Versand, deren Zustellung oder deren Hinterlegung festgesetzten Fristen gleichzeitig der Wallonischen Regierung und dem Verwaltungsrat übermittelt. Die in diesem Rahmen gefassten Beschlüsse des Verwaltungsrates sind Gegenstand der gleichen Übermittlungen und Hinterlegungen.»;

— Im ersten Absatz von Artikel 17: - wird der Wortlaut «am letzten Freitag im August um 14 45 Uhr» durch den Wortlaut «am zweiten Mittwoch im April um 15 Uhr» ersetzt;

- im zweiten Absatz wird der Wortlaut «der kein Samstag ist» gestrichen;
- Im zweiten Absatz von Artikel 20 wird der Wortlaut «durch die Wallonische Regionalexekutive» durch den Wortlaut «durch die Wallonische Regierung» ersetzt;
- Im ersten Absatz von Artikel 22 wird das Wort «April» durch das Wort «Januar» und der Wortlaut «am einunddreißigsten März» durch den Wortlaut «am einunddreißigsten Dezember» ersetzt;
- Die Artikel 27 bis 31 einschließlich, die Kapitel VI bilden, werden gestrichen.

Art. 2 - Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am 14. März 2001 in Kraft.

Namur, den 7. März 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

N. 2001 — 982

[C — 2001/27198]

7 MAART 2001. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de wijzigingen in de statuten van "SOFRIWAL" worden goedgekeurd

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, inzonderheid op de artikelen 6 en 9;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 tot wijziging van hoofdstuk V van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, in zijn enig artikel;

Gelet op de statuten van de "SOFRIWAL", goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 december 1989;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2000;

Gelet op het voorstel aangenomen door de raad van bestuur van "SOFRIWAL" op 14 februari 2001;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

Artikel 1. De volgende wijzigingen in de statuten van "SOFRIWAL" worden door de Waalse Regering goedgekeurd :

— in artikel 1, de tekst "gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 7 december 1989" vervangen door de tekst "gewijzigd bij de decreten van de Waalse Gewestraad van 7 december 1989 en 6 mei 1999".

— in artikel 2, de tekst "4020 Liège, place d'Italie 1" vervangen door de tekst "4000 Liège, avenue Maurice Destenay 13".

— in artikel 5, het eerste lid vervangen door de volgende tekst : "Het kapitaal is vastgesteld op tweehonderdvijftigduizend euro".

— in artikel 9 : - in het tweede lid : de woorden "en de afgevaardigden van de Waalse Gewestexecutieve bij de raad van bestuur van de S.R.I.W. » schrappen;

— een bijkomend lid tussen het vierde en het vijfde lid invoegen, luidend als volgt : "beide commissarissen van de Regering oefenen bij het beheerscomité de controle uit zoals bepaald in artikel 29, § 2, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, zoals gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999".

— in het laatste en het voorlaatste lid "de Waalse Gewestexecutieve" vervangen door "de Waalse Regering";

— in artikel 11, in het voorlaatste lid, "de Waalse Gewestexecutieve" vervangen door "de Waalse Regering";

— in artikel 15, twee leden in fine toevoegen, luidend als volgt :

« De Inspectie van Financiën wordt als buitenstaande waarnemer betrokken bij de door de commissaris-revisor uitgeoefende controle.

De controle op de afgevaardigde opdrachten wordt door twee commissarissen van de Waalse Regering uitgeoefend overeenkomstig artikel 29, § 2, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, zoals gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 ».

— in artikel 16, in het tweede lid : - de woorden "artikel 32 van de wet van 2 april 1962 houdende organisatie van de N.I.M. en van de G.I.M." vervangen door de woorden "artikel 31, § 2, 2°, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen, zoals gewijzigd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999";

— het derde lid door de volgende tekst vervangen : "De oproepingen, documenten en verslagen die krachtens het wetboek van vennootschappen bestemd zijn voor de aandeelhouders met het oog op de beraadslagingen van de algemene vergadering worden tegelijkertijd verstuurd naar de Waalse Regering en de raad van bestuur binnen de termijnen vastgesteld bij het wetboek van vennootschappen wat betreft hun verzending, mededeling of hun indiening. De in dit kader genomen beslissingen van de raad van bestuur worden volgens dezelfde modaliteiten verzonden en ingediend".

— in artikel 17 : in het eerste lid : - de woorden "de laatste vrijdag van augustus om 14 u 45 m." vervangen door de woorden "de tweede woensdag van april om 15 uur.";

— in het tweede lid : de woorden "op een andere dag dan zaterdag" schrappen;

— in artikel 20, tweede lid, de woorden "door de Waalse Gewestexecutieve" vervangen door de woorden "door de Waalse Regering";

— in artikel 22, eerste lid, het woord "april" vervangen door het woord "januari" en de woorden "eenendertig maart" vervangen door de woorden "eenendertig december";

— de artikelen 27 tot en met 31, die hoofdstuk VI vormen, schrappen.

Art. 2. De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 14 maart 2001.

Namen, 7 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 983 (2001 — 31) [C — 2001/31020]

14 DECEMBRE 2000 — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale remplaçant les arrêtés du 17 juillet 1997, 2 juillet 1998 et 17 décembre 1998, fixant la tarification des prestations de l'Agence régionale pour la Propreté. — Erratum

Le 3° de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 décembre 2000 remplaçant les arrêtés du 17 juillet 1997, 2 juillet 1998 et 17 décembre 1998, fixant la tarification des prestations de l'Agence régionale pour la Propreté (*Moniteur belge* du 6 janvier 2001, p. 340) se lit comme suit :

« 3° déchargement en fosse des immondices en vrac, suivant les catégories suivantes :

a) déchets présentant un PCI maximum de 2 200 kcal/kg tels que déchets ménagers et assimilés, organiques compris : 3 605 BEF/tonne;

b) déchets présentant un PCI compris entre 2 200 kcal/kg et 2 500 kcal/kg tels que déchets industriels banals et déchets assimilés, sans organiques : 3 900 BEF/tonne;

c) déchets présentant un PCI compris entre 2 500 kcal/kg et 3 000 kcal/kg tels que déchets industriels et déchets hospitaliers décontaminés, non pathologiques : 4 300 BEF/tonne;

d) déchets particuliers à haut PCI (supérieur à 3 000 kcal/kg) : 4 500 BEF/tonne. »

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 983 (2001 — 31) [C — 2001/31020]

14 DECEMBER 2000. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vervanging van de besluiten van 17 juli 1997, 2 juli 1998 en 17 december 1998 tot vaststelling van de tarifiering van de diensten van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid. — Erratum

Artikel 4, 3° van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 december 2000 tot vervanging van de besluiten van 17 juli 1997, 2 juli 1998 en 17 december 1998 tot vaststelling van de tarifiering van de diensten van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (*Belgisch Staatsblad* van 6 januari 2001, blz. 340) dient te worden gelezen als volgt :

« 3° afval in bulk dat in de vuilnisput wordt gestort, volgens volgende categorieën :

a) afval met een lagere stookwaarde van maximum 2 200 kcal/kg, zoals huishoudelijk en gelijkgesteld afval, organisch afval inbegrepen : 3 605 BEF/ton;

b) afval met een lagere stookwaarde tussen 2 200 kcal/kg en 2 500 kcal/kg, zoals gewoon industrieel en gelijkgesteld afval, zonder organisch afval : 3 900 BEF/ton;

c) afval met een lagere stookwaarde tussen 2 500 kcal/kg en 3 000 kcal/kg, zoals industrieel afval en gedesinfecteerd, niet-pathologisch ziekenhuis-afval, : 4 300 BEF/ton

d) bijzonder afval met een hoge lagere stookwaarde (meer dan 3 000 kcal/kg) : 4 500 BEF/ton. »

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2001/09312]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 27 mars 2001, entrant en vigueur le 1^{er} avril 2001, M. De Visscher, J., secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Termonde, est désigné en qualité de secrétaire-chef de service à ce paquet, pour un terme de trois ans.

Par arrêté ministériel du 4 avril 2001, Mme Devresse, A., employée sous contrat au greffe de la justice de paix du canton de Gosselies, est temporairement déléguée aux fonctions de greffier adjoint à la justice de paix de ce canton.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[2001/09269]

Direction générale de la Législation civile et des Cultes
Arrêté concernant les associations internationales
et les établissements d'utilité publique

Un arrêté royal du 6 mars 2001 :

- 1° accorde la personnalité civile à l'établissement d'utilité publique « Robus » dont le siège est établi à Anvers;
- 2° approuve les statuts de cet établissement.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2001/09312]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 27 maart 2001, in werking tredend op 1 april 2001, is de heer De Visscher, J., secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, aangewezen tot secretaris-hoofd van dienst bij dit parket, voor een termijn van drie jaar.

Bij ministerieel besluit van 4 april 2001 is Mevr. Devresse, A., beambte op arbeidsovereenkomst bij de griffie van het vrederecht van het kanton Gosselies, tijdelijk opdracht gegeven om het ambt van adjunct-griffier bij het vrederecht van dit kanton te vervullen.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres: Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

[2001/09269]

Directoraat-generaal Burgerlijke Wetgeving en Erediensten
Besluit betreffende de internationale verenigingen
en instellingen van openbaar nut

Bij koninklijk besluit van 6 maart 2001 :

- 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de instelling van openbaar nut « Robus » waarvan de zetel te Antwerpen gevestigd is;
- 2° worden de statuten van deze instelling goedgekeurd.

MINISTERE DES FINANCES

[2001/03174]

Administration de la taxe sur la valeur ajoutée,
de l'enregistrement et des domaines. — Secteur de la T.V.A.
Nominations

Par arrêté royal du 17 août 1999, les fonctionnaires de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, désignés ci-après, sont nommés au grade de directeur d'administration fiscale, à la date du 1^{er} janvier 1999 :

— Graux, C.L.A.G., inspecteur principal d'administration fiscale-chef de service mis à la disposition de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts à Charleroi;

— Van Raemdonck, W.T.I., inspecteur principal d'administration fiscale-chef de service mis à la disposition de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus auprès du centre de contrôle à Bruxelles I.

Désignations

Par arrêté du 1^{er} mars 2000, M. Graux, C.L.A.G., directeur d'administration fiscale de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, est mis à la disposition du centre de contrôle à Namur auprès de l'Administration de la fiscalité des entreprises et des revenus, à partir du 1^{er} janvier 1999.

Par le même arrêté du 1^{er} mars 2000, M. Van Raemdonck, W.T.I., directeur d'administration fiscale de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, est désigné pour la direction régionale de la T.V.A. de Bruxelles II, à partir du 1^{er} janvier 1999.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[2001/03174]

Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde,
registratie en domeinen. — Sector van de BTW
Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 17 augustus 1999 worden de hiernavolgende ambtenaren van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen benoemd tot de graad van directeur bij een fiscaal bestuur, op datum van 1 januari 1999 :

— Graux, C.L.A.G., eerstaanwezend inspecteur bij een fiscaal bestuur-diensthooft ter beschikking gesteld van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie te Charleroi;

— Van Raemdonck, W.T.I., eerstaanwezend inspecteur bij een fiscaal bestuur-diensthooft ter beschikking gesteld van de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit bij het controlecentrum Brussel I.

Aanduidingen

Bij besluit van 1 maart 2000 wordt de heer Graux, C.L.A.G., directeur bij een fiscaal bestuur van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, ter beschikking gesteld van het controlecentrum te Namen bij de Administratie van de ondernemings- en inkomensfiscaliteit, met ingang van 1 januari 1999.

Bij hetzelfde besluit van 1 maart 2000 wordt de heer Van Raemdonck, W.T.I., directeur bij een fiscaal bestuur van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, aangeduid voor de gewestelijke directie van de BTW te Brussel II, met ingang van 1 januari 1999.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[2001/22220]

Institut national d'assurance maladie-invalidité

Collège national des médecins-conseils institué auprès du Service des soins de santé. — Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 7 mars 2001, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de ses fonctions de membre suppléant du Collège national des médecins-conseils, institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à Mme Monard, Y.

Par le même arrêté, est nommée audit Collège, pour un terme expirant le 31 décembre 2006 :

Mme Devillers, A., en qualité de membre suppléant au titre de représentante d'un organisme assureur.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[2001/2222]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

Nationaal college van adviserend geneesheren, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Ontslagverlening. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 7 maart 2001, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag verleend uit haar functies van plaatsvervangend lid van het Nationaal college van adviserend geneesheren, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, aan Mevr. Monard, Y.

Bij hetzelfde besluit, wordt benoemd bij genoemd college, voor een termijn verstrijkend op 31 december 2006 :

Mevr. Devillers, A., in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid, als vertegenwoordigster van een verzekeringsinstelling.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2001/12291]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 21 mars 2001, démission honorable de ses fonctions de conseiller social effectif au titre d'employeur à la cour du travail de Liège est accordée, à M. Copette, Pol, qui a atteint la limite d'âge le 4 janvier 2001.

[2001/12290]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 21 mars 2001, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre d'employeur au tribunal du travail de Bruxelles est accordée, à sa demande, à M. Rijckaert, Olivier.

[2001/12294]

Juridictions du travail. — Démission

Par arrêté royal du 23 mars 2001, démission honorable de ses fonctions de juge social effectif au titre de travailleur employé au tribunal du travail de Liège est accordée, à sa demande, à M. Glaude, Henri.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2001/12291]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 21 maart 2001 is aan de heer Copette, Pol, die de leeftijdsgrens heeft bereikt op 4 januari 2001, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend raadsheer, als werkgever, bij het arbeidshof van Luik.

[2001/12290]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 21 maart 2001 is aan de heer Rijckaert, Olivier, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank van Brussel.

[2001/12294]

Arbeidsgerechten. — Ontslag

Bij koninklijk besluit van 23 maart 2001 is aan de heer Glaude, Henri, op zijn verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van werkend rechter, als werknemer-bediende, bij de arbeidsrechtbank van Luik.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2001/27196]

Aménagement du territoire

AMBLEVE. — Un arrêté ministériel du 21 février 2001 approuve le plan d'alignement du chemin sis dans la localité de Medell tel qu'il est contenu dans la délibération du 24 septembre 1998 du conseil communal d'Amblève et ses annexes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 2001/27196]

Raumordnung

AMEL — Durch Ministerialerlass vom 21. Februar 2001 wird der Fluchtlinienplan des in der Ortschaft Medell gelegenen Wegs genehmigt, so wie er in dem Beschluss vom 24. September 1998 des Gemeinderates Amel und dessen Anlagen festgelegt worden ist.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SELOR

BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[C – 2001/08136]

Sélection comparative de techniciens de la recherche (m/f) (rang 20), d'expression néerlandaise, pour l'Institut royal météorologique de Belgique

Une réserve de 10 lauréats maximum, valable deux ans, sera établie.

Si plusieurs lauréats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place, le nombre maximum de lauréats fixé est augmenté en leur faveur.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Diplôme requis : diplôme des études secondaires supérieures.

Les porteurs d'un diplôme de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur ne sont pas admis à cette sélection.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 691 013 FB, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 21 avril 2001.

Vous le faites par téléphone (exclusivement au numéro 070-66 66 20), par fax (02-214 45 60) ou par lettre (SELOR, Sélections de l'Etat fédéral), quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles, tél. 02-214 44 11).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro du registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANG01017) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

[C – 2001/08137]

Sélection comparative de premier ouvrier qualifié (m/f) (rang 20), d'expression néerlandaise, pour l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique

Une réserve de 10 lauréats maximum, valable un an, sera établie.

Si plusieurs lauréats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place, le nombre maximum de lauréat fixé est augmenté en leur faveur.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Diplôme requis : diplôme des études techniques secondaires supérieures, section électricité, électromécanique et électronique.

Les porteurs d'un diplôme de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur ne sont pas admis à cette sélection.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 691 013 FB, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 21 avril 2001.

Vous le faites par téléphone (exclusivement au numéro 070-66 66 20), par fax (02-214 45 60) ou par lettre (SELOR, Sélections de l'Etat fédéral), quartier Esplanade, rue Montagne de l'Oratoire 20, 1000 Bruxelles, tél. 02-214 44 11).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro du registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANG01019) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

SELOR

SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[C – 2001/08136]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige technici der vorsching (m/v) (rang 20) voor het Koninklijk Meteorologisch Instituut

Na deze selectie wordt een lijst met maximum 10 geslaagden aangelegd, die twee jaar geldig blijft.

Indien er voor de toekenning van de laatste plaats verscheidene geslaagden zijn met een gelijk aantal punten, wordt het maximum aantal geslaagden in hun voordeel verhoogd.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Vereist diploma : getuigschrift van hoger secundair onderwijs.

De houders van een diploma van het hoger onderwijs (vb. gegradueerde of licentiaat) mogen niet solliciteren voor deze selectie.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 691 013 BEF, reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 21 april 2001.

U reageert per telefoon (enkel op het nummer 070-66 66 20), fax (02-214 45 60) of brief (SELOR, Dienst Selecties Federale Overheid, Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel, tel. 02-214 44 11).

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentnummer (ANG01017) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

[C – 2001/08137]

Vergelijkende selectie van een Nederlandstalige « eerste geschoolde werkman » (m/v) (rang 20) voor het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen

Na deze selectie wordt een lijst met maximum 10 geslaagden aangelegd, die één jaar geldig blijft.

Indien er voor de toekenning van de laatste plaats verscheidene geslaagden zijn met een gelijk aantal punten, wordt het maximum aantal geslaagden in hun voordeel verhoogd.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Vereist diploma : getuigschrift van hoger technisch secundair onderwijs, behaald in de afdeling elektriciteit, elektro-mechanica of elektronica.

De houders van een diploma van het hoger onderwijs (vb. gegradueerde of licentiaat) mogen niet solliciteren voor deze selectie.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 691 013 BEF, reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 21 april 2001.

U reageert per telefoon (enkel op het nummer 070-66 66 20), fax (02-214 45 60) of brief (SELOR, Dienst Selecties Federale Overheid, Esplanadegebouw, Oratoriënberg 20, 1000 Brussel, tel. 02-214 44 11).

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentnummer (ANG01019) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

[C – 2001/08138]

Sélection d'experts (inspection de l'environnement) (m/f) (rang B1), d'expression néerlandaise, pour le département de l'Environnement et de l'Infrastructure (Ministère de la Communauté flamande)

Une réserve de lauréats, valable deux ans, sera établie.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Diplôme(s) requis : les candidats doivent être titulaires d'un des diplômes suivants :
 - diplôme de l'enseignement supérieur d'un cycle (enseignement supérieur de type court) délivré dans l'une des sections suivantes : gestion - option administration de l'environnement, agriculture et biotechnologie, chimie, agrégé de l'enseignement secondaire inférieur - option biotechniques, agriculture et horticulture;
 - diplôme d'ingénieur technicien;
 - diplôme de 1^{er} cycle (candidat) de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de 2 cycles en sciences, sciences appliquées, sciences agronomiques, sciences biologiques appliquées, sciences industrielles (p.ex. candidat ingénieur industriel ou ingénieur civil ou candidat qui a réussi les deux premières années de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire.

Les étudiants qui au cours de l'année académique 2000-2001 suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis, sont également admis.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 808 210 FB, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 21 avril 2001.

Vous le faites par téléphone (exclusivement au numéro 070-66 66 20) par fax (02-553 52 00) ou par lettre (SELOR - Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel - Tél. 02-553 61 49).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro du registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence ANV01016 de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

[C – 2001/08139]

Sélection d'experts (spécialisation : agriculture/horticulture/biotechnologie) (m/f) (rang B1), d'expression néerlandaise, pour le Ministère de la Communauté flamande (section terre)

Une réserve de lauréats valable deux ans, sera établie.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Diplôme(s) requis :
 - diplôme de l'enseignement supérieur d'un cycle (enseignement supérieur du type court) (p.e. diplôme d'un graduat);
 - diplôme d'ingénieur technique;
 - diplôme universitaire du premier cycle (candidature), requis dans une section agriculture ou horticulture, biotechnologie ou agriculture et biotechnique.

Les étudiants qui au cours de l'année académique 2000-2001 suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis, sont également admis.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 808 210 FB, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 21 avril 2001.

[C – 2001/08138]

Selectie van Nederlandstalige deskundigen (milieu-inspectie) (m/v) (rang B1) voor het departement Leefmilieu en Infrastructuur (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap)

Na deze selectie wordt een lijst van geslaagden aangelegd, die twee jaar geldig blijft.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Vereist(e) diploma('s) : de sollicitanten dienen houder te zijn van één der hierna vermelde diploma's :
 - diploma van het hoger onderwijs van 1 cyclus (hoger onderwijs van het korte type) behaald in één van de volgende afdelingen : bedrijfsbeheer optie milieuadministratie, landbouw en biotechnologie, chemie, geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, optie biotechnieken - land en tuinbouw;
 - diploma van technisch ingenieur;
 - diploma van de 1^e cyclus (kandidaat) van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van 2 cycli in de wetenschappen, toegepaste wetenschappen, landbouwwetenschappen, toegepaste biologische wetenschappen, industriële wetenschappen (bv. kandidaat industrieel of burgerlijk ingenieur of kandidaat geslaagd in de eerste twee studiejaar van de polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School.

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2000-2001 zijn toegelaten tot de selectie.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 808 210 BEF, reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 21 april 2001.

U reageert per telefoon (enkel op het nummer 070-66 66 20), fax (02-553 52 00) of brief (SELOR, Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel - Tel. 02-553 61 49).

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentnummer (ANV01016) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

[C – 2001/08139]

Selectie van Nederlandstalige deskundigen (specialisatie : landbouw/tuinbouw/biotechnologie) (m/v) (rang B1) voor het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap (afdeling land)

Na deze selectie wordt een lijst van geslaagden aangelegd, die twee jaar geldig blijft.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Vereist(e) diploma('s) :
 - diploma van het hoger onderwijs van één cyclus (hoger onderwijs van het korte type) (vb. graaatsdiploma);
 - diploma van technisch ingenieur;
 - diploma van universitair onderwijs van de eerste cyclus (kandidaatsdiploma), behaald in een afdeling land- en tuinbouw, biotechnologie, of landbouw en biotechnologie.

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2000-2001 zijn toegelaten tot de selectie.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 808 210 BEF, reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 21 april 2001.

Vous le faites par téléphone (exclusivement au numéro 070-66 66 20), par fax (02-553 52 00) ou par lettre (Ministère de la Communauté flamande, SELOR, Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30, 1000 Bruxelles - Tél. : 02-553 61 50).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro du registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence ANV01017 de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

[C - 2001/08140]

Sélection de collaborateurs (m/f) (rang C1), d'expression néerlandaise, pour le N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen

Une réserve de 15 lauréats maximum, valable deux ans, sera établie.

Si plusieurs lauréats sont à égalité de points pour l'attribution de la dernière place, le nombre maximum de lauréats fixé est augmenté en leur faveur.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Diplôme(s) requis : les candidats doivent être porteurs d'un des diplômes suivants :
 - Attestation de réussite de la 6^e année d'enseignement général, technique, artistique ou professionnel secondaire de plein exercice ou d'enseignement maritime du cycle secondaire supérieur;
 - Certificat d'enseignement secondaire supérieur ou diplôme d'aptitude à l'enseignement supérieur;
 - Diplôme d'une section appartenant au groupe commerce, administration ou organisation d'un cours technique secondaire supérieur, délivré après un cycle d'au moins 750 périodes;
 - Les diplômes délivrés anciennement qui correspondent à un des diplômes précités.

Les étudiants qui au cours de l'année académique 2000-2001 suivent la dernière année des études pour l'obtention du diplôme requis, sont également admis.

Les candidats ayant un diplôme de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de niveau académique (1^{er} et/ou 2^e cycle de formations de base de 2 cycles) ou un diplôme de l'enseignement supérieur de type court (formation de base d'un seul cycle) ou d'ingénieur technicien, de géomètre-expert immobilier ou de géomètre des mines NE SONT PAS ADMIS.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 677 653 FB, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 21 avril 2001.

Vous le faites par téléphone (exclusivement au numéro 070-66 66 20), fax (02-553 52 00) ou par lettre (SEIOR, "Selecties Vlaamse Gemeenschap", quartier Boudewijn, Boudewijnlaan 30, 1000 Bruxelles, tél. 02-553 51 45).

U reageert per telefoon (enkel op het nummer 070-66 66 20), fax (02-553 52 00) of brief (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, Afdeling Wervingen en personeelsbewegingen - SELOR, Cel werving Vlaamse Gemeenschap, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel - Tel. 02-553 61 50).

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentnummer ANV01017 van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

[C - 2001/08140]

Selectie van Nederlandstalige medewerkers (m/v) (rang C1) voor de N.V. Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen

Na deze selectie wordt een lijst met maximum 15 geslaagden aangelegd, die twee jaar geldig blijft.

Indien er voor de toekenning van de laatste plaats verscheidene geslaagden zijn met een gelijk aantal punten, wordt het maximum aantal geslaagden in hun voordeel verhoogd.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Vereist(e) diploma('s) :
 - getuigschrift uitgereikt na het slagen van een zesde leerjaar van het algemeen, het technisch, het kunst- of het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan of van het zeevaartonderwijs van de hogere secundaire cyclus;
 - getuigschrift van hoger secundair onderwijs of bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;
 - diploma van een tot de groep handel, administratie of organisatie behorende afdeling van een hogere secundaire technische leergang, uitgereikt na een cyclus van minstens zeventien tot vijftig lestijden;
 - de vroeger afgeleverde diploma's die overeenstemmen met één der voornoemde diploma's.

Ook laatstejaarsstudenten van het academiejaar 2000-2001 zijn toegelaten tot de selectie.

Kandidaten met een diploma dat toegang verleent tot een hoger niveau zijn niet toegelaten : dit betekent dat kandidaten die een diploma van universitair onderwijs of van hoger onderwijs van het academisch niveau (1^e en/of 2^e cyclus van basisopleidingen van 2 cycli) of een diploma behorende tot het hoger onderwijs van het korte type (basisopleiding van één cyclus) of van technisch ingenieur, van meekundig schatter van onroerende goederen of van mijnmeter NIET KUNNEN DEELNEMEN.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 677 653 BEF, reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 21 april 2001.

U reageert per telefoon (enkel op het nummer 070-66 66 20), fax (02-553 52 00) of brief (SEIOR, "Selecties Vlaamse Gemeenschap", Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel, tel. 02-553 51 45).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro du registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANV01425) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

[C - 2001/08141]

Sélection comparative d'assistant technique - fonction : techniques d'entretien, spécialité sanitaire (m/f) (rang D1), d'expression néerlandaise, pour le "Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openluchtcreatie" (BLOSO)

Une réserve de candidats, valable deux ans, sera établie.

Conditions d'admissibilité :

1. Etre citoyen de l'Union européenne.
2. Aucun diplôme n'est nécessaire. Les candidats doivent avoir trois ans d'expérience relevante dans le secteur.

Les titulaires d'un diplôme qui donne accès au niveau A (enseignement universitaire ou supérieur de 2 cycles - p.ex. licencié) ou au niveau B (e.a. enseignement supérieur de type court - p.ex. gradué) ne peuvent pas participer.

Les candidats qui sont en possession d'un diplôme qui donne accès au niveau C (enseignement secondaire supérieur), sont également admis à la sélection.

La description de la fonction ainsi que la procédure de sélection sont plus amplement détaillées dans le règlement complet de la sélection que vous pourrez obtenir auprès des services du SELOR.

Traitement annuel brut de début : 677 653 FB, allocations réglementaires non comprises.

Posez votre candidature jusqu'au 21 avril 2001.

Vous le faites par fax 02-553 52 00 ou par lettre, (SELOR, Sélections Vlaamse Openbare Instellingen, Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Bruxelles, tél. 02-553 51 45).

Vous pouvez également poser votre candidature directement sur notre site web <http://www.selor.be>

Vous mentionnez votre nom, votre prénom, votre adresse complète, votre date de naissance, votre numéro du registre national ainsi que la dénomination correcte de votre diplôme.

N'oubliez pas d'indiquer le numéro de référence (ANV01433) de la procédure de sélection.

Votre candidature sera confirmée par lettre.

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentnummer (ANV01425) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

[C - 2001/08141]

Vergelijkende selectie van Nederlandstalige technisch assistenten - functie : onderhoudstechnieken, specialiteit sanitair (m/v) (rang D1) voor het Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de Lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openluchtcreatie (BLOSO)

Na deze selectie wordt een lijst aangelegd, die twee jaar geldig blijft.

Toelaatbaarheidsvereisten :

1. Burger van de Europese Unie zijn.
2. Geen diploma vereist. Wel dienen de kandidaten drie jaar relevante ervaring in de sector aan te tonen.

De houders van een diploma dat toegang geeft tot niveau A (universitair onderwijs of hoger onderwijs voor 2 cycli - bv. licentiaat) of niveau B (o.a. hoger onderwijs van het korte type - basisopleiding voor 1 cyclus - bv. gegradueerde) kunnen niet deelnemen.

De kandidaten die een diploma bezitten dat toegang geeft tot niveau C (hoger secundair onderwijs), kunnen wel deelnemen.

De gedetailleerde functiebeschrijving en selectieprocedure vindt u in het selectiereglement, dat u kunt verkrijgen bij de diensten van SELOR.

Jaarlijks bruto-beginsalaris : 677 653 BEF, reglementaire toeslagen niet inbegrepen.

Solliciteren kan tot 21 april 2001.

U reageert per telefoon (enkel op het nummer 070-66 66 20), fax 02-553 52 00 of brief (SELOR, Dienst Selecties VOI's, Boudewijngebouw, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel, tel. 02-553 51 45).

U kunt ook rechtstreeks solliciteren op onze website <http://www.selor.be>

U vermeldt altijd uw naam, voornaam, volledig adres, geboortedatum, rijksregisternummer evenals uw behaalde diploma.

Vergeet niet het referentnummer (ANV01433) van de selectieprocedure te vermelden.

Uw sollicitatie zal per brief worden bevestigd.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

[C - 2001/11142]

Conseil de la Concurrence

Avis. — Notification préalable d'une concentration

Affaire n° MEDE — C/C — 01/0017
Mobistar N.V./Debitel AG et Sait Systems N.V.

Le mardi 27 mars 2001, le Conseil de la Concurrence a reçu notification d'une concentration, conformément à l'article 12, § 1^{er}, de la loi sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le 1^{er} juillet 1999 (*Moniteur belge* du 1^{er} septembre 1999) de laquelle il ressort que Mobistar N.V. acquiert le contrôle exclusif sur Debitel Belgium par le biais d'un Share Purchase Agreement entre Debitel AG et Sait Systems N.V. (comme vendeurs) d'une part et Mobistar N.V. (comme acheteur) d'autre part.

D'après la notification, la concentration est relative au secteur ICT (Information and Communication Technology Sector).

Le Conseil de la Concurrence invite les tiers concernés à transmettre leurs observations éventuelles sur l'opération de concentration de préférence avant le 18 avril 2001.

Ces observations peuvent être envoyées par télécopie ou par courrier sous la référence MEDE - C/C - 01/0017 à l'adresse suivante :

Ministère des Affaires économiques, Direction de la Politique commerciale, Corps des Rapporteurs, North Gate III, boulevard du Roi Albert II 16, B-1000 Bruxelles. Télécopieur : 02-206 56 24.

[C - 2001/11141]

Enregistrement de normes belges

1. Conformément au § 5 de l'arrêté royal du 30 juillet 1976, relatif à l'homologation et l'enregistrement des normes rendues publiques par l'Institut belge de normalisation, cet Institut annonce l'enregistrement des normes belges ci-après :

NBN EN ISO 8178-6

Moteurs alternatifs à combustion interne - Mesurage des émissions de gaz d'échappement - Partie 6: Rapport de mesure et d'essai (ISO 8178-6:2000) (1e édition)

NBN EN 12513

Fonderie - Fontes résistant à l'usure par abrasion (1e édition)

NBN EN 1337-2

Appareils d'appui structuraux - Partie 2 : Éléments de glissement (1e édition)

NBN EN 1337-7

Appareils d'appui structuraux - Partie 7 : Appareils d'appui cylindriques et sphériques comportant du PTFE (1e édition)

NBN EN 12699

Exécution des travaux géotechniques spéciaux - Pieux avec refoulement de sol (1e édition)

NBN EN 206-1

Béton - Partie 1 : Spécification, performances, production et conformité (1e édition)

NBN EN 844-12

Bois ronds et bois sciés - Terminologie - Partie 12 : Termes supplémentaires et index général (1e édition)

NBN EN 12440

Pierres naturelles - Critères de dénomination (1e édition)

NBN EN 1444

Conduites en fibres-ciment - Guide pour la pose et le travail sur chantier (1e édition)

NBN EN 1304/A1

Tuiles de terre cuite pour pose en discontinu - Définitions et spécifications des produits (1e édition)

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 2001/11142]

Raad voor de Mededinging

Kennisgeving. — Voorafgaande aanmelding van een concentratie

Zaak nr. MEDE — C/C — 01/0017
Mobistar N.V./Debitel AG en Sait Systems N.V.

Op dinsdag 27 maart 2001 ontving de Raad voor de Mededinging een aanmelding van een beoogde concentratie in de zin van artikel 12, § 1, van de wet tot bescherming van de economische mededinging, gecoördineerd op 1 juli 1999 (*Belgisch Staatsblad*, 1 september 1999), waarin werd meegedeeld dat Mobistar N.V. de uitsluitende zeggenschap verwerft over Debitel Belgium N.V. door middel van een Share Purchase Agreement tussen Debitel AG en Sait Systems N.V. (als overdraagsters), enerzijds, en Mobistar N.V. (als overneemster), anderzijds.

Volgens de aanmelding heeft de concentratie betrekking op de ICT-sector (Information and Communication Technology Sector).

De Raad voor de Mededinging verzoekt belanghebbende derden hun eventuele opmerkingen ten aanzien van de voorgenomen concentratie kenbaar te maken, bij voorkeur vóór 18 april 2001.

Deze opmerkingen kunnen per fax of per post, onder vermelding van referentie MEDE - C/C - 01/0017, aan onderstaand adres worden toegezonden :

Ministerie van Economische Zaken, Bestuur Handelsbeleid, Korps Verslaggevers, North Gate III, Koning Albert II-laan 16, B-1000 Brussel. Fax : 02-206 56 24.

[C - 2001/11141]

Registratie van Belgische normen

1. Overeenkomstig § 5 van het koninklijk besluit van 30 juli 1976 betreffende de bekrachtiging en de registratie van de door het Belgisch instituut voor normalisatie openbaar gemaakte normen, kondigt dit Instituut de registratie aan van de hierna volgende Belgische normen :

NBN EN ISO 8178-6

Zuigermotoren met inwendige verbranding - Uitlaatgasmeting - Deel 6: Rapportage van de meetresultaten en proeven (ISO 8178-6:2000) (1e uitgave)

NBN EN 12513

Gietrijstechniek - Soorten slijtvast gietijzer (1e uitgave)

NBN EN 1337-2

Opleggingen in het bouwwezen - Deel 2 : Glijdelen (1e uitgave)

NBN EN 1337-7

Opleggingen in het bouwwezen - Deel 7 : Bolvormige en cilindrische PTFE-opleggingen (1e uitgave)

NBN EN 12699

Uitvoering van bijzonder grondwerk - Verdringingspalen (1e uitgave)

NBN EN 206-1

Beton - Deel 1 : Eisen, gedraging, vervaardiging en overeenkomstigheid (1e uitgave)

NBN EN 844-12

Rond en gezaagd hout - Terminologie - Deel 12: Aanvullende begrippen en algemeen register (1e uitgave)

NBN EN 12440

Natuursteen - Benamingscriteria (1e uitgave)

NBN EN 1444

Buizen van vezelcement - Leidraad voor de aanleg en voor de werkzaamheden op de bouwplaats (1e uitgave)

NBN EN 1304/A1

Keramische dakpannen voor niet-doorlopende dakbedekking - Definities en productspecificaties (1e uitgave)

NBN EN 12444
Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et de garage - Résistance à la charge de vent - Essais et calculs (1e édition)

NBN EN 12445
Portes équipant les locaux industriels et commerciaux et les garages - Sécurité à l'utilisation des portes motorisées - Méthodes d'essai (1e édition)

NBN EN 12453
Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et de garage - Sécurité à l'utilisation des portes motorisées - Prescriptions (1e édition)

NBN EN 12835
Fermetures étanches - Essai de perméabilité à l'air (1e édition)

NBN ENV 13050
Façades rideaux - Etanchéité à l'eau - Essai en laboratoire sous pression d'air dynamique et projection d'eau (1e édition)

NBN EN 13017-1
Bois panneautés - Classification selon l'aspect des faces - Partie 1 : Bois résineux (1e édition)

NBN EN 13017-2
Bois panneautés - Classification selon l'aspect des faces - Partie 2 : Bois feuillus (1e édition)

NBN EN 13252
Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans les systèmes de drainage (1e édition)

NBN EN 13254
Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans la construction de réservoirs et de barrages (1e édition)

NBN EN 13255
Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans la construction de canaux (1e édition)

NBN EN 13257
Géotextiles et produits apparentés - Caractéristiques requises pour l'utilisation dans les ouvrages d'enfouissement des déchets solides (1e édition)

NBN EN 12050-2
Stations de relevage d'effluents pour les bâtiments et terrains - Principes de construction et d'essai - Partie 2 : Stations de relevage pour effluents exempts de matières fécales (1e édition)

NBN EN 12050-3
Stations de relevage d'effluents pour les bâtiments et terrains - Principes de construction et d'essai - Partie 3 : Stations de relevage à application limitée pour effluents contenant des matières fécales (1e édition)

NBN EN 12050-4
Stations de relevage d'effluents pour les bâtiments et terrains - Principes de construction et d'essai - Partie 4 : Dispositif anti-retour pour eaux résiduaires contenant des matières fécales et exemptes de matières fécales (1e édition)

NBN EN 495-5
Feuilles souples d'étanchéité - Détermination de la pliability à basse température - Partie 5 : Feuilles d'étanchéité de toiture plastiques et élastomères (1e édition)

NBN EN 1296
Feuilles souples d'étanchéité - Feuilles d'étanchéité de toiture bitumeuses, plastiques et élastomères - Méthode de vieillissement artificiel par exposition de longue durée à température élevée (1e édition)

NBN EN 12939
Performance thermique des matériaux et produits pour le bâtiment - Détermination de la résistance thermique par la méthode de la plaque chaude gardée et la méthode fluxmétrique - Produits épais de haute et moyenne résistance thermique (1e édition)

NBN EN 13829
Performance thermique des bâtiments - Détermination de la perméabilité à l'air des bâtiments - Méthode de pressurisation par ventilateur (ISO 9972:1996, modifiée) (1e édition)

NBN EN ISO 12569
Isolation thermique dans les bâtiments - Détermination du renouvellement d'air dans les bâtiments - Méthode de dilution de gaz traceurs (ISO 12569:2000) (1e édition)

NBN EN 12697-27
Bituminous mixtures - Test methods for hot mix asphalt - Part 27: Sampling (1e édition)

NBN EN 12444
Industriële, bedrijfs- en garagedeuren en hekken - Weerstand tegen windbelasting - Beproeving en berekening (1e uitgave)

NBN EN 12445
Industriële, bedrijfs- en garagedeuren en hekken - Gebruiksveiligheid van aangedreven deuren - Beproevingmethoden (1e uitgave)

NBN EN 12453
Industriële, bedrijfs- en garagedeuren en hekken - Gebruiksveiligheid van aangedreven deuren - Eisen (1e uitgave)

NBN EN 12835
Luchtdichte luiken - Beproeving op de luchtdoorlatendheid (1e uitgave)

NBN ENV 13050
Vliesgevels - Waterdichtheid - Laboratoriumbeproeving onder dynamische luchtdruk en waternevel (1e uitgave)

NBN EN 13017-1
Volhoutplaten - Indeling naar uiterlijk van het oppervlak - Deel 1 : Naaldhout (1e uitgave)

NBN EN 13017-2
Volhoutplaten - Indeling naar uiterlijk van het oppervlak - Deel 2 : Loofhout (1e uitgave)

NBN EN 13252
Geotextiel en aan geotextiel verwante producten - Vereiste eigenschappen voor toepassing in drainagesystemen (1e uitgave)

NBN EN 13254
Geotextiel en aan geotextiel verwante producten - Vereiste eigenschappen voor toepassing bij de bouw van spaarbekkens en stuwdammen (1e uitgave)

NBN EN 13255
Geotextiel en aan geotextiel verwante producten - Vereiste eigenschappen voor toepassing in de kanaalbouw (1e uitgave)

NBN EN 13257
Geotextiel en aan geotextiel verwante producten - Vereiste eigenschappen voor toepassing in opslagplaatsen voor vaste afvalstoffen (1e uitgave)

NBN EN 12050-2
Pompinstallaties voor afvalwater van gebouwen en terreinen - Bouwen beproevingsprincipes - Deel 2 : Pompen voor afvalwater zonder fecaliën (1e uitgave)

NBN EN 12050-3
Pompinstallaties voor afvalwater van gebouwen en terreinen - Bouwen beproevingsprincipes - Deel 3 : Pompen met beperkte toepassing voor rioolwater met fecaliën (1e uitgave)

NBN EN 12050-4
Pompinstallaties voor afvalwater van gebouwen en terreinen - Bouwen beproevingsprincipes - Deel 4 : Terugslagkleppen voor afvalwater met en zonder fecaliën (1e uitgave)

NBN EN 495-5
Flexibele banen voor waterafdichtingen - Bepaling van de plooibaarheid bij lage temperatuur - Deel 5 : Kunststof en rubber dakbanen voor waterafdichtingen (1e uitgave)

NBN EN 1296
Flexibele banen voor waterafdichtingen - Bitumen, kunststof en rubber dakbanen - Methode van kunstmatige veroudering door langdurige blootstelling aan verhoogde temperatuur (1e uitgave)

NBN EN 12939
Thermische eigenschappen van bouwmaterialen en -producten - Bepaling van de warmteweerstand volgens de methoden met de afgeschermd "hot plate" en de warmtestroommeter - Dikke producten met een hoge en een gemiddelde warmteweerstand (1e uitgave)

NBN EN 13829
Thermische eigenschappen van gebouwen - Bepaling van de luchtdoorlatendheid van gebouwen - Overdrukmethod (1e uitgave)

NBN EN ISO 12569
Thermische isolatie in gebouwen - Bepaling van luchtverversing in gebouwen - Tracergasmethode (ISO 12569:2000) (1e uitgave)

NBN EN 12697-27
Bitumineuze mengsels - Beproevingmethoden voor warm bereid asfalt - Deel 27: Monsterneming (1e uitgave)

NBN EN 12697-28
Bituminous mixtures - Test methods for hot mix asphalt - Part 28 : Preparation of samples for determining binder content, water content and grading (1e édition)

NBN EN 61346-2
Systèmes industriels, installations et appareils, et produits industriels - Principes de structuration et désignations de référence - Partie 2 : Classification des objets et des codes pour les classes (1e édition)

NBN EN 60519-4/A1
Sécurité dans les installations électrothermiques - Partie 4 : Règles particulières pour les installations des fours à arc (1e édition)

NBN EN 60917-1/A1
Ordre modulaire pour le développement des structures mécaniques pour les infrastructures électroniques - Partie 1 : Norme générique (1e édition)

NBN EN 50303
Appareils du groupe I de catégorie M1 destinés à rester en opération dans les atmosphères exposées au grisou et/ou à la poussière de charbon (1e édition)

NBN EN 61779-1
Appareils électriques de détection et de mesure des gaz combustibles - Partie 1 : Règles générales et méthodes d'essai (3e édition)

NBN EN 61779-2
Appareils électriques de détection et de mesure des gaz combustibles - Partie 2 : Règles de performances des appareils du groupe I pouvant indiquer une fraction volumique jusqu'à 5 % de méthane dans l'air (3e édition)

NBN EN 61779-3
Appareils électriques de détection et de mesure des gaz combustibles - Partie 3 : Règles de performances des appareils du groupe I pouvant indiquer une fraction volumique jusqu'à 100 % de méthane dans l'air (3e édition)

NBN EN 61779-4
Appareils électriques de détection et de mesure des gaz combustibles - Partie 4 : Règles de performances des appareils du groupe II pouvant indiquer une fraction volumique jusqu'à 100 % de la limite inférieure d'explosivité (3e édition)

NBN EN 61779-5
Appareils électriques de détection et de mesure des gaz combustibles - Partie 5 : Règles de performances des appareils du groupe II pouvant indiquer une fraction volumique jusqu'à 100 % de gaz (3e édition)

NBN EN 60216-4-3
Matériaux isolants électriques - Propriétés d'endurance thermique - Partie 4-3 : Etudes de vieillissement - Etudes à chambres multiples (1e édition)

NBN EN 60044-1/A1
Transformateurs de mesure - Partie 1 : Transformateurs de courant (1e édition)

NBN EN 60044-1
Transformateurs de mesure - Partie 1 : Transformateurs de courant (5e édition)

NBN EN 60044-2/A1
Transformateurs de mesure - Partie 2 : Transformateurs inductifs de tension (1e édition)

NBN EN 61036/A1
Compteurs statiques d'énergie active pour courant alternatif (classes 1 et 2) (1e édition)

NBN EN 60825-2
Sécurité des appareils à laser - Partie 2 : Sécurité des systèmes de télécommunication par fibres optiques (2e édition)

NBN EN 61131-2/A2
Automates programmables - Partie 2 : Spécifications et essais des équipements (1e édition)

NBN EN 60730-1/A9
Dispositifs de commande électrique automatiques à usage domestique et analogue - Partie 1 : Règles générales (1e édition)

NBN EN 50133-2-1
Systèmes d'alarme - Systèmes de contrôle d'accès à usage dans les applications de sécurité - Partie 2-1 : Exigences générales concernant les composants (1e édition)

NBN EN 12697-28
Bitumineuze mengsels - Beproevingsmethoden voor warm bereid asfalt - Deel 28 : Bereiding van monsters voor de bepaling van het bindmiddelgehalte, watergehalte en de korrelverdeling (1e uitgave)

NBN EN 61346-2
Industriële systemen, installaties en uitrusting en industriële producten - Structuurbeginselen en referentie-aanduidingen - Deel 2 : Classificatie van objecten en codes voor klassen (1e uitgave)

NBN EN 60519-4/A1
Veiligheid van elektrowarmte-installaties - Deel 4 : Bijzondere eisen voor vlamboogovens (1e uitgave)

NBN EN 60917-1/A1
Modulaire volgorde voor de ontwikkeling van mechanische constructies voor elektronische apparaten - Deel 1 : Hoofdnorm (1e uitgave)

NBN EN 50303
Elektrisch materieel bedoeld voor gebruik op plaatsen waar ontplofingsgevaar kan heersen - Categorie "M1" - Materieel bedoeld voor gebruik op plaatsen waar mijngas kan voorkomen (1e uitgave)

NBN EN 61779-1
Elektrische materieel voor de detectie en meting van brandbare gassen - Deel 1 : Algemene eisen en beproevingsmethoden (3e uitgave)

NBN EN 61779-2
Elektrisch materieel voor de detectie en meting van brandbare gassen - Deel 2 : Gebruikseigenschappen van materieel van groep I met een meetbereik tot 5 % van methaan in lucht (3e uitgave)

NBN EN 61779-3
Elektrisch materieel voor de detectie en meting van brandbare gassen - Deel 3 : Gebruikseigenschappen van materieel van groep I met een meetbereik tot 100 % van methaan in lucht (3e uitgave)

NBN EN 61779-4
Elektrisch materieel voor de detectie en meting van brandbare gassen - Deel 4 : Gebruikseigenschappen van materieel van groep II met een meetbereik tot 100 % van de onderste ontstekingsgrens (3e uitgave)

NBN EN 61779-5
Elektrisch materieel voor de detectie en meting van brandbare gassen - Deel 5 : Gebruikseigenschappen van materieel van groep II met een meetbereik tot 100 % gas (3e uitgave)

NBN EN 60216-4-3
Elektrische-isolatiematerialen - Bepaling van de warmtevastheidseigenschappen - Deel 4-3 : Verouderingsovens - Meerkamerovens (1e uitgave)

NBN EN 60044-1/A1
Meettransformatoren - Deel 1 : Stroomtransformatoren (1e uitgave)

NBN EN 60044-1
Meettransformatoren - Deel 1 : Stroomtransformatoren (5e uitgave)

NBN EN 60044-2/A1
Meettransformatoren - Deel 2 : Inductieve spanningstransformatoren (1e uitgave)

NBN EN 61036/A1
Statische kilowattuurmeters van de klassen 1 en 2 voor wisselstroom (1e uitgave)

NBN EN 60825-2
Veiligheid van laserproducten - Deel 2 : Veiligheid van communicatiesystemen met optische vezels (2e uitgave)

NBN EN 61131-2/A2
Programmeerbare besturingen - Deel 2 : Apparatuureisen en -beproevingen (1e uitgave)

NBN EN 60730-1/A9
Automatische elektrische regelaars voor huishoudelijk en soortgelijk gebruik - Deel 1 : Algemene eisen (1e uitgave)

NBN EN 50133-2-1
Alarmsystemen - Toegangsbewakingssystemen voor beveiligingstoepassingen - Deel 2-1 : Algemene eisen voor onderdelen (1e uitgave)

NBN EN 60076-1/A2
Transformateurs de puissance - Partie 1 : Généralités (12e édition)

NBN EN 60076-5
Transformateurs de puissance - Partie 5 : Tenue au court-circuit (12e édition)

NBN EN 60609-2
Evaluation de l'érosion de cavitation dans les turbines, les pompes d'accumulation et les pompes-turbines hydrauliques - Partie 2 : Evaluation dans les turbines Pelton (1e édition)

NBN EN 60254-2/A1
Batteries de traction au plomb - Partie 2 : Dimensions des éléments et des bornes et indication de la polarité sur les éléments (1e édition)

NBN EN 60086-4
Piles électriques - Partie 4 : Norme de sécurité pour les piles au lithium (2e édition)

NBN EN 60320-2-1
Connecteurs pour usages domestiques et usages généraux analogues - Partie 2-1 : Connecteurs pour machines à coudre (4e édition)

NBN EN 60669-2-1
Interrupteurs pour installations électriques fixes domestiques et analogues - Partie 2-1 : Prescriptions particulières - Interrupteurs électroniques (2e édition)

NBN EN 60439-2
Ensembles d'appareillage à basse tension - Partie 2 : Règles particulières pour les canalisations préfabriquées (3e édition)

NBN EN 60947-4-2
Appareillage à basse tension - Partie 4-2 : Contacteurs et démarreurs de moteurs - Gradateurs et démarreurs à semiconducteurs de moteurs courant alternatif (remplace partiellement NBN C 63-158-2) (2e édition)

NBN EN 60947-4-3
Appareillage à basse tension - Partie 4-3 : Contacteurs et démarreurs de moteurs - Gradateurs et contacteurs à semiconducteurs pour charges, autres que des moteurs, à courant alternatif (remplace partiellement NBN C 63-158-2) (2e édition)

NBN EN 60947-5-6
Appareillage à basse tension - Partie 5-6 : Appareils et éléments de commutation pour circuits de commande - Interface à courant continu pour capteurs de proximité et amplificateurs de commutation (2e édition)

NBN EN 61095/A2
Contacteurs électromécaniques pour usages domestiques et analogues (1e édition)

NBN EN 60427
Essais synthétiques des disjoncteurs à courant alternatif à haute tension (2e édition)

NBN EN 60099-5
Parafoudres - Partie 5 : Recommandations pour le choix et l'utilisation (1e édition)

NBN EN 60061-4/A6
Culots de lampes et douilles ainsi que calibres pour le contrôle de l'interchangeabilité et de la sécurité - Quatrième partie : Guide et information générale (1e édition)

NBN EN 60061-1/A10
Culots de lampes et douilles ainsi que calibres pour le contrôle de l'interchangeabilité et de la sécurité - Première partie : Culots de lampes (2e édition)

NBN EN 60061-2/A10
Culots de lampes et douilles ainsi que calibres pour le contrôle de l'interchangeabilité et de la sécurité - Deuxième partie : Douilles (2e édition)

NBN EN 60061-3/A10
Culots de lampes et douilles ainsi que calibres pour le contrôle de l'interchangeabilité et de la sécurité - Troisième partie : Calibres (2e édition)

NBN EN 60598-2-23/A1
Luminaires - Partie 2 : Règles particulières - Section 23 : Systèmes d'éclairage à très basse tension pour lampes à filament (1e édition)

NBN C 72-357/A9
Lampes tungstène-halogène (véhicules exceptés) (1e édition)

NBN EN 60076-1/A2
Energietransformatoren - Deel 1 : Algemeen (12e uitgave)

NBN EN 60076-5
Energietransformatoren - Deel 5 : Kortsluitsterkte (12e uitgave)

NBN EN 60609-2
Beoordeling van de erosie door cavitatie in waterturbines, opslagpompen en pomp-turbines - Deel 2 : Beoordeling in Pelton-turbines (1e uitgave)

NBN EN 60254-2/A1
Tractiebatterijen van het loodzwavelzuurtype - Deel 2 : Afmetingen van de cellen en van de klemmen en aanduiding van de polariteit van de cellen (1e uitgave)

NBN EN 60086-4
Droge batterijen - Deel 4 : Veiligheidsnorm voor lithiumbatterijen (2e uitgave)

NBN EN 60320-2-1
Toestelstopcontacten voor huishoudelijk en dergelijk algemeen gebruik - Deel 2-1: Toestelstopcontacten voor naaimachines (4e uitgave)

NBN EN 60669-2-1
Schakelaars voor huishoudelijk en soortgelijk gebruik in vaste elektrische installaties - Deel 2-1: Bijzondere eisen - Elektronische schakelaars (2e uitgave)

NBN EN 60439-2
Laagspanningsschakel- en verdeelinrichtingen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor railkokersystemen (3e uitgave)

NBN EN 60947-4-2
Laagspanningsschakelaars - Deel 4-2 : Schakelaars en aanzetters voor motoren - Wisselstroomhalfgeleiderschakelaars en -aanzetters voor motoren (vervangt gedeeltelijk NBN C 63-158-2) (2e uitgave)

NBN EN 60947-4-3
Laagspanningsschakelaars - Deel 4-3 : Schakelaars en aanzetters voor motoren - Wisselstroomhalfgeleider-motorschakelaars en -schakelaars voor andere belastingen (vervangt gedeeltelijk NBN C 63-158-2) (2e uitgave)

NBN EN 60947-5-6
Laagspanningsschakelaars - Deel 5-6 : Stuurstroomkringen en schakelementen - Gelijkstroominterface voor naderingsschakelaars en schakelversterkers (2e uitgave)

NBN EN 61095/A2
Elektromechanische schakelaars voor huishoudelijk en soortgelijk gebruik (1e uitgave)

NBN EN 60427
Kunstmatige proefing van hoogspanningswisselstroomschakelaars (2e uitgave)

NBN EN 60099-5
Overspanningsafleiders - Deel 5 : Aanbevelingen voor de keuze en toepassing (1e uitgave)

NBN EN 60061-4/A6
Lampvoeten en lamphouders alsmede kalibers voor controle van de uitwisselbaarheid en veiligheid - Deel 4 : Leidraad en algemene informatie (1e uitgave)

NBN EN 60061-1/A10
Lampvoeten en -houders alsmede kalibers voor controle van uitwisselbaarheid en veiligheid - Deel 1 : Lampvoeten (2e uitgave)

NBN EN 60061-2/A10
Lampvoeten en -houders alsmede kalibers voor controle van uitwisselbaarheid en veiligheid - Deel 2 : Lamphouders (2e uitgave)

NBN EN 60061-3/A10
Lampvoeten en -houders alsmede kalibers voor controle van uitwisselbaarheid en veiligheid - Deel 3 : Kalibers (2e uitgave)

NBN EN 60598-2-23/A1
Verlichtingsarmaturen - Deel 2 : Bijzondere eisen - Sectie 23 : Verlichtingssystemen met zeer lage spanning voor gloeilampen (1e uitgave)

NBN C 72-357/A9
Halogeen-wolframlampen (uitgenomen voertuigen) (1e uitgave)

- NBN EN 60901/A2
Lampes à fluorescence à culot unique - Prescriptions de performances (1e édition)
- NBN EN 60969/A2
Lampes à ballast intégré pour l'éclairage général - Prescriptions de performances (2e édition)
- NBN EN 60311/A2
Fers à repasser électriques pour usage domestique ou analogue - Méthodes de mesure de l'aptitude à la fonction (1e édition)
- NBN EN 60312/A1
Aspirateurs de poussière à usage domestique - Méthodes de mesure de l'aptitude à la fonction (1e édition)
- NBN EN 60335-2-9/A3
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les grils, grille-pain et appareils de cuisson mobiles analogues (1e édition)
- NBN EN 60335-1/A7
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 1 : Prescriptions générales (1e édition)
- NBN EN 60335-2-2/A2
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les aspirateurs et les appareils de nettoyage à aspiration d'eau (1e édition)
- NBN EN 60335-2-4/A2
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les essoreuses centrifuges (1e édition)
- NBN EN 60335-2-5/A3
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les lave-vaisselle (1e édition)
- NBN EN 60335-2-15/A2
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les appareils de chauffage des liquides (1e édition)
- NBN EN 60335-2-21/A1
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les chauffe-eau à accumulation (1e édition)
- NBN EN 60335-2-27/A2
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les appareils d'exposition de la peau aux rayonnements ultraviolets et infrarouges (1e édition)
- NBN EN 60335-2-34
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-34 : Règles particulières pour les motocompresseurs (2e édition)
- NBN EN 60335-2-36
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-36 : Règles particulières pour les cuisinières, les fours, les tables de cuisson et les foyers de cuisson électriques à usage collectif (3e édition)
- NBN EN 60335-2-37
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-37 : Règles particulières pour les friteuses électriques à usage collectif (3e édition)
- NBN EN 60335-2-38
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-38 : Règles particulières pour les plaques à griller électriques à usage collectif (3e édition)
- NBN EN 60335-2-39
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-39 : Règles particulières pour les sauteuses électriques à usage collectif (3e édition)
- NBN EN 60335-2-40/A1
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les pompes à chaleur électriques, les climatiseurs et les déshumidificateurs (1e édition)
- NBN EN 60335-2-42
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-42 : Règles particulières pour les fours électriques à convection forcée, les cuiseurs à vapeur électriques et les fours combinés vapeur-convection électriques à usage collectif (3e édition)
- NBN EN 60335-2-47
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-47 : Règles particulières pour les marmites électriques à usage collectif (3e édition)
- NBN EN 60901/A2
Fluorescentielampen met enkelvoudige lampvoet - Gebruikseigenschappen (1e uitgave)
- NBN EN 60969/A2
Lampen met geïntegreerd voorschakelapparaat voor algemene verlichtingsdoeleinden - Gebruikseigenschappen (2e uitgave)
- NBN EN 60311/A2
Elektrische strijkijzers voor huishoudelijk en soortgelijk gebruik - Methoden voor het meten van de gebruikseigenschappen (1e uitgave)
- NBN EN 60312/A1
Stofzuigers voor huishoudelijk gebruik - Meetmethoden voor de gebruikseigenschappen (1e uitgave)
- NBN EN 60335-2-9/A3
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor broodroosters, grills, braadtoestellen en soortgelijke toestellen, met inbegrip van wafelijzers (1e uitgave)
- NBN EN 60335-1/A7
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 1 : Algemene eisen (1e uitgave)
- NBN EN 60335-2-2/A2
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor stof- en waterzuigers (1e uitgave)
- NBN EN 60335-2-4/A2
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor centrifuges (1e uitgave)
- NBN EN 60335-2-5/A3
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor afwasmachines (1e uitgave)
- NBN EN 60335-2-15/A2
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor toestellen voor verwarming van vloeistoffen (1e uitgave)
- NBN EN 60335-2-21/A1
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-21 : Bijzondere eisen voor boilers (1e uitgave)
- NBN EN 60335-2-27/A2
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor huidbestralingstoestellen met ultraviolette en infrarode straling (1e uitgave)
- NBN EN 60335-2-34
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-34 : Bijzondere eisen voor motorcompressoren (2e uitgave)
- NBN EN 60335-2-36
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-36 : Bijzondere eisen voor fornuizen, ovens en kookelementen voor bedrijfsgebruik (3e uitgave)
- NBN EN 60335-2-37
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-37 : Bijzondere eisen voor frituurpannen voor bedrijfsgebruik (3e uitgave)
- NBN EN 60335-2-38
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-38 : Bijzondere eisen voor bak-, braad- en grillplaten voor bedrijfsgebruik (3e uitgave)
- NBN EN 60335-2-39
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-39 : Bijzondere eisen voor universele braad- en kookpannen voor bedrijfsgebruik (3e uitgave)
- NBN EN 60335-2-40/A1
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-40 : Bijzondere eisen voor warmtepompen, luchtbehandelings-toestellen en ontvochtigers (1e uitgave)
- NBN EN 60335-2-42
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-42 : Bijzondere eisen voor hete-luchtovens, stoomkokers en stoom/heteluchtovens voor bedrijfsgebruik (3e uitgave)
- NBN EN 60335-2-47
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-47 : Bijzondere eisen voor kookketels voor bedrijfsgebruik (3e uitgave)

NBN EN 60335-2-48
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-48 : Règles particulières pour les grils et grille-pain électriques à usage collectif (3e édition)

NBN EN 60335-2-49
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-49 : Règles particulières pour les armoires chauffantes électriques à usage collectif (3e édition)

NBN EN 60335-2-50
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-50 : Règles particulières pour les bains-marie électrique à usage collectif (3e édition)

NBN EN 60335-2-59/A1
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les appareils destructeurs d'insectes (1e édition)

NBN EN 60335-2-61/A1
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les appareils de chauffage à accumulation (1e édition)

NBN EN 60335-2-62/A2
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-62 : Règles particulières pour les plonges électriques à usage collectif (1e édition)

NBN EN 60335-2-64
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-64 : Règles particulières pour les machines de cuisine électriques à usage collectif (2e édition)

NBN EN 60335-2-67/A1
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-67 : Règles particulières pour les machines de traitement et de nettoyage des sols à usage industriel et commercial (1e édition)

NBN EN 60335-2-68/A1
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-68 : Règles particulières pour les appareils de nettoyage par pulvérisation et aspiration, à usage industriel et commercial (1e édition)

NBN EN 60335-2-69/A1
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-69 : Règles particulières pour les aspirateurs fonctionnant en présence d'eau ou à sec, y compris les brosses motorisées, à usage industriel et commercial (1e édition)

NBN EN 60335-2-72/A1
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour les appareils automatiques de traitement des sols à usage industriel et commercial (1e édition)

NBN EN 60335-2-82
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2-82 : Règles particulières pour les machines de service et les machines de divertissement (1e édition)

NBN EN 60335-2-85/A1
Sécurité des appareils électrodomestiques et analogues - Partie 2 : Règles particulières pour appareils à vapeur pour tissus (1e édition)

NBN EN 60580
Appareils électromédicaux - Radimètres de produit exposition-surface (2e édition)

NBN EN 60601-2-30
Appareils électromédicaux - Partie 2-30 : Règles particulières de sécurité et performances essentielles des appareils de surveillance de la pression sanguine prélevée indirectement, automatiquement et périodiquement (2e édition)

NBN EN 60601-2-45
Medical electrical equipment - Part 2-45 : Particular requirements for the safety of mammographic X-ray equipment and mammographic stereotactic devices (1e édition)

NBN EN 61223-3-4
Essais d'évaluation et de routine dans les services d'imagerie médicale - Partie 3-4 : Essais d'acceptation - Performance d'imagerie des appareils de radiographie dentaire (1e édition)

NBN EN 61953
Appareils d'imagerie de diagnostic à rayonnement X - Caractéristiques des grilles antidiffusantes pour la mammographie (1e édition)

NBN EN 60335-2-48
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-48 : Bijzondere eisen voor grills en broodroosters voor bedrijfsgebruik (3e uitgave)

NBN EN 60335-2-49
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-49 : Bijzondere eisen voor warmhoudkasten voor bedrijfsgebruik (3e uitgave)

NBN EN 60335-2-50
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-50 : Bijzondere eisen voor bain-mariëpannen voor bedrijfsgebruik (3e uitgave)

NBN EN 60335-2-59/A1
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor insectendoders (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-61/A1
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-61 : Bijzondere eisen voor accumulatorekachels (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-62/A2
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-62 : Bijzondere eisen voor spoelbakken voor bedrijfsgebruik (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-64
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-64 : Bijzondere eisen voor keukenmachines voor bedrijfsgebruik (2e uitgave)

NBN EN 60335-2-67/A1
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-67 : Bijzondere eisen voor vloerbehandelingstoestellen en vloerreinigingstoestellen, voor industrieel- en bedrijfsgebruik (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-68/A1
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-68 : Bijzondere eisen voor vernevelingsapparatuur voor industrieel- en bedrijfsgebruik (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-69/A1
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-69 : Bijzondere eisen voor stof- en waterzuigers, en hiervoor bestemde aangedreven borstels, voor industrieel- en bedrijfsgebruik (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-72/A1
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-72 : Bijzondere eisen voor draagbare vloerbehandelingstoestellen voor commercieel en industrieel gebruik (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-82
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2-82 : Bijzondere eisen voor snoepautomaten en speelautomaten (1e uitgave)

NBN EN 60335-2-85/A1
Veiligheid van huishoudelijke en soortgelijke elektrische toestellen - Deel 2 : Bijzondere eisen voor kledingpersen (1e uitgave)

NBN EN 60580
Medische elektrische toestellen - Meetinstrument voor het air kerma-oppervlakteproduct (2e uitgave)

NBN EN 60601-2-30
Medische elektrische toestellen - Deel 2-30 : Bijzondere eisen voor de veiligheid, met inbegrip van essentiële eigenschappen, van automatische cyclische indirecte bloeddrukbevakingsapparatuur (2e uitgave)

NBN EN 60601-2-45
Medische elektrische toestellen - Deel 2-45 : Bijzondere eisen voor de veiligheid van röntgentoestellen en stereotactische toestellen voor mammografie (1e uitgave)

NBN EN 61223-3-4
Evaluatie- en routinetest op afdelingen voor medische beeldvorming - Deel 3-4 : Acceptatietest - Eigenschappen van beeldvormende röntgenapparatuur voor de tandheekkunde (1e uitgave)

NBN EN 61953
Diagnostische beeldvormende röntgentoestellen - Karakteristieken van anti-stroostralenoosters voor mammografie (1e uitgave)

- NBN EN 60974-1/A1
Matériel de soudage électrique - Partie 1 : Sources de courant pour soudage (1e édition)
- NBN EN 60974-7
Matériel de soudage à l'arc - Partie 7 : Torches (2e édition)
- NBN EN 50121-1
Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 1 : Généralités (1e édition)
- NBN EN 50121-2
Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 2 : Emission du système ferroviaire dans son ensemble vers le monde extérieur (1e édition)
- NBN EN 50121-3-1
Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 3-1 : Matériel roulant - Trains et véhicules complets (1e édition)
- NBN EN 50121-3-2
Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 3-2 : Matériel roulant - Appareils (1e édition)
- NBN EN 50121-4
Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 4 : Emission et immunité des appareils de signalisation et de télécommunication (1e édition)
- NBN EN 50121-5
Applications ferroviaires - Compatibilité électromagnétique - Partie 5 : Emission et immunité des installations fixes d'alimentation de puissance et des équipements associés (1e édition)
- NBN EN 60349-1
Traction électrique - Machines électriques tournantes des véhicules ferroviaires et routiers - Partie 1 : Machines autres que les moteurs à courant alternatif alimentés par convertisseur électronique (1e édition)
- NBN EN 50144-2-17
Sécurité des outils électroportatifs à moteur - Partie 2-17 : Règles particulières pour les défonceuses (1e édition)
- NBN EN 50144-2-18
Sécurité des outils électroportatifs à moteur - Partie 2-18 : Règles particulières pour les affleureuses (1e édition)
- NBN EN 60204-11
Sécurité des machines - Equipement électrique des machines - Partie 11 : Prescriptions pour les équipements HT fonctionnant à des tensions supérieures à 1000 V c.a. ou 1500 V c.c. et ne dépassant pas 36 kV (1e édition)
- NBN EN 50083-8
Réseaux de distribution par câbles pour signaux de télévision, signaux de radiodiffusion sonore et services interactifs - Partie 8 : Compatibilité électromagnétique des réseaux (1e édition)
- NBN EN 50174-1
Technologies de l'information - Installation de câblage - Partie 1 : Planification de l'assurance de la qualité (1e édition)
- NBN EN 50174-2
Technologies de l'information - Installation de câblage - Partie 2 : Planification et pratiques d'installation à l'intérieur des bâtiments (1e édition)
- NBN EN 50310
Application de liaison équipotentielle et de la mise à la terre dans les locaux avec équipement de technologie de l'information (1e édition)
- NBN EN 61904
Enregistrement vidéo - Format d'enregistrement numérique à composants à cassette à balayage hélicoïdal utilisant la bande magnétique de 12,65 mm avec compression de données (Format numérique L) (1e édition)
- NBN EN 61909
Enregistrement audio - Système de minidisque (1e édition)
- NBN EN 61290-3
Amplificateurs à fibres optiques - Spécification de base - Partie 3 : Méthodes d'essai des paramètres du facteur de bruit (1e édition)
- NBN EN 61290-5-1
Amplificateurs à fibres optiques - Spécification de base - Partie 5-1 : Méthodes d'essai des paramètres de réflectance - Analyseur de spectre optique (1e édition)
- NBN EN 60974-1/A1
Uitrusting voor booglassen - Deel 1 : Lasttoestellen (1e uitgave)
- NBN EN 60974-7
Uitrusting voor booglassen - Deel 7 : Lastoortsen (2e uitgave)
- NBN EN 50121-1
Spoorwegtoepassingen - Elektromagnetische compatibiliteit - Deel 1 : Algemeen (1e uitgave)
- NBN EN 50121-2
Spoorwegtoepassingen - Elektromagnetische compatibiliteit - Deel 2 : Emissie van het gehele railsysteem naar buiten (1e uitgave)
- NBN EN 50121-3-1
Spoorwegtoepassingen - Elektromagnetische compatibiliteit - Deel 3-1 : Rollend materieel - Trein en compleet voertuig (1e uitgave)
- NBN EN 50121-3-2
Spoorwegtoepassingen - Elektromagnetische compatibiliteit - Deel 3-2 : Rollend materieel - Apparatuur (1e uitgave)
- NBN EN 50121-4
Spoorwegtoepassingen - Elektromagnetische compatibiliteit - Deel 4 : Emissie en immunititeit van signaliserings- en telecommunicatie-apparatuur (1e uitgave)
- NBN EN 50121-5
Spoorwegtoepassingen - Elektromagnetische compatibiliteit - Deel 5 : Voedingsinstallaties en apparatuur voor vaste opstellingen (1e uitgave)
- NBN EN 60349-1
Elektrische tractie - Roterende elektrische machines voor rail- en wegvoertuigen - Deel 1 : Andere machines dan door elektronische omzetters gevoede wisselstroommotoren (1e uitgave)
- NBN EN 50144-2-17
Veiligheid van handgereedschap met elektrische aandrijving - Deel 2-17 : Bijzondere eisen voor bovenhandfreesen (1e uitgave)
- NBN EN 50144-2-18
Veiligheid van handgereedschap met elektrische aandrijving - Deel 2-18 : Bijzondere eisen voor laminaattrimmers (1e uitgave)
- NBN EN 60204-11
Veiligheid van machines - Elektrische uitrusting van machines - Deel 11 : Eisen voor hoogspanningsapparatuur voor spanningen hoger dan 1000 V wisselspanning of 1500 V gelijkspanning maar niet hoger dan 36 kV (1e uitgave)
- NBN EN 50083-8
Kabelnetwerken voor televisie- en geluidsignalen en interactieve diensten - Deel 8 : Elektromagnetische compatibiliteit van installaties (1e uitgave)
- NBN EN 50174-1
Informatietechnologie - Installatie van bekabeling - Deel 1 : Specificatie en kwaliteitsborging (1e uitgave)
- NBN EN 50174-2
Informatietechnologie - Installatie van bekabeling - Deel 2 : Planning en praktijk in gebouwen (1e uitgave)
- NBN EN 50310
Toepassing van maatregelen voor aarding en potentiaalvergelijking in gebouwen met informatietechnologie-inrichtingen (1e uitgave)
- NBN EN 61904
Videocassetteregistratieformaat voor de diagonale magnetische registratie van digitale informatiecomponenten op 12,65 mm brede magnetische band met bijbehorende compressietechniek (formaat Digitale-L) (1e uitgave)
- NBN EN 61909
Geluidopname - Minidisc-systeem (1e uitgave)
- NBN EN 61290-3
Versterkers voor optische vezels - Basisspecificatie - Deel 2 : Beproevingmethoden voor geluidparameters (1e uitgave)
- NBN EN 61290-5-1
Optische vezels - Basisspecificatie - Deel 5-1 : Beproevingmethoden voor reflectieparameters - Optische spectrumanalyse methode (1e uitgave)

NBN EN 62007-1
Dispositifs optoélectroniques à semiconducteurs pour application dans les systèmes à fibres optiques - Partie 1 : Valeurs limites et caractéristiques essentielles (1e édition)

NBN EN 62007-2

Dispositifs optoélectroniques à semiconducteurs pour application dans les systèmes à fibres optiques - Partie 2 : Méthodes de mesure (1e édition)

NBN EN 50090-8

Systèmes électroniques pour les foyers domestiques et les bâtiments (HBES) - Partie 8 : Evaluation de la conformité des produits (1e édition)

NBN EN 416-1/A1

Tubes radiants suspendus à monob brûleur à usage non-domestique utilisant les combustibles gazeux - Partie 1 : Sécurité (1e édition)

NBN EN 419-1/A1

Appareils surélevés de chauffage à rayonnement lumineux au gaz à usage non-domestique - Partie 1 : Sécurité (1e édition)

NBN EN ISO 15138

Industries du pétrole et du gaz naturel - Installations en mer - Chauffage, ventilation et climatisation (ISO 15138:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 4014

Vis à tête hexagonale partiellement filetées - Grades A et B (ISO 4014:1999) (3e édition)

NBN EN ISO 4016

Vis à tête hexagonale partiellement filetées - Grade C (ISO 4016:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 4018

Vis à tête hexagonale entièrement filetées - Grade C (ISO 4018:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 4032

Ecrous hexagonaux, style 1 - Grades A et B (ISO 4032:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 4033

Ecrous hexagonaux, style 2 - Grades A et B (ISO 4033:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 4034

Ecrous hexagonaux - Grade C (ISO 4034:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 4035

Ecrous bas hexagonaux (chanfreinés) - Grades A et B (ISO 4035:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 4036

Ecrous bas hexagonaux (sans chanfrein) - Grade B (ISO 4036:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 4759-1

Tolérances des éléments de fixation - Partie 1: Vis, goujons et écrous - Grades A, B et C (ISO 4759-1:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 8673

Ecrous hexagonaux, style 1, à filetage métrique à pas fin - Grades A et B (ISO 8673:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 8674

Ecrous hexagonaux, style 2, à filetage métrique à pas fin - Grades A et B (ISO 8674:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 8675

Ecrous bas hexagonaux (chanfreinés) à filetage métrique à pas fin - Grades A et B (ISO 8675:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 8676

Vis à tête hexagonale à filetage métrique à pas fin entièrement filetées - Grades A et B (ISO 8676:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 8765

Vis à tête hexagonale, à filetage métrique à pas fin partiellement filetées - Grades A et B (ISO 8765:1999) (2e édition)

NBN EN 12756

Garnitures mécaniques d'étanchéité - Dimensions principales, désignation et codes matériaux (1e édition)

NBN EN 1494

Crics mobiles ou déplaçables et équipements de levage associés (1e édition)

NBN EN 62007-1

Opto-elektronische halfgeleider-elementen voor toepassing in optische-vezelsystemen - Deel 1 : Essentiële toegekende grootheden en karakteristieken (1e uitgave)

NBN EN 62007-2

Opto-elektronische halfgeleider-elementen voor toepassing in optische-vezelsystemen - Deel 2 : Meetmethoden (1e uitgave)

NBN EN 50090-8

Gebouwbeheersystemen (HBES) - Deel 8 : Beoordeling van overeenkomstigheid van producten (1e uitgave)

NBN EN 416-1/A1

Met gas gestookte donkerstralers met één brander voor niet-huishoudelijk gebruik - Deel 1 : Veiligheid (1e uitgave)

NBN EN 419-1/A1

Met gas gestookte hoge-temperatuurstralers voor niet-huishoudelijk gebruik - Deel 1 : Veiligheid (1e uitgave)

NBN EN ISO 15138

Aardolie- en aardgasindustrie - Buitengaats productie - installaties - Verwarming, ventilatie en klimaatregeling (ISO 15138:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4014

Zeskantbouten met schroefdraad over een gedeelte van de steel - Product - Klassen A en B (ISO 4014:1999) (3e uitgave)

NBN EN ISO 4016

Zeskantbouten met schroefdraad over een gedeelte van de steel - Productklasse C (ISO 4016:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4018

Zeskantbouten met schroefdraad over de volle lengte van de steel - Productklasse C (ISO 4018:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4032

Zeskantmoeren, stijl 1 - Productklassen A en B (ISO 4032:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4033

Zeskantmoeren, stijl 2 - Product klassen A en B (ISO 4033:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4034

Zeskantmoeren - Productklasse C (ISO 4034:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4035

Lage zeskantmoeren (met afschuiming) - Productklassen A en B (ISO 4035:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4036

Lage zeskantmoeren - Productklasse B (zonder afschuiming) (ISO 4036:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 4759-1

Toleranties voor bevestigingsartikelen - Deel 1: Bouten, schroeven, tapeinden en moeren - Productklassen A, B en C (ISO 4759-1:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8673

Zeskantmoeren, stijl 1, met metrische schroefdraad met fijne spoed - Productklasse A en B (ISO 8673:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8674

Zeskantmoeren, stijl 2, met metrische schroefdraad met fijne spoed - Productklassen A en B (ISO 8674:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8675

Lage zeskantmoeren (met afschuiming) met metrische schroefdraad met fijne spoed - Productklasse A en B (ISO 8675:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8676

Zeskantbouten met metrische fijne schroefdraad over de volle lengte van de steel - Productklassen A en B (ISO 8676:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8765

Zeskantbouten met metrische fijne schroefdraad over een gedeelte van de steel - Productklassen A en B (ISO 8765:1999) (2e uitgave)

NBN EN 12756

Mechanische afdichtingen - Hoofdafmetingen, aanduiding en materiaalcodering (1e uitgave)

NBN EN 1494

Verrijdbare of verplaatsbare krikken en vijzels, en soortgelijke hefinrichtingen (1e uitgave)

NBN EN 1726-2
Sécurité des chariots de manutention - Chariots automoteurs de capacité n'excédant pas 10 000 kg et tracteurs dont l'effort au crochet est inférieur ou égal à 20 000 N - Partie 2 : Dispositions supplémentaires pour les chariots à poste de conduite éleuable et les chariots conçus spécialement pour circuler avec la charge en position élevée (1e édition)

NBN EN 12158-1
Monte-matériaux - Partie 1: Monte-matériaux à plates-formes accessibles (1e édition)

NBN EN 12158-2
Monte-matériaux - Partie 2: Elévateurs inclinés à dispositifs porte-charge non accessible (1e édition)

NBN EN 12159
Ascenseurs de chantier pour personnes et matériaux avec cages guidées verticalement (1e édition)

NBN EN ISO 283-1
Courroies transporteuses à carcasse textile - Essai de traction en pleine épaisseur - Partie 1: Détermination de la résistance à la traction, de l'allongement à la rupture et de l'allongement à la rupture et de l'allongement sous charge de référence (ISO 283-1:2000) (1e édition)

NBN EN 12415
Sécurité des machines-outils - Tours à commande numérique et centres de tournage de petites dimensions (1e édition)

NBN EN 12478
Sécurité des machines-outils - Tours à commande numérique et centres de tournage de grandes dimensions (1e édition)

NBN EN 1011-3
Soudage - Recommandations pour le soudage des matériaux métalliques - Partie 3 : Soudage à l'arc des aciers inoxydables (1e édition)

NBN EN 1011-4
Soudage - Recommandations pour le soudage des matériaux métalliques - Partie 4 : Soudage à l'arc de l'aluminium et des alliages d'aluminium (1e édition)

NBN EN 1898
Spécifications relatives aux grands récipients vrac souples (GRVS) pour matières non-dangereuses (1e édition)

NBN EN 13427
Emballage - Exigences relatives à l'utilisation des normes dans le domaine de l'emballage et des déchets d'emballage (1e édition)

NBN EN 13428
Emballage - Exigences spécifiques à la fabrication et à la composition - Prévention par la réduction à la source (1e édition)

NBN EN 13429
Emballage - Réutilisation (1e édition)

NBN EN 13432
Emballage - Exigences relatives aux emballages valorisables par compostage et biodégradation - Programme d'essai et critères d'évaluation de l'acceptation finale des emballages (1e édition)

NBN EN ISO 11439
Bouteilles à gaz - Bouteilles haute pression pour le stockage de gaz naturel utilisé comme carburant à bord des véhicules automobiles (ISO 11439:2000) (1e édition)

NBN EN 12195-2
Dispositifs d'arrimage des charges sur véhicules routiers - Sécurité - Partie 2: Sangles en fibres synthétiques (1e édition)

NBN ENV 13797
Protection contre la corrosion - Aciers au carbone et peu alliés pour utilisation en présence de l'hydrogène sulfuré dans la production de pétrole et de gaz - Matériaux et méthodes d'essais - Lignes directrices (1e édition)

NBN EN 850/A1
Bouteilles à gaz transportables - Raccords de sortie de robinets du type à étrier avec ergots de sécurité pour usage médical (1e édition)

NBN EN ISO 11114-2
Bouteilles à gaz transportables - Compatibilité des matériaux des bouteilles et des robinets avec les contenus gazeux - Partie 2: Matériaux non métalliques (ISO 11114-2:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 12209-1
Bouteilles à gaz - Raccords de sortie pour robinets de bouteilles à gaz pour air comprimé respirable - Partie 1: Raccords du type à étrier (ISO 12209-1:2000) (1e édition)

NBN EN 1726-2
Veiligheid van gemotoriseerde transportwerktuigen - Gemotoriseerde transportwerktuigen met een hefvermogen tot en met 10 000 kg en trekkers met een trekkracht tot en met 20 000 N - Deel 2: Aanvullende eisen voor heftrucks met meestijgende werkplek en heftrucks die zijn ontworpen om te rijden met hooggeheven last (1e uitgave)

NBN EN 12158-1
Bouwliften voor goederenvervoer - Deel 1: Liften met betreedbaar platform (1e uitgave)

NBN EN 12158-2
Bouwliften voor goederenvervoer - Deel 2: Hellend opgestelde liften met niet-betreedbare lastdragende inrichtingen (1e uitgave)

NBN EN 12159
Bouwliften voor personen- en goederenvervoer met verticaal geleide kooi (1e uitgave)

NBN EN ISO 283-1
Transportbanden van textielweefsel - Beproeving van de treksterkte van de samengestelde band - Deel 1: Bepaling van de treksterkte, rek bij breuk en rek bij de referentiebelasting (ISO 283-1:2000) (1e uitgave)

NBN EN 12415
Veiligheid van gereedschapswerktuigen - Kleine numeriek bestuurd draaimachine en draaicentra (1e uitgave)

NBN EN 12478
Veiligheid van gereedschapswerktuigen - Grote numeriek bestuurd draaimachines en draaicentra (1e uitgave)

NBN EN 1011-3
Lassen - Aanbevelingen voor het lassen van metalen - Deel 3: Booglassen van corrosievaste staalsoorten (1e uitgave)

NBN EN 1011-4
Lassen - Aanbevelingen voor het lassen van metalen - Deel 4: Booglassen van aluminium en aluminiumlegeringen (1e uitgave)

NBN EN 1898
Eisen voor flexibele stortgoedhouders (FIBC's) voor niet gevaarlijke goederen (1e uitgave)

NBN EN 13427
Verpakking - Eisen voor het gebruik van Europese normen op het gebied van verpakking en verpakkingsafval (1e uitgave)

NBN EN 13428
Verpakking - Specifieke eisen voor fabricage en samenstelling - Voorkoming door beperking aan de bron (1e uitgave)

NBN EN 13429
Verpakking - Hergebruik (1e uitgave)

NBN EN 13432
Verpakkingen - Eisen voor verpakking terugwinbaar door compostering en biologische afbraak - Beproevingsschema en evaluatiecriteria voor de eindaanvaarding van verpakking (1e uitgave)

NBN EN ISO 11439
Gasflessen - Hoge-drukvatens voor de opslag in wegvoertuigen van aardgas als brandstof (ISO 11439:2000) (1e uitgave)

NBN EN 12195-2
Vastzetvoorzieningen voor lading op wegvoertuigen - Veiligheid - Deel 2 : Sjorbanden gemaakt van kunststofvezels (1e uitgave)

NBN ENV 13797
Corrosiebescherming - Koolstofstaal en laaggelegerde staalsoorten voor gebruik in waterstofsulfide bevattende omgevingen in de olie- en gasproductie - Materialen en beproevingsmethoden - Richtlijnen (1e uitgave)

NBN EN 850/A1
Verplaatsbare gasflessen - PIN-index-systeem en afsluiter met klembeugel voor gebruik met medische gassen (1e uitgave)

NBN EN ISO 11114-2
Verplaatsbare gasflessen - Compatibiliteit van materialen voor flessen en afsluiters met de gasinhoud - Deel 2: Niet-metalen (ISO 11114-2:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 12209-1
Gasflessen - Verbindingen voor uitlaataansluitingen voor afsluiters voor gasflessen met samengeperste ademlucht - Deel 1 : Juktypeverbindingen (ISO 12209-1:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 12209-2
Bouteilles à gaz - Raccords de sortie pour robinets de bouteilles à gaz pour air comprimé respirable - Partie 2 : Raccords filetés (ISO 12209-2:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 12209-3

Bouteilles à gaz - Raccords de sortie pour robinets de bouteilles à gaz pour air comprimé respirable - Partie 3 : Adaptateur pour robinets 230 bar (ISO 12209-3:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 7840/A1

Navires de plaisance - Tuyaux souples résistants au feu, pour carburant (ISO 7840:1994) (1e édition)

NBN EN ISO 8469/A1

Navires de plaisance - Tuyaux souples non résistants au feu, pour carburant (ISO 8469:1994) (1e édition)

NBN EN ISO 8665/A1

Navires de plaisance - Moteurs et systèmes de propulsion marins - Mesurage et déclaration de la puissance (ISO 8665:1994) (1e édition)

NBN EN 28846/A1

Navires de plaisance - Equipements électriques - Protection contre l'inflammation des gaz inflammables environnants (ISO 8846:1990) (1e édition)

NBN EN 28848/A1

Navires de plaisance - Appareils à gouverner commandés à distance (ISO 8848:1990) (1e édition)

NBN EN 28849/A1

Navires de plaisance - Pompes de cale à moteur électrique (ISO 8849:1990) (1e édition)

NBN EN ISO 9097/A1

Navires de plaisance - Ventilateurs électriques (ISO 9097:1991) (1e édition)

NBN EN 29775/A1

Navires de plaisance - Appareils à gouverner commandés à distance pour moteurs hors-bord uniques de puissance comprise entre 15 kW et 40 kW (ISO 9775:1990) (1e édition)

NBN EN ISO 10239

Petits navires - Installations alimentées en gaz de pétrole liquéfiés (GPL) (ISO 10239:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 10592/A1

Navires de plaisance - Systèmes à gouverner hydrauliques (ISO 10592:1994) (1e édition)

NBN EN ISO 11547/A1

Navires de plaisance - Dispositif de protection contre le démarrage avec vitesse en prise (ISO 11547:1994) (1e édition)

NBN EN ISO 12215-1

Petits navires - Construction de coques et échantillons - Partie 1 : Matériaux : Résines thermodurcissables, renforcement de fibres de verre, stratifié de référence (ISO 12215-1:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 14509

Petits navires - Mesurage du bruit aérien émis par les navires de plaisance motorisés (ISO 14509:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3252

Métallurgie des poudres - Vocabulaire (ISO 3252:1999) (1e édition)

NBN EN ISO 2922

Acoustique - Mesurage du bruit aérien émis par les bateaux de navigation intérieure et portuaire (ISO 2922:2000) (1e édition)

NBN EN ISO 3740

Acoustique - Détermination des niveaux de puissance acoustique émis par les sources de bruit - Guide pour l'utilisation des normes de base (ISO 3740:2000) (1e édition)

NBN ENV 13287

Chaussures de sécurité, chaussures de protection et chaussures de travail à usage professionnel - Exigences et méthodes d'essais pour déterminer la résistance au glissement (1e édition)

NBN EN ISO 13995

Vêtements de protection - Propriétés mécaniques - Méthode d'essai pour la détermination de la résistance à la perforation et au dynamique des matériaux (ISO 13995:2000) (1e édition)

NBN EN 54-5

Systèmes de détection et d'alarme incendie - Partie 5 : Détecteurs de chaleur - Détecteurs ponctuels (1e édition)

NBN EN ISO 12209-2

Gasflessen - Verbindingen voor uitlaataansluitingen voor afsluiters voor gasflessen voor samengeperste ademlucht - Deel 2 : Schroefdraadverbindingen (ISO 12209-2:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 12209-3

Gasflessen - Verbindingen voor uitlaataansluitingen voor afsluiters voor gasflessen voor samengeperste ademlucht - Deel 3 : Adapter voor afsluiters van 230 bar (ISO 12209-3:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 7840/A1

Pleziervaartuigen - Brandbestendige brandstofslangen (ISO 7840:1994) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8469/A1

Pleziervaartuigen - Niet- brandbestendige brandstofslangen (ISO 8469:1994) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8665/A1

Pleziervaartuigen - Scheepsvoortstuwingsinstallaties en -systemen - Meting en opgave van het vermogen (ISO 8665:1994) (1e uitgave)

NBN EN 28846/A1

Pleziervaartuigen - Elektrische apparatuur - Bescherming tegen ontbranding van omringende brandbare gassen (ISO 8846:1990) (1e uitgave)

NBN EN 28848/A1

Pleziervaartuigen - Afstandbesturingssystemen (ISO 8848:1990) (1e uitgave)

NBN EN 28849/A1

Pleziervaartuigen - Lenspompen met elektrische aandrijving (ISO 8849:1990) (1e uitgave)

NBN EN ISO 9097/A1

Pleziervaartuigen - Elektrische ventilatoren (ISO 9097:1991) (1e uitgave)

NBN EN 29775/A1

Pleziervaartuigen - Afstandbesturingssystemen voor enkelvoudige buitenboordmotoren met een vermogen van 15 kW tot 41 kW (ISO 9775:1990) (1e uitgave)

NBN EN ISO 10239

Pleziervaartuigen - Systemen voor vloeibaar petroleumgas (LPG) (ISO 10239:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 10592/A1

Pleziervaartuigen - Hydraulische besturingssystemen (ISO 10592:1994) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11547/A1

Pleziervaartuigen - Bescherming tegen het starten bij ingeschakelde versnelling (ISO 11547:1994) (1e uitgave)

NBN EN ISO 12215-1

Pleziervaartuigen - Rompconstructie en verbanddelen - Deel 1 : Materialen : onder warmte uithardende harsen, glasvezelversterking, referentielaminaat (ISO 12215-1:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 14509

Pleziervaartuigen - Meting van luchtgeluid uitgestraald door pleziervaartuigen met motoraandrijving (ISO 14509:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3252

Poedermetallurgie - Woordenlijst (ISO 3252:1999) (1e uitgave)

NBN EN ISO 2922

Geluidleer - Meting van luchtlawaai afgestraald door schepen op binnenwaterwegen en in havens (ISO 2922:2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 3740

Geluidleer - Bepaling van geluidvermogenpeilen van lawaaibronnen - Leidraad voor het gebruik van de grondnormen (ISO 3740:2000) (1e uitgave)

NBN ENV 13287

Veiligheids-, bescherm- en werkschoeisel voor beroepsmatig gebruik - Proeven en voorschriften voor het bepalen van de glijweerstand (1e uitgave)

NBN EN ISO 13995

Beschermende kleding - Sterkte eigenschappen - Proef voor het bepalen van de doorborings- en doorscheuringssterkte van stoffen (ISO 13995:2000) (1e uitgave)

NBN EN 54-5

Brandmelding en brandalamrstelsels - Deel 5 : Warmtemelders - Puntmelders (1e uitgave)

NBN EN 54-7

Systèmes de détection et d'alarme incendie - Partie 7 : Détecteurs de fumée - Détecteurs ponctuels fonctionnant suivant le principe de la diffusion de la lumière, de la transmission de la lumière ou de l'ionisation (1e édition)

NBN EN 1568-1

Agents extincteurs - Emulseurs - Partie 1 : Spécifications pour les émulseurs moyen foisonnement destinés à une application à la surface des liquides n'ayant pas d'affinité pour l'eau (1e édition)

NBN EN 1568-2

Agents extincteurs - Emulseurs - Partie 2 : Spécifications pour les émulseurs haut foisonnement destinés à une application à la surface des liquides n'ayant pas d'affinité pour l'eau (1e édition)

NBN EN 1568-3

Agents extincteurs - Emulseurs - Partie 3 : Spécifications pour les émulseurs bas foisonnement destinés à une application à la surface des liquides n'ayant pas d'affinité pour l'eau (1e édition)

NBN EN 1568-4

Agents extincteurs - Emulseurs - Partie 4 : Spécifications pour les émulseurs bas foisonnement destinés à une application à la surface des liquides ayant une affinité pour l'eau (1e édition)

NBN EN 12094-5

Installations fixes de lutte contre l'incendie - Eléments constitutifs des installations d'extinction à gaz - Partie 5 : Exigences et méthodes d'essai pour vannes directionnelles haute et basse pression et leurs déclencheurs pour systèmes à CO₂ (1e édition)

NBN EN 12094-6

Installations fixes de lutte contre l'incendie - Eléments constitutifs des installations d'extinction à gaz - Partie 6 : Exigences et méthodes d'essai pour dispositifs non électriques de mise hors service pour systèmes à CO₂ (1e édition)

NBN EN 12094-7

Installations fixes de lutte contre l'incendie - Eléments constitutifs des installations d'extinction à gaz - Partie 7 : Exigences et méthodes d'essai pour les diffuseurs de systèmes à CO₂ (1e édition)

NBN EN 673/A1

Verre dans la construction - Détermination du coefficient de transmission thermique, U - Méthode de calcul (1e édition)

NBN EN 13541

Verre dans la construction - Vitrage de sécurité - Mise à essai et classification de la résistance à la pression d'explosion (1e édition)

NBN EN 1728

Mobilier domestique - Sièges - Méthodes d'essais pour la détermination de la résistance et la durabilité de la structure (1e édition)

NBN EN 1717

Protection contre la pollution de l'eau potable dans les réseaux intérieurs et exigences générales des dispositifs de protection contre la pollution par retour (1e édition)

NBN EN 455-2

Gants médicaux non réutilisables - Partie 2 : Propriétés physiques : exigences et essais (Rectificatif Technique 1 :1996 inclus) (2e édition)

NBN EN 1615

Sondes et dispositifs de nutrition entérale non réutilisables et leurs raccords - Conception et essais (2e édition)

NBN EN 12470-2

Thermomètres médicaux - Partie 2 : Thermomètres à changement de phase (matrice à points) (1e édition)

NBN EN ISO 8537/A1

Seringues à insuline stériles non réutilisables avec ou sans aiguille (ISO 8537 :1991/DAM 1 :2000) (1e édition)

NBN EN ISO 13485

Systèmes qualité - Dispositifs médicaux - Exigences particulières relatives à l'application de l'EN ISO 9001 (révision de l'EN 46001 :1996) (identique à l'ISO 13485 :1996) (2e édition)

NBN EN ISO 13488

Systèmes qualité - Dispositifs médicaux - Exigences particulières relatives à l'application de l'EN ISO 9002 (révision de l'EN ISO 9002 :1996) (révision de l'EN 46002 :1996) (identique à l'ISO 13488 :1996) (3e édition)

NBN EN ISO 7153-1

Instruments chirurgicaux - Matériaux métalliques - Partie 1 : Acier inoxydable (ISO 7153-1 :1991, Amendement 1 :1999 inclus) (1e édition)

NBN EN 54-7

Brandmeld- en brandalarmstelsels - Deel 7 : Rookmelders - Puntmelders volgens het strooilight-, doorzendlicht- en ioniseringsbeginsel (1e uitgave)

NBN EN 1568-1

Blusstoffen - Schuimmiddelen - Deel 1 : Eisen voor schuimmiddelen met gemiddelde uitzetting voor gebruik aan het oppervlak van niet met water mengbare vloeistoffen (1e uitgave)

NBN EN 1568-2

Blusstoffen - Schuimmiddelen - Deel 2 : Eisen voor schuimmiddelen met grote uitzetting voor gebruik aan het oppervlak van niet met water mengbare vloeistoffen (1e uitgave)

NBN EN 1568-3

Blusstoffen - Schuimmiddelen - Deel 3 : Eisen voor schuimmiddelen met lage uitzetting voor gebruik aan het oppervlak van met water mengbare vloeistoffen (1e uitgave)

NBN EN 1568-4

Blusstoffen - Schuimmiddelen - Deel 4 : Eisen voor schuimmiddelen met lage uitzetting voor met water mengbare vloeistoffen (1e uitgave)

NBN EN 12094-5

Vaste brandbestrijdingsstelsels - Bouwdelen voor blusstelsels met gasvormige blusmiddelen - Deel 5 : Eisen en proeven voor hoge en lagedrukkeuzekranen en hun inschakelaars voor CO₂-stelsels (1e uitgave)

NBN EN 12094-6

Vaste brandbestrijdingsstelsels - Bouwdelen voor blusstelsels met gasvormige blusmiddelen - Deel 6 : Eisen en proeven voor niet-elektrische blokeerinrichtingen voor CO₂-stelsels (1e uitgave)

NBN EN 12094-7

Vastbrandbestrijdingsstelsels - Bouwdelen voor blusstelsels met gasvormige blusmiddelen - Deel 7 : Eisen en proeven voor spuitmonden voor CO₂-stelsels (1e uitgave)

NBN EN 673/A1

Glas voor gebouwen - Bepaling van de warmtedoorgangscoefficiënt (U-waarde) - Berekeningsmethode (1e uitgave)

NBN EN 13541

Glas voor gebouwen - Veiligheidsglas - Beproeving en klassering van de weerstand tegen explosiedruk (1e uitgave)

NBN EN 1728

Woonmeubelen - Zitmeubelen - Proeven voor de bepaling van sterkte en duurzaamheid (1e uitgave)

NBN EN 1717

Bescherming tegen verontreiniging van drinkwater in waterinstallaties en algemene eisen voor inrichtingen ter voorkoming van verontreiniging door terugstroming (1e uitgave)

NBN EN 455-2

Medische handschoenen voor eenmalig gebruik - Deel 2 : Eisen en beproevingsmethoden voor de fysische eigenschappen (inclusief Technisch Corrigendum 1 :1996) (2e uitgave)

NBN EN 1615

Catheters en overdrachtapparatuur voor eenmalig gebruik voor enterale voeding - Ontwerp en beproeving (2e uitgave)

NBN EN 12470-2

Medische thermometers - Deel 2 : Thermometers met fase-omslag (puntmatrix) (1e uitgave)

NBN EN ISO 8537/A1

Steriele injectiespuiten voor eenmalig gebruik, met of zonder naald, voor insuline (ISO 8537 :1991/DAM 1 :2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 13485

Kwaliteitssystemen - Medische apparatuur - Bijzondere eisen voor de toepassing van EN ISO 9001 (herziening van EN 46001 :1996) (identiek met ISO 13485 :1996) (2e uitgave)

NBN EN ISO 13488

Kwaliteitssystemen - Medische apparatuur - Bijzondere eisen voor de toepassing van EN ISO 9002 (herziening van EN 46002 :1996) (identiek met ISO 13488 :1996) (3e uitgave)

NBN EN ISO 7153-1

Chirurgische instrumenten - Metalen - Deel 1 : Corrosievast staal (ISO 7153-1 :1991, inclusief Amendement 1 :1999) (1e uitgave)

NBN EN 473
Essais non destructifs - Qualification et certification du personnel
END - Principes généraux (2e édition)

NBN EN 583-5
Essais non destructifs - Contrôle ultrasonore - Partie 5 : Caractérisation et dimensionnement des discontinuités (1e édition)

NBN EN ISO 12706
Essais non destructifs - Terminologie - Termes utilisés en contrôle par ressuage (ISO 12706 :2000) (1e édition)

NBN EN ISO 16021
Aides pour absorption d'urine - Principes de base pour l'évaluation des aides pour incontinents adultes par les utilisateurs et le personnel soignant (ISO 16021 :2000) (1e édition)

NBN EN 840-6/A1
Conteneurs roulants à déchets - Partie 6 : Exigences d'hygiène et de sécurité (1e édition)

NBN EN 12255-10
Stations d'épuration - Partie 10 : Principes de sécurité (1e édition)

NBN EN 12975-1
Installations solaires thermiques et leurs composants - Capteurs solaires - Partie 1 : Exigences générales (1e édition)

NBN EN 12976-1
Installations solaires thermiques et leurs composants - Installations préfabriquées en usine - Partie 1 : Exigences générales (1e édition)

NBN EN 12976-2
Installations solaires thermiques et leurs composants - Installations préfabriquées en usine - Partie 2 : Méthodes d'essais (1e édition)

NBN EN 13011
Services de transport - Chaînes de transport des marchandises - Système de déclaration des conditions de performances (1e édition)

NBN EN ISO 10087/A1
Navires de plaisance - Identification des coques - Système de codage (ISO 10087 :1995) (1e édition)

NBN EN 1197
Produits chimiques pour le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine - Bis-dihydrogénophosphate de zinc en solution (1e édition)

NBN EN 12481
Rubans auto-adhésifs - Terminologie (1e édition)

NBN EN ISO 787-8
Méthodes générales d'essai des pigments et matières de charge - Partie 8 : Détermination des matières solubles dans l'eau - Méthode par extraction à froid (ISO 787-8 :2000) (2e édition)

NBN EN 1763-1
Tubes, tuyaux et flexibles en caoutchouc et en plastique pour le propane commercial, le butane commercial et leurs mélanges en phase vapeur - Partie 1 : Exigences relatives aux tubes et tuyaux en caoutchouc et en plastique (1e édition)

NBN EN ISO 1856
Matériaux polymères alvéolaires souples - Détermination de la déformation rémanente après compression (ISO 1856 :2000) (4e édition)

NBN EN 12597
Bitume et liants bitumineux - Terminologie (1e édition)

NBN EN ISO 12937
Produits pétroliers - Dosage de l'eau - Méthode de titrage Karl Fischer par coulométrie (ISO 12937 :2000) (1e édition)

NBN EN ISO 9377-2
Qualité de l'eau - Détermination de l'indice hydrocarbure - Partie 2 : Méthode par extraction au solvant et chromatographie en phase gazeuse (ISO 9377-2 :2000) (1e édition)

NBN EN ISO 9308-1
Qualité de l'eau - Recherche et dénombrement des Escherichia coli et des bactéries coliformes - Partie 1 : Méthode par filtration sur membrane (ISO 9308-1 :2000) (1e édition)

NBN EN ISO 16017-1
Air intérieur, air ambiant et air des lieux de travail - Echantillonnage et analyse des composés organiques volatils par tube à adsorption/désorption thermique/chromatographie en phase gazeuse sur capillaire - Partie 1 : Echantillonnage par pompage (ISO 16017-1 :2000) (1e édition)

NBN EN 13118
Matériel agricole - Matériel de récolte de pommes de terre - Sécurité (1e édition)

NBN EN 473
Niet-destructief onderzoek - Kwalificering en certificering van personeel voor niet-destructief onderzoek - Algemene principes (2e uitgave)

NBN EN 583-5
Niet-destructief onderzoek - Ultrasoon onderzoek - Deel 5 : Beschrijving en groottebepaling van onvolkomenheden (1e uitgave)

NBN EN ISO 12706
Niet-destructief onderzoek - Termen en definities - Termen gebruikt bij penetrantonderzoek (ISO 12706 :2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 16021
Urineabsorberende hulpmiddelen - Basisprincipes voor de evaluatie van urineabsorberende hulpmiddelen voor eenmalig gebruik voor volwassenen met incontinentie vanuit het perspectief van de gebruikers en de verzorgers (ISO 16021 :2000) (1e uitgave)

NBN EN 840-6/A1
Verrijdbare vuilcontainers - Deel 6 : Veiligheids- en gezondheidseisen (1e uitgave)

NBN EN 12255-10
Afvalwaterzuiveringsinstallaties - Deel 10 : Veiligheidsgrondslagen (1e uitgave)

NBN EN 12975-1
Thermische zonne- en energiesystemen en componenten - Zonnecollectoren - Deel 1 : Algemene eisen (1e uitgave)

NBN EN 12976-1
Thermische zonne-energiesystemen en componenten - Geprefabriceerde systemen - Deel 1 : Algemene eisen (1e uitgave)

NBN EN 12976-2
Thermische zonne-energiesystemen en componenten - Geprefabriceerde systemen - Deel 2 : Beproevingmethoden (1e uitgave)

NBN EN 13011
Transportdiensten - Goederenstransportketens - Systeem voor de declaratie van prestatiekenmerken (1e uitgave)

NBN EN ISO 10087/A1
Pleziervaartuigen - Identificatie van de romp - Coderingssysteem (ISO 10087 :1995) (1e uitgave)

NBN EN 1197
Chemicaliën voor de behandeling van water bestemd voor menselijke consumptie - Monozinkfosfaatoplossing (1e uitgave)

NBN EN 12481
Zelfklevende band - Termen en definities (1e uitgave)

NBN EN ISO 787-8
Algemene beproevingsmethoden voor pigmenten en vulstoffen - Deel 8 : Bepaling van het gehalte aan in water oplosbare bestanddelen - Methode met koude extractie (ISO 787-8 :2000) (2e uitgave)

NBN EN 1763-1
Buizen, slangen en assemblages van rubber en kunststof voor gebruik met commerciële propaan, commerciële butaan en hun mengsels in de dampfase - Deel 1 : Eisen voor buizen en slangen van rubber en kunststof (1e uitgave)

NBN EN ISO 1856
Soepele schuimrubbers en schuimkunststoffen - Bepaling van de blijvende indrukking (ISO 1856 :2000) (4e uitgave)

NBN EN 12597
Bitumen en bitumineuze bindmiddelen - Terminologie (1e uitgave)

NBN EN ISO 12937
Aardolieproducten - Bepaling van het watergehalte - Coulometrische titratiemethode volgens Karl Fischer (ISO 12937 :2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 9377-2
Waterkwaliteit - Bepaling van de minerale-olie-index - Deel 2 : Methode met oplosmiddelextractie en gaschromatografie (ISO 9377-2 :2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 9308-1
Water - Detectie en telling van Escherichia coli en bacteriën van de coligroep - Deel 1 : Methode met membraanfiltratie (ISO 9308-1 :2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 16017-1
Binnenlucht, buitenlucht en werkplekatmosfeer - Monsterneming en analyse van vluchtige organische verbindingen met behulp van adsorptiebuizen, thermische desorptie en capillaire gaschromatografie - Deel 1 : Monsterneming met een pomp (ISO 16017-1 :2000) (1e uitgave)

NBN EN 13118
Landbouwmachines - Aardappeloogstmachines - Veiligheid (1e uitgave)

NBN EN 13140
Matériel agricole - Matériel de récolte de betteraves à sucre et fourragères - Sécurité (1e édition)

NBN EN ISO 662
Corps gras d'origines animale et végétale - Détermination de la teneur en eau et en matières volatiles (ISO 662 :1998) (1e édition)

NBN EN ISO 6865
Aliments des animaux - Détermination de la teneur en cellulose brute - Méthode avec filtration intermédiaire (ISO 6865 :2000) (1e édition)

NBN EN 29241-3/A1
Exigences ergonomiques pour travail de bureau avec terminaux à écrans de visualisation (TEV) - Partie 3 : Exigences relatives aux écrans de visualisation (ISO 9241-3 :1992/AM1 :2000) (1e édition)

NBN EN ISO 11399
Ergonomie des ambiances thermiques - Principes et application des Normes internationales pertinentes (ISO 11399 :1995) (1e édition)

NBN EN ISO 14024
Marquage et déclarations environnementaux - Etiquetage environnemental de type I - Principes et méthodes (ISO 14024 :1999) (1e édition)

NBN ENV ISO 14907-1
Road Transport and Traffic Telematics (RTTT) - Electronic Fee Collection (EFC) - Test procedures for user and fixed equipment - Part 1 : Description of test procedures (ISO/TR 14907-1 :2000) (1e édition)

NBN EN 300 066
Electromagnetic Compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Float-free maritime satellite Emergency Position Indicating Radio Beacons (EPIRBs) operating in the 406,0 MHz to 406,1 MHz frequency band; Technical characteristics and methods of measurement (V1.3.1e édition)

NBN EN 300 089
Integrated Services Digital Network (ISDN); Calling Line Identification Presentation (CLIP) supplementary service; Service description (V3.1.1e édition)

NBN EN 300 090
Integrated Services Digital Network (ISDN); Calling Line Identification Restriction (CLIR) supplementary service; Service description (V1.2.2e édition)

NBN EN 300 162-1
Radiotelephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in VHF bands - Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement. Editorial update to include changes consequential to the publication of part 2. " (V1.2.2e édition)

NBN EN 300 162-2
Radiotelephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in VHF bands - Part 2 : Harmonized EN covering essential requirements of article 3.2 of the R&TTE Directive. To identify technical requirements relevant to article 3.2 of the R&TTE Directive in ETS 300 162" (V1.1.2e édition)

NBN EN 300 224-1
Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM) - Part 1 : Technical and functional characteristics, including test methods (V1.3.1e édition)

NBN EN 300 224-2
Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM) - Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE (V1.1.1e édition)

NBN EN 300 341-1
Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service (RP 02); Radio equipment using an integral antenna transmitting signals to initiate a specific response in the receiver - Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.3.1e édition)

NBN EN 300 341-2
Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service (RP 02); Radio equipment using an integral antenna transmitting signals to initiate a specific response in the receiver - Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1.1e édition)

NBN EN 300 370
Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Global System for Mobile communications (GSM); DECT/GSM Interworking Profile (IWP); Access and mapping (protocol/procedure description for 3,1 kHz speech service) (V1.3.1e édition)

NBN EN 300 392-2
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 2 : Air Interface (AI) (V2.1.1e édition)

NBN EN 13140
Landbouwmachines - Oogstmachines voor suikerbieten en voederbieten - Veiligheid (1e uitgave)

NBN EN ISO 662
Dierlijke en plantaardige vetten en oliën - Bepaling van het gehalte aan vocht en vluchtige bestanddelen (ISO 662 :1998) (1e uitgave)

NBN EN ISO 6865
Diervoeders - Bepaling van het gehalte aan ruwe celstof - Methode met tussentijdse filtratie (ISO 6865 :2000) (1e uitgave)

NBN EN 29241-3/A1
Ergonomische eisen voor kantoorarbeid met beeldschermen (VDT's) - Deel 3 : Eisen voor het beeldscherm (ISO 9241-3 :1992/AM1 :2000) (1e uitgave)

NBN EN ISO 11399
Ergonomie van de thermische omgeving - Principes en toepassing van de relevante internationale normen (ISO 11399 :1995) (1e uitgave)

NBN EN ISO 14024
Milieu-etiketteringen en -verklaringen - Type I milieu-etikettering - Principes en procedures (ISO 14024 :1999) (1e uitgave)

NBN ENV ISO 14907-1
Telematica voor wegverkeer en -vervoer - Elektronische tolheffing (EFC) - Testprocedures voor gebruikersuitrusting en vaste uitrusting - Deel 1 : Beschrijving van de testprocedures (ISO/TR 14907-1 :2000) (1e uitgave)

NBN EN 300 066
Electromagnetic Compatibility and Radio Spectrum Matters (ERM); Float-free maritime satellite Emergency Position Indicating Radio Beacons (EPIRBs) operating in the 406,0 MHz to 406,1 MHz frequency band; Technical characteristics and methods of measurement (V1.3.1e uitgave)

NBN EN 300 089
Integrated Services Digital Network (ISDN); Calling Line Identification Presentation (CLIP) supplementary service; Service description (V3.1.1e uitgave)

NBN EN 300 090
Integrated Services Digital Network (ISDN); Calling Line Identification Restriction (CLIR) supplementary service; Service description (V1.2.2e uitgave)

NBN EN 300 162-1
Radiotelephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in VHF bands - Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement. Editorial update to include changes consequential to the publication of part 2. " (V1.2.2e uitgave)

NBN EN 300 162-2
Radiotelephone transmitters and receivers for the maritime mobile service operating in VHF bands - Part 2 : Harmonized EN covering essential requirements of article 3.2 of the R&TTE Directive. To identify technical requirements relevant to article 3.2 of the R&TTE Directive in ETS 300 162" (V1.1.2e uitgave)

NBN EN 300 224-1
Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM) - Part 1 : Technical and functional characteristics, including test methods (V1.3.1e uitgave)

NBN EN 300 224-2
Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM) - Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 300 341-1
Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service (RP 02); Radio equipment using an integral antenna transmitting signals to initiate a specific response in the receiver - Part 1 : Technical characteristics and methods of measurement (V1.3.1e uitgave)

NBN EN 300 341-2
Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service (RP 02); Radio equipment using an integral antenna transmitting signals to initiate a specific response in the receiver - Part 2 : Harmonized EN under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 300 370
Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Global System for Mobile communications (GSM); DECT/GSM Interworking Profile (IWP); Access and mapping (protocol/procedure description for 3,1 kHz speech service) (V1.3.1e uitgave)

NBN EN 300 392-2
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 2 : Air Interface (AI) (V2.1.1e uitgave)

- NBN EN 300 392-3-2
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 3 : Interworking at the Inter-System Interface (ISI); Sub-part 2 : Additional Network Feature Individual Call (ANF-ISIIC) (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 392-11-8
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 11 : Supplementary services stage 2; Sub-part 8 : Area Selection (AS) (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 392-11-12
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D); Part 11 : Supplementary services stage 2; Sub-part 12 : Call Hold (CH) (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 392-12-8
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 12 : Supplementary services stage 3; Sub-part 8 : Area Selection (AS) (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 392-12-12
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D); Part 12 : Supplementary services stage 3; Sub-part 12 : Call Hold (CH) (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 394-1
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification - Part 1 : Radio (V2.1.2e édition)
- NBN EN 300 394-4-3
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) for Mobile Station (MS) Repeater type 1 (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 394-4-4
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 4 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) for Direct Mode Repeater (DM-REP) type 1 (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 394-4-5
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 5 : Abstract Test Suite (ATS) for Mobile Station (MS) Repeater type 1 (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 394-4-6
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 6 : Abstract Test Suite (ATS) for Direct Mode Repeater (DM-REP) type 1 (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 394-4-11
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 11 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) for Mobile Station Repeater type 2 (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 394-4-12
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 12 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) for Repeater type 2 (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 394-4-13
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 13 : Abstract Test Suite (ATS) for Mobile station Repeater type 2 (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 394-4-14
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 14 : Abstract Test Suite (ATS) for Repeater type 2 (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 396-4
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 4 : Type 1 repeater air interface (V1.2.1e édition)
- NBN EN 300 396-7
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 7 : Type 2 repeater air interface (V1.2.1e édition)
- NBN EN 300 396-8-2
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO); Part 8 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification; Sub-part 2 : Type 1 repeater Air Interface (AI) (V1.1.1e édition)
- NBN EN 300 392-3-2
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 3 : Interworking at the Inter-System Interface (ISI); Sub-part 2 : Additional Network Feature Individual Call (ANF-ISIIC) (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 392-11-8
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 11 : Supplementary services stage 2; Sub-part 8 : Area Selection (AS) (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 392-11-12
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D); Part 11 : Supplementary services stage 2; Sub-part 12 : Call Hold (CH) (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 392-12-8
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D) - Part 12 : Supplementary services stage 3; Sub-part 8 : Area Selection (AS) (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 392-12-12
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Voice plus Data (V+D); Part 12 : Supplementary services stage 3; Sub-part 12 : Call Hold (CH) (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 394-1
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification - Part 1 : Radio (V2.1.2e uitgave)
- NBN EN 300 394-4-3
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) for Mobile Station (MS) Repeater type 1 (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 394-4-4
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 4 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) for Direct Mode Repeater (DM-REP) type 1 (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 394-4-5
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 5 : Abstract Test Suite (ATS) for Mobile Station (MS) Repeater type 1 (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 394-4-6
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 6 : Abstract Test Suite (ATS) for Direct Mode Repeater (DM-REP) type 1 (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 394-4-11
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 11 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) for Mobile Station Repeater type 2 (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 394-4-12
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 12 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) for Repeater type 2 (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 394-4-13
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 13 : Abstract Test Suite (ATS) for Mobile station Repeater type 2 (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 394-4-14
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Conformance testing specification; Part 4 : Protocol testing specification for Direct Mode Operation (DMO); Sub-part 14 : Abstract Test Suite (ATS) for Repeater type 2 (V1.1.1e uitgave)
- NBN EN 300 396-4
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 4 : Type 1 repeater air interface (V1.2.1e uitgave)
- NBN EN 300 396-7
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO) - Part 7 : Type 2 repeater air interface (V1.2.1e uitgave)
- NBN EN 300 396-8-2
Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO); Part 8 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification; Sub-part 2 : Type 1 repeater Air Interface (AI) (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 300 396-8-4

Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO); Part 8: Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification; Sub-part 4: Type 2 repeater Air Interface (AI) (V1.1.1e édition)

NBN EN 300 433-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service; Double Side Band (DSB) and/or Single Side Band (SSB) amplitude modulated citizen's band radio equipment - Part 1: Technical characteristics and methods of measurement (V1.1.3e édition)

NBN EN 300 433-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service; Double Side Band (DSB) and/or Single Side Band (SSB) amplitude modulated citizen's band radio equipment - Part 2: Harmonized EN covering essential requirements under article 3.2 of R&TTE Directive (V1.1.2e édition)

NBN EN 300 466

Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Global System for Mobile communications (GSM); DECT/GSM Interworking Profile (IWP); General description of service requirements; Functional capabilities and information flows (V1.2.1e édition)

NBN EN 300 523

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Numbering, addressing and identification (GSM 03.03 version 4.11.1) (V4.11.1e édition)

NBN ETS 300 580-2

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Full rate speech; Part 2: Transcoding (GSM 06.10 version 4.2.1) (3e édition)

NBN ETS 300 599

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Mobile Application Part (MAP) specification (GSM 09.02 version 4.19.1) (9e édition)

NBN EN 300 659-1

Access and Terminals (AT); Analogue access to the Public Switched Telephone Network (PSTN); Subscriber line protocol over the local loop for display (and related) services; Part 1: On-hook data transmission (V1.3.1e édition)

NBN EN 300 659-2

Access and Terminals (AT); Analogue access to the Public Switched Telephone Network (PSTN); Subscriber line protocol over the local loop for display (and related) services; Part 2: Off-hook data transmission (V1.3.1e édition)

NBN EN 300 659-3

Access and Terminals (AT); Analogue access to the Public Switched Telephone Network (PSTN); Subscriber line protocol over the local loop for display (and related) services; Part 3: Data link message and parameter codings (V1.3.1e édition)

NBN ETS 300 723

Digital cellular telecommunications system; Enhanced Full Rate (EFR) speech processing functions; General description (GSM 06.51 version 5.2.1) (2e édition)

NBN EN 300 744

Digital Video Broadcasting (DVB); Framing structure, channel coding and modulation for digital terrestrial television (V1.4.1e édition)

NBN EN 300 757

Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Low Rate Messaging Service (LRMS) including Short Messaging Service (SMS) (V1.2.1e édition)

NBN EN 300 927

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Numbering, addressing and identification (GSM 03.03 version 5.4.1 Release 1996) (V5.4.1e édition)

NBN ETS 300 961

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Full rate speech; Transcoding (GSM 06.10 version 5.2.1 Release 1996) (3e édition)

NBN EN 300 961

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Full rate speech; Transcoding (GSM 06.10 version 8.0.2 Release 1999) (V8.0.2e édition)

NBN ETS 300 974

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Mobile Application Part (MAP) specification (GSM 09.02 version 5.15.1 Release 1996) (11e édition)

NBN EN 301 126-2-1

Fixed Radio Systems; Conformance testing - Part 2-1: Point-to-Multipoint equipment; Definitions and general requirements (V1.1.1e édition)

NBN EN 300 396-8-4

Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Technical requirements for Direct Mode Operation (DMO); Part 8: Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification; Sub-part 4: Type 2 repeater Air Interface (AI) (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 300 433-1

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service; Double Side Band (DSB) and/or Single Side Band (SSB) amplitude modulated citizen's band radio equipment - Part 1: Technical characteristics and methods of measurement (V1.1.3e uitgave)

NBN EN 300 433-2

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Land Mobile Service; Double Side Band (DSB) and/or Single Side Band (SSB) amplitude modulated citizen's band radio equipment - Part 2: Harmonized EN covering essential requirements under article 3.2 of R&TTE Directive (V1.1.2e uitgave)

NBN EN 300 466

Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Global System for Mobile communications (GSM); DECT/GSM Interworking Profile (IWP); General description of service requirements; Functional capabilities and information flows (V1.2.1e uitgave)

NBN EN 300 523

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Numbering, addressing and identification (GSM 03.03 version 4.11.1) (V4.11.1e uitgave)

NBN ETS 300 580-2

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Full rate speech; Part 2: Transcoding (GSM 06.10 version 4.2.1) (3e uitgave)

NBN ETS 300 599

Digital cellular telecommunications system (Phase 2); Mobile Application Part (MAP) specification (GSM 09.02 version 4.19.1) (9e uitgave)

NBN EN 300 659-1

Access and Terminals (AT); Analogue access to the Public Switched Telephone Network (PSTN); Subscriber line protocol over the local loop for display (and related) services; Part 1: On-hook data transmission (V1.3.1e uitgave)

NBN EN 300 659-2

Access and Terminals (AT); Analogue access to the Public Switched Telephone Network (PSTN); Subscriber line protocol over the local loop for display (and related) services; Part 2: Off-hook data transmission (V1.3.1e uitgave)

NBN EN 300 659-3

Access and Terminals (AT); Analogue access to the Public Switched Telephone Network (PSTN); Subscriber line protocol over the local loop for display (and related) services; Part 3: Data link message and parameter codings (V1.3.1e uitgave)

NBN ETS 300 723

Digital cellular telecommunications system; Enhanced Full Rate (EFR) speech processing functions; General description (GSM 06.51 version 5.2.1) (2e uitgave)

NBN EN 300 744

Digital Video Broadcasting (DVB); Framing structure, channel coding and modulation for digital terrestrial television (V1.4.1e uitgave)

NBN EN 300 757

Digital Enhanced Cordless Telecommunications (DECT); Low Rate Messaging Service (LRMS) including Short Messaging Service (SMS) (V1.2.1e uitgave)

NBN EN 300 927

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Numbering, addressing and identification (GSM 03.03 version 5.4.1 Release 1996) (V5.4.1e uitgave)

NBN ETS 300 961

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Full rate speech; Transcoding (GSM 06.10 version 5.2.1 Release 1996) (3e uitgave)

NBN EN 300 961

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Full rate speech; Transcoding (GSM 06.10 version 8.0.2 Release 1999) (V8.0.2e uitgave)

NBN ETS 300 974

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); Mobile Application Part (MAP) specification (GSM 09.02 version 5.15.1 Release 1996) (11e uitgave)

NBN EN 301 126-2-1

Fixed Radio Systems; Conformance testing - Part 2-1: Point-to-Multipoint equipment; Definitions and general requirements (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 144-6

Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) and Signalling System No.7 (SS7) protocols; Signalling application for the mobility management service on the alpha interface - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 217-3

V interfaces at the digital Service Node (SN); Interfaces at the VB5.2 reference point for the support of broadband or combined narrowband and broadband Access Networks (ANs); Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TPP) (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 217-4

V interfaces at the digital Service Node (SN); Interfaces at the VB5.2 reference point for the support of broadband or combined narrowband and broadband Access Networks (ANs); Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 347

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); GPRS Tunnelling Protocol (GTP) across the Gn and Gp Interface (GSM 09.60 version 6.8.1 Release 1997) (V6.8.1e édition)

NBN EN 301 347

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); GPRS Tunnelling Protocol (GTP) across the Gn and Gp Interface (GSM 09.60 version 7.5.1 Release 1998) (V7.5.1e édition)

NBN EN 301 390

Fixed Radio Systems; Point-to-point and Point-to-Multipoint Systems; Spurious emissions and receiver immunity at equipment/antenna port of Digital Fixed Radio Systems (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 423

Electromagnetic Compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Harmonized Standard for the Terrestrial Flight Telecommunications System under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 435-1

Terrestrial Trunked Radio (TETRA) Attachment requirements for TETRA terminal equipment - Part 1 : Civil access (V1.2.4e édition)

NBN EN 301 435-2

Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Attachment requirements for TETRA terminal equipment - Part 2 : Emergency access (V1.2.4e édition)

NBN EN 301 451-2

Private Integrated Services Network (PISN); Cordless Terminal Mobility (CTM); Inter-exchange signalling protocol; Cordless terminal outgoing call additional network feature for the VPN "b" service entry point - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.3.1e édition)

NBN EN 301 452-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol; Call completion supplementary service for the VPN "b" service entry point - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.3.1e édition)

NBN EN 301 453-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol; Diversion supplementary services [ISO/IEC 13873 (1995) modified] - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 455-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol; Cordless Terminal Mobility (CTM); Incoming call additional network feature for the VPN "b" service entry point - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.3.1e édition)

NBN EN 301 464

Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No.7 (SS7); ISDN User Part (ISUP) version 4 interactions with the Intelligent Network Application Part (INAP) - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.1601 (1999), modified] (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 483-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol; Advice of Charge (AoC) supplementary services [ISO/IEC 15049 (1997), modified] - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 144-6

Integrated Services Digital Network (ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. one (DSS1) and Signalling System No.7 (SS7) protocols; Signalling application for the mobility management service on the alpha interface - Part 6 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma specification for the network (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 217-3

V interfaces at the digital Service Node (SN); Interfaces at the VB5.2 reference point for the support of broadband or combined narrowband and broadband Access Networks (ANs); Part 3 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TPP) (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 217-4

V interfaces at the digital Service Node (SN); Interfaces at the VB5.2 reference point for the support of broadband or combined narrowband and broadband Access Networks (ANs); Part 4 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 347

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); GPRS Tunnelling Protocol (GTP) across the Gn and Gp Interface (GSM 09.60 version 6.8.1 Release 1997) (V6.8.1e uitgave)

NBN EN 301 347

Digital cellular telecommunications system (Phase 2+); General Packet Radio Service (GPRS); GPRS Tunnelling Protocol (GTP) across the Gn and Gp Interface (GSM 09.60 version 7.5.1 Release 1998) (V7.5.1e uitgave)

NBN EN 301 390

Fixed Radio Systems; Point-to-point and Point-to-Multipoint Systems; Spurious emissions and receiver immunity at equipment/antenna port of Digital Fixed Radio Systems (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 423

Electromagnetic Compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); Harmonized Standard for the Terrestrial Flight Telecommunications System under article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 435-1

Terrestrial Trunked Radio (TETRA) Attachment requirements for TETRA terminal equipment - Part 1 : Civil access (V1.2.4e uitgave)

NBN EN 301 435-2

Terrestrial Trunked Radio (TETRA); Attachment requirements for TETRA terminal equipment - Part 2 : Emergency access (V1.2.4e uitgave)

NBN EN 301 451-2

Private Integrated Services Network (PISN); Cordless Terminal Mobility (CTM); Inter-exchange signalling protocol; Cordless terminal outgoing call additional network feature for the VPN "b" service entry point - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.3.1e uitgave)

NBN EN 301 452-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol; Call completion supplementary service for the VPN "b" service entry point - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.3.1e uitgave)

NBN EN 301 453-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol; Diversion supplementary services [ISO/IEC 13873 (1995) modified] - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 455-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol; Cordless Terminal Mobility (CTM); Incoming call additional network feature for the VPN "b" service entry point - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.3.1e uitgave)

NBN EN 301 464

Integrated Services Digital Network (ISDN); Signalling System No.7 (SS7); ISDN User Part (ISUP) version 4 interactions with the Intelligent Network Application Part (INAP) - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.1601 (1999), modified] (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 483-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signalling protocol; Advice of Charge (AoC) supplementary services [ISO/IEC 15049 (1997), modified] - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 489-12

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services - Part 12 : Specific conditions for Very Small Aperture Terminal, Satellite Interactive Earth Stations operated in the frequency ranges between 4 GHz and 30 GHz in the Fixed Satellite Service (FSS) (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 489-19

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services - Part 19 : Specific conditions for Receive Only Mobile Earth Stations (ROMES) operating in the 1,5 GHz band providing data communications (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 489-20

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services - Part 20 : Specific conditions for Mobile Earth Stations (MES) used in the Mobile Satellite Services (MSS) (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 489-22

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services - Part 22 : Specific conditions for ground based VHF aeronautical mobile and fixed radio equipment (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 490-1

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Call transfer supplementary service for the VPN "b" service entry point - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 490-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Call transfer supplementary service for the VPN "b" service entry point - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 491-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Call offer supplementary service - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 492-1

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Cordless terminal authentication supplementary services - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for the VPN "b" service entry point (V1.1.2e édition)

NBN EN 301 492-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Cordless terminal authentication supplementary services - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma for the VPN "b" service entry point (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 502

Harmonized EN for Global System for Mobile communications (GSM) (V8.0.1e édition)

NBN EN 301 511

Global System for Mobile communications (GSM); Harmonized standard for mobile stations in the GSM 900 and DCS 1800 bands covering essential requirements under article 3.2 of the R&TTE directive (1999/5/EC) (GSM 13.11 version 7.0.1 Release 1998) (V7.0.1e édition)

NBN EN 301 668-1

Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) extension - Part 1 : Protocol specification for Camel Phase 2 (V1.1.3e édition)

NBN EN 301 668-2

Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) extension - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (V1.1.3e édition)

NBN EN 301 681

Satellite Earth Stations and Systems (SES); Harmonized EN for Mobile Earth Stations (MESs) of Geostationary mobile satellite systems, including handheld earth stations, for Satellite Personal Communications Networks (S-PCN) in the 1,5/1,6 GHz bands under the Mobile Satellite Service (MSS) covering essential requirements under Article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.2.1e édition)

NBN EN 301 682

Satellite Personal Communications Networks (S-PCN); Network Control Facilities (NCF) for Mobile Earth Stations (MESs), including handheld earth stations, for S-PCN in the 1,5/1,6 GHz bands, providing voice and/or data communications under the Mobile Satellite Service (MSS) (V1.1.2e édition)

NBN EN 301 489-12

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services - Part 12 : Specific conditions for Very Small Aperture Terminal, Satellite Interactive Earth Stations operated in the frequency ranges between 4 GHz and 30 GHz in the Fixed Satellite Service (FSS) (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 489-19

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services - Part 19 : Specific conditions for Receive Only Mobile Earth Stations (ROMES) operating in the 1,5 GHz band providing data communications (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 489-20

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services - Part 20 : Specific conditions for Mobile Earth Stations (MES) used in the Mobile Satellite Services (MSS) (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 489-22

Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); ElectroMagnetic Compatibility (EMC) standard for radio equipment and services - Part 22 : Specific conditions for ground based VHF aeronautical mobile and fixed radio equipment (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 490-1

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Call transfer supplementary service for the VPN "b" service entry point - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 490-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Call transfer supplementary service for the VPN "b" service entry point - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 491-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Call offer supplementary service - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 492-1

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Cordless terminal authentication supplementary services - Part 1 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification for the VPN "b" service entry point (V1.1.2e uitgave)

NBN EN 301 492-2

Private Integrated Services Network (PISN); Inter-exchange signaling protocol; Cordless terminal authentication supplementary services - Part 2 : Abstract Test Suite (ATS) and partial Protocol Implementation eXtra Information for Testing (PIXIT) proforma for the VPN "b" service entry point (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 502

Harmonized EN for Global System for Mobile communications (GSM) (V8.0.1e uitgave)

NBN EN 301 511

Global System for Mobile communications (GSM); Harmonized standard for mobile stations in the GSM 900 and DCS 1800 bands covering essential requirements under article 3.2 of the R&TTE directive (1999/5/EC) (GSM 13.11 version 7.0.1 Release 1998) (V7.0.1e uitgave)

NBN EN 301 668-1

Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) extension - Part 1 : Protocol specification for Camel Phase 2 (V1.1.3e uitgave)

NBN EN 301 668-2

Intelligent Network Capability Set 1 (CS1) extension - Part 2 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma specification (V1.1.3e uitgave)

NBN EN 301 681

Satellite Earth Stations and Systems (SES); Harmonized EN for Mobile Earth Stations (MESs) of Geostationary mobile satellite systems, including handheld earth stations, for Satellite Personal Communications Networks (S-PCN) in the 1,5/1,6 GHz bands under the Mobile Satellite Service (MSS) covering essential requirements under Article 3.2 of the R&TTE Directive (V1.2.1e uitgave)

NBN EN 301 682

Satellite Personal Communications Networks (S-PCN); Network Control Facilities (NCF) for Mobile Earth Stations (MESs), including handheld earth stations, for S-PCN in the 1,5/1,6 GHz bands, providing voice and/or data communications under the Mobile Satellite Service (MSS) (V1.1.2e uitgave)

NBN EN 301 751

Fixed Radio Systems; Point-to-Point equipments and antennas; Generic harmonized standard for Point-to-Point digital fixed radio systems and antennas covering the essential requirements under article 3.2 of the 1999/5/EC Directive (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 790

Digital Video Broadcasting (DVB); Interaction channel for satellite distribution systems (V1.2.2e édition)

NBN EN 301 811-1-1

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the packet based convergence layer; Part 1 : Common part; Sub-part 1 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 811-1-2

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the packet based convergence layer; Part 1 : Common part; Sub-part 2 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 811-1-3

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the packet based convergence layer; Part 1 : Common part; Sub-part 3 : Abstract Test Suite (ATS) specification (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 813-1

Integrated Services Digital Network (ISDN) and Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Generic Addressing and Transport (GAT) protocol - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.860 (2000), modified] (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 814-1

ETSI endorsement of ATM inter-network interface (AINI) signalling specification - Part 1 : Protocol specification [ATM Forum Specification ATM Inter-Network Interface (AINI) F-CS-0125.000 (1999), modified] (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 815-1

Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol; Quality of Service Class and Parameters indication at call/connection establishment - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendations Q.2965.1 (1999) and Q.2965.2 (1999), modified] (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 823-1-1

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 1 : Basic data transport function; Sub-part 1 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma. (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 823-1-2

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 1 : Basic data transport function; Sub-part 2 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 823-1-3

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 1 : Basic data transport function; Sub-part 3 : Abstract Test Suite (ATS) specification (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 823-2-1

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 2 : Radio Link Control (RLC) sublayer; Sub-part 1 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 823-2-2

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 2 : Radio Link Control (RLC) sublayer; Sub-part 2 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e édition)

NBN EN 301 823-2-3

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 2 : Radio Link Control (RLC) sublayer; Sub-part 3 : Abstract Test Suite (ATS) specification (V1.1.1e édition)

2. Les normes dérivées des normes européennes (EN) sont en principe disponibles en anglais, en français et en allemand; les normes dérivées des normes internationales (ISO) sont en principe disponibles en anglais et en français.

3. Ces normes peuvent être obtenues contre paiement de leur prix à l'Institut belge de normalisation, avenue de la Brabançonne 29, 1000 Bruxelles.

4. Les normes :

NBN EN 455-2, 2e édition remplace NBN EN 455-2, 1e édition + NBN EN 455-2/A1, 1e édition

NBN EN 301 751

Fixed Radio Systems; Point-to-Point equipments and antennas; Generic harmonized standard for Point-to-Point digital fixed radio systems and antennas covering the essential requirements under article 3.2 of the 1999/5/EC Directive (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 790

Digital Video Broadcasting (DVB); Interaction channel for satellite distribution systems (V1.2.2e uitgave)

NBN EN 301 811-1-1

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the packet based convergence layer; Part 1 : Common part; Sub-part 1 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 811-1-2

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the packet based convergence layer; Part 1 : Common part; Sub-part 2 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 811-1-3

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the packet based convergence layer; Part 1 : Common part; Sub-part 3 : Abstract Test Suite (ATS) specification (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 813-1

Integrated Services Digital Network (ISDN) and Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Generic Addressing and Transport (GAT) protocol - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendation Q.860 (2000), modified] (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 814-1

ETSI endorsement of ATM inter-network interface (AINI) signalling specification - Part 1 : Protocol specification [ATM Forum Specification ATM Inter-Network Interface (AINI) F-CS-0125.000 (1999), modified] (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 815-1

Broadband Integrated Services Digital Network (B-ISDN); Digital Subscriber Signalling System No. two (DSS2) protocol; Quality of Service Class and Parameters indication at call/connection establishment - Part 1 : Protocol specification [ITU-T Recommendations Q.2965.1 (1999) and Q.2965.2 (1999), modified] (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 823-1-1

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 1 : Basic data transport function; Sub-part 1 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma. (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 823-1-2

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 1 : Basic data transport function; Sub-part 2 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 823-1-3

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 1 : Basic data transport function; Sub-part 3 : Abstract Test Suite (ATS) specification (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 823-2-1

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 2 : Radio Link Control (RLC) sublayer; Sub-part 1 : Protocol Implementation Conformance Statement (PICS) proforma (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 823-2-2

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 2 : Radio Link Control (RLC) sublayer; Sub-part 2 : Test Suite Structure and Test Purposes (TSS&TP) specification (V1.1.1e uitgave)

NBN EN 301 823-2-3

Broadband Radio Access Networks (BRAN); HIPERLAN Type 2; Conformance testing for the Data Link Control (DLC) protocol; Part 2 : Radio Link Control (RLC) sublayer; Sub-part 3 : Abstract Test Suite (ATS) specification (V1.1.1e uitgave)

2. De normen afgeleid van de Europese normen (EN) zijn in principe beschikbaar in het Engels, het Frans en het Duits; de normen afgeleid van de internationale normen (ISO) zijn in principe beschikbaar in het Engels en in het Frans.

3. Deze normen zijn verkrijgbaar bij het Belgisch instituut voor normalisatie, Brabançonnelaan 29, 1000 Brussel, tegen betaling van hun prijs.

4. De normen :

NBN EN 455-2, 2e uitgave vervangt NBN EN 455-2, 1e uitgave + NBN EN 455-2/A1, 1e uitgave

NBN EN 473, 2e édition remplace NBN EN 473,1e édition
 NBN EN 1615, 2e édition remplace NBN EN 1615,1e édition
 NBN EN 12158-1, 1e édition remplace NBN E 52-016, 1e édition + NBN E 52-101, 1e édition
 NBN EN 12158-2, 1e édition remplace NBN E 52-016, 1e édition + NBN EN 52-101, 1e édition
 NBN EN 12159, 1e édition remplace NBN E 52-016, 1e édition + NBN E 52-101, 1e édition
 NBN EN ISO 787-8, 2e édition remplace NBN EN ISO 787-8, 1e édition
 NBN EN ISO 1856, 4e édition remplace NBN EN ISO 1856,3e édition
 NBN EN ISO 4035, 1e édition remplace NBN EN 24035, 1e édition
 NBN EN ISO 4036, 1e édition remplace NBN EN 24036, 1e édition
 NBN EN ISO 8673, 1e édition remplace NBN EN 28673, 1e édition
 NBN EN ISO 8674, 1e édition remplace NBN EN 28674, 1e édition
 NBN EN ISO 8675, 1e édition remplace NBN EN 28675, 1e édition
 NBN EN ISO 8676, 1e édition remplace NBN EN 28676, 1e édition
 NBN EN ISO 8765, 2e édition remplace NBN EN 28765, 1e édition
 NBN EN ISO 13485, 2e édition remplace NBN EN 46001, 1e édition
 NBN EN ISO 13488, 3e édition remplace NBN EN 46002, 2e édition
 NBN EN 60044-1, 5e édition remplace NBN HD 553, 4e édition
 NBN EN 60076-1/A2, 12e édition remplace NBN EN 60076-1/A1, 1e édition
 NBN EN 60086-4, 2e édition remplace NBN EN 60086-4,1e édition
 NBN EN 60320-2-1, 4e édition remplace NBN C 61-320-201,3e édition

NBN EN 60335-2-34, 2e édition remplace NBN EN 60335-2-34, 1e édition
 NBN EN 60335-2-36, 3e édition remplace NBN EN 60335-2-36, 2e édition
 NBN EN 60335-2-37, 3e édition remplace NBN EN 60335-2-37, 2e édition
 NBN EN 60335-2-38, 3e édition remplace NBN EN 60335-2-38, 2e édition
 NBN EN 60335-2-39, 3e édition remplace NBN EN 60335-2-39, 2e édition
 NBN EN 60335-2-42, 3e édition remplace NBN EN 60335-2-42, 2e édition
 NBN EN 60335-2-47, 3e édition remplace NBN EN 60335-2-47, 2e édition
 NBN EN 60335-2-48, 3e édition remplace NBN EN 60335-2-48, 2e édition
 NBN EN 60335-2-49, 3e édition remplace NBN EN 60335-2-49, 2e édition
 NBN EN 60335-2-50, 3e édition remplace NBN EN 60335-2-50, 2e édition
 NBN EN 60335-2-64, 2e édition remplace NBN EN 60335-2-64, 1e édition
 NBN EN 60427, 2e édition remplace NBN EN 60427,1e édition
 NBN EN 60439-2, 3e édition remplace NBN EN 60439-2,2e édition
 NBN EN 60580, 2e édition remplace NBN HD 379 S1,1e édition
 NBN EN 60601-2-30, 2e édition remplace NBN EN 60601-2-30, 1e édition
 NBN EN 60669-2-1, 2e édition remplace NBN EN 60669-2-1, 1e édition
 NBN EN 60730-1/A9, 1e édition remplace NBN EN 60730-1/A5, 2e édition
 NBN EN 60825-2, 2e édition remplace NBN EN 60825, 1e édition
 NBN EN 60947-5-6, 2e édition remplace NBN EN 50277, 1e édition
 NBN EN 60974-7, 2e édition remplace NBN EN 50078, 1e édition + NBN EN 50192, 1e édition
 NBN EN 61779-1, 3e édition remplace NBN EN 50054, 2e édition
 NBN EN 61779-2, 3e édition remplace NBN EN 50055, 2e édition
 NBN EN 61779-3, 3e édition remplace NBN EN 50056, 2e édition
 NBN EN 61779-4, 3e édition remplace NBN EN 50057, 2e édition
 NBN EN 61779-5, 3e édition remplace NBN EN 50058, 2e édition

5. L'enregistrement des normes belges suivantes est annulé :

NBN C 52-105, 11e édition
 NBN EN 24014, 2e édition
 NBN E 52-016, 1e édition
 NBN E 52-101, 1e édition

NBN EN 473, 2e uitgave vervangt NBN EN 473,1e uitgave
 NBN EN 1615, 2e uitgave vervangt NBN EN 1615,1e uitgave
 NBN EN 12158-1, 1e uitgave vervangt NBN E 52-016, 1e uitgave + NBN E 52-101, 1e uitgave
 NBN EN 12158-2, 1e uitgave vervangt NBN E 52-016, 1e uitgave édition + NBN EN 52-101, 1e uitgave
 NBN EN 12159, 1e uitgave vervangt NBN E 52-016, 1e uitgave + NBN E 52-101, 1e uitgave
 NBN EN ISO 787-8, 2e uitgave vervangt NBN EN ISO 787-8, 1e uitgave
 NBN EN ISO 1856, 4e uitgave vervangt NBN EN ISO 1856,3e uitgave
 NBN EN ISO 4035, 1e uitgave vervangt NBN EN 24035, 1e uitgave
 NBN EN ISO 4036, 1e uitgave vervangt NBN EN 24036, 1e uitgave
 NBN EN ISO 8673, 1e uitgave vervangt NBN EN 28673, 1e uitgave
 NBN EN ISO 8674, 1e uitgave vervangt NBN EN 28674, 1e uitgave
 NBN EN ISO 8675, 1e uitgave vervangt NBN EN 28675, 1e uitgave
 NBN EN ISO 8676, 1e uitgave vervangt NBN EN 28676, 1e uitgave
 NBN EN ISO 8765, 2e uitgave vervangt NBN EN 28765, 1e uitgave
 NBN EN ISO 13485, 2e uitgave vervangt NBN EN 46001, 1e uitgave
 NBN EN ISO 13488, 3e uitgave vervangt NBN EN 46002, 2e uitgave
 NBN EN 60044-1, 5e uitgave vervangt NBN HD 553, 4e uitgave
 NBN EN 60076-1/A2, 12e uitgave vervangt NBN EN 60076-1/A1, 1e uitgave
 NBN EN 60086-4, 2e uitgave vervangt NBN EN 60086-4, 1e uitgave
 NBN EN 60320-2-1, 4e uitgave vervangt NBN C 61-320-201, 3e uitgave
 NBN EN 60335-2-34, 2e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-34, 1e uitgave
 NBN EN 60335-2-36, 3e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-36, 2e uitgave
 NBN EN 60335-2-37, 3e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-37, 2e uitgave
 NBN EN 60335-2-38, 3e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-38, 2e uitgave
 NBN EN 60335-2-39, 3e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-39, 2e uitgave
 NBN EN 60335-2-42, 3e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-42, 2e uitgave
 NBN EN 60335-2-47, 3e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-47, 2e uitgave
 NBN EN 60335-2-48, 3e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-48, 2e uitgave
 NBN EN 60335-2-49, 3e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-49, 2e uitgave
 NBN EN 60335-2-50, 3e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-50, 2e uitgave
 NBN EN 60335-2-64, 2e uitgave vervangt NBN EN 60335-2-64, 1e uitgave
 NBN EN 60427, 2e uitgave vervangt NBN EN 60427, 1e uitgave
 NBN EN 60439-2, 3e uitgave vervangt NBN EN 60439-2, 2e uitgave
 NBN EN 60580, 2e uitgave vervangt NBN HD 379 S1, 1e uitgave
 NBN EN 60601-2-30, 2e uitgave vervangt NBN EN 60601-2-30, 1e uitgave
 NBN EN 60669-2-1, 2e uitgave vervangt NBN EN 60669-2-1, 1e uitgave
 NBN EN 60730-1/A9, 1e uitgave vervangt NBN EN 60730-1/A5, 2e uitgave
 NBN EN 60825-2, 2e uitgave vervangt NBN EN 60825, 1e uitgave
 NBN EN 60947-5-6, 2e uitgave vervangt NBN EN 50277, 1e uitgave
 NBN EN 60974-7, 2e uitgave vervangt NBN EN 50078, 1e uitgave + NBN EN 50192, 1e uitgave
 NBN EN 61779-1, 3e uitgave vervangt NBN EN 50054, 2e uitgave
 NBN EN 61779-2, 3e uitgave vervangt NBN EN 50055, 2e uitgave
 NBN EN 61779-3, 3e uitgave vervangt NBN EN 50056, 2e uitgave
 NBN EN 61779-4, 3e uitgave vervangt NBN EN 50057, 2e uitgave
 NBN EN 61779-5, 3e uitgave vervangt NBN EN 50058, 2e uitgave

5. De registratie van de volgende Belgische normen wordt ingetrokken :

NBN C 52-105, 11e uitgave
 NBN EN 24014, 2e uitgave
 NBN E 52-016, 1e uitgave
 NBN E 52-101, 1e uitgave

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

[2001/14069]

28 MARS 2001. — Circulaire. — Marchés publics de travaux
Sélection qualitative des entrepreneurs (1)

La loi du 20 mars 1991 relative à l'agrément d'entrepreneurs de travaux prévoit **trois modes possibles de preuve** de la capacité des entrepreneurs. Qu'il soit belge ou étranger, un entrepreneur qui souhaite poser sa candidature ou remettre offre pour des travaux entrant dans le champ d'application de cette loi doit en effet présenter au pouvoir adjudicateur :

— **soit** la preuve de son agrément correspondant à la classe et à la catégorie ou sous-catégorie de travaux concernés;

— **soit** la preuve de son inscription sur une liste officielle d'entrepreneurs agréés dans un autre Etat, ainsi que les documents complémentaires éventuels : ces documents doivent **impérativement** être transmis par le pouvoir adjudicateur à la Commission d'agrément des entrepreneurs;

— **soit** un dossier dont il ressort que l'entrepreneur satisfait aux exigences de la classe et de la catégorie ou sous-catégorie d'agrément à prendre en considération; Ce dossier doit également être **impérativement** transmis par le pouvoir adjudicateur à la Commission d'agrément des entrepreneurs.

La procédure à suivre dans les deux derniers cas est réglée par l'article 3, § 1^{er}, 2°, et par l'article 6 de la loi du 20 mars 1991 (1) conjointement avec l'article 8 de l'arrêté royal du 26 septembre 1991 (2) : le pouvoir adjudicateur est **tenu** d'attendre la décision du ministre régional compétent concernant la capacité (c'est-à-dire la capacité financière et économique et la capacité technique) de tous les candidats sous-missionnaires qui ont transmis les documents requis avant que la décision d'attribution du marché soit prise.

La Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Notes

(1) **Loi du 20 mars 1991** organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux (*Moniteur belge* du 6 avril 1991), modifiée par la loi du 19 septembre 1994 (*Moniteur belge* du 8 mars 1996).

(2) **Arrêté royal du 26 septembre 1991** fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux (*Moniteur belge* du 18 octobre 1991).

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

[2001/14069]

28 MAART 2001. — Omzendbrief. — Overheidsopdrachten
voor aanneming van werken - Kwalitatieve selectie van de
aannemers (1)

De wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken voorziet **drie bewijsmogelijkheden** van de geschiktheid van de aannemers. Een aannemer, Belg of buitenlander, die zich kandidaat stelt of die een offerte wenst in te dienen voor werken die onder het toepassingsgebied van deze wet vallen, moet aan de aanbestedende overheid het volgende voorleggen :

— **ofwel** het bewijs van zijn erkenning in overeenstemming met de klasse en de categorie of ondercategorie van de betrokken werken;

— **ofwel** het bewijs van zijn inschrijving op een officiële lijst van aannemers erkend in een andere Staat, en de eventuele aanvullende documenten : de aanbestedende overheid is **verplicht** om die documenten aan de Commissie voor erkenning der aannemers over te maken;

— **ofwel** een dossier waaruit blijkt dat de aannemer voldoet aan de in aanmerking te nemen eisen van de klasse en de categorie of ondercategorie van de erkenning : dit dossier moet eveneens **verplicht** door de aanbestedende overheid aan de Commissie voor erkenning der aannemers overgemaakt worden.

De te volgen procedure in de laatste twee gevallen wordt geregeld door artikel 3, § 1, 2°, en artikel 6 van de wet van 20 maart 1991 (1) in samenhang met artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 september 1991 (2) : de aanbestedende overheid is **verplicht** om de beslissing van de bevoegde gewestminister omtrent de geschiktheid (m.a.w. de financiële en economische draagkracht en de technische bekwaamheid) van alle kandidaat-inschrijvers die de vereiste documenten hebben meegedeeld, af te wachten vooraleer de gunningsbeslissing mag genomen worden.

De Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

Nota's

(1) **Wet van 20 maart 1991** houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken (*Belgisch Staatsblad* van 6 april 1991), gewijzigd bij de wet van 19 september 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 8 maart 1996).

(2) **Koninklijk besluit van 26 september 1991** tot vaststelling van bepaalde toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken (*Belgisch Staatsblad* van 18 oktober 1991).

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[C - 2001/09292]

Journal officiel des Communautés européennes

Sommaire

L 85 24 mars 2001

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 571/2001 de la Commission du 23 mars 2001 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 572/2001 de la Commission du 23 mars 2001 relatif à l'ouverture d'une adjudication permanente pour la revente sur le marché intérieur d'environ 10 000 tonnes de riz détenues par l'organisme d'intervention français

Règlement (CE) n° 573/2001 de la Commission du 23 mars 2001 modifiant le règlement (CE) n° 169/2001 et portant à 50 000 tonnes l'adjudication permanente pour la revente sur le marché intérieur du riz détenu par l'organisme d'intervention italien

* Règlement (CE) n° 574/2001 de la Commission du 23 mars 2001 relatif à l'arrêt de la pêche du hareng par les navires battant pavillon de la Suède

* Règlement (CE) n° 575/2001 de la Commission du 23 mars 2001 dérogeant en ce qui concerne le gel des terres au règlement (CE) n° 2316/1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[C - 2001/09292]

Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen

Inhoud

L 85 24 maart 2001

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 571/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 572/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 betreffende de opening van een permanente openbare inschrijving voor de verkoop op de interne markt van ongeveer 10 000 ton rijst die in het bezit is van het Franse interventiebureau

Verordening (EG) nr. 573/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 169/2001 en houdende verhoging tot 50 000 ton, van de hoeveelheid rijst uit de Italiaanse interventievoorraden waarvoor een permanente inschrijving voor de verkoop op de interne markt gehouden wordt

* Verordening (EG) nr. 574/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 inzake de stopzetting van de visserij op haring door vaartuigen die de vlag van Zweden voeren

* Verordening (EG) nr. 575/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 tot afwijking, ten aanzien van de braaklegging, van Verordening (EG) nr. 2316/1999 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen

Règlement (CE) n° 576/2001 de la Commission du 23 mars 2001 fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2281/2000

Règlement (CE) n° 577/2001 de la Commission du 23 mars 2001 relatif aux offres déposées pour l'exportation de riz blanchi à grains moyens et longs A à destination de certains pays tiers de l'Europe dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2282/2000

Règlement (CE) n° 578/2001 de la Commission du 23 mars 2001 fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2283/2000

Règlement (CE) n° 579/2001 de la Commission du 23 mars 2001 fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains longs dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2284/2000

Règlement (CE) n° 580/2001 de la Commission du 23 mars 2001 relatif aux offres déposées pour l'expédition de riz décortiqué à grains longs à destination de l'île de la Réunion dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2285/2000

Règlement (CE) n° 581/2001 de la Commission du 23 mars 2001 prévoyant une nouvelle attribution de droits d'importation au titre du règlement (CE) n° 1081/1999 pour les taureaux, vaches et génisses, autres que ceux destinés à la boucherie, de certaines races alpines et de montagne

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

2001/235/CE :

* **Décision du Conseil du 8 mars 2001 concernant les principes, priorités, objectifs intermédiaires et conditions du partenariat pour l'adhésion de la République de Turquie**

2001/236/CE :

* **Décision n° 1/2001 du Conseil d'association UE-République de Lituanie du 25 janvier 2001 modifiant le protocole n° 3 de l'accord européen conclu avec la République de Lituanie relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative**

2001/237/CE :

* **Décision n° 2/2001 du Conseil d'association UE-République slovaque du 22 février 2001 modifiant le protocole n° 4 de l'accord européen conclu avec la République slovaque relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative**

Commission

2001/238/CE, Euratom :

* **Décision de la Commission du 21 mars 2001 portant nouvelle nomination des membres ainsi que des présidents et des vice-présidents des groupes d'experts assistant la Commission sur le contenu et l'orientation des actions clés dans le domaine de la recherche et du développement technologique (notifiée sous le numéro C(2001) 695) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

Rectificatifs

* **Rectificatif à la décision 2000/147/CE de la Commission du 8 février 2000 portant modalités d'application de la directive 89/106/CEE du Conseil en ce qui concerne la classification des caractéristiques de réaction au feu des produits de construction (JO L 50 du 23.2.2000)**

L 86

27 mars 2001

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 582/2001 de la Commission du 26 mars 2001 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 583/2001 de la Commission du 26 mars 2001 clôturant une adjudication relative à la fourniture de céréales au titre de l'aide alimentaire

* **Règlement (CE) n° 584/2001 de la Commission du 26 mars 2001 modifiant les règlements (CE) n° 1103/2000 et (CE) n° 1926/2000 prévoyant l'octroi de l'indemnité compensatoire aux organisations de producteurs pour les thons livrés à l'industrie de transformation durant les périodes allant du 1^{er} juillet au 30 septembre 1999 et du 1^{er} octobre au 31 décembre 1999**

Verordening (EG) nr. 576/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van rondkorrelige volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2281/2000

Verordening (EG) nr. 577/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 betreffende de offertes voor de uitvoer van halflangkorrelige en langkorrelige A volwitte rijst bestemd voor bepaalde derde landen in Europa, die zijn ingediend in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2282/2000

Verordening (EG) nr. 578/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van halflangkorrelige en langkorrelige A volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2283/2000

Verordening (EG) nr. 579/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van langkorrelige volwitte rijst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2284/2000

Verordening (EG) nr. 580/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 betreffende de offertes voor de verzending van langkorrelige gedopte rijst bestemd voor het eiland Réunion, die zijn ingediend in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2285/2000

Verordening (EG) nr. 581/2001 van de Commissie van 23 maart 2001 betreffende de nieuwe toewijzing, overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1081/1999, van de rechten op invoer van stieren, koeien en vaarzen, niet bestemd voor de slacht, van bepaalde berggrassen

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

2001/235/EG :

* **Besluit van de Raad van 8 maart 2001 inzake de principes, prioriteiten, tussentijdse doelstellingen en voorwaarden van het partnerschap voor de toetreding met de Republiek Turkije**

2001/236/EG :

* **Besluit nr. 1/2001 van de Associatieraad EU-Litouwen van 25 januari 2001 tot wijziging van Protocol nr. 3 van de Europaovereenkomst met Litouwen betreffende de definitie van het begrip "producten van oorsprong" en methoden van administratieve samenwerking**

2001/237/EG :

* **Besluit nr. 2/2001 van de Associatieraad EU-Slowakije van 22 februari 2001 tot wijziging van Protocol nr. 4 van de Europaovereenkomst met Slowakije betreffende de definitie van het begrip "producten van oorsprong" en methoden van administratieve samenwerking**

Commissie

2001/238/EG, Euratom :

* **Besluit van de Commissie van 21 maart 2001 tot aanstelling van de leden en de voorzitters en vice-voorzitters van de deskundigengroepen die de Commissie bijstaan bij het bepalen van de inhoud en de oriëntatie van de kernactiviteiten op het gebied van onderzoek en technologische ontwikkeling (kennisgeving geschied onder nummer C(2001) 695) (Voor de EER relevante tekst)**

L 86

27 maart 2001

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 582/2001 van de Commissie van 26 maart 2001 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 583/2001 van de Commissie van 26 maart 2001 tot beëindiging van een inschrijving voor de levering van granen in het kader van de voedselhulp

* **Verordening (EG) nr. 584/2001 van de Commissie van 26 maart 2001 tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 1103/2000 en (EG) nr. 1926/2000 betreffende de toekenning van de compenserende vergoeding aan de producentenorganisaties voor in de periode van 1 juli tot en met 30 september 1999, respectievelijk van 1 oktober tot en met 31 december 1999, aan de verwerkende industrie geleverde tonijn**

- * Règlement (CE) n° 585/2001 de la Commission du 26 mars 2001 prévoyant l'octroi de l'indemnité compensatoire aux organisations de producteurs pour les thons livrés à l'industrie de transformation durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2000
- * Règlement (CE) n° 586/2001 de la Commission du 26 mars 2001 relatif à l'application du règlement (CE) n° 1165/98 du Conseil sur les statistiques conjoncturelles en ce qui concerne la définition des grands regroupements industriels
- * Règlement (CE) n° 587/2001 de la Commission du 26 mars 2001 modifiant le règlement (CE) n° 2461/1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil en ce qui concerne l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières servant à la fabrication, dans la Communauté, de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine
- * Règlement (CE) n° 588/2001 de la Commission du 26 mars 2001 relatif à l'application du règlement (CE) n° 1165/98 du Conseil sur les statistiques conjoncturelles en ce qui concerne la définition des variables
- * Règlement (CE) n° 589/2001 de la Commission du 26 mars 2001 modifiant le règlement (CE) n° 2874/2000 concernant l'autorisation d'effectuer des transferts entre les limites quantitatives de produits textiles et d'habillement originaires de la République populaire de Chine
- * Règlement (CE) n° 590/2001 de la Commission du 26 mars 2001 dérogeant au ou modifiant le règlement (CE) n° 562/2000 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'achat à l'intervention publique dans le secteur de la viande bovine

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité
Commission

2001/239/CE :

- * Décision de la Commission du 26 mars 2001 modifiant pour la troisième fois la décision 2001/172/CE relative à certaines mesures de protection contre la fièvre aphteuse au Royaume-Uni (*notifiée sous le numéro C(2001) 981*) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

2001/240/CE :

- * Décision de la Commission du 26 mars 2001 modifiant la décision 2001/208/CE relative à certaines mesures de protection contre la fièvre aphteuse en France (*notifiée sous le numéro C(2001) 983*) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

L 87

27 mars 2001

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

...

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité
Documents joints au budget général pour l'Union européenne

2001/438/CE :

- * Etat des recettes et des dépenses de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments pour l'exercice 2001

L 88

28 mars 2001

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- * Règlement (CE) n° 591/2001 du Conseil du 19 mars 2001 portant reconduction en 2001 des mesures prévues au règlement (CE) n° 1416/95 établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires en 1995 pour certains produits agricoles transformés, en ce qui concerne les produits originaires de Norvège (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Règlement (CE) n° 592/2001 de la Commission du 27 mars 2001 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

- * Règlement (CE) n° 593/2001 de la Commission du 27 mars 2001 modifiant le règlement (CE) n° 528/1999 arrêtant les mesures visant à l'amélioration de la qualité de la production oléicole

- * Règlement (CE) n° 594/2001 de la Commission du 27 mars 2001 modifiant le règlement (CE) n° 1374/98 portant modalités d'application du régime d'importation et portant ouverture de contingents tarifaires dans le secteur du lait et des produits laitiers

- * Verordening (EG) nr. 585/2001 van de Commissie van 26 maart 2001 betreffende de toekenning van de compenserende vergoeding aan de producentenorganisaties voor in de periode van 1 januari tot en met 31 maart 2000 aan de verwerkende industrie geleverde tonijn
- * Verordening (EG) nr. 586/2001 van de Commissie van 26 maart 2001 tot uitvoering van Verordening (EG) nr. 1165/98 van de Raad inzake kortetermijnstatistieken, wat de definitie van belangrijke industrie-groepen (BIG's) betreft
- * Verordening (EG) nr. 587/2001 van de Commissie van 26 maart 2001 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2461/1999 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad wat het gebruik betreft van uit productie genomen grond voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging, in de Gemeenschap, van niet specifiek voor voeding of voor vervoeding bestemde producten
- * Verordening (EG) nr. 588/2001 van de Commissie van 26 maart 2001 tot uitvoering van Verordening (EG) nr. 1165/98 van de Raad inzake kortetermijnstatistieken, wat de definitie van variabelen betreft

* Verordening (EG) nr. 589/2001 van de Commissie van 26 maart 2001 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2874/2000 waarbij machtiging wordt verleend tot de overdracht van bepaalde hoeveelheden tussen de kwantitatieve maxima voor textiel- en kledingproducten van oorsprong uit de Volksrepubliek China

- * Verordening (EG) nr. 590/2001 van de Commissie van 26 maart 2001 houdende afwijking en wijziging van Verordening (EG) nr. 562/2000 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad wat de openbare interventieaankoop in de sector rundvlees betreft

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing
Commissie

2001/239/EG :

- * Beschikking van de Commissie van 26 maart 2001 houdende derde wijziging van Beschikking 2001/172/EG tot vaststelling van beschermende maatregelen in verband met mond- en klauwzeer in het Verenigd Koninkrijk (*kennisgeving geschied onder nummer C(2001) 981*) (Voor de EER relevante tekst)

2001/240/EG :

- * Beschikking van de Commissie van 26 maart 2001 houdende wijziging van Beschikking 2001/208/EG tot vaststelling van beschermende maatregelen in verband met mond- en klauwzeer in Frankrijk (*kennisgeving geschied onder nummer C(2001) 983*) (Voor de EER relevante tekst)

L 87

27 maart 2001

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

...

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing
Bij de algemene begroting van de Europese Unie gevoegde documenten

2001/438/EG :

- * Staat van ontvangsten en uitgaven van het Europees Bureau voor de geneesmiddelenbeoordeling voor het begrotingsjaar 2001

L 88

28 maart 2001

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

- * Verordening (EG) nr. 591/2001 van de Raad van 19 maart 2001 tot verlenging voor 2001, ten aanzien van bepaalde verwerkte landbouwproducten van oorsprong uit Noorwegen, van de maatregelen bedoeld in Verordening (EG) nr. 1416/95 houdende vaststelling van bepaalde concessies in de vorm van communautaire tariefcontingenten in 1995 (Voor de EER relevante tekst)

Verordening (EG) nr. 592/2001 van de Commissie van 27 maart 2001 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

- * Verordening (EG) nr. 593/2001 van de Commissie van 27 maart 2001 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 528/1999 tot vaststelling van de maatregelen om de kwaliteit van de olijfolieproductie te verbeteren

- * Verordening (EG) nr. 594/2001 van de Commissie van 27 maart 2001 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1374/98 houdende uitvoeringsbepalingen van de invoerregeling en houdende opening van tariefcontingenten in de sector melk en zuivelproducten

* Règlement (CE) n° 595/2001 de la Commission du 27 mars 2001 dérogeant au règlement (CE) n° 174/1999 établissant les modalités particulières d'application du règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil en ce qui concerne les certificats d'exportation et des restitutions à l'exportation dans le secteur du lait et des produits laitiers

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

2001/241/CE :

* Décision n° 1/2001 du Conseil d'association UE-Slovénie du 7 mars 2001 portant adoption des conditions et modalités de participation de la République de Slovénie à l'instrument financier pour l'environnement (Life)

2001/242/CE :

* Décision du Conseil du 19 mars 2001 autorisant la République d'Autriche à appliquer une mesure dérogatoire à l'article 11 de la sixième directive 77/388/CEE en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires

2001/243/CE :

* Décision du Conseil du 19 mars 2001 modifiant l'article 1^{er} de la décision 1999/81/CE autorisant le Royaume d'Espagne à appliquer une mesure dérogatoire aux articles 2 et 28bis, paragraphe 1, de la sixième directive 77/388/CEE en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires

2001/244/CE :

* Décision du Conseil du 19 mars 2001 modifiant l'article 1^{er} de la décision 1999/80/CE autorisant la République italienne à appliquer une mesure dérogatoire aux articles 2 et 10 de la sixième directive 77/388/CEE en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires

Commission

2001/245/CE :

* Décision de la Commission du 22 mars 2001 concernant la non-inclusion du zinèbe dans l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil et le retrait des autorisations accordées aux produits phytopharmaceutiques contenant cette substance active [notifiée sous le numéro C(2001) 749] (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

2001/246/CE :

* Décision de la Commission du 27 mars 2001 établissant les conditions relatives à la lutte contre la fièvre aphteuse et à son éradication aux Pays-Bas en application de l'article 13 de la directive 85/511/CEE (notifiée sous le numéro C(2001) 1018) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Rectificatifs

* Rectificatif au règlement (CE) n° 2802/2000 du Conseil du 14 décembre 2000 modifiant le règlement (CE) n° 2505/96 portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits agricoles et industriels (JO L 331 du 27.12.2000)

L 89

29 mars 2001

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 596/2001 de la Commission du 28 mars 2001 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 597/2001 de la Commission du 28 mars 2001 fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la trente-troisième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1531/2000

Règlement (CE) n° 598/2001 de la Commission du 28 mars 2001 fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre

Règlement (CE) n° 599/2001 de la Commission du 28 mars 2001 modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

* Règlement (CE) n° 600/2001 de la Commission du 27 mars 2001 établissant des valeurs unitaires pour la détermination de la valeur en douane de certaines marchandises périssables

* Règlement (CE) n° 601/2001 de la Commission du 28 mars 2001 fixant les quantités de seuil de garantie autorisées à être transférées vers un autre groupe de variétés pour la récolte 2001 dans le secteur du tabac brut

* Verordening (EG) nr. 595/2001 van de Commissie van 27 maart 2001 houdende afwijking van Verordening (EG) nr. 174/1999 tot vaststelling van de specifieke uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 804/68 van de Raad inzake de uitvoercertificaten en de uitvoerrestituties in de sector melk en zuivelproducten

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

2001/241/EG :

* Besluit nr. 1/2001 van de Associatieraad EU-Slovenië van 7 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor de deelname van de Republiek Slovenië aan het financieringsinstrument van de Gemeenschap voor het milieu (Life)

2001/242/EG :

* Beschikking van de Raad van 19 maart 2001 houdende machtiging van de Republiek Oostenrijk tot het toepassen van een maatregel die afwijkt van artikel 11 van de Zesde Richtlijn 77/388/EEG betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der lidstaten inzake omzetbelasting

2001/243/EG :

* Beschikking van de Raad van 19 maart 2001 tot wijziging van Beschikking 1999/81/EG waarbij het Koninkrijk Spanje gemachtigd wordt tot toepassing van een maatregel die afwijkt van artikel 2 en artikel 28bis, lid 1, van de Zesde Richtlijn 77/388/EEG betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der lidstaten inzake omzetbelasting

2001/244/EG :

* Beschikking van de Raad van 19 maart 2001 tot wijziging van Beschikking 1999/80/EG waarbij de Italiaanse Republiek gemachtigd wordt tot toepassing van een maatregel die afwijkt van de artikelen 2 en 10 van de Zesde Richtlijn 77/388/EEG betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der lidstaten inzake omzetbelasting

Commissie

2001/245/EG :

* Beschikking van de Commissie van 22 maart 2001 betreffende de niet-opneming van zineb in bijlage I bij Richtlijn 91/414/EEG van de Raad en de intrekking van de toelating voor gewasbeschermingsmiddelen die deze werkzame stof bevatten (*kennisgeving geschied onder nummer C(2001) 749*) (Voor de EER relevante tekst)

2001/246/EG :

* Beschikking van de Commissie van 27 maart 2001 houdende vaststelling van voorschriften voor de bestrijding en de uitroeiing van mond- en klauwzeer in Nederland op grond van artikel 13 van Richtlijn 85/511/EEG (*kennisgeving geschied onder nummer C(2001) 1018*) (Voor de EER relevante tekst)

Rectificaties

* Rectificatie van Verordening (EG) nr. 2802/2000 van de Raad van 14 december 2000 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2505/96 betreffende de opening en de wijze van beheer van autonome communautaire tariefcontingenten voor bepaalde landbouw- en industrieproducten (PB L 331 van 27.12.2000)

L 89

29 maart 2001

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 596/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 597/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 tot vaststelling van het maximumbedrag van de restitutie bij uitvoer van witte suiker voor de 33e deelinschrijving in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1531/2000

Verordening (EG) nr. 598/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 tot vaststelling, voor de sector suiker, van de representatieve prijzen en de bedragen van de aanvullende invoerrechten voor melasse

Verordening (EG) nr. 599/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 tot wijziging van de restituties bij uitvoer van witte en ruwe suiker in onveranderde vorm

* Verordening (EG) nr. 600/2001 van de Commissie van 27 maart 2001 houdende vaststelling van eenheidswaarden voor de bepaling van de douanewaarde van bepaalde aan bederf onderhevige goederen

* Verordening (EG) nr. 601/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 tot vaststelling, voor het oogstjaar 2001, van de garantiedrempelhoeveelheden die in de sector ruwe tabak naar een andere soortengroep mogen worden overgedragen

- * Règlement (CE) n° 602/2001 de la Commission du 28 mars 2001 modifiant le règlement (CE) n° 1501/95 en ce qui concerne les conditions de paiement de la restitution pour l'exportation de produits relevant des codes NC 100190, 1101, 1102 et ex2302
- * Règlement (CE) n° 603/2001 de la Commission du 28 mars 2001 portant adaptation des quantités globales visées à l'article 3 du règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers

Règlement (CE) n° 604/2001 de la Commission du 28 mars 2001 fixant les droits à l'importation dans le secteur du riz

Règlement (CE) n° 605/2001 de la Commission du 28 mars 2001 modifiant les droits à l'importation dans le secteur des céréales

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

2001/247/CE :

- * **Décision de la Commission du 29 novembre 2000 relative au régime d'aide appliqué par l'Espagne en faveur de la compagnie maritime Ferries Golfo de Vizcaya (notifiée sous le numéro C(2000) 3931)** (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN

Autorité de surveillance AELE

- * **Décision de l'Autorité de surveillance de l'AELE n° 380/00/COL du 18 décembre 2000 concernant la loi relative aux remboursements temporaires concernant le tournage de films en Islande (loi n° 43/1999) (Islande)**

L 90

30 mars 2001

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 607/2001 de la Commission du 29 mars 2001 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

- * **Règlement (CE) n° 608/2001 de la Commission du 29 mars 2001 relatif à l'arrêt de la pêche de la crevette nordique par les navires battant pavillon de la Suède**

- * **Règlement (CE) n° 609/2001 de la Commission du 28 mars 2001 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil en ce qui concerne les programmes opérationnels, les fonds opérationnels et l'aide financière communautaire et abrogeant le règlement (CE) n° 411/97**

- * **Règlement (CE) n° 610/2001 de la Commission du 29 mars 2001 modifiant le règlement (CE) n° 708/98 relatif à la prise en charge du riz paddy par les organismes d'intervention et fixant les montants correcteurs ainsi que les bonifications et les réfections à appliquer**

Règlement (CE) n° 611/2001 de la Commission du 29 mars 2001 modifiant les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation pour certains produits du secteur du sucre

Règlement (CE) n° 612/2001 de la Commission du 29 mars 2001 concernant la délivrance de certificats d'exportation du système B dans le secteur des fruits et légumes

Règlement (CE) n° 613/2001 de la Commission du 29 mars 2001 concernant la délivrance de certificats d'importation pour les aulx originaires de Chine

Règlement (CE) n° 614/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant les restitutions applicables à l'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz

Règlement (CE) n° 615/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant les restitutions à l'exportation des aliments composés à base de céréales pour les animaux

Règlement (CE) n° 616/2001 de la Commission du 29 mars 2001 portant fixation des restitutions à la production dans les secteurs des céréales et du riz

Règlement (CE) n° 617/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant la restitution maximale à l'exportation de blé tendre dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1701/2000

- * **Verordening (EG) nr. 602/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 1501/95 wat betreft de voorwaarden voor de betaling van de uitvoerrestitutie voor producten van de GN-codes 100190, 1101, 1102 en ex2302**

- * **Verordening (EG) nr. 603/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 houdende aanpassing van de totale hoeveelheden als bedoeld in artikel 3 van Verordening (EEG) nr. 3950/92 van de Raad tot instelling van een extra heffing in de sector melk en zuivelproducten**

Verordening (EG) nr. 604/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 tot vaststelling van de invoerrechten in de sector rijst

Verordening (EG) nr. 605/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 tot wijziging van de invoerrechten in de sector granen

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Commissie

2001/247/EG :

- * **Beschikking van de Commissie van 29 november 2000 betreffende de door Spanje ten uitvoer gelegde steunmaatregel ten gunste van de scheepvaartmaatschappij Ferries Golfo de Vizcaya (kennisgeving geschied onder nummer C(2000) 3931)** (Voor de EER relevante tekst)

EUROPESE ECONOMISCHE RUIMTE

Toezichhoudende Autoriteit van de EVA

- * **Beschikking van de Toezichhoudende Autoriteit van de EVA nr. 380/00/COL van 18 december 2000 inzake wet betreffende de tijdelijke vergoeding met betrekking tot de filmproductie in IJsland (Wet nr. 43/1999) (IJsland)**

L 90

30 maart 2001

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 607/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

- * **Verordening (EG) nr. 608/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 inzake de stopzetting van de visserij op Noorse garnalen door vaartuigen die de vlag van Zweden voeren**

- * **Verordening (EG) nr. 609/2001 van de Commissie van 28 maart 2001 tot vaststelling van toepassingsbepalingen van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad voor wat de operationele programma's, de actiefondsen en de toekenning van communautaire financiële steun betreft, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 411/97**

- * **Verordening (EG) nr. 610/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 708/98 betreffende de overname van padie door de interventiebureaus en houdende vaststelling van de toe te passen correctiebedragen, toeslagen en kortingen**

Verordening (EG) nr. 611/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot wijziging van de representatieve prijzen en de aanvullende invoerrechten voor bepaalde producten uit de sector suiker

Verordening (EG) nr. 612/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 betreffende de afgifte van uitvoercertificaten van het B-stelsel in de sector groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 613/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 betreffende de afgifte van invoercertificaten voor knoflook van oorsprong uit China

Verordening (EG) nr. 614/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer van op basis van granen en rijst verwerkte producten

Verordening (EG) nr. 615/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer voor mengvoeders op basis van granen

Verordening (EG) nr. 616/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van de restituties bij de productie in de sectoren granen en rijst

Verordening (EG) nr. 617/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van zachte tarwe in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1701/2000

Règlement (CE) n° 618/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant la restitution maximale à l'exportation de blé tendre dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2014/2000

Règlement (CE) n° 619/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant la restitution maximale à l'exportation d'orge dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2317/2000

Règlement (CE) n° 620/2001 de la Commission du 29 mars 2001 relatif aux offres communiquées pour l'exportation de seigle dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1740/2000

Règlement (CE) n° 621/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant la restitution maximale à l'exportation d'avoine dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2097/2000

Règlement (CE) n° 622/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle

Règlement (CE) n° 623/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant le correctif applicable à la restitution pour les céréales

Règlement (CE) n° 624/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant le correctif applicable à la restitution pour le malt

Règlement (CE) n° 625/2001 de la Commission du 29 mars 2001 fixant les taux des restitutions applicables à certains produits des secteurs des céréales et du riz exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe I du traité

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

2001/248/CE :

* **Décision du Conseil du 19 mars 2001 concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part**

Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part

Déclarations communes

Déclaration interprétative commune concernant l'article 23

Information relative à la date d'entrée en vigueur de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part

Commission

2001/249/CE :

* **Décision de la Commission du 26 mars 2001 fixant le montant maximal de l'aide octroyée au stockage privé de l'huile d'olive dans le cadre de la première adjudication partielle prévue par le règlement (CE) n° 327/2001 (notifiée sous le numéro C(2001) 823)**

2001/250/CE :

* **Décision de la Commission du 29 mars 2001 modifiant pour la deuxième fois la décision 2001/208/CE relative à certaines mesures de protection contre la fièvre aphteuse en France (notifiée sous le numéro C(2001) 1031) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

Verordening (EG) nr. 618/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van zachte tarwe in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2014/2000

Verordening (EG) nr. 619/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van gerst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2317/2000

Verordening (EG) nr. 620/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 betreffende de offertes voor de uitvoer van rogge die zijn meegegeed in het kader van de openbare inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1740/2000

Verordening (EG) nr. 621/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van haver in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2097/2000

Verordening (EG) nr. 622/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer voor granen en meel, gries en griesmeel van tarwe of van rogge

Verordening (EG) nr. 623/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van het op de restitutie voor granen toe te passen correctiebedrag

Verordening (EG) nr. 624/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 tot vaststelling van het op de restitutie voor mout toe te passen correctiebedrag

Verordening (EG) nr. 625/2001 van de Commissie van 29 maart 2001 houdende vaststelling van de restituties die worden toegepast voor bepaalde producten van de sector granen en de sector rijst, uitgevoerd in de vorm van niet in bijlage I bij het Verdrag vermelde goederen

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

2001/248/EG :

* **Besluit van de Raad van 19 maart 2001 houdende goedkeuring van de kaderovereenkomst voor handel en samenwerking tussen de Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds**

Kaderovereenkomst inzake handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds

Gemeenschappelijke verklaringen

Gemeenschappelijke interpretatieve verklaring betreffende artikel 23

Informatie betreffende de datum van inwerkingtreding van de kaderovereenkomst voor handel en samenwerking tussen de Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds

Commissie

2001/249/EG :

* **Beschikking van de Commissie van 26 maart 2001 tot vaststelling van het maximumsteunbedrag voor de particuliere opslag van olijfolie in het kader van de eerste deelinschrijving op grond van Verordening (EG) nr. 327/2001 (kennisgeving geschied onder nummer C(2001) 823)**

2001/250/EG :

* **Beschikking van de Commissie van 29 maart 2001 houdende tweede wijziging van Beschikking 2001/208/EG tot vaststelling van beschermende maatregelen in verband met mond- en klauwzeer in Frankrijk (kennisgeving geschied onder nummer C(2001) 1031) (Voor de EER relevante tekst)**

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[2001/12190]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un conseiller social effectif au titre d'employeur à la cour du travail de Liège en remplacement de M. Pol Copette

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[2001/12190]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend raadshoer in sociale zaken als werkgever bij het arbeidshof van Luik ter vervanging van de heer Pol Copette

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

—
**Institut d'Enseignement de Promotion sociale
de la Communauté française à Uccle (matricule 2.003.005)
Etablissement d'enseignement supérieur de promotion sociale**
—

Epreuve intégrée de la section « Gradué géomètre-expert immobilier » à l'issue de laquelle est délivré le « diplôme de gradué géomètre-expert immobilier ». Sessions organisées en 2001.

L'Institut d'Enseignement de Promotion sociale de la Communauté française à Uccle, situé rue Gatti de Gamond 95, à 1180 Bruxelles, tél. 02-332 11 66, annonce l'ouverture de la première session le 15 juin 2001 et l'ouverture de la seconde session le 15 septembre 2001.

La présentation orale et la défense de l'épreuve intégrée susmentionnée se dérouleront devant le jury constitué à cet effet conformément :

à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1999, modifiant l'arrêté royal du 18 mai 1936 concernant les dispositions relatives à l'exercice de la profession de géomètre-expert immobilier;

au décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1993, fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993, portant règlement général des études de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1;

aux dossiers pédagogiques approuvés par le Gouvernement de la Communauté française le 19 juin 1995 : « section gradué géomètre-expert immobilier » (code 715810S32D1) et « épreuve intégrée : gradué géomètre-expert immobilier » (code 715810U32D1).

L'inscription est adressée par envoi recommandé avec accusé de réception trente jours avant la date d'ouverture précisée ci-avant aussi bien pour la première que pour la seconde session auprès du secrétariat de l'établissement où un dossier sera constitué en vue de permettre au Conseil des études d'apprécier les conditions d'admission du candidat en tant qu'étudiant régulier, conformément aux articles 52 et 53 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Le candidat y prendra connaissance du règlement d'ordre intérieur.

Il pourra éventuellement y obtenir le programme et l'énoncé des capacités terminales des unités constitutives de la section ainsi que les critères sur lesquels le jury fondera son appréciation.

Au récipiendaire accepté en tant qu'étudiant régulier par le Conseil des études, il sera réclaté un droit d'inscription, en référence à l'article 12 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. (19269)

UNIVERSITEIT GENT

—
Bij de Faculteit rechtsgeleerdheid is volgend mandaat te begeven : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van drie jaar die hernieuwbaar is.

RE02V

Een betrekking van deeltijds doctor-assistent (20 %) bij de vakgroep Grondslagen en geschiedenis van het recht (tel. 09-264 68 07).

Profiel van de kandidaat :

diploma van doctor in de rechten of van doctor in de geschiedenis of van doctor in de taal- en letterkunde : Latijn en Grieks;

een proefschrift over een rechtshistorisch of Romeinsrechtelijk onderwerp;

publicaties in wetenschappelijke tijdschriften die een ruime verspreiding kennen;

mededelingen of voordrachten op wetenschappelijke conferenties strekken tot aanbeveling;

uitgesproken interesse voor studentenbegeleiding in de academische of voortgezette academische opleidingen.

Inhoud van de functie :

medewerking aan het onderwijs van de vakgroep;

wetenschappelijk onderzoek.

Indiensttreding : m.i.v. 1 oktober 2001.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereist diploma moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 20 april 2001. (19272)

UNIVERSITE DE LIEGE

—
Faculté des sciences

Mlle Anabelle Lejeune, licenciée en biochimie, présentera le vendredi 27 avril 2001, à 16 heures, à l'auditoire 202, bâtiment des petits amphithéâtres, Institut de Chimie, bâtiment B7b, au Sart Tilman, l'examen en vue de l'obtention du grade académique de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée : « Etude du folding des β -lactamases de classe A ». (19273)

—
FACULTES UNIVERSITAIRES NOTRE-DAME DE LA PAIX
NAMUR

—
Faculté des sciences

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en sciences de Mme Geneviève Salmon, licenciée en sciences pour le groupe des sciences mathématiques, aura lieu le vendredi 27 avril 2001, à 15 heures, dans la salle de conférences du département de mathématique à la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion, Rempart de la Vierge 8, à Namur.

Mme Geneviève Salmon, née à Huy le 12 avril 1971, domiciliée à Hannut, rue du Centenaire 19A, présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Perturbed Auxiliary Problem Methods to Solve Generalized Variational Inequalities ». (19268)

L'épreuve publique pour l'obtention du grade académique de docteur en sciences de M. Patrick Lentz, licencié en sciences (groupe des sciences chimiques), aura lieu le mardi 24 avril 2001, à 10 heures, dans l'auditoire CH.2. de la Faculté des sciences, rue Grafé 2, à Namur.

M. Patrick Lentz, né à Verviers le 22 juillet 1972, domicilié à Battice, rue Maison du Bois 31, présentera et défendra publiquement une dissertation originale intitulée : « Caractérisation de solides microporeux par Résonance magnétique nucléaire. » (19274)

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

Faculté des sciences

M. Bazabakana, Romain (grade académique) défendra publiquement le vendredi 27 avril 2001, à 17 heures, au Jardin expérimental Jean Massart, bâtiment A, sis chaussée de Wavre 1850, à 1160 Bruxelles, une thèse de doctorat intitulée : « Contribution à l'étude de l'effet de l'acide jasmonique exogène sur la tubérisation, la dormance et la germination des microtubercules chez *Dioscorea alata* L. (Dioscoreaceae). » (19275)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

All Dion, société anonyme,
chaussée de Huy 47, 1325 Chaumont-Gistoux

R.C. Nivelles 23189 — T.V.A. 405.718.435

Convocation à une assemblée générale extraordinaire

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le lundi 17 avril 2001, à 18 heures, en l'étude du notaire Proesmans, avenue de la Faculté d'Agronomie 9, à Gembloux.

Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration en application de l'article 633 Code Soc., contenant des propositions de poursuite des activités. 2. En vue de la poursuite des activités : 2.1. Augmentation du capital par incorporation des réserves. 2.2. Réduction du capital en apurement partiel d'une perte. 3. Conversion du capital en euro. 4. Augmentation du capital par apport en espèces. 4.1. Suppression du droit de souscription préférentielle - rapports du conseil d'administration et de l'expert-comptable externe établis en application de l'article 596 Code Soc. 4.2. Emission des actions nouvelles en-dessous du pair comptable - rapports du conseil d'administration et de l'expert-comptable externe établis en application de l'article 582 Code Soc. 5. Modalités de la souscription. 6. Modifications statutaires diverses en vue de mettre les statuts en concordance avec le Code des Sociétés. 7. Démission des administrateurs - Décharge. 8. Nominations d'administrateurs. 9. Mandat à conférer à deux administrateurs en vue de faire constater la réalisation de l'augmentation de capital en espèces et de faire acter la coordination des statuts. (8249)

Société liégeoise de Construction Solico, société anonyme,
boulevard d'Avroy 19, 4000 Liège

R.C. Liège 77241 — T.V.A. 404.237.107

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu au siège social, le 17 avril 2001, à 15 heures. — Ordre du jour : rapports du conseil d'administration et commissaire-réviseur. Approbation du bilan et compte de résultats au 31 décembre 2000. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. Nominations statutaires. Divers. Dépôt des titres cinq jours avant la date fixée, au siège social. (8250)

« Melsteen », société anonyme,
avenue de Fré 263, bte 1, 1180 Bruxelles

R.C. Bruxelles 501921

L'assemblée générale annuelle se tiendra au siège social, le 18 avril 2001, à 16 heures. — Ordre du jour : rapport de gestion. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. Décharge aux administrateurs. Réélection statutaire. Divers. (8251)

Sobelair, société anonyme

Siège social : avenue E. Mounier 2, 1200 Bruxelles

R.C. Bruxelles 196804 — T.V.A. 405.771.982

Mmes et MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra le mercredi 18 avril 2001, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Rapport de contrôle du commissaire-réviseur.
3. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2000.
4. Application de l'article 556 du Code des sociétés.
5. Décharge aux administrateurs.
6. Décharge au commissaire-réviseur.
7. Nominations statutaires.

Dépôt des titres : au siège social ou à la Banque Fortis, ou à ses succursales et agences au plus tard le 11 avril 2001. (8252)

Sobelair, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : E. Mounierlaan 2, 1200 Brussel

H.R. Brussel 196804 — BTW 405.771.982

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op woensdag 18 april 2001, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Beheerverslag van de raad van bestuur.
2. Controleverslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 2000.
4. Toepassing van artikel 556 van het Wetboek van de vennootschappen.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Kwijting aan de commissaris-revisor.
7. Statutaire benoemingen.

Neerlegging van de aandelen : op de maatschappelijke zetel of bij de Fortis Bank en haar agentschappen, ten laatste op 11 april 2001. (8252)

Visé Pneu, société anonyme,
rue de Jupille 119, 4600 Visé

R.C. Liège 83651 — T.V.A. 403.929.576

Convocation pour l'assemblée générale extraordinaire du 17 avril 2001

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 17 avril 2001, à 10 h 30 m, en l'étude de Me Alain Corne, notaire à Verviers, avec à l'ordre du jour les points suivants :

1. Augmentation du capital social à concurrence de F 501 074 par incorporation des réserves disponibles, sans création d'actions nouvelles.

Modification corrélative de l'article 5 des statuts.

2. Conversion du capital en euro et modification corrélative de l'article 5 des statuts.

3. Modifications des statuts pour les adapter aux dernières modifications apportées à la législation applicable aux sociétés commerciales. Modifications des articles 1^{er}, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19 et 24 des statuts.

4. Suite à la loi contenant le Code des sociétés, remplacement de tous les renvois effectués dans les statuts aux articles des L.C.S.C. par des renvois à la législation applicable aux sociétés commerciales.

5. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre et au notaire instrumentant pour établir la coordination des statuts.

(8253)

Le conseil d'administration.

**A. Prevost, société anonyme,
Houtweg 7, 1130 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 187544 — T.V.A. 401.912.372

Assemblée générale ordinaire le mardi 17 avril 2001 à 11 h 30 m au siège social.

Ordre du jour :

1. Approbation du bilan et compte de résultats au 31 décembre 2000.
2. Affectation à donner aux résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Renouvellement des mandats.
5. Divers. (8254)

**Société agricole et forestière de Tavier, société anonyme,
rue Louvrex 83, à 4000 Liège**

Assemblée générale ordinaire le 17 avril 2001, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport des administrateurs et commissaire. Approbation du bilan et compte de résultats. Décharge aux administrateurs et commissaire. Divers. Dépôt des titres au siège social. (8255)

**Immona,
société civile sous forme de société anonyme,
rue Arthur Warocqué 28, 7100 La Louvière**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Mons, n° 132

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social le 18 avril 2001, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (8256)

**Soffiliam, société anonyme,
boulevard Piercot 6, 4000 Liège**

R.C. Liège 198897 — T.V.A. 439.380.997

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Rapport spécial. (8257)

**« Sobim », société anonyme,
route d'Yvoir, 5590 Ciney**

R.C. Dinant 38969

Mmes et MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social, route d'Yvoir, à 5590 Ciney, le 17 avril 2001 à 15 heures à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Affectation des résultats de l'exercice social 2000. 4. Décharge au conseil d'administration. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont invités à se conformer à l'article 22 des statuts.

(8258)

Le conseil d'administration.

**Nouvelle Immobilière Berote, société anonyme,
résidence Chanteclair, avenue de la Gare 7, 5000 Namur**

R.C. Namur 64857 — NN 417.515.813

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 avril 2001, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion.
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000.
3. Répartition du bénéfice.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Renouvellement mandats d'administrateurs.
6. Divers. (8259)

**Modeurop, société anonyme,
avenue Jean Jaurès 46bis, 1030 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 393773 — T.V.A. 415.557.106

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 17 avril 2001, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. (8260)

**Malmaison, société anonyme,
rue Provinciale 172, résidence Beethoven, 1300 Wavre**

R.C. Nivelles 70720 — NN 418.373.173

Assemblée générale ordinaire, le 17 avril 2001, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : rapport des administrateurs. Approbation du bilan et du compte de résultats. Décharge aux administrateurs. Nomination d'un administrateur. Toiletage des statuts. Divers. Dépôt des titres au siège social. (8261)

**Maison Poleur-Kinet, société anonyme,
rue Waloppe 5, 4540 Ampsin**

R.C. Huy 24504 — T.V.A. 401.467.162

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 avril 2001, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (8262)

Les Sept Vents, société anonyme,
avenue du Val d'Or 26, à 1150 Bruxelles
 R.C. Bruxelles 366985 — T.V.A. 408.480.955

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (8263)

Lagrimmo, société anonyme,
rue Fontaine Mahotte 1, 1370 Jodoigne (section de Melin)

R.C. Nivelles 76177 — T.V.A. 451.035.449

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée du 20 mars, une seconde assemblée générale extraordinaire se réunira au siège social, le 18 avril 2001 à 14 h 30 m.

Ordre du jour :

1. Transfert du siège social à Jodoigne, section de Saint-Rémy-Geest, chemin des Carriers 69. Modification de l'article 2, alinéa 1^{er} des statuts pour le mettre en concordance avec la résolution prise.

2. a) Augmentation de capital, pour le porter d'un million quatre cent cinquante mille francs (F 1 450 000) à deux millions cinq cent un mille septante-quatre francs (F 2 501 074) ou soixante-deux mille euro (€ 62 000), par incorporation au capital d'une somme d'un million cinquante et un mille septante-quatre francs (F 1 051 074) à prélever sur les réserves disponibles de la société, sans émission de nouvelles actions.

b) Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital.

c) Modification de l'article 5 des statuts afin de les mettre en concordance avec les résolutions prises.

3. Mise en concordance des statuts avec le nouveau Code des sociétés. Modification des articles 19, 23 et 24 des statuts pour se référer respectivement à l'article 533, aux articles 92, 94, 95, 96, 617 et 874 du Code des sociétés.

4. Pouvoirs conférés à l'administrateur délégué pour l'exécution des résolutions à prendre sur l'objet qui précède. (8264)

Labotour, société anonyme,
avenue Bozière 5, 7500 Tournai

R.C. Tournai 49978 — T.V.A. 414.103.688

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 18 avril 2001, à 17 heures, rue du Bois la Haut 15, à 7000 Mons.

Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan, compte de résultats et annexes au 31 décembre 2000. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Affectation du résultat. 5. Renouvellement mandat d'administrateur. 6. Divers.

Pour assister à l'assemblée, se conformer à l'article 22 des statuts. (8265)

Immoward, société anonyme,
avenue de l'Uruguay 21, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 471972 — R.C. Tournai 51201

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 avril 2001, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Administrateurs : nominations. 6. Divers. (8266)

Immobilière Sem, société anonyme,
boulevard de l'Impératrice 13, à 1000 Bruxelles

Assemblée générale ordinaire le 18 avril 2001, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 2000. 2. Approbation des comptes annuels et du compte de résultats au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Prière de se conformer à l'article 24 des statuts. (8267)

Immobilière et Financière Laucar, société anonyme,
rue de Fléron 49, 4020 Liège

R.C. Liège 182949 — NN 448.833.252

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 avril 2001, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (8268)

Igebel, société anonyme,
rue du Trône 161, 1050 Bruxelles

T.V.A. 414.304.420

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 17 avril 2001, à 20 h 30 m au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Divers. (8269)

Housing Trust, société anonyme,
avenue des Pins Noirs 15, 1150 Bruxelles (Woluwe-Saint-Pierre)

R.C. Bruxelles 537670 — NN 440.591.222

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 avril 2001, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels.
2. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Nomination d'administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (8270)

« Food Industry », société anonyme,
Technoparc de Thudinies, 6536 Donstiennes

R.C. Charleroi 196674 — T.V.A. 466.531.101

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 avril 2001, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (8271)

**Etablissements E.F. Parmentier, société anonyme,
chaussée de Namur 64, parc Industriel, 1400 Nivelles**

R.C. Nivelles 37494 — T.V.A. 402.926.419

Assemblée générale ordinaire le 18 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (8272)

**Etablissements Drugmand & Meert, société anonyme,
rue des Quatre-Vents 70a, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean**

R.C. Bruxelles 1081 – T.V.A. 401.882.084

Assemblée ordinaire, le 18 avril 2001, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : rapport des administrateurs et commissaire. Approbation des comptes sociaux. Décharge aux administrateurs et commissaire. Nominations des administrateurs. Dépôt des titres au siège social (article 13 des statuts). (8273)

**Code, société anonyme,
avenue du Lothier 26, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 402442 – T.V.A. 416.785.343

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 17 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapports des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions, nominations d'administrateurs. 6. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours avant la réunion. (8274)

**S.A. Ets Gabriel Dekock et Cie,
« Au Bon Repos », société anonyme,
place de la Chapelle 10, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 147473 – T.V.A. 400.553.778

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 17 avril 2001, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des rapports de gestion et du commissaire-réviseur.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur.
5. Divers. (8275)

**Ateliers Frederick, société anonyme,
rue de la Tombe 29, 4040 Herstal**

R.C. Liège 138222

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 17 avril 2001, à 20 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Se conformer à l'article 33 des statuts. (8276)

**Agricole de Bossimé, société anonyme,
rue de Bossimé 6, 5101 Loyers**

R.C. Namur 44221 – T.V.A. 418.561.928

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le mardi 17 avril 2001, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Discussion des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Divers. Le dépôt des titres se fait conformément aux statuts. (8277)

**Marcel Liebaert, naamloze vennootschap,
industrielaan 1, 9800 Deinze**

H.R. Gent 27 – BTW 401.030.365

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 15 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoeming commissaris-revisor. Zich gedragen naar de statuten. (8278)

**Aqua-Zuun, naamloze vennootschap,
Bergsesteenweg 121, 1600 Sint-Pieters-Leeuw**

H.R. Brussel 466391 – BTW 426.689.340

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 18 april 2001, te 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (8279)

**« Advanced Computer Systems Technics », naamloze vennootschap,
Toemaatragel 1, 9000 Gent**

H.R. Gent 136487 – BTW 424.865.839

De jaarvergadering zal gehouden worden op 17 april 2001, om 11 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 2. Kwijting bestuurders. 3. Benoemingen en ontslagen. 4. Varia. (8280)

**Messiaen, naamloze vennootschap,
Kortrijksepoortstraat 89, 9000 Gent**

H.R. Gent 117057 – BTW 415.168.314

De jaarvergadering zal gehouden worden op 17 april 2001, om 15 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 2. Kwijting bestuurders. 3. Benoemingen en ontslagen. 4. Varia. (8281)

**BBO +, naamloze vennootschap,
Acaciastraat 8, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 67979

De algemene vergadering heeft plaats op woensdag 18 april 2001, om 10 u. 30 m., te 2050 Antwerpen, Thonetlaan 110. — Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur en controleverslag van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Diversen. Om de vergadering bij te wonen, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (8282)

**Fisool, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
te 9270 Laarne, Ascopstraat 19**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Dendermonde, nr. 39
NN 427.438.220

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 18 april 2001, te 11 uur, met volgende agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Goedkeuring wedde bestuurders. 5. Kwijting bestuurders. 6. Eventuele ontslagen en benoemingen. 7. Afronding kapitaal, aanpassing aan euro. 8. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te houden aan de voorschriften van artikel 23 van de statuten om deel te nemen aan de vergadering. (8283)

**Anvers Campine, naamloze vennootschap,
Koninklijke Kasteeldreef 36, 1860 Meise**

H.R. Brussel 535047

De jaarvergadering zal gehouden worden op 17 april 2001, om 11 uur, op de zetel, met de volgende agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 2. Kwijting aan de raad van bestuur. 3. Benoemingen. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (8284)

**B.I.M., naamloze vennootschap,
Cruyslei 54, 2140 Borgerhout**

H.R. Antwerpen 224668

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 17 april 2001, te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (8285)

**Cavan, naamloze vennootschap,
Singel 120, 9000 Gent**

H.R. Gent 169096 – BTW 450.077.327

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (8286)

**Clubmeubelfabriek Cammers, naamloze vennootschap,
Winketkaai 6-7, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 20906 – BTW 400.828.546

Jaarvergadering op 17 april 2001, te 10 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Balans en resultatenrekening. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Verschillende. Zich gedragen naar de standregelen. (8287)

**« Continental Carpet Company », naamloze vennootschap,
Groenestraat 330, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 77469 – BTW 406.058.727

De jaarvergadering op 17 april 2001, om 11 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. Zich te schikken naar de statuten. (8288)

**Cosinvest, naamloze vennootschap,
Heidestraat-Noord 18, 2950 Kapellen**

BTW 460.535.016

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 16 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (8289)

**Dever Immo, naamloze vennootschap,
Scherpenberg 28, 2390 Malle**

H.R. Antwerpen 277616 – BTW 441.293.283

Jaarvergadering op de zetel, op 17 april 2001, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (8290)

**Guy Tinchant, naamloze vennootschap,
Oosterveldlaan 99, 2610 Wilrijk**

H.R. Antwerpen 260399 – BTW 413.571.673

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (8291)

**HCT Europe, naamloze vennootschap,
Oosterveldlaan 99, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 338529 – BTW 471.400.105

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (8292)

**Immo 74, naamloze vennootschap,
Moervaartveerstraat 1, te 9160 Lokeren (Eksaarde)**

H.R. Sint-Niklaas 46563

Jaarvergadering op de zetel, op 18 april 2001, te 19 uur. — Dagorde :
1. Verslag bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending resultaten. 4. Ontlasting bestuurders en commissaris.
5. Allerlei. Zich richten naar artikel 25 der statuten. (8293)

**Immo 47, naamloze vennootschap,
Moervaartveerstraat 1, 9160 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 36333

Jaarvergadering op de zetel, op 18 april 2001, te 17 uur. — Dagorde :
1. Verslag bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending resultaten. 4. Ontlasting aan bestuurders en commissaris.
5. Allerlei. Zich richten naar artikel 25 der statuten. (8294)

**JFE, naamloze vennootschap,
Boutersemdreef 28, 2240 Zandhoven**

H.R. Antwerpen 251961 – BTW 404.631.540

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 14 uur. — Dagorde : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat en goedkeuring jaarrekening per 31 december 2000. Kwijting van bestuur aan bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. Ontslagen en benoemingen. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (8295)

**Luxetour Vermeulen, naamloze vennootschap,
Baalsebaan 55, 3120 Tremelo**

H.R. Leuven 39102 – BTW 416.882.937

Daar de vergadering van 23 maart 2001 niet in getal was, zal een tweede buitengewone algemene vergadering gehouden worden op het kantoor van notaris Paul Schotte, Van Benedenlaan 54-56, te 2800 Mechelen op 17 april 2001, om 9 uur.

Agenda :

1. Kapitaalverhoging door incorporatie van beschikbare reserve, met omzetting van het maatschappelijk kapitaal in EUR, zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

2. Aanpassing van de statuten aan de vigerende wettelijke bepalingen en de door de wet toegelaten voorwaarden van bestuur der vennootschap, en verkrijging van eigen aandelen.

3. Coördinatie van de statuten. (8296)

Parkimmob, naamloze vennootschap

Jaarvergadering op de zetel, Bordeauxstraat 8-10, 2000 Antwerpen op 17 april 2001, te 16 uur. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor. Goedkeuring van jaarrekening per 31 december 2000 en van de resultaatsbestemming. Ontlasting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. Neerlegging der titels vijf dagen vóór de vergadering op de zetel. (8297)

**Pharmalab, naamloze vennootschap,
Noord Edestraat 156, 8450 Bredene**

H.R. Oostende 37781 – BTW 423.418.955

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 11 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Varia. (8298)

Rijn- & Kanaalvaart Reederij, naamloze vennootschap

Jaarvergadering op de zetel, Bordeauxstraat 8-10, 2000 Antwerpen, op 17 april 2001, te 15 uur. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor. Goedkeuring van jaarrekening per 31 december 2000 en van de resultaatbestemming. Ontlasting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. Neerlegging der titels vijf dagen vóór de vergadering, op de zetel. (8299)

Rijntrans, naamloze vennootschap

Jaarvergadering op de zetel, Bordeauxstraat 8-10, 2000 Antwerpen, op 17 april 2001, te 17 uur. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor. Goedkeuring van jaarrekening per 31 december 2000 en van de resultaatbestemming. Ontlasting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. Neerlegging der titels vijf dagen vóór de vergadering, op de zetel. (8300)

**ROJ, naamloze vennootschap,
Fabriekstraat 6, 9470 Denderleeuw**

H.R. Antwerpen 65199 – BTW 455.071.936

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 14 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (8301)

**Spronken Orthopedie, naamloze vennootschap,
Transportlaan 9, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 51328 – BTW 419.238.552

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 18 april 2001, te 16 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Aanpassing kapitaal in euro. 6. Varia. (8302)

**Vanha, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Ingooigemstraat 15, 8570 Ingooigem**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Kortrijk, nr. 298

Tweede jaarvergadering op de zetel, op 17 april 2001, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich schikken naar de statuten. (8303)

**Duinezwin, naamloze vennootschap,
Koningin Astridlaan 55, 8450 Bredene**

H.R. Oostende 50503 – BTW 451.842.034

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 15 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (8304)

**M.C. Invest, naamloze vennootschap,
Mechanicalaan 10-12, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 336184 – BTW 466.515.263

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 11 u. 30 m. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (8305)

**Markelbach & Corne, naamloze vennootschap,
Mechanicalaan 10-12, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 336185 – BTW 466.515.362

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 april 2001, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (8306)

**Cummins Distributor Belgium, société anonyme,
à Schaerbeek**

R.C. Bruxelles 281933 – T.V.A. 402.602.953

L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit le mardi 24 avril 2001, à 10 heures, au siège social, chaussée de Haecht 623-629, à Schaerbeek. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion et du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 3. Décharge aux administrateurs et au commissaire. 4. Affectation des résultats. 5. Nominations statutaires. 6. Conversion du capital social en euro. 7. Divers. (8307)

**Société immobilière brabançonne,
en abrégé : « Immobra », société anonyme,
quai au Bois de Construction 7, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 83182 — NN 405.964.497

Assemblée générale ordinaire le 20 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation de la date avancée de l'assemblée. 2. Rapport de gestion. 3. Comptes annuels et compte de résultats au 31 décembre 2000. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Démissions, nominations. 6. Divers. Prière de se conformer à l'article 17 des statuts. (8308)

**Continental Cellulose, société anonyme,
chaussée de Bruxelles 35, 1410 Waterloo**

T.V.A. 472.823.233

Assemblée générale ordinaire le 25 avril 2001, à 10 heures, au siège de la société. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion et de contrôle. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 4. Divers. Dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant l'assemblée. (8309)

**Manufacture belge de Dentelles,
Ancienne Maison Maturin-Parisis, société anonyme,
galerie de la Reine 6, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 230387 – T.V.A. 400.554.669

Assemblée générale ordinaire le 25 avril 2001, à 14 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2000. 2. Décharge à donner aux administrateurs. 3. Affectation des résultats. 4. Nominations statutaires. 5. Divers. Dépôt des titres, se conformer aux statuts. (8310)

**Anciens Etablissements Léon Gaucet, société anonyme,
avenue de la Forêt 168, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 229687 — NN 402.912.858

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société se tiendra le 24 avril 2001, à 10 heures, au siège social de notre société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2001. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (8311)

**Immobilière Eden, société anonyme,
chaussée de Louvain 523, 1380 Ohain**

R.C. Nivelles 80765 – T.V.A. 450.261.726

Assemblée générale ordinaire le 24 avril 2001, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée générale, se conformer aux statuts. (8312)

**Etablissements P. Dechamps-Barnett, société anonyme,
avenue du Lycée Français 8-11, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 161938 – T.V.A. 403.057.764

L'assemblée générale ordinaire des associés se tiendra au siège social, le 24 avril 2001, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture des comptes et du compte de résultat. 2. Rapport des mandataires. 3. Discussion et approbation des comptes de l'exercice 2000. 4. Rétribution des mandataires. 5. Affectation à donner au résultat. 6. Adaptation du capital à l'euro. 7. Décharge aux mandataires. Le dépôt des titres au porteur devra être effectué au siège social pour le 13 avril 2001 au plus tard. (8313)

**Immobilière du Manoir, société anonyme,
rue de Corbuha 47, 6810 Chiny**

Assemblée générale ordinaire le 24 avril 2001, à 10 heures, au siège social. Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux membres du conseil d'administration. (8314)

**Société immobilière du Quartier de la Bourse,
en abrégé : « Immo-Bourse », société anonyme,
rue Petit Bertrand 6, 4681 Oupeye (Hermalle-sous-Argenteau)**

R.C. Liège 130409

Assemblée générale ordinaire le 24 avril 2001, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation du bilan et du compte de résultats, arrêtés au 31 décembre 2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Conversion du capital en euro. 6. Divers. (8315)

**Continental cellulose, société anonyme,
galerie Ravenstein 27, bte 3, à 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 644207 – T.V.A. 472.823.233

Assemblée générale ordinaire le 25 avril 2001, à 10 heures, au siège de la société. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion et de contrôle. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. 4. Divers. Dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant l'assemblée. (8316)

**Société d'Adaptation de Films, en abrégé : « S.A.F. »,
société anonyme, rue des Plantes 98, à Saint-Josse-ten-Noode**

R.C. Bruxelles 199433 – T.V.A. 402.214.854

Assemblée générale ordinaire le 25 avril 2001, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels de 2000 et affectation. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Elections statutaires. 5. Divers. (8317)

**Usine Union, société anonyme,
boulevard de la Deuxième Armée Britannique 20, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 16823 – T.V.A. 402.935.030

Assemblée générale ordinaire au siège social le 25 avril 2001, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion et du commissaire. 2. Approbation des comptes annuels et compte des résultats. 3. Répartition bénéficiaire. 4. Décharge aux administrateurs et au commissaire. 5. Démissions, nominations. 6. Conversion du capital social en euro. 7. Divers. Se conformer à l'article 23 des statuts. (8318)

**Continental Invest, en liquidation, société anonyme,
galerie Ravenstein 27, bte 3, à 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 644206

Assemblée générale ordinaire le 25 avril 2001, à 10 h 45 m, au siège de la société. — Ordre du jour : 1. Rapports de gestion et de contrôle. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2000. 3. Décharge au liquidateur et au commissaire-reviseur. 4. Divers. Dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant l'assemblée. (8319)

**Kabelwerk Eupen AG — Câblerie d'Eupen S.A.,
Kabelfabriek Eupen N.V.,
Malmedyer Straße 9, 4700 Eupen**

H.R. Eupen 60426

Ordentliche Generalversammlung

Die Aktionäre werden eingeladen, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, die Mittwoch, den 18. April 2001, um 15 Uhr, am Sitz der Gesellschaft in Eupen stattfinden wird.

Tagesordnung:

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Revisionskommissars über das Geschäftsjahr 2000.
2. Vorlegung und Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2000.
3. Beschlußfassung über die Verwendung des Reingewinns.
4. Vorlegung und Genehmigung des konsolidierten Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2000.
5. Entlastung des Verwaltungsrates und des Revisionskommissars.

6. Ernennung eines Revisionskommissars.

Um an der Versammlung teilnehmen zu können, müssen die Aktionäre ihre Geschäftsanteile mindestens fünf volle Tage vor der Versammlung bei einer der nachstehenden Stellen hinterlegen:

am Sitz der Gesellschaft, bei der Fortis Bank, bei der Bank Bruxelles-Lambert.

(8320)

Der Verwaltungsrat.

**« Vadeco », société anonyme,
avenue Felix Marchal 132, 1030 Bruxelles (Schaerbeek)**

R.C. Bruxelles 585270 – T.V.A. 453.604.464

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra à 2000 Antwerpen, Maarschalk Gérardstraat 20, le 17 avril 2001, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Augmentation du capital avec FB 1 251 074 par incorporation de FB 1 251 074 des réserves, sans création de nouvelles actions.
2. Changement du capital en euro.
3. Modifications des statuts.

(8321)

Le conseil d'administration.

**Merveille Décor, société anonyme,
rue de Tarcienne 2, 6280 Gerpennes**

R.C. Charleroi 180676 – T.V.A. 452.474.514

Convocation à l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social le 18 avril 2001, à 14 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Analyse des comptes au 31 décembre 2000.
3. Rapport aux articles 103 et 104 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.
4. Continuité ou dissolution de la société. (8322)

**Société mutuelle des Administrations publiques,
Caisse commune d'assurance contre les accidents du travail**

Siège social : rue des Croisiers 24, 4000 Liège

Assemblée générale extraordinaire le mardi 24 avril 2001, à 15 h 15 m, « Autowordt », parc du Cinquantenaire 11, à 1000 Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Composition du bureau.
 2. Vérification du quorum statutaire.
 3. Modifications statutaires.
- (8323) Le conseil d'administration.

**Onderlinge Maatschappij der Openbare Besturen,
Gemeenschappelijke verzekeringkas tegen arbeidsongevallen**

Hoofdzetel : rue des Croisiers 24, 4000 Luik

Buitengewone algemene vergadering op dinsdag 24 april 2001, te 15 u. 15 m. « Autoworld », parc du Cinquantenaire 11, 1000 Brussel.

Agenda :

1. Samenstelling van het bureau.
 2. Controle van het statutair vereist quorum.
 3. Statutenwijzigingen.
- (8323) De raad van bestuur.

**Société mutuelle des Administrations publiques,
Caisse commune de pensions**

Siège social : rue des Croisiers 24, 4000 Liège

—
Assemblée générale extraordinaire, le mardi 24 avril 2001, à 15 h 45 m, « Autoworld », parc du Cinquantenaire 11, à 1000 Bruxelles.

Ordre du jour :

1. Composition du bureau.
2. Vérification du quorum statutaire.
3. Modifications statutaires.

(8324) Le conseil d'administration.

**Onderlinge Maatschappij der Openbare Besturen,
Gemeenschappelijke pensioenkas**

Hoofdzetel : rue des Croisiers 24, 4000 Luik

—
Buitengewone algemene vergadering op dinsdag 24 april 2001, te 15 u. 45 m., « Autowordt », parc du Cinquantenaire 11, te 1000 Brussel.

Agenda :

1. Samenstelling van het bureau.
2. Controle van het statutair vereist quorum.
3. Statutenwijzigingen.

(8324) De raad van bestuur.

Fortis Banque, société anonyme

Etablie à Bruxelles, Montagne du Parc 3

R.C. Bruxelles 76034

—
Le conseil d'administration invite les actionnaires de Fortis Banque à assister à l'assemblée générale ordinaire de leur société qui, conformément aux statuts, se réunira le jeudi 26 avril 2001, à 10 heures, au siège social (entrée : rue de la Chancellerie 1, 1000 Bruxelles).

Les sujets à traiter et propositions de décision figurant à l'ordre du jour sont les suivants :

1. Rapports du conseil d'administration et des commissaires-réviseurs agréés relatifs aux opérations de l'exercice 2000.
2. Proposition d'approuver le bilan et les comptes de résultats au 31 décembre 2000.
3. Proposition d'approuver l'affectation du bénéfice - y compris le dividende - de l'exercice 2000.
4. Proposition de donner décharge de leur gestion aux administrateurs.
5. Proposition de donner décharge de leur mission aux commissaires-réviseurs agréés.
6. Proposition d'approuver les nominations statutaires ci-après :
 - 6.1. Confirmation du mandat d'administrateur confié, en suite de vacance, à M. Anton van Rossum par le conseil d'administration du 22 août 2000.
 - 6.2. Confirmation du mandat d'administrateur confié, en suite de vacance, à M. Christian Schaack par le conseil d'administration du 21 décembre 2000.
 - 6.3. Confirmation du mandat d'administrateur confié, en suite de vacance, à M. Carlo de Swart par le conseil d'administration du 21 décembre 2000.
 - 6.4. Renouvellement pour six ans du mandat d'administrateur de M. Jean-Pierre Cardinael.
 - 6.5. Désignation de nouveaux administrateurs.
7. Proposition de conférer le titre honorifique de leurs fonctions à MM. Maurice Lippens, Johan Tack, Erik van de Merwe et Chris van Boetzelaer, ainsi qu'à Mme Rosa Van Elegem.

8. Divers.

Les actionnaires qui ne peuvent assister personnellement à l'assemblée peuvent, dans le respect des dispositions de l'article 28 des statuts, s'y faire représenter. A cette fin, des formules de procuration sont tenues à leur disposition dans toutes les agences.

Pour assister à cette assemblée ou s'y faire représenter, les actionnaires voudront bien, conformément aux statuts, déposer leurs actions et procurations le jeudi 19 avril 2001 au plus tard aux guichets de Fortis Banque ou à la Banque Belgoise.

Bruxelles, le 15 mars 2001. (8325)

Fortis Bank, naamloze vennootschap

Gevestigd te Brussel, Warandeborg 3

H.R. Brussel 76034

—
De raad van bestuur nodigt alle aandeelhouders van Fortis Bank uit op de gewone algemene vergadering van hun vennootschap, die overeenkomstig de statuten, op donderdag 26 april 2001, om 10 uur, zal worden gehouden in de zetel van de vennootschap (ingang : Kanselarijstraat 1, 1000 Brussel).

De volgende te behandelen onderwerpen en voorstellen tot besluit staan op de agenda :

1. Verslagen van de raad van bestuur en van de erkende commissarissen-revisoren betreffende de verrichtingen van het boekjaar 2000.
 2. Voorstel tot goedkeuring van de balans en de resultatenrekening per 31 december 2000.
 3. Voorstel tot goedkeuring van de bestemming van de winst - inclusief het dividend - van het boekjaar 2000.
 4. Voorstel tot het verlenen van decharge aan de bestuurders voor hun beheer.
 5. Voorstel tot het verlenen van decharge aan de erkende commissarissen-revisoren voor hun opdracht.
 6. Voorstel tot goedkeuring van de navolgende statutaire benoemingen :
 - 6.1. Bevestiging van het mandaat van bestuurder dat, als gevolg van het openvallen ervan, door de raad van bestuur op 22 augustus 2000 aan de heer Anton Van Rossum toevertrouwd werd.
 - 6.2. Bevestiging van het mandaat van bestuurder dat, als gevolg van het openvallen ervan, door de raad van bestuur op 21 december 2000 aan de heer Christian Schaack toevertrouwd werd.
 - 6.3. Bevestiging van het mandaat van bestuurder dat, als gevolg van het openvallen ervan, door de raad van bestuur op 21 december 2000 aan de heer Carlo de Swart toevertrouwd werd.
 - 6.4. Vernieuwing, voor zes jaar, van het mandaat van bestuurder van de heer Jean-Pierre Cardinael.
 - 6.5. Aanstelling van nieuwe bestuurders.
 7. Voorstel om aan de heren Maurice Lippens, Johan Tack, Erik van de Merwe en Chris van Boetzelaer, alsook aan Mevr. Rosa Van Elegem de eretitels van hun functies te verlenen.
 8. Varia.
- De aandeelhouders die niet persoonlijk aan de vergadering kunnen deelnemen, mogen zich daar laten vertegenwoordigen, mits zij de bepalingen van artikel 28 van de statuten naleven. Daartoe zijn in alle kantoren volmachtformulieren te hunner beschikking.
- Om aan deze vergadering deel te nemen of zich erop te laten vertegenwoordigen, dienen de aandeelhouders overeenkomstig de statuten hun aandelen en volmachten uiterlijk donderdag 19 april 2001 te deponeren aan de loketten van Fortis Bank of de Belgolaise Bank.
- Brussel, 15 maart 2001. (8325)

« Real Software », afgekort : « RLS », naamloze vennootschap,
Prins Boudewijnlaan 26, 2550 Kontich,

H.R. Antwerpen 251795 — BTW 429.037.235

Oproeping tot de algemene vergadering

Vermits de raad van bestuur de beslissing met betrekking tot de goedkeuring van de jaarrekening heeft uitgesteld (artikel 555 wetboek van vennootschappen), wordt een nieuwe oproeping gedaan tot de algemene vergadering (jaarvergadering), die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op dinsdag 17 april 2001, om 16 uur, met volgende agenda :

1. Kennisname en bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur en van het verslag van de commissaris-revisor over het boekjaar afgesloten op 31 december 2000.

2. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten op 31 december 2000.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering keurt de jaarrekening over het boekjaar, afgesloten op 31 december 2000 goed.

3. Bestemming van het resultaat over het boekjaar afgesloten op 31 december 2000.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering verleent goedkeuring aan de door de raad van bestuur voorgestelde bestemming van het resultaat.

4. Kennisname en bespreking van het jaarverslag van de raad van bestuur en van het verslag van de commissaris-revisor over de geconsolideerde jaarrekening over het boekjaar afgesloten op 31 december 2000.

5. Kennisname van de geconsolideerde jaarrekening over het boekjaar afgesloten op 31 december 2000.

6. Verlenen van kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering verleent kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor voor de uitoefening van hun opdracht tijdens het afgelopen boekjaar.

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten moeten de aandeelhouders zich schikken naar artikel 24 van de statuten en artikel 536 van het Wetboek van vennootschappen :

de houders van aandelen op naam moeten ingeschreven zijn in het register van de aandelen op naam en moeten de vennootschap uiterlijk drie werkdagen vóór de vergadering in kennis stellen van hun voorname om de vergadering bij te wonen;

de houders van aandelen aan toonder moeten hun aandelen uiterlijk drie werkdagen vóór de vergadering neerleggen in een kantoor van de KBC Bank of de Fortis Bank;

de houders van gedematerialiseerde aandelen moeten, uiterlijk drie werkdagen vóór de vergadering, in een kantoor van de KBC Bank of de Fortis Bank een attest neerleggen opgesteld door de erkende rekeninghouder of vereffeninginstelling, waarbij de onbeschikbaarheid van de gedematerialiseerde aandelen tot op datum van de algemene vergadering wordt vastgesteld.

De aandeelhouders die zich wensen te laten vertegenwoordigen bij volmacht worden verzocht gebruik te maken van het model van volmacht dat op de maatschappelijke zetel ter beschikking is.

(8326)

De raad van bestuur.

**Remi Claeys Aluminum N.V., naamloze vennootschap
die publiek beroep doet of gedaan heeft op het spaarwezen,
Kortemarkstraat 52, 8810 Lichtervelde**

H.R. Oostende 16280 — BTW 405.171.077

De raad van bestuur heeft de eer de aandeelhouders en de Warrant-houders uit te nodigen tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op dinsdag 17 april 2001, om 10 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

De buitengewone algemene vergadering heeft de volgende agenda en voorstellen tot besluit :

1. Incorporatie van de uitgiftepremie in het kapitaal.

Voorstel van besluit.

Goedkeuring van het voorstel tot incorporatie in het kapitaal van de uitgiftepremie ten belope van drie miljoen zeventienhonderdvijfennegentigduizend (3 795 000) euro om het te brengen op tweeënvijftig miljoen achthonderdzevenendertigduizend driehonderd zesenvijftig komma achtendertig (52 837 356,38) euro zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

2. Kapitaalverhoging door incorporatie van beschikbare reserves.

Voorstel van besluit.

Goedkeuring van het voorstel tot incorporatie in het kapitaal van de beschikbare reserves ten belope van honderdtweeënzestigduizend zeshonderd drieënveertig komma tweeënzestig (162 643,62) euro om het te brengen op drieënvijftig miljoen (53 000 000) euro zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

3. Aanpassing van artikel 5 van de statuten.

Voorstel van besluit.

De aandeelhouders stellen vast dat ingevolge de verwezenlijking van de kapitaalverhoging, het artikel 5 van de statuten als volgt dient worden aangepast.

Artikel 5.

“Het geplaatst kapitaal van de vennootschap bedraagt drieënvijftig miljoen (53 000 000) euro, vertegenwoordigd door twee miljoen zeventienhonderdzesenvijftigduizend vierhonderd vierenzeventig (2 756 474) aandelen zonder vermelding van nominale waarde.”

4. Toegestaan kapitaal.

Voorstel van besluit.

A. De algemene vergadering neemt kennis van het verslag van de raad van bestuur van 7 maart 2001 overeenkomstig artikel 603 en volgende van het Wetboek Vennootschapsrecht.

B. Voorstel tot vervanging van de tweede overgangsbepaling in de statuten met betrekking tot het toegestaan kapitaal, als volgt :

“De raad van bestuur is bevoegd gedurende een periode van vijf jaar te rekenen van de bekendmaking in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van de akte houdende de statutenwijziging van zeventien april tweeduizend en één het geplaatst kapitaal in één of meerdere malen te verhogen met een bedrag gelijk aan het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap zoals dit blijkt uit de gecoördineerde statuten. Deze bevoegdheid geldt voor kapitaalverhogingen waarop in geld moet worden ingeschreven en voor kapitaalverhogingen waarop in natura wordt ingeschreven.

Deze bevoegdheid van de raad van bestuur geldt eveneens voor kapitaalverhogingen door omzetting van reserves.

Deze bevoegdheid van de raad van bestuur kan worden hernieuwd.

De raad van bestuur wordt hierbij door de algemene vergadering tevens gemachtigd, op grond van de bepalingen van artikel 560 van het Wetboek Vennootschapsrecht, om in het kader van de uitgifte van effecten binnen het toegestaan kapitaal de respectieve rechten te wijzigen van de bestaande soorten van aandelen of effecten die al of niet het kapitaal vertegenwoordigen. Naast de uitgifte van aandelen, converteerbare obligaties en warranten mogen de kapitaalverhogingen beslist door de raad van bestuur ook geschieden door de uitgifte van aandelen zonder stemrecht, van aandelen met een preferent dividendrecht of liquidatievoorrecht en converteerbare aandelen die onder bepaalde voorwaarde converteren in een kleiner of groter aantal gewone aandelen.

De raad van bestuur is, in het kader van het toegestaan kapitaal, bevoegd om in het belang van de vennootschap en mits eerbiediging van de voorwaarden bepaald in artikel 595 en volgende van het Wetboek Vennootschapsrecht het voorkeurrecht dat de wet aan de aandeelhouders toekent, op te heffen of te beperken.

De raad van bestuur is bevoegd voor het voorkeurrecht te beperken of op te heffen ten gunste van één of meerdere personen, zelfs indien deze geen personeelsleden zijn van de vennootschap of haar dochterondernemingen.

Ter gelegenheid van de verhoging van het geplaatst kapitaal, verwezenlijk binnen de grenzen van het toegestaan kapitaal, heeft de raad van bestuur de bevoegdheid een uitgiftepremie te vragen. Indien de raad van bestuur daartoe besluit, dient deze uitgiftepremie op een onbeschikbare reserverekening te worden geboekt die slechts kan worden verminderd of weggeboekt bij een besluit van de algemene vergadering genomen op de wijze die vereist is voor de wijziging van statuten.

De algemene vergadering machtigt de raad van bestuur om de bedragen geboekt op deze onbeschikbare reserverekening, binnen de grenzen van het toegestaan kapitaal, te incorporeren in het maatschappelijk kapitaal.

Bij gebreke van een uitdrukkelijke machtiging door de algemene vergadering aan de raad van bestuur, wordt vanaf de datum van kennisgeving aan de vennootschap door de Commissie voor Bank- en Financien ("CBF") van een openbaar overnamebod op de aandelen van de vennootschap, de bevoegdheid van de raad van bestuur op het geplaatst kapitaal te verhogen door inbrengen in speciën met opheffing of beperking van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders of door inbreng in natura, opgeschort. Deze bevoegdheid treedt opnieuw in werking onmiddellijk na de afsluiting van dergelijk overnamebod.

De algemene vergadering machtigt de raad van bestuur om het geplaatst kapitaal te verhogen in één of meerdere keren, vanaf de datum van de kennisgeving door de CBF aan de vennootschap van een openbaar overnamebod op de aandelen van de vennootschap, door inbrengen in speciën met opheffing of beperking van het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders of door inbreng in natura, in overeenstemming met artikel 607 van het Wetboek Vennootschapsrecht. Deze bevoegdheid wordt toegekend voor een periode van drie jaar vanaf de datum van bekendmaking van deze beslissing in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* en kan hernieuwd worden.

De raad van bestuur heeft de bevoegdheid om de statuten van de vennootschap te wijzigen in overeenstemming met de kapitaalverhoging die binnen het kader van haar bevoegdheid werd beslist."

5. Inkoop eigen aandelen.

Voorstel van besluit.

A. De algemene vergadering machtigt de raad van bestuur om, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek Vennootschapsrecht, haar eigen aandelen of winstbewijzen te verwerven of te vervreemden, zonder dat een voorafgaand besluit van de algemene vergadering vereist is, rechtstreeks of door een persoon die handelt in eigen naam maar voor rekening van de vennootschap, of door een rechtstreekse dochtervennootschap in de zin van artikel 620 en volgende van het Wetboek Vennootschapsrecht, indien de verkrijging of vervreemding noodzakelijk is ter vermindering van een ernstig nadeel voor de vennootschap.

Deze machtiging geldt voor een periode van drie jaar vanaf de bekendmaking van deze beslissing in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* en kan overeenkomstig artikel 620 en volgende van het Wetboek Vennootschapsrecht, worden hernieuwd.

De algemene vergadering machtigt de raad van bestuur om, krachtens artikel 620 en volgende van het Wetboek Vennootschapsrecht, het maximum toegelaten aantal aandelen door aankoop of door ruil te verwerven aan een prijs die tenminste vijfentachtig (85) procent en ten hoogste honderd vijftien (115) procent van de laatste slotkoers waaraan deze aandelen genoteerd werden op de effectenbeurs waarop deze aandelen noteren, te weten momenteel Euronext Brussel, op de dag voorafgaand aan de aankoop of ruil.

Deze machtiging geldt voor een periode van achttien (18) maanden vanaf de bekendmaking van deze beslissing in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* en kan overeenkomstig artikel 620 en volgende van het Wetboek Vennootschapsrecht, worden hernieuwd.

B. Voorstel tot vervanging van de derde overgangsbepaling in de statuten met betrekking tot de verwerving en vervreemding van de eigen aandelen, aan het voorstel hierboven onder A uiteengezet.

7. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek Vennootschapsrecht.

Voorstel van besluit.

Binnen de gecoördineerde statuten worden alle verwijzingen naar de oude Vennootschappenwet geschrapt en vervangen door verwijzingen naar de passende artikelen binnen het Wetboek Vennootschapsrecht dat in voege is gegaan op 6 februari 2001.

8. Coördinatie van de statuten.

Voorstel van besluit.

De algemene vergadering beslist de gecoördineerde statuten aan te passen aan de genomen beslissingen.

De buitengewone algemene vergadering zal worden afgesloten en de vergadering zal kort worden onderbroken om te worden voortgezet als de statutaire jaarvergadering. De jaarvergadering heeft volgende agenda en voorstellen tot besluit.

1. Jaarverslag en verslag van de commissaris-revisor.

2. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat.

Voorstel van besluit.

Goedkeuring van de voorgelegde jaarrekening met inbegrip van de resultaatbestemming zoals door de raad van bestuur voorgesteld in het jaarverslag.

3. Voorlegging van de geconsolideerde groeps cijfers.

4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.

Voorstel van besluit.

Verstrekken van kwijting aan alle bestuurders en aan de commissaris-revisor.

5. Ontslag en benoeming van bestuurders.

Voorstel van besluit.

Alle bestuursmandaten nemen een einde.

Volgende bestuurders worden benoemd voor een periode van drie jaar, tot de algemene vergadering der aandeelhouders te houden in 2004 :

De heer A. Desimpel.

Mevr. G. Desimpel-David.

De heer B. Lafaut.

De heer C. Desimpel.

Dever Consulting B.V.B.A., vertegenwoordigd door de heer C. Depreuw.

Aluclaëys Invest N.V., vertegenwoordigd door de heer X. Desimpel.

Desca N.V., vertegenwoordigd door de heer X. Desimpel.

Distrim N.V., vertegenwoordigd door de heer H. Vandecappelle.

6. Benoeming van de commissaris-revisor.

Voorstel tot besluit.

Het mandaat van de commissaris-revisor is niet ten einde. Er dient geen herbenoeming te gebeuren.

Om deel te nemen aan de statutaire jaarvergadering der aandeelhouders dienen de aandeelhouders, overeenkomstig artikel 28 van de statuten hun effecten te deponeren, uiterlijk drie werkdagen voor de datum van de vergadering, op de zetel van de vennootschap of op de zetel van Petercam N.V., Sint Goedelplein 19, 1000 Brussel.

Houders van aandelen op naam moeten kennis geven van hun voornemen om de vergadering bij te wonen bij gewone brief die uiterlijk drie werkdagen voor de vergadering bij de vennootschap dient aan te komen.

(8327)

De raad van bestuur.

Electrafina, société anonyme

Siège social : avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 3902

Les actionnaires sont invités à assister aux assemblées générales extraordinaires qui se tiendront le jeudi 26 avril 2001, au siège social, avenue Marnix 24, à 1000 Bruxelles. La première assemblée se tiendra à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire de GBL et au plus tôt à 11 heures. La seconde assemblée se tiendra immédiatement après la première. Les ordres du jour de ces deux assemblées sont repris ci-dessous.

Ordre du jour :

Première assemblée

Fusion par absorption
de la société anonyme "Groupe Bruxelles Lambert S.A."

1. Approbation préalable des comptes annuels.

Proposition de fixer préalablement à la décision de fusion par absorption dont question ci-après, l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes annuels de l'exercice clôturé le trente et un décembre deux mil.

En conséquence :

1° lecture et examen du rapport de gestion sur l'exercice clôturé le trente et un décembre deux mil et du rapport du commissaire-réviseur;

2° proposition d'approuver les comptes annuels de l'exercice clôturé au trente et un décembre deux mil, comprenant l'affectation du résultat et l'attribution du dividende afférent à l'exercice clôturé dont la mise en paiement aura lieu suivant les modalités fixées par le projet de fusion.

Etant précisé que, compte tenu de la proposition d'annulation des actions propres qui sera faite à la seconde assemblée générale, aucun dividende ne sera attribué aux trente deux millions huit cent nonante et un mille quatre-vingt-un (32 891 081) actions "Electrafina" actuellement détenues par la société anonyme "Groupe Bruxelles Lambert S.A." et qui seront transmises par voie de fusion à la présente société absorbante;

3° proposition de donner décharge aux administrateurs et commissaire(s) pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice clôturé au trente et un décembre deux mil.

2. Formalités préalables à la fusion.

Documents mis gratuitement à la disposition des actionnaires conformément à l'article 697 du Code des sociétés, à savoir :

1° Le projet de fusion, établi en commun le treize mars deux mil un par le conseil d'administration des deux sociétés à fusionner.

Ce projet a été dressé par acte sous seing privé et contient les mentions prescrites par l'article 693 du Code des sociétés. Il a été déposé le quatorze mars deux mil un au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles étant le greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel est établi le siège social de chacune desdites sociétés.

2° Les rapports dressés conformément aux articles 694 et 695 dudit Code, à savoir :

a. le rapport établi par le conseil d'administration de chacune des sociétés appelées à fusionner portant sur la situation patrimoniale de chacune des deux sociétés et sur l'opération de fusion décrite ci-après.

b. le rapport de contrôle établi par le commissaire-réviseur de chacune des deux sociétés portant sur le rapport d'échange des titres des sociétés concernées.

3° Autres documents établis et mis à la disposition des actionnaires par chacune des deux sociétés :

les comptes annuels des trois derniers exercices sociaux, les rapports de gestion et les rapports des commissaires-réviseurs portant sur ces exercices;

les comptes annuels de l'exercice social clôturé au trente et un décembre deux mil.

3. Actualisation des informations.

Proposition de prendre acte des modifications apportées au patrimoine des sociétés concernées par la fusion résultant des opérations réalisées par celles-ci depuis la date de l'établissement du projet de fusion.

4. Décision de fusion.

Proposition de décider la fusion par absorption par la présente société, de la société anonyme "Groupe Bruxelles Lambert S.A.", ayant son siège social à 1000 Bruxelles, avenue Marnix 24, suivant les modalités suivantes :

La fusion s'effectue sur base des comptes annuels des deux sociétés afférents à l'exercice social clôturé par chacune des deux sociétés le trente et un décembre deux mil.

Ces comptes annuels comprenant l'affectation du résultat et l'attribution du dividende afférent à cet exercice social auront été respectivement soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de chacune desdites sociétés préalablement à la décision de fusion.

Sous ces réserves, la fusion a pour effet de transférer, à la présente société absorbante, l'ensemble des éléments du patrimoine actif et passif de la société "Groupe Bruxelles Lambert S.A." absorbée, à leur valeur comptable au trente et un décembre deux mil; toutes les opérations de la société absorbée précitées effectuées à partir du premier janvier deux mil un sont considérées, du point de vue comptable, comme accomplies pour le compte de la présente société absorbante.

En conséquence, transfert dans la comptabilité de la présente société absorbante, de chaque élément actif et passif du patrimoine de la société "Groupe Bruxelles Lambert S.A." absorbée à leur valeur comptable au trente et un décembre deux mil; toutefois seront annulées, par l'effet de la fusion, les huit cent septante-deux mille dix-neuf (872 019) parts sociales propres détenues par la société absorbée; en contrepartie sera annulée la "réserve indisponible pour actions propres" constituée à cet effet par ladite société absorbée.

5. Fixation du rapport d'échange des titres.

Proposition de fixer le rapport d'échange des titres des sociétés concernées, sur base des méthodes de valorisation desdites sociétés retenues par leur conseil d'administration, ce qui justifie l'échange des titres à raison de zéro virgule soixante (0,60) part sociale de la société "Groupe Bruxelles Lambert S.A." absorbée pour une (1) action de la présente société absorbante.

Toutefois compte tenu de la proposition de résolution qui suit ayant pour objet de modifier la représentation du capital de la présente société et de remplacer chacune des actions existantes par trois (3) actions nouvelles, le rapport d'échange s'établira à cinq (5) actions nouvelles "Electrafina" pour une (1) part sociale "Groupe Bruxelles Lambert S.A."

Il ne sera pas attribué de soult en espèces ou autrement.

6. Division par trois (3) des actions "Electrafina".

Proposition de modifier la représentation du capital de la présente société absorbante en multipliant par trois (3) le nombre de ses actions; chaque action existante donnant droit à trois (3) actions nouvelles.

En conséquence, remplacement des trente-neuf millions sept cent vingt-quatre mille quatre cent vingt-deux (39 724 422) actions existantes avant fusion par cent dix-neuf millions cent septante-trois mille deux cent soixante-six (119 173 266) actions nouvelles dont quarante-quatre millions quatre cent vingt-cinq mille cinq cent quarante-cinq (44 425 545) actions assorties de "Strips VVPR".

L'échange des actions existantes aura lieu suivant les modalités fixées par le projet de fusion dont question ci-dessus.

7. Augmentation de capital.

Proposition d'augmenter le capital de la présente société absorbante à concurrence du montant du capital de la société absorbée soit à concurrence de six cent dix millions huit cent mille six cent vingt-cinq euro (610 800 625).

Le capital sera ainsi porté de trois cent cinquante-huit millions huit cent quatre-vingt-quatre mille six cent vingt-neuf euro quatre-vingt-huit cents (358 884 629,88) à neuf cent soixante-neuf millions six cent quatre-vingt-cinq mille deux cent cinquante-quatre euro quatre-vingt-huit cents (969 685 254,88).

8. Attribution des actions nouvelles "Electrafina" aux actionnaires de la société absorbée.

Proposition de créer cent dix-sept millions huit cent mille trente (117 800 030) actions nouvelles "Electrafina" sans mention de valeur nominale conférant les mêmes droits et avantages que les actions existantes après division par trois, dont quarante-six millions neuf mille trente-cinq (46 009 035) actions assorties de "Strips VVPR".

Ces actions nouvelles seront attribuées entièrement libérées aux actionnaires de la société "Groupe Bruxelles Lambert S.A." absorbée.

Toutefois aucune action ne sera attribuée à la société absorbée, elle-même, en échange des huit cent septante-deux mille dix-neuf (872 019) parts sociales propres qu'elle détient; lesquelles seront annulées par l'effet de la fusion.

Ces actions nouvelles seront remises aux actionnaires de la société absorbée à raison de cinq (5) actions nouvelles de la société "Electrafina" pour une (1) part sociale "Groupe Bruxelles Lambert S.A." suivant les modalités fixées par le projet de fusion dont question ci-dessus.

Ces actions nouvelles seront sans mention de valeur nominale et conféreront les mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Elles donneront droit à la répartition des résultats de la société absorbante relatifs à l'exercice social ayant commencé le premier janvier deux mil un.

9. Admission des actionnaires de la société absorbée à la prochaine assemblée de la présente société.

Proposition de déroger aux règles statutaires d'admission aux assemblées en vue de permettre aux actionnaires de la société absorbée d'assister à la prochaine assemblée de la présente société, sans autres formalités que celles remplies en vue d'assister à l'assemblée de fusion et de dissolution de la société absorbée.

Ces actionnaires pourront participer aux délibérations et aux votes des résolutions à prendre par cette assemblée pour un nombre de voix correspondant au nombre d'actions nouvelles "Electrafina" qui leur seront attribuées en vertu des résolutions qui précèdent.

10. Réalisation de la fusion.

Intervention des représentants de la société absorbée pour effectuer le transfert du patrimoine de la société absorbée et fixation des conditions de ce transfert.

11. Constitution d'une réserve indisponible pour actions propres.

Proposition de constituer, conformément à la loi, une "réserve indisponible pour actions propres" d'un montant équivalent à la valeur comptable des trente-deux millions huit cent nonante et un mille quatre-vingt-un (32 891 081) actions anciennes "Electrafina" détenues par la société "Groupe Bruxelles Lambert S.A." absorbée, transmises par voie de fusion et devenues après division par trois des actions "Electrafina" nonante-huit millions six cent septante-trois mille deux cent quarante-trois (98 673 243) actions nouvelles "Electrafina".

En conséquence, proposition de constituer cette réserve indisponible d'un montant de deux milliards neuf cent treize millions six cent soixante-sept mille trois cent quarante-neuf euros cinquante-quatre cents (2 913 667 349,54) par prélèvement sur le compte "Bénéfice reporté" préalablement majoré du "Bénéfice reporté" de la société absorbée par suite du transfert de l'intégralité de son patrimoine.

12. Modifications des statuts.

Proposition de modifier les articles 4 et 5 des statuts pour les mettre en concordance avec la situation actuelle du capital et de sa représentation et pour compléter l'historique de la formation de ce capital.

13. Entrée en vigueur des résolutions.

Proposition de décision que les résolutions ci-dessus ne sortiront leurs effets qu'au moment du vote par l'assemblée générale des actionnaires de la société "Groupe Bruxelles Lambert S.A." et par celle des actionnaires de la présente société absorbante des décisions concordantes de fusion par absorption.

La fusion aura lieu sans modification de l'objet social de la présente société absorbante.

14. Condition suspensive.

Proposition de décider que les résolutions ci-dessus seront soumises à la condition suspensive de l'approbation par la seconde assemblée de l'annulation des trente-deux millions huit cent nonante et un mille quatre-vingt-un (32 891 081) qui deviendront après division par trois (3) du titre "Electrafina" nonante-huit millions six cent septante-trois mille deux cent quarante-trois (98 673 243) actions propres transmises par voie de fusion faisant l'objet de résolutions à prendre par la présente société lors de l'assemblée suivante.

15. Pouvoirs.

Proposition de conférer tous pouvoirs :

au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions qui précèdent;

aux mandataires spéciaux à désigner, agissant ensemble ou séparément, pour accomplir les formalités nécessaires en vue de modifier les inscriptions de la société au registre du commerce et auprès de toutes autres administrations compétentes.

Seconde assemblée

Modification de la dénomination sociale — Annulation d'actions propres — Réductions du capital et du compte "prime d'émission" — Habilitation et autorisations au conseil d'administration — Modifications de la date de l'assemblée annuelle, de la durée du mandat des administrateurs et des statuts — Nominations — Pouvoirs

Ordre du jour

1. Modification de la dénomination sociale.

Proposition de modifier la dénomination sociale pour la remplacer par les dénominations suivantes : en français "Groupe Bruxelles Lambert" en néerlandais "Groep Brussel Lambert" et en abrégé "GBL".

En conséquence, modification de l'article 1^{er} des statuts.

2. Annulation d'actions propres.

Proposition d'annuler les nonante-huit millions six cent septante-trois mille deux cent quarante-trois (98 673 243) actions nouvelles "Electrafina" dont vingt-trois millions neuf cent vingt-cinq mille cinq cent vingt-deux (23 925 522) assorties de "Strips VVPR" acquises par la société par suite du transfert par voie de fusion du patrimoine de la société anonyme "Groupe Bruxelles Lambert S.A." absorbée et annulation en contrepartie de la "réserve indisponible pour actions propres" d'un montant de deux milliards neuf cent treize millions six cent soixante-sept mille trois cent quarante-neuf euros cinquante-quatre cents (2 913 667 349,54) constituée à cet effet par l'assemblée de fusion qui précède.

3. Augmentation de la "Réserve disponible" par réduction du capital et par prélèvements sur le compte "Primes d'émission" et sur la "Réserve légale"

Proposition d'augmenter la "Réserve disponible" à concurrence d'un milliard sept cent vingt-deux millions neuf cent nonante-quatre mille neuf cent vingt et un euros septante-deux cents (1 722 994 921,72) par réduction de capital et par prélèvements sur le compte "Primes d'émission" et sur la "Réserve légale".

Cette opération vise à rétablir partiellement la capacité distributive de la société telle qu'elle existait dans le chef des deux sociétés concernées avant la fusion par absorption de la société "Groupe Bruxelles Lambert S.A." ayant fait l'objet des résolutions prises par l'assemblée générale qui précède.

En conséquence :

proposition de réduire le capital et d'augmenter la "Réserve disponible" à concurrence de quatre cent neuf millions huit cent quatre-vingt-deux mille six cent vingt-neuf euro trente-quatre cents (409 882 629,34); le capital étant ainsi ramené de neuf cent soixante-neuf millions six cent quatre-vingt-cinq mille deux cent cinquante-quatre euro quatre-vingt-huit cents (969 685 254,88) à cinq cent cinquante-neuf millions huit cent deux mille six cent vingt-cinq euro cinquante-quatre cents (559 802 625,54);

proposition de prélever sur le compte "Primes d'émission" en vue d'augmenter la "Réserve disponible" à concurrence d'un milliard deux cent septante-deux millions cent vingt-quatre mille vingt-neuf euro quarante-cinq cents (1 272 124 029,45).

Cette réduction de capital et ce prélèvement sur le compte indisponible "Primes d'émission" en vue d'augmenter la "Réserve disponible" seront soumises aux formalités prescrites par les articles 612 et 613 du Code des sociétés.

Enfin, proposition de prélever sur la "Réserve légale" en vue d'augmenter la "Réserve disponible" à concurrence de quarante millions neuf cent quatre-vingt-huit mille deux cent soixante-deux euro nonante-trois cents (40 988 262,93) et de ramener ainsi la "Réserve légale" au montant légalement obligatoire prescrit par l'article 616 du Code des sociétés.

4. Modifications des articles 4 et 5 des statuts.

Proposition de modifier les articles 4 et 5 des statuts pour les mettre en concordance avec la situation actuelle du capital et de sa représentation et pour compléter l'historique du capital.

5. Habilitation expresse du conseil d'administration d'augmenter le capital en cas d'ordre public d'acquisition.

Proposition d'habiliter expressément le conseil d'administration, pour une période de trois ans, à procéder à des augmentations de capital en cas d'offre publique d'acquisition portant sur les titres de la société aux conditions prescrites par l'article 607, aliéna 2, 2°, du Code des sociétés. En conséquence, proposition de compléter l'article 13 des statuts par un second paragraphe rédigé comme suit (le texte actuel formant le premier paragraphe) :

"§ 2. Sans préjudice des autorisations données au conseil d'administration d'augmenter le capital, dans le cadre du capital autorisé, en vertu du paragraphe qui précède et d'émettre, dans les limites de ce capital autorisé, des obligations convertibles en actions, des droits de souscription ou d'autres valeurs mobilières pouvant donner droit à terme à des actions de la société, conformément à l'article 14 des statuts, le conseil d'administration est expressément habilité, en cas d'offre publique d'acquisition portant sur les titres de la société à procéder à des augmentations de capital par des apports en nature dans les limites légales ou par des apports en espèces, avec limitation ou suppression du droit de préférence des actionnaires, après réception par la société de la communication visée à l'article 607 du Code des sociétés et ce, aux conditions prescrites par l'alinéa 2, 2°, dudit article 607.

"Les augmentations de capital réalisées par le conseil d'administration en vertu de la présente habilitation s'imputeront sur le capital restant autorisé.

"L'habilitation expresse conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de trois ans à partir (de la date de réunion de l'assemblée qui décide de cette habilitation.)"

6. Autorisation et renouvellement d'autorisation d'acquérir et d'aliéner des actions propres.

1° Proposition d'autoriser le conseil d'administration, pour une période de dix-huit (18) mois prenant cours à la date de l'assemblée qui décidera d'accorder cette autorisation, à acquérir et à aliéner en bourse, les titres de la société à concurrence d'un nombre maximum de treize millions huit cent trente mille cinq (13 830 005) de ses propres actions, moyennant une contre-valeur qui ne pourra être inférieure de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus bas des douze (12) derniers mois précédant l'opération et qui ne pourra être supérieure de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus haut des vingt dernières cotations précédant l'opération et d'autoriser les filiales de la présente société, au sens des articles 5, 6 et 627 du Code des sociétés, à acquérir et à aliéner les actions de la société aux mêmes conditions.

2° Proposition de renouveler, pour une durée de trois ans à dater du jour prévu par la loi, l'autorisation accordée au conseil d'administration d'acquérir les actions de la société, pour compte de celle-ci et de l'autoriser à aliéner ces actions lorsque cette acquisition ou cette aliémentation sont nécessaires pour éviter à la société un dommage grave et imminent. En conséquence, proposition de maintenir l'article 8 des statuts dans sa rédaction actuelle, sous réserve de remplacer au troisième alinéa la date du vingt-cinq mai mil neuf cent nonante-neuf par celle de l'assemblée qui décidera de ce renouvellement et de remplacer les références aux articles des lois coordonnées sur les sociétés commerciales par celles des articles correspondant du Code des sociétés actuellement en vigueur.

7. Modification de la date de l'assemblée générale annuelle.

Proposition de modifier la date de l'assemblée générale annuelle pour la fixer le quatrième mardi d'avril de chaque année à quinze heures.

En conséquence propositions :

de modifier le premier alinéa de l'article 26 des statuts pour le mettre en concordance avec la décision prise;

de compléter les statuts par une disposition transitoire relative à la date de l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes annuels de l'exercice en cours.

8. Réduction de la durée du mandat des administrateurs.

Proposition de réduire à trois ans la durée du mandat des administrateurs.

En conséquence, proposition de modifier l'article 15 des statuts pour mettre le deuxième alinéa en concordance avec la décision prise.

9. Possibilité accordée au conseil d'administration de constituer des comités exécutifs ou de direction.

Proposition de donner au conseil d'administration la possibilité de constituer un ou plusieurs comités exécutifs ou de direction dont les membres peuvent être choisis dans son sein ou en dehors de celui-ci.

En conséquence, proposition de modifier l'article 16 des statuts pour remplacer les alinéas 2 et 3 par le texte suivant (le dernier aliéna étant supprimé) :

" - Le conseil d'administration peut :

a) constituer un ou plusieurs comités exécutifs ou de direction dont les membres peuvent être choisis dans ou hors de son sein;

b) déléguer la gestion journalière et la représentation de celle-ci, confier la direction de l'ensemble ou d'une ou plusieurs parties des affaires sociales, confier des missions spéciales, déléguer des pouvoirs spéciaux à des personnes qui peuvent également être choisies dans ou hors de son sein.

"Le conseil d'administration fixe les attributions, les pouvoirs, les émoluments fixes ou variables des personnes désignées à ces fins; il les révoque les cas échéants."

10. Autres modifications des statuts.

Article 1^{er} : remplacer au deuxième alinéa les mots "de l'article 26 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par "de l'article 438 du Code des sociétés".

Article 2 : sans modification de l'objet social ni des activités de la société, corriger au point 2 du premier alinéa une erreur matérielle en remplaçant le mot "affecter" par "effectuer" et adapter le texte au Code des sociétés actuellement en vigueur en remplaçant au dernier alinéa les mots "les lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par "le Code des sociétés".

Article 9 : remplacer au troisième alinéa les mots "du troisième alinéa de l'article 43 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par "de l'article 504 du Code des sociétés".

Article 11 : remplacer le texte de cet article par :

"La société pourra émettre des titres dématérialisés dès que les mesures d'application auront été prises par le Roi.

"L'action dématérialisée est représentée par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un établissement agréé, dénommé "teneur de compte".

"L'action inscrite en compte se transmet par virement de compte à compte; les transactions sont assurées par le teneur de compte auprès d'un organisme dénommé "organisme de liquidation".

"Les actions dématérialisées en circulation sont à tout moment inscrites dans le registre des actions nominatives de la société au nom de l'organisme de liquidation."

Article 15 : remplacer les mots "conformément à l'article 55, aliéna 4, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par "conformément à l'article 519 du Code des sociétés".

Article 18 : remplacer cet article par :

"La société peut être représentée à l'étranger soit par l'un ou l'autre de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le conseil d'administration.

"Ce délégué est chargé, sous la direction et le contrôle du conseil d'administration de représenter la société auprès des autorités étrangères et d'exécuter toutes les décisions du conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans ces pays."

Article 19 : alinéa 2 : remplacer les mots "Sauf cas de force" par "Sauf cas de force majeure";

alinéa 7 : remplacer les mots "en vertu de l'article soixante des lois coordonnées" par les mots "en vertu de l'article 523 du Code des sociétés".

Article 22 : remplacer au premier alinéa les mots "au regard de la loi sur les sociétés commerciales" par "au regard du Code des sociétés".

Article 26 : remplacer au premier alinéa les mots "à Bruxelles ou dans une des communes de la région de Bruxelles-Capitale au lieu indiqué dans les avis de convocations" par "au siège social ou à tout autre endroit de la Région de Bruxelles-Capitale indiqué dans les avis de convocation".

Article 27 : compléter le texte de cet article par l'aliéna suivant :

"Des lettres missives sont adressées, quinze jours avant l'assemblée, aux actionnaires, porteurs d'obligations ou titulaires d'un droit de souscription en nom, aux titulaires de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société, aux administrateurs et aux commissaires, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de ces formalités."

Article 28 : compléter le texte de cet article par :

"Les votes se font par main levée ou par appel nominal à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

"Sauf dans les cas prévus par la loi, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité des voix valablement exprimées sans tenir compte des abstentions. En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité des voix, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

"En cas de parité de voix au scrutin de ballottage le candidat le plus âgé est élu".

Article 29 : remplacer le troisième alinéa par :

"Tout propriétaire d'action peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée.

"Toutefois les incapables et les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non actionnaire".

Article 30 : remplacer au premier alinéa les mots "par l'article 70, §§ 3, 4 et 5, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par "par l'article 558, aliéna 2 à 5, du Code des sociétés";

remplacer au second alinéa les mots "à l'article 70bis des mêmes lois" par "à l'article 559 du même Code."

Article 31 : remplacer les trois derniers alinéas par :

"Le conseil d'administration a le droit de proroger séance tenante, la décision relative à l'approbation des comptes annuels à trois semaines.

Cette prorogation n'annule pas les autres décisions prises sauf si l'assemblée en décide autrement.

La seconde assemblée a le droit d'arrêter définitivement les comptes annuels."

Article 33 : remplacer au troisième alinéa, les mots "par l'article 92 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales" par "par l'article 570 du Code des sociétés".

Article 36 : remplacer le mot "le décompte de résultats" par "le compte des résultats".

Article 39 : remplacer le texte par :

"Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net sert d'abord à rembourser en espèces ou autrement, le montant libéré non amorti des actions.

Si les actions ne sont pas toutes libérées dans une égale proposition, les liquidateurs avant de procéder aux répartitions, tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des actions libérés dans une proportion supérieure.

Le solde est réparti également entre toutes les actions."

11. Démissions et nominations d'administrateurs.

Proposition de prendre acte de la démission de certains administrateurs et de désigner en qualité d'administrateurs les candidats présentés par le conseil d'administration et de fixer les émoluments.

12. Renouvellement du mandat du commissaire-réviseur.

Proposition de renouveler le mandat du commissaire-réviseur pour un nouveau terme de trois ans et de fixer ses émoluments.

13. Pouvoirs.

Propositions de conférer tous pouvoirs :

au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les points qui précèdent et notamment pour mettre les statuts en concordance avec les décisions prises et pour corriger les erreurs matérielles éventuellement existantes;

aux mandataires spéciaux à désigner, agissant ensemble ou séparément, pour accomplir toutes les formalités nécessaires en vue de modifier les inscriptions de la société au registre du commerce et auprès de toutes autres administrations compétentes.

14. Constatation de la réalisation de la condition suspensive.

Proposition de constater la réalisation de la condition suspensive et le caractère définitif des résolutions de fusion prises par les deux sociétés concernées par cette opération.

Pour assister à ces deux assemblées, les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions du Code des sociétés et à l'article 29 des statuts.

Conformément à l'article 29 des statuts :

Les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs titres le 23 avril 2001 au plus tard aux endroits suivants :

en Belgique : siège social de la société, Banque Bruxelles Lambert, Fortis Bank - KBC;

au Grand-Duché de Luxembourg : Banque Internationale à Luxembourg, Crédit Européen.

Les actionnaires en nom doivent faire connaître, pour le 23 avril 2001 au plus tard par l'envoi d'une lettre ou d'une procuration, leur intention de prendre part à ces assemblées ainsi que le nombre de titres pour lesquels ils entendent participer au vote.

Conformément aux articles 694, 695 et 697 du Code des sociétés, l'ensemble des documents relatifs à l'opération de fusion sont mis gratuitement à la disposition des actionnaires à partir de ce jour. Le rapport annuel sera quant à lui mis à la disposition du public, à partir du 11 avril prochain, au siège social de la société, avenue Marnix 24, à 1000 Bruxelles.

Les actionnaires sont invités à se présenter si possible une demi-heure avant l'ouverture des assemblées afin de faciliter l'établissement de la liste des présences.

Le conseil d'administration.

(8328)

Electrafina, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Marnixlaan 24, 1000 Brussel

H.R. Bruxelles 3902

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergaderingen die zullen doorgaan op donderdag 26 april 2001, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, Marnixlaan 24, te 1000 Brussel. De eerste vergadering zal plaatsvinden na afloop van de buitengewone algemene vergadering van Groep Brussel Lambert N.V. en ten vroegste om 11 uur. De tweede vergadering zal onmiddellijk op de eerste volgen. De agenda's van deze twee vergaderingen zijn de volgende :

Eerste vergadering

Fusie door overneming
van de naamloze "Groep Brussel Lambert N.V."

1. Voorafgaandelijke goedkeuring van de jaarrekening.

Voorstel om, voorafgaandelijk aan de beslissing van fusie door overneming waarvan sprake hierna, de jaarlijkse algemene vergadering beraadslagend over de jaarrekening van het boekjaar afgesloten op eenendertig december tweeduizend te houden.

Bijgevolg :

1° lezing en kennisneming van het jaarverslag over het boekjaar afgesloten op eenendertig december tweeduizend en van het verslag van de commissaris-revisor;

2° voorstel om de jaarrekening afgesloten op eenendertig december tweeduizend, goed te keuren omvattende de aanwending van het resultaat en de toekenning van het dividend aangaande het afgesloten boekjaar waarvan de uitbetaling zal plaatsvinden volgens de door het fusievoorstel bepaalde modaliteiten.

Gepreciseerd zijnde dat, rekening houdende met het voorstel tot vernietiging van eigen aandelen die aan de tweede algemene vergadering zal voorgesteld worden, geen dividend zal toegekend worden aan de tweëndertig miljoen achthonderdeenennegentigduizend en eenentachtig (32 891 081) aandelen "Electrafina" die heden door de naamloze vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V." gehouden worden en die aan de huidige overnemende vennootschap bij wijze van fusie zullen overgedragen worden.

3° voorstel om kwijting te geven aan de bestuurders en commissarissen) voor de uitoefening van hun mandaat gedurende het boekjaar afgesloten op eenendertig december tweeduizend.

2. Voorafgaandelijke formaliteiten aan de fusie.

Documenten kosteloos ter beschikking van de aandeelhouders gesteld, overeenkomstig artikel 697 van het Wetboek van Vennootschappen, te weten :

1° Het fusievoorstel gemeenschappelijk opgesteld op dertien maart tweeduizend en één door de raad van bestuur van de twee te fuseren vennootschappen.

Dit voorstel werd onderhands opgesteld en houdt de aanduidingen voorgeschreven door artikel 693 van het Wetboek van Vennootschappen. Het werd op veertien maart tweeduizend en één neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel van Brussel, zijnde de griffie van de rechtbank van koophandel van het gebied waarin elk van de gezegde vennootschappen haar maatschappelijke zetel heeft.

2° De verslagen opgesteld overeenkomstig artikelen 694 en 695 van het gemelde wetboek, te weten :

a) het verslag opgesteld door de raad van bestuur van ieder der vennootschappen bestemd te fuseren over de stand van het vermogen van elk van de twee vennootschappen en over de hierna beschreven verrichting van fusie.

b) het controleverslag van de commissaris-revisor van elk van de twee vennootschappen over de ruilverhouding van de effecten van de betrokkenen vennootschappen.

3. Andere documenten ter beschikking gesteld van de aandeelhouders van ieder van de twee vennootschappen :

de jaarrekeningen over de laatste drie boekjaren, de jaarverslagen en de verslagen van de commissaris-revisor over deze boekjaren;

de jaarrekening van het boekjaar afgesloten op eenendertig december tweeduizend.

3. Actualisatie van de informaties.

Voorstel om akte te nemen van de wijzigingen aangebracht aan het vermogen van de door de fusie betrokkenen vennootschappen voortvloeiende uit verrichtingen door deze verwezenlijkt sedert het opstellen van het fusievoorstel.

4. Beslissing van fusie.

Voorstel tot besluit van fusie door overneming door de huidige vennootschap van de naamloze vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V.", met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Marnixlaan 24, volgens de volgende modaliteiten :

De fusie wordt verwezenlijkt op basis van de jaarrekening afgesloten door de twee vennootschappen op eenendertig december tweeduizend.

Deze jaarrekening omvattende de aanwending van het resultaat en de toekenning van het dividend betreffende dit boekjaar zullen voorafgaandelijk aan de beslissing van fusie ter goedkeuring aan de algemene vergadering van de aandeelhouders van ieder van gezegde vennootschappen onderworpen worden.

Onder deze voorbehouden, heeft de fusie als gevolg dat alle actief en passiefbestanddelen van het vermogen van de overgenomen vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V." tegen hun boekhoudkundige waarde op eenendertig december tweeduizend zullen overgedragen worden in de boekhouding van onderhavige overnemende vennootschap; alle handelingen van de voornoemde overgenomen vennootschap, verwezenlijkt vanaf één januari tweeduizend één, worden boekhoudkundig geacht te zijn verricht voor rekening van de onderhavige overnemende vennootschap.

Bijgevolg, overgang in de boekhouding van onderhavige overnemende vennootschap, van elk actief- en passiefbestanddeel van het vermogen van de overgenomen vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V." tegen hun boekhoudkundige waarde op eenendertig december tweeduizend; nochtans, zullen de achthonderdtweeënveertigduizend negentien (872 019) eigen maatschappelijke aandelen gehouden door de overgenomen vennootschap uit kracht van de fusie vernietigd worden; als tegenwaarde zal de "onbeschikbare reserve voor eigen aandelen" daarvoor door gezegde overgenomen vennootschap gevormd vernietigd worden.

5. Vaststelling van de ruilverhouding van de effecten.

Voorstel om de ruilverhouding van de effecten van de betrokken vennootschappen vast te stellen op basis van de waarderingmethoden van gezegde vennootschappen die door hun raad van bestuur vastgesteld werden, die de omruiling ten belope van nul komma zestig (0,60) maatschappelijk aandeel van de overgenomen vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V.", voor één (1) aandeel van huidige overnemende vennootschap.

Nochtans, rekening houdend met het voorstel van navolgende beslissing van wijziging van de vertegenwoordiging van het kapitaal van huidige vennootschap en van vervanging van elk bestaand aandeel door drie (3) nieuwe aandelen, zal de ruilverhouding op vijf (5) nieuwe aandelen "Electrafina" voor één (1) maatschappelijk aandeel "Groep Brussel Lambert N.V." vastgesteld worden.

Er zal geen opleg noch in geld noch anderszins toegekend worden.

6. Verdeling per drie (3) van de aandelen "Electrafina".

Voorstel om de vertegenwoordiging van het kapitaal van de huidige overnemende vennootschap te wijzigen door het aantal van haar aandelen te vermenigvuldigen met drie (3); ieder bestaand aandeel geeft recht op drie (3) nieuwe aandelen.

Bijgevolg, vervanging van de negenendertig miljoen zeventienveertigduizend vierhonderd tweeëntwintig (39 724 422) bestaande aandelen voor de fusie door honderd negentien miljoen honderddrieënveertigduizend tweehonderd zesenzestig (119 173 266) nieuwe aandelen waaronder vierenveertig miljoen vierhonderdvijfentwintigduizend vijfhonderd vijfenveertig (44 425 545) aandelen met "strips VVPR".

De omruiling van de bestaande aandelen zal volgens de door het fusievoorstel vastgestelde modaliteiten geschieden.

7. Kapitaalverhoging.

Voorstel om het kapitaal van de huidige overnemende vennootschap te verhogen ten belope van het bedrag van het kapitaal van de overgenomen vennootschap hetzij zeshonderd en tien miljoen achthonderdduizend zeshonderd vijftwintig euro (610 800 625).

Het kapitaal zal dus van driehonderd achtenvijftig miljoen achthonderdvierentachtigduizend zeshonderd negenentwintig euro achtentachtig cent (358 884 629,88) op negenhonderd negenentwintig miljoen zeshonderdvijftachtigduizend tweehonderd vierenvijftig euro achtentachtig cent (969 685 254,88) gebracht worden.

8. Toekenning van de nieuwe aandelen "Electrafina" aan de aandeelhouders van de overgenomen vennootschap.

Voorstel om honderd zeventien miljoen achthonderdduizend dertig (117 800 030) nieuwe aandelen "Electrafina" zonder vermelding van nominale waarde die dezelfde rechten en voordelen genieten als de bestaande aandelen na verdeling per drie, waaronder zesenvieftig miljoen negenduizend vijftendertig (46 009 035) aandelen met "Strips VVPR".

Deze nieuwe aandelen zullen volledig volgestort aan de aandeelhouders van de overgenomen vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V.", toegekend worden.

Nochtans, wordt er geen aandeel aan de overgenomen vennootschap zelf toegekend, in ruiling van de achthonderdtweeënveertigduizend negentien (872 019) eigen maatschappelijke aandelen die zij bezit; deze zullen uit kracht van de fusie vernietigd worden.

Deze nieuwe aandelen zullen aan de aandeelhouders van de overgenomen vennootschap afgeleverd worden ten belope van vijf (5) nieuwe aandelen van de vennootschap "Electrafina" voor één (1) maatschappelijk aandeel "Groep Brussel Lambert N.V." volgens de door het fusievoorstel vastgestelde modaliteiten waarvan sprake hiervoor.

Deze nieuwe aandelen zullen zonder vermelding van nominale waarde zijn en van dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen genieten.

Zij zullen recht geven in de winstverdeling van de overnemende vennootschap aangaande het boekjaar dat aanvangt op één januari tweeduizend één.

9. Toelating van de aandeelhouders van de overgenomen vennootschap tot de navolgende algemene vergadering van de huidige vennootschap.

Voorstel om af te kijken van de statutaire toelatingsformaliteiten tot de vergaderingen teneinde de aandeelhouders van de overgenomen vennootschap de navolgende vergadering van de huidige vennootschap te laten bijwonen, zonder andere formaliteit dan deze vervuld voor de vergadering betreffende de fusie en de ontbinding van de overgenomen vennootschap.

Deze aandeelhouders zullen aan de beraadslagingen en aan de stemingen van de beslissingen te nemen door deze vergadering kunnen deelnemen voor een aantal stemmen overeenstemmende met het aantal nieuwe aandelen "Electrafina" die hun overeenkomstig de voorgaande beslissingen zullen toegekend worden.

10. Verwezenlijking van de fusie.

Tussenkoms van de vertegenwoordigers van de overgenomen vennootschap om het vermogen van de overgenomen vennootschap over te dragen en voorwaarden van deze overdracht vast te stellen.

11. Vorming van een onbeschikbare reserve voor eigen aandelen.

Voorstel om, overeenkomstig de wet, een "onbeschikbare reserve voor eigen aandelen" te vormen voor een bedrag overeenstemmende met de boekhoudkundige waarde van de tweeëndertig miljoen achthonderdeenennegentigduizend eenentachtig (32 891 081) oude aandelen "Electrafina" gehouden door de overgenomen vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V.", overgedragen bij wijze van fusie, zijnde na verdeling per drie van de aandelen "Electrafina", achtennegentig miljoen zeshonderddrieënveertigduizend tweehonderd drieënveertig (98 673 243) nieuwe aandelen "Electrafina".

Bijgevolg, voorstel om deze onbeschikbare reserve te vormen voor een bedrag van twee miljard negenhonderd dertien miljoen zeshonderdzevenenzestigduizend driehonderd negenenveertig euro vierenvijftig cent (2 913 667 349,54) door aftrekking op de rekening overgedragen winsten" voorafgaandelijk verhoogd met de "overgedragen winst" van de overgenomen vennootschap als gevolg van de overdracht van haar geheel vermogen.

12. Wijzigingen van de statuten.

Voorstel om de artikelen 4 en 5 van de statuten te wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de huidige toestand van het kapitaal en van zijn vertegenwoordiging en om de historie van dit kapitaal te vervolledigen.

13. Inwerkingtreding van de beslissingen.

Voorstel om te besluiten dat de beslissingen in verband met de hierboven genomen voorstellen slechts uitwerking zullen sorteren op het ogenblik van de stemming van de overeenstemmende beslissingen van fusie door overneming door de algemene vergadering van de aandeelhouders van de vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V." en door deze van de aandeelhouders van huidige overnemende vennootschap.

De fusie geschiedt zonder wijziging van het maatschappelijk doel van de huidige overnemende vennootschap.

14. Opschortende voorwaarde.

Voorstel om te besluiten dat de beslissingen hiervoor onderworpen zullen zijn aan de opschortende voorwaarde van de goedkeuring door de tweede algemene vergadering van de vernietiging van de tweeëndertig miljoen achthonderdeenennegentigduizend eenentachtig (32 891 081) eigen aandelen, die na verdeling per drie van het effect "Electrafina" achtennegentig miljoen zeshonderddrieënveertigduizend tweehonderd drieënveertig (98 673 243) aandelen zullen worden, overgedragen bij wijze van fusie, en die het voorwerp uitmaken van de beslissingen te nemen door de huidige vennootschap in de navolgende vergadering.

15. Machten.

Voorstel om alle machten te verlenen :

aan de raad van bestuur voor de uitvoering van de beslissingen die voorafgaan;

aan de aan te duiden mandatarissen samen of afzonderlijk handelend om de nodige formaliteiten te vervullen teneinde de inschrijvingen van de vennootschap te wijzigen op het Handelsregister en bij de andere bevoegde overheden.

Tweede vergadering

Wijziging van de maatschappelijke benaming — Vernietiging van eigen aandelen — Verminderingen van het kapitaal en van de rekening "uitgifte premie" — Toelatingen en machtigingen aan de raad van bestuur — Wijzigingen van de datum van de jaarvergadering van de duur van het mandaat van de bestuurders en van de statuten — Benoemingen — Machten

Dagorde :

1. Wijziging van de maatschappelijke benaming.

Voorstel om de maatschappelijke benaming te wijzigen om deze te vervangen door de volgende benamingen : in het Nederlands "Groep Brussel Lambert", in het Frans "Groupe Bruxelles Lambert", in afgekort "GBL".

Bijgevolg, wijziging van artikel 1 van de statuten.

2. Vernietiging van de eigen aandelen.

Voorstel om de achtennegentig miljoen zeshonderddrieënveertigduizend tweehonderd drieënveertig (98 673 243) nieuwe aandelen "Electrafina" te vernietigen, waarvan drieëntwintig miljoen negenhonderdvijfentwintigduizend vijfhonderd tweeëntwintig (23 925 522) met "Strips VVPR" verkregen door de vennootschap als gevolg van de overdracht bij wijze van fusie van het vermogen van de overgenomen vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V." en vernietiging als tegenwaarde van de "onbeschikbare reserve voor eigen aandelen" voor een bedrag van twee miljard negenhonderd dertien miljoen zeshonderdzevenenzestigduizend driehonderd negenenveertig euro vierenvijftig cent (2 913 667 349,54) te dien einde gevormd door de fusievergadering die voorafgaat.

3. Verhoging van de "Beschikbare reserve" door vermindering van het kapitaal en door voorafnamen op de rekening "Uitgiftepremie" en op de "Wettelijke Reserve"

Voorstel om de "Beschikbare reserve" te verhogen ten belope van één miljard zevenhonderd tweeëntwintig miljoen negenhonderd vierennegentigduizend negenhonderd éénentwintig euro tweeënveertig cent (1 722 994 921,72) door vermindering van het kapitaal en door voorafnamen op de rekening "Uitgiftepremie" en op de "Wettelijke reserve".

Deze verrichting heeft tot doel de uitkerende capaciteit van de vennootschap gedeeltelijk te herstellen zoals zij bestond uit hoofde van de twee betrokken vennootschappen voor de fusie door overneming van de vennootschap "Groep Brussel Lambert N.V." die het voorwerp uitmaakte van de beslissingen genomen door de algemene vergadering die voorafgaat.

Bijgevolg :

voorstel om het kapitaal te verminderen en de "Beschikbare reserve" te verhogen ten belope van vierhonderd en negen miljoen achthonderdtweeëntachtigduizend zeshonderd negentwintig euro vierendertig cent (409 882 629,34); het kapitaal werd dus teruggebracht van negenhonderd negenenzeventig miljoen zeshonderdvijfentachtigduizend tweehonderd vierenvijftig euro achtentachtig cent (969 685 254,88) op vijfhonderd negenenveertig miljoen achthonderdentweeduizend zeshonderd vijfentwintig euro vierenvijftig cent (559 802 625,54);

voorstel om op de rekening "Uitgiftepremie" vooraf te nemen, met het oog de "Beschikbare reserve" te verhogen, ten belope van één miljard tweehonderd tweeënveertig miljoen honderdvierentwintigduizend negentwintig euro vijfenveertig cent (1 272 124 029,45).

Deze kapitaalvermindering en deze afneming op de onbeschikbare rekening "Uitgiftepremie" met het oog op de verhoging van de "Beschikbare reserve" zijn onderworpen aan de formaliteiten voorgescreven door de artikels 612 en 613 van het Wetboek der Vennootschappen.

Tenslotte, voorstel om op de "Wettelijke reserve" vooraf te nemen met het oog de "Beschikbare reserve" te verhogen ten belope van veertig miljoen negenhonderdachtentachtigduizend tweehonderd tweeënzestig euro drieënnegentig cent (40 988 262,93) en om de "Wettelijke reserve" aldus terug te brengen tot een bedrag wettelijk verplicht voorgeschreven door artikel 616 van het Wetboek van de Vennoetschappen.

4. Wijzigingen van artikels 4 en 5 van de statuten.

Voorstel om de artikels 4 en 5 van de statuten te wijzigen om deze in overeenstemming te brengen met de huidige toestand van het kapitaal en van zijn vertegenwoordiging en om de historiek van het kapitaal te vervolledigen.

5. Uitdrukkelijke machtiging van de raad van bestuur om het kapitaal te verhogen in geval van openbaar overnamebod.

Voorstel om de raad van bestuur uitdrukkelijk te machtigen, voor een duur van drie jaar, om over te gaan tot de verhogingen van het kapitaal in geval van openbaar overnamebod op de effecten uitgegeven door de vennootschap in de voorwaarden voorgeschreven door artikel 607, alinea 2, 2°, van het Wetboek van de Vennoetschappen.

Bijgevolg, voorstel om artikel 13 van de statuten te vervolledigen door een tweede paragraaf, opgesteld als volgt (de huidige tekst vormende de eerste paragraaf) :

"§ 2. Zonder afbreuk te doen aan de machtigingen aan de raad van bestuur toegekend om het kapitaal, in het kader van het toegestane kapitaal, te verhogen overeenkomstig vorige paragraaf en om, binnen de perken van het toegestane kapitaal, in aandelen converteerbare obligaties, warrants of andere roerende waarden die op termijn recht op aandelen van de vennootschap kunnen geven, overeenkomstig artikel 14 van de statuten, wordt de raad van bestuur uitdrukkelijk gemachtigd om, in geval van openbaar overname bod op de effecten van de vennootschap, over te gaan tot kapitaalverhogingen door inbreng in natura binnen de wettelijke perken, of door inbreng in speciën, met beperking of opheffing van het voorkeurrecht van de aandeelhouders, na ontvangst door de vennootschap van de mededeling beoogd door alinea 2, 2°, van gezegd artikel 607.

"De kapitaalverhogingen verwezenlijkt door de raad van bestuur overeenkomstig huidige machtiging worden op het nog toegestane kapitaal verrekend.

"De uitdrukkelijke machtiging aan de raad van bestuur toegekend blijft geldig voor een duur van drie jaar vanaf de datum van de vergadering die over deze machtiging zal beslissen."

6. Toestemming en vernieuwing van de machtiging om eigen aandelen te verkregen en te vervreemden.

1. Voorstel om de raad van bestuur te machtigen, voor een periode van achttien (18) maanden ingaande op datum van de algemene vergadering die deze machtiging zal beslissen, om op de Beurs een maximum aantal van dertien miljoen achthonderddertigduizend en vijf (13 830 005) eigen aandelen te verkrijgen en te vervreemden, tegen een tegenwaarde die niet lager mag zijn dan meer dan tien procent (10 %) van de laagste koers van de twaalf (12) laatste maanden die de verrichting voorafgaan en die niet hoger mag zijn dan meer dan tien procent (10 %) van de hoogste sluitingskoers van de twintig (20) laatste noteringen die de verrichting voorafgaan en om de dochtersvennoetschappen van de huidige vennootschap in de zin van artikels 5, 6 en 627 van het Wetboek van Vennoetschappen te machtigen om de aandelen van de vennootschap tegen dezelfde voorwaarden te verkrijgen en te vervreemden.

2. Voorstel tot hernieuwing van de machtiging aan de raad van bestuur toegekend om aandelen van de vennootschap voor haar rekening te verkrijgen voor een duur van drie jaar vanaf de dag voorzien door de wet en om deze te machtigen om deze aandelen te vervreemden wanneer deze verkrijging of vervreemding noodzakelijk zijn ter vermindering van dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap.

Bijgevolg, voorstel om artikel 8 van de statuten te behouden in zijn huidige opstelling, onder voorbehoud om in de derde alinea de datum van vijftientig mei negentienhonderd negennegentig te vervangen door deze van de vergadering die over deze hernieuwing zal beslissen en om de referenties van de artikels van de gecoördineerde wetten op de handelsvennoetschappen te vervangen door deze van de artikels die overeenstemmen met het Wetboek van Vennoetschappen thans van toepassing.

7. Wijziging van de datum van de algemene jaarvergadering.

Voorstel om de datum van de algemene jaarvergadering te wijzigen om deze op de vierde dinsdag van april van elk jaar om vijftien uur vast te stellen.

Bijgevolg, voorstellen :

om de eerste alinea van artikel 26 der statuten te wijzigen om haar in overeenstemming te brengen met de genomen beslissing;

om de statuten te vervolledigen door een overgangsbepaling betreffende de datum van de algemene jaarvergadering die de jaarrekening van het lopend boekjaar zal goed keuren.

8. Vermindering van de duur van het mandaat van de bestuurders.

Voorstel om de duur van het mandaat van bestuurders tot drie jaar te verminderen.

Bijgevolg, voorstel om artikel 15 van de statuten te wijzigen om de tweede alinea in overeenstemming te brengen met de genomen beslissing.

9. Toegestane mogelijkheid aan de raad van bestuur om uitvoerende comités of directiecomités op te richten.

Voorstel om aan de raad van bestuur de mogelijkheid te verlenen om één of meerdere uitvoerende comités of directiecomités op te richten, waarvan de leden mogen binnen of buiten zijn kring gekozen worden.

Bijgevolg, voorstel om artikel 16 van de statuten te wijzigen om de alinea's 2 en 3 te vervangen door de volgende tekst (de laatste alinea afgeschaft zijnde) :

" De raad van bestuur mag :

a) één of meerdere uitvoerende comités of directiecomités oprichten waarvan de leden binnen of buiten zijn kring mogen gekozen worden;

b) het dagelijks bestuur van de vennootschap, alsook de vertegenwoordiging dienaangaande opdragen, het bestuur van het geheel of van één of meerdere takken der maatschappelijke zaken opdragen, bijzondere taken overdragen, bijzondere machten overdragen aan personen die binnen of buiten zijn kring mogen gekozen worden.

"De raad bepaalt de bevoegdheden, de machten en de vaste of veranderlijke vergoedingen van de personen daarvoor benoemd; desgevallend, worden zij door de raad ontslagen."

10. Andere wijzigingen der statuten.

Artikel 1 : in de tweede alinea de woorden "artikel 26 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennoetschappen" te vervangen door "artikel 438 van het Wetboek van Vennoetschappen".

Artikel 2 : zonder wijziging van het maatschappelijk doel noch van de activiteiten van de vennootschap, in punt 2 van de eerste alinea een materiële fout in de Franse tekst verbeteren door het woord "affecter" te vervangen door "effectuer" en de Nederlandse tekst aan te passen aan de het Wetboek van Vennoetschappen thans van toepassing door in de laatste alinea de woorden "de gecoördineerde wetten op de handelsvennoetschappen" te vervangen door "het Wetboek van Vennoetschappen".

Artikel 9 : in de derde alinea de woorden "de derde alinea van artikel 43 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennoetschappen" te vervangen door "het artikel 504 van het Wetboek van Vennoetschappen".

Artikel 11 : de tekst van dit artikel te vervangen door :

"De vennootschap zal gedematerialiseerde effecten mogen uitgeven zodra de toepassingmaatregelen door de Koning zullen aangenomen worden.

"Het gedematerialiseerd aandeel wordt vertegenwoordigd door een boeking op rekening, op naam van de eigenaar of zijn houder, bij een erkende instelling die rekeningen bijhoudt, "herkende rekeninghouder" benoemd.

"Het op rekening geboekte aandeel wordt overgedragen door overschrijving van rekening op rekening; de transacties worden gedaan door de rekeninghouder bij een instelling genaamd "de vereffeningsinstelling".

" De gedematerialiseerde aandelen in omloop zijnde worden op elk ogenblik ingeschreven in het register van de aandelen op naam van de vennootschap op naam van de vereffeningsinstelling."

Artikel 15 : de woorden "overeenkomstig artikel 55, alinea 4 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" te vervangen door "overeenkomstig artikel 519 van het Wetboek van Vennootschappen".

Artikel 18 : dit artikel te vervangen door :

"De vennootschap zal in het buitenland kunnen vertegenwoordigd worden hetzij door één van haar bestuurders, hetzij door een directeur, hetzij door elke andere persoon speciaal daartoe aangeduid door de raad van bestuur.

Deze afgevaardigde zal gelast worden onder de leiding en de controle van de raad van bestuur de belangen van de vennootschap te vertegenwoordigen bij de buitenlandse overheden en alle beslissingen van de raad van bestuur, waarvan de uitvoering zich moet voordoen in deze landen, uit te voeren."

Artikel 19 : tweede alinea, de Nederlandse tekst blijft onveranderd;

zevende alinea, de woorden "zestig van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" te veranderen door "523 van het Wetboek van Vennootschappen".

Artikel 22 : eerste alinea : de woorden "de wet op de handelsvennootschappen" vervangen door "het Wetboek van Vennootschappen"

Artikel 26 : in de eerste alinea de woorden "in Brussel of in één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bijeen, op de plaats vermeld in het oproepingsbericht" vervangen door "op de zetel van de vennootschap of op elke ander plaats van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangeduid in de oproepingsberichten, bijeen".

Artikel 27 : de tekst van dit artikel vervolledigen door de volgende alinea :

"Aan de houders van aandelen, obligaties of warrants op naam, aan de houders van certificaten op naam, die met medewerking van de vennootschap werden uitgegeven, aan de bestuurders en aan de commissarissen wordt vijftien dagen vóór de vergadering een brief gezonden; van de vervulling van deze formaliteit behoeft evenwel geen bewijs te worden overgelegd."

Artikel 28 : de tekst van dit artikel vervolledigen door :

"Het stemmen gebeurt bij handopsteken of bij naamafroeping, tenzij de algemene vergadering, bij meerderheid der stemmen, er anders over beslist.

"De beslissingen worden, welke ook het aantal vertegenwoordigde effecten op de vergadering weze, bij meerderheid van de geldige uitgebrachte stemmen genomen, zonder rekening te houden van de onthoudingen, behoudens in de gevallen voorzien door de wet. In geval van benoeming, indien geen enkel kandidaat de meerderheid der stemmen bereikt, wordt er overgegaan tot de herstemming tussen de kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen.

"In geval van staking van stemmen bij de herstemming, wordt de oudste kandidaat verkozen."

Artikel 29 : de derde alinea vervangen door :

"Elke eigenaar van een aandeel mag zich laten vertegenwoordigen op de algemene vergadering door een bijzondere gevolmachtigde, indien deze zelf aandeelhouder is en van het recht geniet om de vergadering bij te wonen.

"De onbekwaamverklaarden en rechtspersonen mogen echter vertegenwoordigd worden door een mandataris die geen aandeelhouder is."

Artikel 30 : in de eerste alinea de woorden "artikel 70, §§ 3, 4 en 5, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" vervangen door "artikel 558, alinea's 2 tot 5, van het Wetboek van Vennootschappen".

in de tweede alinea de woorden "artikel 70bis van die zelfde wetten" vervangen door "artikel 559 van hetzelfde Wetboek".

Artikel 31 : de drie laatste alinea's vervangen door :

"De raad van bestuur heeft het recht, tijdens de zitting, de beslissing met betrekking tot de goedkeuring van de jaarrekening drie weken uit te stellen.

"Deze verdaging doet geen afbreuk aan de andere genomen besluiten, behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering.

"De volgende vergadering heeft het recht de jaarrekening vast te stellen."

Artikel 33 : in de derde alinea de woorden "artikel 92 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen" vervangen door "artikel 570 van het Wetboek van Vennootschappen".

Artikel 36 : de Nederlandse tekst blijft onveranderd.

Artikel 39 : de tekst vervangen door :

"Na betaling van alle schulden, lasten en kosten van vereffening of consignatie der daartoe nodige sommen, dient het netto-actief eerst om, in effecten of in geld, het afbetaalde maar niet afgeschreven bedrag der aandelen terug te betalen.

"Indien alle aandelen niet in dezelfde mate afbetaald zijn, houden de vereffenaars, alvorens tot terugbetaling over te gaan, rekening met dit verschil van toestand en herstellen het evenwicht door alle aandelen op volstrekt gelijke voet te stellen, hetzij door aanvullende stortingen ten laste van effecten die in onvoldoende mate werden afbetaald, hetzij door voorafgaande terugbetalingen in geld ten voordele van aandelen die in grotere mate werden afbetaald. "Het saldo wordt evenredig onder alle aandelen verdeeld."

11. Ontslagen en benoemingen van bestuurders.

Voorstel om akte te nemen van het ontslag van enkele bestuurders en om de kandidaten door de raad van bestuur voorgesteld in de hoedanigheid van bestuurders aan te stellen en om de vergoedingen vast te stellen.

12. Hernieuwen van het mandaat van de commissaris-revisor.

Voorstel om het mandaat van de commissaris-revisor voor een nieuwe termijn van drie jaar te hernieuwen en om zijn vergoedingen vast te stellen.

13. Machten.

Voorstellen om alle machten te verlenen :

aan de raad van bestuur voor de uitvoering van de beslissingen te nemen op de punten die voorafgaan en namelijk de statuten in overeenstemming te brengen met de voorafgaande beslissingen en om de eventuele bestaande materiële vergissingen te verbeteren;

aan één of meerdere aan te duiden mandatarissen samen of afzonderlijk handelend om de nodige formaliteiten te vervullen teneinde de inschrijvingen van de vennootschap te wijzigen op het handelsregister en bij de andere bevoegde overheden.

14. Vaststelling van de verwezenlijking van de opschortende voorwaarde.

Voorstel om de verwezenlijking van de opschortende voorwaarde vast te stellen en het definitief karakter van de beslissingen van de fusie genomen door de twee vennootschappen betrokken door deze verrichting.

De aandeelhouders die deze twee vergaderingen willen bijwonen, worden verzocht de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen na te leven evenals het artikel 29 van de statuten.

Overeenkomstig artikel 29 van de statuten moeten :

de aandeelhouders aan toonder, ten laatste op 23 april 2001, hun aandelen neerleggen op de volgende plaatsen :

in België : de maatschappelijke zetel van de vennootschap, of bij de Bank Brussel Lambert, de Fortis Bank of de KBC;

in Groothertogdom Luxemburg : Banque Internationale à Luxembourg, Crédit Européen;

de aandeelhouders op naam, ten laatste op 23 april 2001, door verzending van een brief of een volmacht, hun intentie bekendmaken om deze vergaderingen bij te wonen met vermelding van het aantal effecten waarmee zij aan de stemming wensen deel te nemen.

Overeenkomstig de artikelen 694, 695 en 697 van het Wetboek van Vennootschappen, worden alle documenten met betrekking tot de fusie vanaf heden gratis ter beschikking van de aandeelhouders gesteld. Het jaarverslag zal vanaf 11 april eerstkomend beschikbaar zijn voor het publiek op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, Marnixlaan 24, te 1000 Brussel.

De aandeelhouders worden uitgenodigd zich, indien mogelijk, een half uur voor de opening van de vergadering aan te melden teneinde de opstelling van de aanwezigheidslijst te vergemakkelijken.
(8328) De raad van bestuur.

Groupe Bruxelles Lambert, société anonyme

Siège social : avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 246108 — T.V.A. 403.228.010

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le jeudi 26 avril 2001, à 9 h 30 m, au siège social, avenue Marnix 24, à 1000 Bruxelles, ainsi que de prendre part, en vertu du point 6 du présent ordre du jour, à la seconde assemblée générale extraordinaire du même jour d'Electrafina laquelle suivra immédiatement l'assemblée de fusion de cette dernière société convoquée au plus tôt à 11 heures, à son siège social, avenue Marnix 24, à 1000 Bruxelles, et ce, sans autres formalités d'admission que celles accomplies en vue d'assister à l'assemblée de Groupe Bruxelles Lambert S.A.

L'ordre du jour de cette deuxième assemblée est repris dans la publication de la convocation des assemblées générales extraordinaires d'Electrafina.

Ordre du jour

Fusion par absorption par la société anonyme "Electrafina"
Dissolution sans liquidation

1. Approbation préalable des comptes annuels.

Proposition de fixer préalablement à la décision de fusion par absorption dont question ci-après, l'assemblée générale annuelle d'approbation des comptes annuels de l'exercice clôturé le trente et un décembre deux mil.

En conséquence :

1. lecture et examen du rapport de gestion sur l'exercice clôturé le trente et un décembre deux mil et du rapport du commissaire-réviseur;

2. proposition d'approuver les comptes annuels au trente et un décembre deux mil, comprenant l'affectation du résultat et l'attribution du dividende afférent à l'exercice clôturé dont la mise en paiement aura lieu suivant les modalités fixées par le projet de fusion.

Etant précisé qu'aucun dividende ne sera attribué aux huit cent septante-deux mille dix-neuf (872 019) parts sociales détenues par la présente société absorbée elle-même qui seront annulées par l'effet de la fusion;

3. proposition de donner décharge aux administrateurs et commissaire(s) pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice clôturé le trente et un décembre deux mil.

2. Formalités préalables à la fusion.

Documents mis gratuitement à la disposition des actionnaires conformément à l'article 697 du Code des sociétés, à savoir :

1. Le projet de fusion, établi en commun le treize mars deux mil un par le conseil d'administration des deux sociétés à fusionner.

Ce projet a été dressé par acte sous seing privé et contient les mentions prescrites par l'article 693 du Code des sociétés. Il a été déposé le quatorze mars deux mil un au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles étant le greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel est établi le siège social de chacune desdites sociétés.

2. Les rapports dressés conformément aux articles 694 et 695 dudit code, à savoir :

a. le rapport établi par le conseil d'administration de chacune des sociétés appelées à fusionner portant sur la situation patrimoniale de chacune des deux sociétés et sur l'opération de fusion décrite ci-après;

b. le rapport de contrôle établi par le commissaire-réviseur de chacune des deux sociétés portant sur le rapport d'échange des titres des sociétés concernées.

3. Autres documents établis et mis à la disposition des actionnaires par chacune des deux sociétés :

les comptes annuels des trois derniers exercices sociaux, les rapports de gestion et les rapports des commissaires-réviseurs portant sur ces exercices;

les comptes annuels de l'exercice social clôturé au trente et un décembre deux mil.

3. Actualisation des informations.

Proposition de prendre acte des modifications apportées au patrimoine des sociétés concernées par la fusion résultant des opérations réalisées par celles-ci depuis la date de l'établissement du projet de fusion.

4. Décision de fusion.

Proposition de décider la fusion par absorption de la présente société, par la société anonyme "Electrafina", ayant son siège social à 1000 Bruxelles, avenue Marnix 24, suivant les modalités suivantes :

La fusion s'effectue sur base des comptes annuels des deux sociétés afférentes à l'exercice social clôturé par chacune des deux sociétés le trente et un décembre deux mil.

Ces comptes annuels comprenant l'affectation du résultat et l'attribution du dividende afférent à cet exercice social auront été respectivement soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de chacune desdites sociétés préalablement à la décision de fusion.

Sous ces réserves, la fusion a pour effet de transférer, à la société "Electrafina" absorbante, l'ensemble des éléments du patrimoine actif et passif de la présente société absorbée à leur valeur comptable au trente et un décembre deux mil; toutes les opérations de la société absorbée effectuées à partir du premier janvier deux mil un sont considérées, du point de vue comptable, comme accomplies pour le compte de la société absorbante précitée.

En conséquence, transfert dans la comptabilité de la société "Electrafina" absorbante, de chaque élément actif et passif du patrimoine de la présente société absorbée à leur valeur comptable au trente et un décembre deux mil; toutefois seront annulées, par l'effet de la fusion, les huit cent septante-deux mille dix-neuf (872 019) parts sociales propres détenues par la présente société absorbée; en contrepartie sera annulée la "réserve indisponible pour actions propres" constituée à cet effet par la présente société absorbée.

5. Fixation du rapport d'échange des titres.

Proposition de fixer le rapport d'échange des titres des sociétés concernées, sur base des méthodes de valorisation desdites sociétés retenues par leur conseil d'administration, ce qui justifie l'échange des titres à raison de zéro virgule soixante (0,60) part sociale de la présente société absorbée pour une (1) action de la société "Electrafina" absorbante.

Toutefois compte tenu de la résolution à prendre par la société "Electrafina" absorbante, ayant pour objet de modifier, lors de la fusion, la représentation de son capital et de remplacer chacune de ses actions existantes par trois (3) actions nouvelles, le rapport d'échange s'établira à cinq (5) actions nouvelles "Electrafina" pour une (1) part sociale "Groupe Bruxelles Lambert S.A."

Il ne sera pas attribué de soultte en espèces ou autrement.

6. Attribution des actions nouvelles "Electrafina" aux actionnaires de la présente société absorbée.

Proposition de décider que le transfert du patrimoine de la présente société absorbée sera rémunéré par la création par la société "Electrafina", de cent dix-sept millions huit cent mille trente (117 800 030) actions nouvelles de ladite société absorbante dont quarante-six millions neuf mille trente-cinq (46 009 035) actions assorties de "Strips VVPR".

Ces nouvelles actions seront attribuées entièrement libérées aux actionnaires de la présente société absorbée.

Toutefois aucune action ne sera attribuée à la société absorbée elle-même en échange des huit cent septante-deux mille dix-neuf (872 019) parts sociales propres qu'elle détient; lesquelles seront annulées par l'effet de la fusion, comme indiqué ci-dessus.

Ces actions seront sans mention de valeur nominale et conféreront les mêmes droits et avantages que les actions existantes "Electrafina" après division par trois. Elles donneront droit à la répartition des résultats de la société "Electrafina" relatifs à l'exercice ayant commencé le premier janvier deux mil un.

En outre, il sera proposé à l'assemblée générale de la société "Electrafina" de prendre une résolution de dérogation à ses règles statutaires en vue de permettre aux actionnaires de la présente société absorbée de participer à l'assemblée de cette société suivant immédiatement celle ayant décidé de la fusion, sans autres formalités d'admission que celles accomplies en vue d'assister à la présente assemblée de fusion.

Ces actionnaires pourront participer aux délibérations et aux votes des résolutions à prendre par cette assemblée pour un nombre de voix correspondant au nombre d'actions nouvelles "Electrafina" qui leur seront attribuées en vertu des résolutions qui précèdent.

7. Dissolution sans liquidation de la société.

Proposition de dissoudre sans liquidation la présente société consécutivement à la résolution de fusion par absorption, mais sans préjudice de l'application des articles 682, 1°, et 689, du Code des sociétés.

8. Représentation de la société.

Proposition de désigner un ou plusieurs mandataires aux fins de représenter la société absorbée à l'assemblée de fusion de la société "Electrafina".

9. Pouvoirs à conférer.

Proposition de conférer tous pouvoirs au(x) représentant(s) de la présente société absorbée désigné(s) conformément au point H ci-dessus aux fins de veiller au déroulement des opérations de fusion par absorption et à ses effets légaux.

10. Entrée en vigueur des résolutions.

Proposition de décider que les résolutions ci-dessus ne sortiront leurs effets qu'au moment du vote par l'assemblée générale des actionnaires de la présente société absorbée et par celle de l'assemblée générale des actionnaires de la société absorbante "Electrafina" des décisions concordantes de fusion par absorption de la présente société.

La société absorbante doit en outre approuver les modifications de ses statuts conformément à l'article 701 du Code des sociétés; l'objet social étant maintenu dans sa rédaction actuelle.

11. Condition suspensive.

Proposition de décider que les résolutions ci-dessus seront soumises à la condition suspensive de l'approbation par la société "Electrafina" de l'annulation des trente-deux millions huit cent nonante et un mille quatre-vingt-un (32 891 081) qui deviendront après division par trois (3) du titre "Electrafina" nonante-huit millions six cent septante-trois mille deux cent quarante-trois (98 673 243) actions propres transmises par voie de fusion faisant l'objet des résolutions à prendre par sa seconde assemblée.

Pour assister à la présente assemblée de GBL, les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions du Code des sociétés et aux articles 25 et 26 des statuts.

Conformément à l'article 25 des statuts :

Les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs titres le 23 avril 2001 au plus tard aux endroits suivants :

en Belgique : siège social de la société, Banque Bruxelles Lambert, Fortis Bank, KBC;

en France : ING France;

au Grand-Duché de Luxembourg : Banque Internationale à Luxembourg, Crédit Européen;

aux Pays-Bas : ING Bank;

en Suisse : Banque Bruxelles Lambert (Suisse).

Les actionnaires en nom doivent faire connaître, pour le 23 avril 2001 au plus tard par l'envoi d'une lettre ou d'une procuration, leur intention de prendre part à l'assemblée ainsi que le nombre de titres pour lesquels ils entendent participer au vote.

Conformément aux articles 694, 695 et 697 du Code des sociétés, l'ensemble des documents relatifs à l'opération de fusion sont mis gratuitement à la disposition des actionnaires à partir de ce jour. Le rapport annuel sera quant à lui mis à la disposition du public, à partir du 11 avril prochain, au siège social de la société, avenue Marnix 24, à 1000 Bruxelles.

Les actionnaires sont invités à se présenter si possible une demi-heure avant l'ouverture de l'assemblée afin de faciliter l'établissement de la liste des présences.
(8329)

Le conseil d'administration.

Groep Brussel Lambert, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Marnixlaan 24, 1000 Brussel

H.R. Brussel 246108 — BTW 403.228.010

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal doorgaan op donderdag 26 april 2001, om 9 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel, Marnixlaan 24, te 1000 Brussel. Zij worden tevens verzocht om, in toepassing van punt 6 van de huidige agenda, deel te nemen aan de tweede buitengewone algemene vergadering van Electrafina die eveneens op 26 april zal doorgaan en onmiddellijk zal volgen op de fusievergadering van deze laatste vennootschap, bijeengeroepen om 11 uur, ten vroegste, op haar maatschappelijke zetel, Marnixlaan 24, te 1000 Brussel, en dit zonder enig andere toelatingsformaliteit dan deze vereist voor het bijwonen van de Vergadering van Groep Brussel Lambert N.V.

Voor de agenda van de tweede Vergadering van Electrafina, wordt er verwezen naar de publicatie van de bijeenroeping van deze buitengewone algemene vergadering van deze laatste vennootschap.

Fusie door overneming door de naamloze vennootschap "Electrafina"
Ontbinding zonder vereffening

1. Voorafgaandelijke goedkeuring van de jaarrekening.

Voorstel, om voorafgaandelijk aan de beslissing van fusie door overneming waarvan sprake hierna, de jaarlijkse algemene vergadering beraadslagende over de jaarrekening van het boekjaar afgesloten op eenendertig december tweeduizend te houden.

Bijgevolg :

1. lezing en kennisneming van het jaarverslag over het boekjaar afgesloten op eenendertig december tweeduizend en van het verslag van de commissaris-revisor;

2. voorstel om de jaarrekening afgesloten op eenendertig december tweeduizend goed te keuren, omvattende de aanwending van het resultaat en de toekenning van het dividend aangaande het afgesloten boekjaar waarvan de uitbetaling zal plaatsvinden volgens de door het fusievoorstel bepaalde modaliteiten.

Gepreciseerd zijnde dat geen dividend zal toegekend worden aan de achthonderd tweeënzeventigduizend negentien (872 019) maatschappelijke aandelen gehouden door de huidige overgenomen vennootschap zelf die uit kracht van fusie zullen vernietigd worden;

3. voorstel om kwijting te verlenen aan de bestuurders en commissaris(sen) voor de uitoefening van hun mandaat gedurende het boekjaar afgesloten op eenendertig december tweeduizend.

2. Voorafgaandelijke formaliteiten aan de fusie.

Documenten kosteloos ter beschikking gesteld van de aandeelhouders, overeenkomstig artikel 697 van het Wetboek van Vennootschappen, te weten :

1. Het fusievoorstel gemeenschappelijk opgesteld op dertien maart tweeduizend en één door de raad van bestuur van de twee te fuseren vennootschappen.

Dit voorstel werd onderhands opgesteld en houdt de aanduidingen voorgeschreven door artikel 693 van het Wetboek van Vennootschappen. Het werd op veertien maart tweeduizend en één neergelegd op de griffie van de rechtbank van koophandel van Brussel, zijnde de griffie van de rechtbank van koophandel van het gebied waarin elk van gezegde vennootschappen haar maatschappelijke zetel heeft.

2. De verslagen opgesteld overeenkomstig artikelen 694 en 695 van het gemelde wetboek,

te weten :

a) het verslag opgesteld door de raad van bestuur van ieder der vennootschappen bestemd te fuseren over de stand van het vermogen van de twee vennootschappen en over de hierna beschreven verrichting van fusie.

b) het controleverslag van de commissaris-revisor van elk van de twee te fuseren vennootschappen over de ruilverhouding van de effecten van de betrokkenen vennootschappen.

3. Andere documenten ter beschikking gesteld van de aandeelhouders van ieder van de twee vennootschappen :

de jaarrekeningen over de laatste drie boekjaren, de jaarverslagen en de verslagen van de commissaris-revisor over deze boekjaren;

de jaarrekening van het boekjaar afgesloten op eenendertig december tweeduizend.

3. Actualisatie van de informaties.

Voorstel om akte te nemen van de wijzigingen aangebracht aan het vermogen van de door de fusie betrokkenen vennootschappen voortvloeiende uit verrichtingen door deze verwezenlijkt sedert de datum van het opstellen van het fusievoorstel.

4. Beslissing van fusie.

Voorstel om de fusie door overneming van de huidige vennootschap door de naamloze vennootschap "Electrafina", met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Marnixlaan 24, volgens de volgende modaliteiten te beslissen :

Deze fusie wordt verwezenlijkt op basis van de jaarrekening afgesloten door ieder van de twee betrokken vennootschappen op eenendertig december tweeduizend.

Deze jaarrekening omvattende de aanwending van het resultaat en de toekenning van het dividend betreffende dit boekjaar zullen respectievelijk ter goedkeuring van de algemene vergadering der aandeelhouders van ieder van gezegde vennootschappen voorafgaandelijk aan de beslissing van fusie onderworpen worden.

Onder deze voorbehouden, heeft de fusie als gevolg de overgang in de overnemende vennootschap "Electrafina" van het geheel van de bestanddelen van het actief en passief vermogen van de huidige overgenomen vennootschap tegen hun boekhoudkundige waarde op eenendertig december tweeduizend; alle handelingen van de overgenomen vennootschap, verwezenlijkt vanaf één januari tweeduizend één, worden boekhoudkundig geacht te zijn verricht voor rekening van de voornoemde overnemende vennootschap.

Bijgevolg, overgang in de boekhouding van de overnemende vennootschap "Electrafina", van elk actief- en passiefbestanddeel van het vermogen van de huidige overgenomen vennootschap tegen hun boekhoudkundige waarde op eenendertig december tweeduizend; nochtans, zullen de achthonderd tweeënzeventigduizend negentien (872 019) eigen maatschappelijke aandelen gehouden door de huidige overgenomen vennootschap uit kracht van de fusie vernietigd worden; als tegenwaarde zal de "onbeschikbare reserve voor eigen aandelen" daarvoor door de overgenomen vennootschap gevormd vernietigd worden.

5. Vaststelling van de ruilverhouding van de effecten.

Voorstel om de ruilverhouding van de effecten van de betrokken vennootschappen vast te stellen op basis van de waarderingsmethoden van gezegde vennootschappen die door hun raad van bestuur vastgesteld werden, wat de omruiling van de effecten ten belope van nul komma zestig (0,60) maatschappelijk aandeel van de huidige overgenomen vennootschap, tegen één (1) aandeel van de overnemende vennootschap "Electrafina" verechvaardigt.

Nochtans, rekening houdende met het in het kader van de fusie te nemen besluit door de overnemende vennootschap "Electrafina", met betrekking tot de wijziging van de vertegenwoordiging van haar kapitaal en van de vervanging van elk bestaand aandeel door drie (3) nieuwe aandelen, zal de ruilverhouding op vijf (5) nieuwe aandelen "Electrafina" tegen één (1) maatschappelijk aandeel "Groep Brussel Lambert N.V." vastgesteld worden.

Er zal geen opleg noch in geld noch anderszins toegekend worden.

6. Toekenning van de nieuwe aandelen "Electrafina" aan de aandeelhouders van de huidige overgenomen vennootschap.

Voorstel om te besluiten dat de overgang van het vermogen van de huidige overgenomen vennootschap zal vergoed worden door de uitgifte door de vennootschap "Electrafina" van honderd zeventien miljoen achthonderdveertig (117 800 030) nieuwe aandelen van gezegde overnemende vennootschap, waaronder zesenvieftig miljoen negenduizend vijftig (46 009 035) aandelen met "Strips VVPR".

Deze nieuwe aandelen zullen volledig volgestort aan de aandeelhouders van huidige overgenomen vennootschap, toegekend worden.

Nochtans, wordt er geen aandeel aan de overgenomen vennootschap zelf toegekend, in ruil voor de achthonderd tweeënzeventigduizend negentien (872 019) eigen maatschappelijke aandelen die zij bezit; deze zullen uit kracht van de fusie vernietigd worden, zoals hierboven aangeduid.

Deze nieuwe aandelen zullen zonder vermelding van nominale waarde zijn en van dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen "Electrafina" genieten na verdeling per drie. Ze zullen recht geven op de winstverdeling van de vennootschap "Electrafina" aangaande het boekjaar dat aanvangt op één januari tweeduizend één.

Bovendien, zal er aan de algemene vergadering van de vennootschap "Electrafina" voorgesteld worden, een besluit te nemen in afwijking van haar statutaire formaliteiten ten einde de aandeelhouders van de huidige overgenomen vennootschap te laten deelnemen aan de vergadering van deze vennootschap die onmiddellijk na de fusievergadering zal gehouden worden, zonder andere formaliteit dan deze vervuld voor de huidige fusievergadering.

Deze aandeelhouders zullen aan de beraadslagingen en aan de stemmingen van de te nemen beslissingen door deze vergadering kunnen deelnemen voor een aantal stemmen overeenstemmende met het aantal nieuwe aandelen "Electrafina" die hun overeenkomstig de voorgaande beslissingen zullen toegekend worden.

7. Ontbinding zonder vereffening van de vennootschap.

Voorstel om huidige vennootschap te ontbinden zonder vereffening ten gevolge van de beslissing van fusie door overneming, maar zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de artikels 682, 1°, en 689, van het Wetboek van Vennootschappen.

8. Vertegenwoordiging van de vennootschap.

Voorstel om één of meerdere mandatarissen aan te duiden om de overgenomen vennootschap te vertegenwoordigen bij de fusievergadering van de vennootschap "Electrafina".

9. Machten te verlenen.

Voorstel om alle machten te verlenen aan de vertegenwoordiger(s) van de huidige overgenomen vennootschap aangeduid overeenkomstig punt H hierboven om te waken over de uitvoering van de fusieverrichtingen door overneming en over haar wettelijke uitwerkingen.

10. Inwerkingtreding van de beslissingen.

Voorstel om te besluiten dat de hierboven vermelde beslissingen slechts uitwerking zullen sorteren op het ogenblik van de stemming van de overeenstemmende beslissingen van fusie door overneming van de huidige vennootschap door de algemene vergadering van de aandeelhouders van de huidige overgenomen vennootschap en door deze van de algemene vergadering van de aandeelhouders van de overnemende vennootschap "Electrafina". Bovendien moet de overnemende vennootschap de wijzigingen van haar statuten goedkeuren, overeenkomstig artikel 701 van het Wetboek van Vennootschappen, haar maatschappelijk doel in zijn huidige opstelling blijvende.

11. Opschortende voorwaarde.

Voorstel om te besluiten dat de beslissingen hiervoor onderworpen zullen zijn aan de opschortende voorwaarde van de goedkeuring door de vennootschap "Electrafina" van de vernietiging van de tweeëndertig miljoen achthonderdeenennegentigduizend eenentachtig (32 891 081) eigen aandelen, die na verdeling per drie (3) van het effect "Electrafina", achtennegentig miljoen zeshonderddrieënzeventigduizend tweehonderd drieënveertig (98 673 243) zullen worden, overgedragen bij wijze van fusie, vernietiging die het voorwerp zal uitmaken van de beslissingen van haar tweede vergadering.

De aandeelhouders die deze vergadering willen bijwonen, worden verzocht de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen na te leven evenals de artikels 25 en 26 van de statuten.

Overeenkomstig artikel 25 van de statuten moeten :

de aandeelhouders aan toonder ten laatste op 23 april 2001 hun aandelen neerleggen op de volgende plaatsen :

in België : de maatschappelijke zetel van de vennootschap, of bij de Bank Brussel Lambert, de Fortis Bank of de KBC;

in Frankrijk : ING France;

in Groothertogdom Luxemburg : Banque Internationale à Luxembourg, Crédit Européen;

in Nederland : ING Bank;

in Zwitserland : Banque Bruxelles Lambert (Suisse);

de aandeelhouders op naam ten laatste op 23 april 2001 door verzending van een brief of een volmacht, hun intentie bekend maken om deze vergadering bij te wonen met vermelding van het aantal effecten waarmee zij aan de stemming wensen deel te nemen.

Overeenkomstig de artikelen 694, 695 en 697 van het Wetboek van Vennootschappen, worden alle documenten met betrekking tot de fusie vanaf heden gratis ter beschikking van de aandeelhouders gesteld. Het jaarverslag zal vanaf 11 april eerstkomend beschikbaar zijn voor het publiek op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, Marnixlaan 24, te 1000 Brussel.

De aandeelhouders worden uitgenodigd zich, indien mogelijk, een half uur voor de opening van de vergadering aan te melden teneinde de opstelling van de aanwezigheidslijst te vergemakkelijken.
(8329) De raad van bestuur.

**Comfort Home, naamloze vennootschap,
Belgiëlei 69, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 44245

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die wordt gehouden te 2000 Antwerpen, Maarschalk Gérardstraat 20, op 26 april 2001, te 11 uur met als agenda :

1. Aanpassing doel om deze te beperken tot een zuivere patrimoniumvennootschap.
2. Kapitaalverhoging met BEF 1 375 000, door creatie van 250 aandelen, zonder aanduiding van nominale waarde, waarop in geld zal moeten ingeschreven worden tegen de prijs van BEF 5 500 per aandeel en omvorming van het kapitaal in euro.
3. Vaststelling van de inschrijvingstermijn en de modaliteiten voor de uitoefening van het voorkeurrecht.
4. Modaliteiten bij niet-oefening van het voorkeurrecht van alle aandeelhouders.
5. Machten toegekend aan de raad van bestuur om de kapitaalverhoging vast te stellen en de statuten te wijzigen.
6. Wijziging van de statuten om deze aan te passen aan de vernieuwde vennootschapswetgeving.
7. Ontslag en benoeming bestuurders.
(8330) Namens de raad van bestuur.

**Roban, naamloze vennootschap,
Bruul 92, 2800 Mechelen**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Mechelen, nr. 327
NN 448.227.201

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op maandag 16 april 2001, te 15 u. 30. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Varia. (8331)

**B.V.B.A. Le Parishaeck
Langestraat 37, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 57033 – BTW 466.015.120

*Verslag van de bijzondere algemene vergadering
B.V.B.A. Le Parishaeck
gehouden te Oostende op 28 maart 2001*

De vergadering wordt geopend onder het voorzitterschap van Mevr. Cynthia Haeck, gedelegeerd bestuurder. De voorzitter stelt volgende aanwezigheden vast op deze bijzondere algemene vergadering :

Mevr. Anne-Marie Joos, houder van 750 aandelen.

Mevr. Cynthia Haeck, houder van 250 aandelen.

Aangezien het volledig maatschappelijk kapitaal verzameld is kan rechtsgeldig worden overgegaan tot het houden van een bijzondere algemene vergadering zonder voorafgaande oproeping, met volgende agendapunten :

1. Goedkeuring overdracht van aandelen door de heer Stephen Haeck aan Mevr. Anne-Marie Joos op 31 oktober 2000, en door de heer Gilbert Haeck (faillissement) aan Mevr. Anne-Marie Joos op 5 maart 2001.

2. Bekrachtiging overdracht van handelshuurovereenkomst per 1 april 2001, ingevolge overeenkomst d.d. 21 maart 2001, voor een prijs van BEF 2 450 000, met inbegrepen overdracht van de lening ten bedrage van BEF 776 518 alsook overdracht van de leasingcontracten voor de muziekinstallatie en de koffiemachine ingevolge waarvan ook de betalingsverplichtingen voor deze contracten door de overnemers worden overgenomen en de B.V.B.A. hiervan dus ontlast wordt (onder voorbehoud van verdere borgstelling).

3. Stopzetting der activiteiten per 31 maart 2001 en alle terzake dienende maatregelen.

4. Overbrenging maatschappelijk zetel naar het adres Louizastraat 12, bus 42 te 8400 Oostende.

Bespreking, goedkeuringen, stemmingen :

1. Alhoewel gelet op het feit dat de overdracht gebeurde aan een andere aandeelhouder, de bekrachtiging volgens de statuten strikt genomen niet vereist is, wordt de overdracht van aandelen door het heer Stephen Haeck aan Mevr. Anne-Marie Joos en door de heer Gilbert Haeck aan Mevr. Anne-Marie Joos, met de unanimité der stemmen goedgekeurd.

2. De overdracht van de handelszaak als vervat in de overeenkomst d.d. 21 maart 2001, namens de B.V.B.A. ondertekend door haar gedelegeerd bestuurder, en ingaande op 1 april 2001, wordt met de unanimité der stemmen goedgekeurd.

3. Gelet op de overdracht van de handelszaak per 1 april 2001 wordt met de unanimité der stemmen beslist om alle activiteiten met ingang van 31 maart 2001, middernacht stop te zetten.

De statutaire zaakvoerder zal haar taak onbezoldigd verder zetten in afwachting van de ontbinding van de vennootschap waartoe zo spoedig als mogelijk zal worden overgegaan. Zij zal ook het nodige doen voor de schrapping uit het handelsregister met stopzetting der activiteiten op 31 maart 2001, alsook voor de mededeling der stopzetting aan alle bevoegde instanties.

4. Gelet op de stopzetting der activiteiten in de Langestraat 37 en de overdracht van het handelsfonds per 1 april 2001, wordt de zetel van de vennootschap verplaatst naar het adres van de vereffenaar, Louizastraat 12, bus 42, te 8400 Oostende.

Voor echt verklaard.

Oostende, 28 maart 2001.

De aandeelhouders : (get.) Cynthia Haeck, voorzitter; (get.) Anne-Marie Joos, aandeelhouder. (8332)

**Molco, naamloze vennootschap,
I.P. Groot-Bijgaarden,
't Hofveld 11, 1702 Dilbeek**

H.R. Brussel 347483 – BTW 400.877.343

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Joëlle Deweerdt te Brussel, Louizalaan 213, op 17 april 2001, om 11 uur.

Agenda :

1. Kapitaalverhoging door incorporatie van reserves.

a) Kapitaalverhoging ten belope van twee miljoen drieëndertigduizend negenhonderd negentig (2 033 990) Belgische frank om het van twee miljoen (2 000 000) Belgische frank te brengen op vier miljoen drieëndertigduizend negenhonderd negentig (4 033 990) Belgische frank, zonder nieuwe inbrengen, door incorporatie in het kapitaal van de som van twee miljoen drieëndertigduizend negenhonderd negentig (2 033 990) Belgische frank, af te houden van de beschikbare reserves

van de vennootschap, zoals zij vermeld staan in de jaarrekening afgesloten op eenendertig december negentienhonderd negennegentig, goedgekeurd door de algemene vergadering de dato zesentwintig mei tweeduizend.

b) Vaststelling van de daadwerkelijke verwezenlijking van de kapitaalverhoging.

2. Omzetting van het maatschappelijk kapitaal in euro.

3. Wijziging van de statuten om deze in overeenstemming te brengen met de voormelde resoluties en aan het Wetboek van de vennootschappen aan te passen : artikelen 5, 9, 11, 12, 23, 24, 27 en 31.

4. Volmachten te geven aan de afgevaardigde-bestuurder voor de uitvoering van de genomen beslissingen.

Om toegelaten te worden tot de buitengewone algemene vergadering, moeten de aandeelhouders hun titels aan toonder neerleggen op de maatschappelijke zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering. (8333)

**Fortis B Fix, naamloze vennootschap,
Bevek naar Belgisch recht — Categorie Effecten en Liquide middelen,
Warandenberg 3, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 607266

Bijeenroeping van een buitengewone algemene vergadering

Daar de voor 6 april 2000 bijeengeroepen buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van de vennootschap niet het vereiste *quorum* heeft bereikt, zal een tweede buitengewone algemene vergadering worden gehouden op 19 april 2001, om 14 u. 30 m., Koning Albert II-laan 1, te 1210 Brussel, om te beraadslagen en te beslissen over de volgende agenda :

1. Wijziging van de datum van de statutaire algemene vergadering.

Voorstel : de datum van de statutaire algemene vergadering van de derde donderdag van de maand april om vijftien uur wijzigen in de derde donderdag van de maand juli om vijftien uur, en voor de eerstvolgende maal in tweeduizend en twee. Dienovereenkomstig wijziging van artikel 19 van de statuten.

2. Wijziging van de datum van afsluiting van het maatschappelijk boekjaar.

Voorstel : Het maatschappelijk boekjaar begint op één april en eindigt op eenendertig maart, met dien verstande dat het huidig boekjaar, dat begonnen is op 1 januari 2001, zal eindigen op 31 maart 2002 en dus vijftien maanden zal duren. Dienovereenkomstig wijziging van artikel 21 van de statuten.

3. Andere wijzigingen in de statuten : voorstellen :

De woorden "aan toonder" vooraf te laten gaan door "gedematerialiseerd," in het eerste lid van punt 1 van artikel 6;

In de eerste zin van punt 2 van artikel 6 de woorden "of onderaandelen" in te voegen na de woorden "meerdere aandelen." Vervolgens de volgende zin toe te voegen : "Een fractie van aandeel zal geen stemrecht verlenen, maar recht geven op een overeenkomstige fractie van het nettoactief dat aan de betrokken aandelen categorie toekomt.";

De tweede zin van het vijfde lid van artikel 13 betreffende de vertegenwoordiging van de bestuurders te schrappen;

Transfer van het derde lid van artikel 5 (betreffende de beslissing van de raad van bestuur van 5 oktober 1998) "De doelstelling of beleggingspolitiek van de verschillende categorieën van de compartimenten van de vennootschap werd als volgt bepaald door de raad van bestuur : " en de punten 1/ tot 4/ die hierop volgen naar het einde van artikel 15bis;

De statuten aanpassen overal waar nodig om oude verwijzingen naar de gecoördineerde wetten te vervangen door de nieuwe verwijzingen naar de vennootschapswet.

4. Bevoegdheden.

Voorstel : aan de raad van bestuur alle bevoegdheden verlenen ter uitvoering van de over bovenvermelde onderwerpen te nemen beslissingen.

Bijeenroeping van de statutaire algemene vergadering

De statutaire algemene vergadering van aandeelhouders zal doorgaan op 19 april 2001, om 15 uur, Koning Albert II-laan 1, te 1210 Brussel, om kennis te nemen van de jaarverslagen van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor en de volgende voorstellen goed te keuren :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2000 en van de aanwending van het resultaat van het compartiment.

2. Decharge aan de bestuurders per compartiment en aan de commissaris-revisor voor de uitoefening van hun mandaat tot 31 december 2000.

3. Benoeming van de bestuurders voorgesteld door de raad van bestuur. De duur van de mandaten wordt vastgesteld op één jaar, tot de volgende algemene vergadering.

4. Varia.

De aandeelhouders die deze vergadering wensen bij te wonen, worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 19 van de statuten. De deponering van de aandelen aan toonder moet gebeuren bij « Fortis Bank », te 1000 Brussel, Warandenberg 3, ten laatste op 13 april 2001. De aandeelhouders op naam worden verzocht uiterlijk vijf volle dagen vóór de datum van de vergadering de raad van bestuur schriftelijk op de hoogte te brengen van hun bedoeling om op de vergadering aanwezig te zijn en voor elk compartiment het aantal effecten te vermelden waarvoor zij aan de stemming wensen deel te nemen.

De vergadering zal geldig beraadslagen en beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen. Ieder aandeel verleent stemrecht in verhouding tot het gedeelte van het kapitaal dat het belichaamt.

(8334)

De raad van bestuur.

**Fortis B Fix, société anonyme,
Sicav de droit belge — Catégorie Valeurs mobilières et Liquidités
Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 607266

Avis de convocation d'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société convoquée pour le 6 avril 2001 n'ayant pas obtenu le quorum requis, une deuxième assemblée générale extraordinaire se tiendra le 19 avril 2001, à 14 h 30 m., boulevard du Roi Albert II 1, à 1210 Bruxelles, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

1. Modification de la date d'assemblée générale annuelle.

Proposition : déplacer la date d'assemblée générale annuelle du troisième jeudi du mois d'avril à quinze heures au troisième jeudi du mois de juillet à quinze heures, et pour la prochaine fois en deux mille deux. En conséquence, modification de l'article 19 des statuts.

2. Modification de la date de clôture de l'exercice social.

Proposition : l'exercice social commence le premier avril et se termine le trente et un mars, étant entendu que l'exercice en cours, commencé le 1^{er} janvier 2001, se terminera le 31 mars 2002 et aura une durée de quinze mois. En conséquence, modification de l'article 21 des statuts.

3. Autres modifications des statuts : propositions :

Faire précéder les mots "au porteur" par "dématérialisées," au premier alinéa du point 1 de l'article 6;

Ajouter, en fin de première phrase du point 2 de l'article 6 : "ou de fractions d'action". Ajouter à la suite, la phrase suivante : "Une fraction d'action ne confère pas le droit de vote mais donnera droit à une fraction correspondante des actifs nets attribuables à la catégorie d'actions concernées.";

Supprimer la deuxième phrase du cinquième alinéa de l'article 13 relative à la représentation des administrateurs;

Transfert du troisième alinéa de l'article 5 (relatif à la décision du conseil d'administration du 5 octobre 1998) de l'article 5. "L'objectif ou la politique d'investissement des différentes catégories de compartiment de la société a été défini comme suit par le conseil d'administration : " et des points 1/ à 4/ qui le suivent en fin de l'article 15bis;

Adapter les statuts partout où c'est nécessaire pour y remplacer les anciennes références aux lois coordonnées par les nouvelles références au Code des sociétés.

4. Pouvoirs.

Proposition : conférer tous pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les points qui précèdent.

Avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale statutaire des actionnaires se tiendra le 19 avril 2001, à 15 heures, boulevard du Roi Albert II 1, à 1210 Bruxelles, aux fins d'entendre les rapports annuels du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et d'adopter les propositions suivantes :

1. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2000 et de l'affectation des résultats par compartiment.

2. Décharge aux administrateurs par compartiment et au commissaire-réviseur pour l'exercice de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2000.

3. Nomination des administrateurs proposé par le conseil d'administration. La durée des mandats est fixée à un an jusqu'à la prochaine assemblée.

4. Divers.

Pour pouvoir assister à ces assemblées ou s'y faire représenter, les actionnaires voudront bien se conformer à l'article 19 des statuts. Le dépôt des titres doit se faire au plus tard le 13 avril 2001 à la « Fortis Banque » à 1000 Bruxelles, rue Montagne du Parc 3. Les propriétaires d'action nominatives doivent au plus tard, cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée, informer par un écrit le conseil d'administration de leur intention d'assister à l'assemblée et indiquer le nombre de titres pour lesquels il entendent prendre part au vote.

Les assemblées délibéreront quel que soit le nombre d'actions présents ou représentées. Chaque action dispose d'un droit de vote proportionnel à la partie du capital qu'elle représente.

(8334)

Le conseil d'administraton.

Centraco, naamloze vennootschap

Zetel : Rekestraat 42, 9500 Geraardsbergen

H.R. Oudenaarde 18590 — BTW 400.199.729

De buitengewone algemene vergadering van 9 maart 2001 heeft beslist het maatschappelijk kapitaal van F 2 500 000, te verhogen tot F 2 501 074, hetzij 62 000 euro.

Geraardsbergen, 29 maart 2001.

(8372)

R. Demey, afgevaardigd bestuurder.

Algemene Ondernemingen Vanwiddingen, naamloze vennootschap, Diestsesteenweg 38, 3540 Herk-de-Stad

H.R. Hasselt 47421 — BTW 414.535.537

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18/04/2001 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Divers. Zich richten naar de statuten. (42628)

"Antwerpse Patrimonium Centrale", in het kort : "APS", naamloze vennootschap, Den Eeckhofstraat 5/10, 2650 Edegem

H.R. Antwerpen 260038

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 14 uur ten kantore van notaris Frederik Jorissen, Jan Van Rijswijcklaan 34, te Antwerpen. — Agenda : 1. Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen. 2. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met één miljoen en één duizend vier en zeventig frank om het te brengen van één miljoen vijfhonderd duizend frank tot twee miljoen vijfhonderd en één duizend vier en zeventig frank, zonder nieuwe inbrengen en

zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie bij het kapitaal van een bedrag van één miljoen en één duizend vier en zeventig frank dat zal afgenomen worden van de beschikbare reserves van de vennootschap. 3. Omzetting van kapitaal in euro. 4. Vaststelling van de nieuwe gecoördineerde statuten, aangepast aan de huidige vennootschapswetgeving. (42629)

Apotheek Delputte, naamloze vennootschap,

Kortrijksestraat 48, 8020 Oostkamp

H.R. Brugge 64300 — BTW 430.106.908

Jaarvergadering op 19/04/2001 om 14.00 u., op de zetel. — Agenda : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42630)

Arkin, naamloze vennootschap,

Koningslaan 36, 8300 Knokke-Heist

H.R. Brugge 74706 — BTW 445.884.254

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 16/04/2001 om 14 uur. — Agenda : 1. Verhoging kapitaal tot 2.501.074 Bef. Deze kapitaalverhoging geschiedt door incorporatie van de beschikbare reserve tot het passend bedrag. 2. Omzetting kapitaal in euro. 3. Aanpassing statuten aan de nieuwe Vennootschapswet. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42631)

Belgian Treboro Trading, naamloze vennootschap,

Kattendijkdok WK 29-30, 2000 Antwerpen

H.R. Antwerpen 314515 — BTW 457.049.845

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 18 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Décharge te verlenen aan de bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42632)

Beltop Travel Service, naamloze vennootschap,

Hoogstraat 58, 1930 Zaventem

H.R. Brussel 516185 — BTW 436.415.965

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001, te 18 u. 30 m., ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Financieel overzicht. 2. Ontwikkelingsplan. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. Indien U verhinderd bent kan U zich laten vertegenwoordigen door een lasthebber aan wie U een schriftelijke volmacht dient te verlenen. (42633) Rina SOETAERS, Afgevaardigde-Bestuurder.

Bestuursdrukkerij Schaubroeck, naamloze vennootschap,

steenweg Deinze 154, 9810 Nazareth

H.R. Gent 77747 — BTW 401.044.520

Jaarvergadering op 17/04/2001 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur en van de commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders en commissaris. 5. Benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42634)

**Bios, naamloze vennootschap,
Lindenlaan 25, 9940 Ertvelde**

H.R. Gent 119847 — BTW 416.362.305

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 17/04/2001 om 17.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diverse. Zich richten naar de statuten. (42635)

**Blitso, naamloze vennootschap,
Sint-Annastraat 10, 9320 Nieuwerkerken**

H.R. Aalst 49279 — BTW 419.544.695

Jaarvergadering op 18/04/2001 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42636)

**"Bloemmolens en Olieslagerijen van Diksmuide",
naamloze vennootschap,
Kleine Dries 6, 8600 Diksmuide**

H.R. Veurne 3487 — BTW 405.465.047

Buitengewone algemene vergadering

De aandeelhouders, de houders van stichtingsaandelen en de bestuurders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering op dinsdag 17/04/2001 te 15.00 uur ten kantore van notaris Delahaye te Diksmuide, Koning Albertstraat 39, met volgende agenda :

1. Na lezing van het verslag van de raad van bestuur en van de bedrijfsrevisor, een verhoging van het kapitaal met 45.004.481 F om het te brengen van 3.000.000 F op 48.004.481 F door het creëren van 90.009 nieuwe aandelen van dezelfde aard en die in de winsten zullen delen van het lopende boekjaar prorata temporis et liberationis.

Deze aandelen zullen genieten van dezelfde rechten en voordelen als de bestaande aandelen. Er is geen uitgiftepremie verschuldigd.

2. Overeenkomstig artikel 633 Wetboek Vennootschappen besluiten over de ontbinding van de vennootschap of over de voortzetting van de activiteiten onder de opschortende voorwaarde van verwezenlijking van de kapitaalsverhoging die op de agenda ingeschreven is.

3. Inbreng in natura van schuldvorderingen door de Heer André Henault, de Heer Ives Henault en Mevrouw Gisèle Cloet.

4. Verzaking aan enig voorkeurrecht in hoofde van de aandeelhouders - Inschrijving en afbetaling van de nieuwe aandelen.

5. Vaststelling dat de kapitaalsverhoging verwezenlijkt is.

6. Uitdrukken van het kapitaal in euro.

7. Aanpassing van de terminologie in de statuten aan de wet van zesentwintig mei negentienhonderd drieëntachtig.

8. Aanpassing van de statuten, met onder meer schrapping van de verwijzingen naar de vennootschapswetgeving.

9. Coördinatie der statuten en varia.

10. Machtiging aan de raad van bestuur tot de uitvoering van de besluiten die zullen worden genomen aangaande de voornoemde punten.

Om deel te nemen moeten de aandeelhouders zich schikken naar de statuten. (42637)

De raad van bestuur.

**Bouwbedrijf Menbo, naamloze vennootschap,
Spijker 65, 2910 Essen**

H.R. Antwerpen 198387 — BTW 414.431.510

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op dinsdag 17/04/2001 om 20 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Herbenoeming-benoeming bestuurders. 6. Benoeming Commissaris-Revisor. 7. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42638)

**Bouwbedrijf Van Gastel, naamloze vennootschap,
Sluizenstraat 43, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 254146 — BTW 429.759.191

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 18/04/2001 te 11 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Omvorming kapitaal in euro. (42639)

**Breedeneheere, naamloze vennootschap,
Zeepstraat 4, 8952 Heuveland**

H.R. Ieper 32156 — BTW 436.917.296

Jaarvergadering op 17/04/2001 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. 6. Omzetting van het kapitaal in eenenzestigduizend negenhonderd drieënzeventig euro achtendertig eurocent (61.973,38-). Kapitaalverhoging door incorporatie van reserves om tot een rond bedrag in euro te komen, namelijk kapitaalverhoging door incorporatie van reserves met zesentwintig euro tweeënzeventig eurocent (26,62-), om het van eenenzestigduizend negenhonderd drieënzeventig euro achtendertig eurocent (61.973,38-), te brengen op tweeënzeventig duizend (62.000) euro. 7. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42640)

**Briverim, naamloze vennootschap,
Zwinlaan 7/1A, 8300 Knokke-Heist**

H.R. Brugge 79833

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 17/04/2001 om 11.00 uur. — Agenda : 1. Melding toepassing artikel 523 vennootschapswet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 30/12/2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen. 7. Omvorming kapitaal in euro. Zich richten naar de statuten. (42641)

**Brouwerij Van Steenberge, naamloze vennootschap,
Lindenlaan 25, 9940 Ertvelde**

H.R. Gent 119846 — BTW 416.362.404

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 17/04/2001 om 17.30 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Divers. Zich richten naar de statuten. (42642)

**Bulow Bennet & Cie, société anonyme,
avenue de Tervuren 297, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 110111

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 17/04/2001, à 11 h, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière assemblée. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Approbation du bilan et du compte de résultats. 4. Quitus à donner au conseil d'administration. 5. Emoluments des administrateurs. 6. Affectation du résultat. 7. Divers. Pour pouvoir assister à cette assemblée les propriétaires d'actions doivent déposer leurs actions au siège de la société, cinq jours francs au moins avant la date de l'assemblée. (42643)

**Bulow Bennet & Cie Holding, société anonyme,
avenue de Tervuren 297, 1150 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 5089

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 17/04/2001, à 15 h, au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière assemblée. 2. Rapport du conseil d'administration. 3. Approbation du bilan et du compte de résultats. 4. Quitus à donner au conseil d'administration. 5. Emoluments des administrateurs. 6. Affectation du résultat. 7. Divers. Pour pouvoir assister à cette assemblée les propriétaires d'actions doivent déposer leurs actions au siège de la société, cinq jours francs au moins avant la date de l'assemblée. (42644)

**Bureau Walmack, société anonyme,
rue Nouvelle Percée 6, 4350 Remicourt**

R.C. Liège 180233 — T.V.A. 443.821.520

Assemblée générale extraordinaire le 17/04/2001 à 15 heures en l'étude du notaire CRISMER, rue de Roloux 39d à 4347 Fexhe-le-Haut-Clocher, avec l'ordre du jour suivant : 1. Augmentation du capital social de 1.250.000-frs à 2.500.000-frs. par incorporation de réserves. 2. Conversion du capital social en euro. (42645)

**"Business Coaching Europe", naamloze vennootschap,
Antwerp Business Center, Meir 44, bus A, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 258747

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 14 uur ten kantore van notaris Frederik Jorissen, Jan Van Rijswijcklaan 34 te Antwerpen. — Agenda : 1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met één miljoen duizend vier en zeventig frank om het te brengen van één miljoen vijfhonderd duizend frank tot twee miljoen vijfhonderd en één duizend vier en zeventig frank, zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie bij het kapitaal van een bedrag van één miljoen duizend vier en zeventig frank dat zal afgenomen worden van de beschikbare reserves van de vennootschap. 2. Omzetting van kapitaal in euro. 3. Vaststelling van de nieuwe gecoördineerde statuten, aangepast aan de huidige vennootschapswetgeving. (42646)

**Canti Storage, naamloze vennootschap,
Koolkampstraat 57/B, 8830 Hooglede (Gits)**

H.R. Kortrijk 128641 — BTW 449.097.825

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 17/04/2001 om 19.00 uur. — Agenda : 1. Melding toepassing artikel 523 vennootschapswet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 30/12/2000. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen. 7. Omvorming kapitaal in euro. Zich richten naar de statuten. (42647)

**"Castelvi", naamloze vennootschap,
Boniverlei 21, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 244951

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 14 uur ten kantore van notaris Frederik Jorissen, Jan Van Rijswijcklaan 34 te Antwerpen. — Agenda : 1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met achthonderd en één duizend vier en zeventig frank om het te brengen van één miljoen zeventienhonderd duizend frank tot twee miljoen vijfhonderd en één duizend vier en zeventig frank door inbreng in speciën, zonder creatie van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van kapitaal in euro. 3. Vaststelling van de nieuwe gecoördineerde statuten, aangepast aan de huidige vennootschapswetgeving. (42648)

**Clabema, naamloze vennootschap,
Molderdijk 130, 2400 Mol**

H.R. Turnhout 68266 — NN 445.877.029

Daar een eerste buitengewone algemene vergadering gehouden op woensdag 21 maart 2001 niet geldig heeft kunnen beslissen wegens gebrek aan wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht de tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op dinsdag 17/04/2001 om 11.00 uur, ten kantore van notaris Louis Wouters, te Balen, met zelfde agenda, met name :

1. Met het oog op de aanpassing van het kapitaal aan euro, een kapitaalverhoging van 6.536 BEF om het te brengen op 34.006.536BEF, door inlijving van eenzelfde bedrag uit de wettelijke reserves, zonder uitgifte en creatie van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van het kapitaal in 843.000 euro. 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten en aan de vernieuwde vennootschapswetgeving, onder meer inzake de samenstelling en besluitvorming binnen de raad van bestuur, alsmede alle numerieke verwijzingen naar de vennootschapswet te schrappen in het licht van de nieuwe codificatie. 4. Opdracht aan de raad van bestuur tot coördinatie van de statuten. 5. Benoeming van een bijzonder gemachtigde voor het vervullen van alle wijzigingen, onder meer bij het handelsregister. (42649)

De raad van bestuur.

**"Colvi", naamloze vennootschap,
Eiermarkt 7, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 243756

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 14 uur ten kantore van notaris Frederik Jorissen, Jan Van Rijswijcklaan 34, te Antwerpen. — Agenda : 1. Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen. 2. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met vijfhonderd en één duizend vier en zeventig frank om het te brengen van twee miljoen frank tot twee miljoen vijfhonderd en één duizend vier en zeventig frank, zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie bij het kapitaal van een bedrag van vijfhonderd en één duizend vier en zeventig frank dat zal afgenomen worden van de beschikbare reserves van de vennootschap. 3. Omzetting van kapitaal in euro. 4. Vaststelling van de nieuwe gecoördineerde statuten, aangepast aan de huidige vennootschapswetgeving. (42650)

**"Comptoir foncier et commercial", société anonyme,
Le Bois Wilmet, 22, 1301 Bierges**

R.C. Nivelles 30666 — T.V.A. 400.002.660

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 17/04/2001 à 14 heures en l'étude du notaire Paul J. Maselis, à 1030 Bruxelles, Square François Rigà 37.

Ordre du jour :

1. Suppression de la valeur nominale. 2. Conversion du capital social en euro. 3. Augmentation du capital social à concurrence de vingt-quatre mille huit cent quinze euros nonante-huit Cents (24.815,98), pour

le porter de trente-sept mille cent quatre-vingt-quatre euros deux Cents (37.184,02) à soixante-deux mille (62.000) euros, sans création de nouvelles actions, par incorporation au capital d'une somme de vingt-quatre mille huit cent quinze euros nonante-huit Cents (24.815,98), à prélever sur les bénéfices reportés de la société. 4. Constatation de la réalisation effective de l'augmentation de capital. 5. Modification aux statuts. 6. Modification de l'article 2, § 2 des statuts. 7. Suppression de l'article 20, § 2 des statuts. 8. Suppression de l'article 22, § 3 des statuts. 9. Modification des statuts pour les mettre en concordance avec la loi du sept mai mil neuf cent nonante-neuf contenant le code des sociétés. 10. Pouvoirs. 11. Coordination des statuts. (42651)

**Creahome, naamloze vennootschap,
Prinsdomlaan 50, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 112505 — BTW 430.382.961

De aandeelhouders van de Naamloze Vennootschap "CREAHOME", met zetel te 8870 Izegem, Prinsdomlaan 50, handelsregister te Kortrijk nr. 112.505, worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal doorgaan op dinsdag 17/04/2001 om 14 uur op het kantoor van notaris Stefaan LAGA, Gentseheerweg 48 te Izegem. — Agenda : 1. Verhoging van het kapitaal met een bedrag van 1.151.074 frank door incorporatie van beschikbare reserves, en met behoud van het aandelen aantal en door middel van verhoging van de fractiewaarde. 2. Omzetting van het kapitaal in euro. 3. Actualisatie van de statuten, onder meer door schrappen van de vervallen bepaling inzake toegestaan kapitaal, wijziging van de regels van samenstelling en beraadslaging van de raad van bestuur, schrapping van stembevoegdheid en door aanpassing aan het nieuw wetboek van vennootschappen. 4. Machtiging aan de raad van bestuur om de genomen besluiten uit te voeren en de statuten te coördineren. (42652) De raad van bestuur.

**DVL- Invest, commanditaire vennootschap op aandelen,
Drielandstraat 2, 9100 Nieuwkerken (Waas)**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Sint-Niklaas, nr. 86

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op woensdag 18/04/2001 om 10.00 uur in de voormiddag, op het kantoor van notaris Dominique De Kesel, Pastorijstraat, 29, 9100 Nieuwkerken-Waas.

Agenda :

- kapitaalverhoging door incorporatie van overgedragen winst;
- omzetting kapitaal in euro.
- wijziging statuten.

Om tot de vergadering toegelaten te worden dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42653)

**De Administratieve Organisatie "Controlex Integral",
naamloze vennootschap,
Ir. Haesaertlaan 24, 2650 Edegem**

H.R. Antwerpen 94519 — BTW 404.878.889

Algemene vergadering op 17/04/2001 te 15.00 op de maatschappelijke zetel, met als agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en gedelegeerd bestuurder. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Verplaatsing maatschappelijke zetel naar Tabaksvest 61 te 2000 Antwerpen. 7. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 1.775.493 BEF om het te brengen van 1.250.000 BEF naar 3.025.493 BEF door incorporatie van de bestaande reserves ten belope van voormeld bedrag zonder creatie van nieuwe aandelen. Uitdrukking van het kapitaal in euro. 8. Wijziging art. 5, art. 6, art. 7. 9. Diverse. (42654)

De Keyser Hotel, naamloze vennootschap,

De Keyserlei 66-70, 2018 Antwerpen

H.R. Antwerpen 199892 — BTW 414.614.919

De aandeelhouders worden uitgenodigd voor een tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op dinsdag 17/04/2001 om 10.15 uur in het kantoor van notaris L. Van Pelt, Britselei 10 te 2000 Antwerpen, om te beraadslagen over volgende dagorde : 1. Bijzonder verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van het fusievoorstel met de, naamloze vennootschap, Bares. 3. Besluit tot fusie door overneming, waardoor alle activa en passiva van de, naamloze vennootschap, Bares overgaan op de, naamloze vennootschap, De Keyser Hotel. 4. Aanpassing van de statuten betreffende de uitbreiding van het maatschappelijk doel. 5. Kapitaalverhoging met BEF 127.463 door incorporatie van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 6. Vaststelling van het nominaal kapitaal op 375.000 euro. 7. Wijziging van de datum van afsluiten boekjaar. 8. Wijziging van de datum van de jaarlijkse algemene vergadering. 9. Aanpassing van de tekst der statuten aan de nieuwe bepalingen en terminologie van het Wet.Venn. recht. 10. Overgangsbepalingen en volmachten. 11. Coördinatie van de statuten. Deze vergadering zal geldig kunnen beslissen, ongelet het aantal aanwezige aandeelhouders. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statutaire bepalingen om geldig deel te nemen aan de vergadering. (42655)

**De Rummenaar, naamloze vennootschap,
Basilieklaan 39, 3270 Scherpenheuvel-Zichem**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Leuven, nr. 432
NN 448.487.913

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op DINSDAG 17/04/2001 om 10.00 uur in het kantoor van notaris Christel Meuris te Scherpenheuvel-Zichem, Molenstraat 46, met als agenda : 1. Kapitaalvermindering ten belope van 15.009.031,-BEF, door terugbetaling aan de aandeelhouders. 2. Omzetting van het kapitaal in euro en afschaffing van de nominale waarde per aandeel. 3. Wijziging van de statuten. 4. Aanpassing van de statuten aan het Wetboek van vennootschappen (wet van 07.05.1999). 5. Volmachten aan de raad van bestuur tot uitvoering van de beslissingen betreffende de onderwerpen hierboven uiteengezet. De aandeelhouders gedragen zich naar de statuten. (42656)

**De Walsche- Tuyschaever, naamloze vennootschap,
Sleidinge Dorp 99 9940 Sleidinge**

H.R. Gent 112371 — BTW 412.943.054

Jaarvergadering op 21/04/2001 om 9 uur op de zetel. — Agenda : 1. Toepassing art. 60 Venn.wet. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 21/04/2001. 4. Bestemming resultaat. 5. Bezoldiging bestuurders. 6. Kwijting aan bestuurders. 7. Ontslag/benoeming bestuurders. 8. Rondvraag. Wil u schikken naar de statuten. (42657)

**Decorateur Toebosch, naamloze vennootschap,
Begonialaan 8, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 40463 — BTW 404.668.756

Jaarvergadering op 18/04/2001 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42658)

**Empire Hotel, naamloze vennootschap,
Appelmannsstraat 31, 2018 Antwerpen**
H.R. Antwerpen 193825 — BTW 413.049.160

De aandeelhouders worden uitgenodigd voor een tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op dinsdag 17/04/2001 om 09.30 uur in het kantoor van notaris L. Van Pelt, Britselei 10 te 2000 Antwerpen, om te beraadslagen over volgende dagorde : - Verlenging van de duur der vennootschap en aanpassing van artikel 4 der statuten. - Kapitaalsverhoging met BEF 1.103.574 door incorporatie van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. - Vaststelling van het nominaal kapitaal op 62.000 euro. - Wijziging van de datum van afsluiten boekjaar. - Wijziging van de datum der jaarlijkse algemene vergadering. - Aanpassing van de tekst der statuten aan de nieuwe bepalingen en terminologie van het Wetb. Venn. recht. - Overgangsbepalingen en eventuele volmachten. - Coördinatie van de statuten. Deze vergadering zal geldig kunnen beslissen, ongelet het aantal aanwezige aandeelhouders. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statutaire bepalingen om geldig deel te nemen aan de vergadering. (42659)

**Entreprises H. Laureys, société anonyme,
boulevard de l'Humanité 415, Forest**
R.C. Bruxelles 163040 — T.V.A. 400.381.257

Assemblée générale ordinaire le 17/04/2001, à 9 heures, au siège social. — Ordre du jour : Rapport du conseil d'administration. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2000. Affectation des résultats. Décharge à donner aux administrateurs. Rémunérations administrateurs. Conversion du capital en euros. Administration. Dépôt des titres cinq jours au moins avant l'assemblée, au siège social. (42660) Le conseil d'administration.

**Etablissements Robert Verlinden, naamloze vennootschap,
Maurits Sabbestraat 132, 2800 Mechelen**
H.R. Mechelen 554 — BTW 403.633.232

De aandeelhouders worden verzocht om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op woensdag 18/04/2001 om 14.00 uur op het kantoor van notaris Marc De Backer te Mechelen, Van Benedenlaan 67. — Agenda : 1. Aanpassing van de statuten aan de huidige vennootschapswetgeving en het nieuwe Wetboek van Vennootschappen. 2. Herformulering van de statutaire bepalingen betreffende het bestuur en de vertegenwoordiging van de vennootschap. 3. Kapitaalsverhoging ten belope van tweehonderd éénenvijftig duizend vierenzeventig frank (251.074,- fr), teneinde het kapitaal te brengen van twee miljoen tweehonderd vijftig duizend frank (2.250.000,- fr) op twee miljoen vijfhonderd en één duizend vierenzeventig frank (2.501.074,- fr), zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie in het kapitaal van een som van tweehonderd éénenvijftig duizend vierenzeventig frank (251.074,- fr), af te houden van de beschikbare reserves van de vennootschap. 4. Vaststelling van de daadwerkelijke verwezenlijking van de kapitaalsverhoging. 5. Omzetting van het kapitaal van de vennootschap van Belgische frank naar euro; 6. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen en toevoeging aan de statuten van artikel 5bis, inhoudende de historiek van de kapitaalvorming. 7. Toekenning van de nodige machten aan de raad van bestuur om de nodige beslissingen te nemen met betrekking tot het voorgaande. De aandeelhouders dienen zich te richten naar artikel 21 van de statuten. (42661) De raad van bestuur.

**Etablissements Tournay, société anonyme,
rue de la Croix 19, 1420 Braine-l'Alleud**
R.C. Nivelles 66887 — T.V.A. 442.178.656

Assemblée générale ordinaire le 17/04/2001 à 19.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Conversion du capital en euros. Décharge aux administrateurs. Divers. (42662)

**"Euro Shoe Unie", naamloze vennootschap,
Leopoldvest, 3290 Diest**
H.R. Leuven 4357 — BTW 400.942.768

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 10 uur ten kantore van notaris Willem Timmermans te 3290 Diest, Kardinaal Mercierstraat 11, aangezien de buitengewone algemene vergadering van vrijdag 16/03/2001 niet geldig kon beraadslagen daar het wettelijk quorum niet bereikt was. — Agenda : Deze vergadering heeft de volgende dagorde : 1. Toevoeging van het huisnummer aan de maatschappelijke zetel. 2. Tekstuele aanpassing van artikel 1 en artikel 2. 3. Kennisname van : a) Het verslag van de raad van bestuur van zeventwintig februari tweeduizend en één, waarin de voorstellen tot uitbreiding van het doel worden uiteengezet; b) De staat van activa en passiva per éénendertig december tweeduizend. 4. De uitbreiding van het maatschappelijk doel van de vennootschap en daartoe de wijziging van artikel 3 van de statuten. 5. Verlenging van de duur van de vennootschap en daartoe de vervanging van artikel 4 van de statuten. 6. De verhoging van het kapitaal door incorporatie van reserves met zes miljoen zeventhonderd achtennegentigduizend Belgische FRANK (6.798.000,-) om het alzo te brengen van achthonderd miljoen Belgische frank (800.000.000,-) tot achthonderdenzesmiljoen zeventhonderd achtennegentigduizend Belgische FRANK (806.798.000,-), zonder uitgifte van nieuwe aandelen, waarbij de fractiewaarde van elk aandeel verhoogt om het te brengen op één/éénenvijftigduizend driehonderdveertigste (51.340) van het kapitaal en daartoe de wijziging van artikel 5 van de statuten. 7. Vaststelling dat de kapitaalverhoging is verwezenlijkt. 8. Omzetting van het kapitaal van achthonderdenzesmiljoen zeventhonderd achtennegentigduizend Belgische FRANK (806.798.000,-) in twintig miljoen euro (20.000.000,-EUR). 9. Vervanging van artikel 5 van de statuten rekeninghoudende met voormelde kapitaalsverhoging, de omzetting van het kapitaal in euro, het tijdelijk invoeren van de vereiste van éénparigheid van stemmen voor beslissingen tot kapitaalverhoging en schrapping van artikel 6 bij gebrek aan belang. 10. Regeling betreffende kapitaalverhogingen en het voorkeurrecht van de bestaande aandeelhouders bij een kapitaalverhoging door inbreng in speciën en daardoor de vervanging van artikel 7 door een nieuw artikel 6. 11. Regeling van de "oproeping door de raad van bestuur tot bijstorting" en daardoor de toevoeging van een nieuw artikel 7. 12. Regeling de vorm en modaliteiten van de aandelen en andere effecten en de stemrechten verbonden aan de effecten wanneer meerdere personen rechten hebben met betrekking tot éénzelfde effect en daardoor de vervanging van artikel 8 door een nieuw artikel 8 en de schrapping van artikel 9 en 10. 13. Verlening van de bevoegdheid aan de raad van bestuur tot de uitgifte van obligaties, schrapping van artikel 11 en toevoeging van een nieuw artikel 9. 14. Beperking van de overdracht van de aandelen en voorziening van een onvervreemdbaarheidsclausule, een goedkeuringsclausule en een voorkooprecht bij overdracht van aandelen en toevoeging van een nieuw artikel 10. 15. Regeling betreffende de samenstelling van de raad van bestuur en vervanging van de artikelen 12 en 13 van de statuten door een nieuw artikel 11. 16. Regeling betreffende de "bijeenkomsten - beraadslaging en besluitvorming" van de raad van bestuur en vervanging van artikel 14 van de statuten door een nieuw artikel 12. 17. Regeling van de bestuursbevoegdheid van de raad van bestuur, vervanging van artikel 15 en 16 door een nieuw artikel 13 en schrapping van artikel 19 van de statuten. 18. Regeling van de externe vertegenwoordigingsbevoegdheid en vervanging van artikel 17 door een nieuw artikel 14. 19. Regeling in verband met de bezoldiging van het bestuursmandaat en vervanging van artikel 20 door een nieuw artikel 15. 20. Regeling in verband met de datum en plaats van de jaarvergadering en het houden van een buitengewone algemene vergadering en vervanging van artikel 21 door een nieuw artikel 16. 21. Regeling van de oproeping tot de jaarvergadering en toevoeging van een nieuw artikel 17 aan de statuten. 22. Regeling van de toelating tot de algemene vergadering en vervanging van artikel 22 door een nieuw artikel 18. 23. Regeling van de vertegenwoordiging van de aandeelhouders op de algemene vergadering en vervanging van artikel 23 door een nieuw artikel 19. 24. Regeling betreffende de aanwezigheidslijst voor de algemene vergadering en toevoeging van een nieuw artikel 20. 25. Regeling van de samenstelling van het bureau voor de algemene vergadering en toevoeging van een nieuw artikel 21. 26. Regeling van de beraadslaging en toevoeging van een nieuw artikel 22. 27. Regeling van de stemming per brief en toevoeging van een nieuw artikel 23. 28. Regeling van het stemrecht van de aandelen en toevoeging van een nieuw artikel 24. 29. Schrapping van artikel 25 betreffende de verdeling van het resultaat en de

toewijzing van een preferent dividend aan de AFV aandelen. 30. Bepaling van het meerderheidsquorum voor de beslissingen van de algemene vergadering en toevoeging van een nieuw artikel 25. 31. Vastlegging van de opmaak van de notulen en toevoeging van een nieuwe artikel 26 aan de statuten. 32. Regeling betreffende de controle van de vennootschap door één of meer commissarissen en vervanging van artikel 18 door een nieuw artikel 27. 33. Herverwoording en hernummering van de eerste paragraaf van artikel 24 i.v.m. het boekjaar en schrapping van de tweede paragraaf van artikel 24, en toevoeging van een nieuw artikel 28. 34. Regeling betreffende de goedkeuring door de jaarvergadering van de jaarrekening en het verlenen van kwijting en toevoeging van een nieuw artikel 29. 35. Regeling van de resultaatverwerking en vervanging van artikel 25 van de statuten door een nieuw artikel 30. 36. Regeling betreffende de uitbetaling van dividenden en interim-dividenden en daartoe de vervanging van artikel 25 bis door twee nieuwe artikelen 31 en 32. 37. Regeling betreffende de ontbinding en vereffening van de vennootschap en daartoe de vervanging van artikel 26 van de statuten door een nieuw artikel 33. 38. Regeling betreffende datgene wat niet uitdrukkelijk in de statuten werd vermeld en daartoe de vervanging van artikel 28 van de statuten door een nieuw artikel 34. 39. Regeling betreffende de bevoegde rechtbank bij de behandeling van geschillen en daartoe de vervanging van artikel 27 van de statuten door een nieuw artikel 35. 40. Volmacht voor wijzigingen van de inschrijving in het handelsregister en voor het verrichten van de vereisten formaliteiten bij de belasting over de toegevoegde waarde. 41. Coördinatie van de statuten. (42663)

**European Living Comfort, société anonyme,
Herbesthalerstrasse 150, 4700 Eupen**
R.C. Eupen 60742 — T.V.A. 440.086.228

Assemblée générale ordinaire le 17/04/2001 à 10.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement des mandats. 6. Divers. Se conformer aux statuts. (42664)

**F. Van Lanschot Bankiers (België),
Bevek naar Belgische recht, naamloze vennootschap**

Agenda van de bijzondere algemene vergadering der aandeelhouders dd 17 april 2001

Bijeenkomst op de hoofdzetel, Coveliersstraat 15, 2018 Antwerpen op dinsdag 17/04/2001 om 15.00 uur, met volgende agendapunten en voorstellen tot besluit : 1. Opening. 2. Toelichting van de voorzitter. 3. Lezing en bespreking van het controleverslag over de rekening en de stukken tot staving van de vereffening. Voorstel tot besluit : de vergadering keurt het controleverslag van de commissaris goed. 4. Sluiting van de vereffening. Voorstel tot besluit : de vergadering keurt afrekening over de vereffening van de vennootschap en de sluiting van de vereffening goed. 5. Kwijting aan de vereffenaar. Voorstel tot besluit : de vergadering geeft volledige kwijting aan de vereffenaar over de door hem vervulde taak. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moet iedere aandeelhouder minstens vijf volle dagen voor de vastgestelde datum schriftelijk de raad van bestuur op de hoogte brengen van zijn intentie om de algemene vergadering bij te wonen en het aantal effecten mededelen waarmee hij van plan is aan de stemming deel te nemen. (42665)

**F.A.G.E., naamloze vennootschap,
Decosterstraat 58, 3545 Halen (Zelem)**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Hasselt, nr. 184
NN 436.071.913

De buitengewone algemene vergadering heeft plaats op dinsdag 17/04/2001 te 17.00 uur ten maatschappelijke zetel en heeft de volgende dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/09/2000. 3. Bestemming van het

resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Varia. Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (42666)

**"Facas & Associates", naamloze vennootschap,
De Keyserlei 19, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 230966

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 14 uur ten kantore van notaris Frederik Jorissen, Jan Van Rijswijklaan 34, te Antwerpen. — Agenda : 1. Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen. 2. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met één miljoen tweehonderd één en vijftig duizend vier en zeventig frank om het te brengen van één miljoen tweehonderd vijftig duizend frank tot twee miljoen vijfhonderd en één duizend vier en zeventig frank, zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie bij het kapitaal van een bedrag van één miljoen tweehonderd één en vijftig duizend vier en zeventig frank dat zal afgenomen worden van de beschikbare reserves van de vennootschap. 3. Omzetting van kapitaal in euro. 4. Vaststelling van de nieuwe gecoördineerde statuten, aangepast aan de huidige vennootschapswetgeving. (42667)

**Fédération postale, société anonyme,
boulevard Bischoffsheim 36, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 381160 — N.N. 413.597.607

L'Assemblée Générale Ordinaire se tiendra au siège social le 17/04/2001 à 11 heures et aura pour ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31/12/2000. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (42668)

**Fibop, naamloze vennootschap,
Dentergemstraat 2A, 9800 Deinze (Wongerem)**

H.R. Gent 153660 — NN 436.839.993

Jaarvergadering op 20/04/2001 om 11 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Bezoldigingen. (42669)

**Frank Vets & C° Diamond Manufacturers, naamloze vennootschap,
Pelikaanstraat 62, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 245374 — BTW 427.073.479

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 18/04/2001, te 11 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders; 5. Varia. Om aan de vergadering deel te nemen, zich schikken naar de statuten. (42670)

**Garage Wittockx, naamloze vennootschap,
Nieuwlandlaan 30, 3200 Aarschot**

H.R. Leuven 62525 — BTW 424.809.520

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatsvinden op de zetel van de vennootschap, op maandag 17/04/2001 om 20.00 uur. — Agenda : 1. Bespreking van de jaarrekening, per 31/12/2000. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (42671)

Gestleder, société anonyme,
Vierneuse Voie 32, 4432 Xhendremael
 R.C. Liège 182480 — T.V.A. 448.667.164

Convocation des actionnaires à une assemblée générale ordinaire le mardi 17/04/2001 à 10 heures au siège social.

Ordre du jour.

1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Renouvellement des mandats. 6. Divers.

Cette assemblée générale ordinaire sera suivie par une assemblée générale extraordinaire le 17/04/2001 à 11 heures en l'étude du notaire Yves Godin, rue Bassenge 47 à 4000 Liège.

Ordre du jour :

1. Augmentation du capital à concurrence de un million deux cent cinquante-et-un mille septante-trois francs (1.251.073,-BEF) pour le porter de un million deux cent cinquante mille francs à deux millions cinq cent et un mille septante-trois francs (2.501.073,-BEF) par prélèvement sur les bénéfices reportés, tels qu'ils résultent du bilan arrêté au trente-et-un décembre deux mille approuvé par l'assemblée générale ordinaire des associés en date du dix-sept avril deux mil un sans création d'actions nouvelles. 2. Conversion du capital en euros. 3. Mise en concordance avec les dispositions du nouveau code des sociétés. 4. Mise en concordance des statuts avec les résolutions prises en vertu des points qui précèdent. 5. Pouvoirs. (42672)

Global Vision, naamloze vennootschap,
Stammolenstraat 11, 1761 Roosdaal (Borchtlombeek)

NN 471.113.459

De buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders zal gehouden worden op het volgend adres : Stammolenstraat, 11 te 1761 Roosdaal op 17/04/2001 om 14u00. — Agenda : 1. Ontslag en benoeming van bestuurders; 2. Varia. Om deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering, gelieve de relevante bepalingen van de statuten in acht te nemen. (42673)

Goca-Invest, naamloze vennootschap,
Ottergemsesteenweg 439/15, 9000 Gent

H.R. Gent 193189 — BTW 420.250.718

De aandeelhouders worden verzocht tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op woensdag 18 april 2001 om 9 uur ten kantore van notaris Jan Lambrecht, Ringlaan 20 te 3560 Lummen. Om aan de vergadering deel te nemen dienen de statutaire bepalingen te worden nagekomen. De vergadering heeft als agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000, bestemming van het resultaat, kwijting van de bestuurders voor het voorbije jaar. 2. Kapitaalvermindering ten belope van vijftien miljoen negenhonderd achtennegentig duizend vijfhonderd Belgisch frank (15.998.500 BEF) door terugbetaling aan alle aandeelhouders van zesduizend honderd vijftigduizend Belgische frank (6.125 BEF) per aandeel en met behoud van hetzelfde aantal aandelen zonder nominale waarde, maar met een fractiewaarde van één/tweeduizend zeshonderd en twaalfste (1/2612ste) van het kapitaal om het kapitaal te brengen op negentien miljoen tweehonderd éénenvijftigduizend vijfhonderd Belgisch frank (19.251.500 BEF). 3. Kapitaalverhoging met een bedrag van dertigduizend negenhonderd negenenzestig Belgische frank (30.969 BEF) door incorporatie van een gelijkaardig bedrag dat voortkomt van de beschikbare reserves om het kapitaal te brengen van negentien miljoen tweehonderd éénenvijftigduizend vijfhonderd Belgische frank (19.251.500 BEF) op negentien miljoen tweehonderd tweeëntachtigduizend vierhonderd negenenzestig Belgische frank (19.282.469 BEF) zonder creatie van nieuwe aandelen. 4. Omzetting van het kapitaal in euro : van negentien miljoen tweehonderd tweeëntachtigduizend vierhonderd negenenzestig Belgische frank (19.282.469 BEF) in vierhonderd achtenzeventigduizend euro (478.000 euro). 5. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten (artikels 5 en 7). 6. Bevoegdheden - Vaststelling uitvoeringsmodaliteiten. 7. Afschaffing van de aandelengroepen - Wijziging van de

artikels 7, 12 en 31. 8. Wijziging van de maatschappelijke zetel van 9000 Gent, Ottergemsesteenweg 439/15 naar 3500 Hasselt, Maas-trichterstraat 99 alsmede de wijziging van de procedure van zetel-verplaatsing, zodat de raad van bestuur slechts de bevoegdheid heeft deze te verplaatsen naar om het even welke plaats in het Vlaams Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. 9. Hernieuwing van de bevoegdheid van de raad van bestuur tot verhoging van het maatschappelijk kapitaal voor een termijn van vijf jaar, overeenkomstig artikel 5b van de statuten betreffende het toegestane kapitaal. 10. Omzetting van de modaliteiten in artikel 5b van de statuten van Belgische frank in euro. 11. Wijziging van de vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur in en buiten rechte zodat de vennootschap in en buiten rechte vertegenwoordigd wordt door een bestuurder, alleen optredend, die de hoedanigheid heeft van voorzitter van de raad van bestuur. 12. Aanpassing van de recent ingevoerde mogelijkheden/bepalingen voorzien in de Vennootschappenwet inzake het aantal bestuurders, de schriftelijke besluitvorming en de gewone besluitvorming in de raad van bestuur. 13. Ingevolge de hercodificatie van de Vennootschappenwet, schrapping van specifieke artikelen in de Vennootschappenwet en dienovereenkomstig, aanpassing van de artikelen 8, 19 en 33. 14. Aanpassing van artikel 19 betreffende het rechtstreeks of onrechtstreeks belang van vermogensrechtelijke aard van de bestuurders dat strijdig is met een beslissing of een verrichting die tot de bevoegdheid behoort van de raad van bestuur. Inachtnemend dat de buitengewone algemene vergadering gehouden op maandag 19 maart 2001 met dezelfde agenda ten kantore van vermelde notaris het vereiste aanwezigheidsquorum niet werd bereikt kan de vergadering van 18 april 2001 op geldige wijze beraadslagen en besluiten, ongeacht het door de aandeelhouders vertegenwoordigde deel van het kapitaal. (42674)

De raad van bestuur.

Goddeeris CM Ledegem, naamloze vennootschap,
Moorsledestraat 25, 8880 Ledegem

H.R. Kortrijk 123307 — BTW 442.888.934

Buitengewone algemene vergadering op 17/04/2001 om 16 uur ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : - Ontslag bestuurder Gevaert Nancy - Benoeming bestuurder. Zich schikken naar de statuten. (42675)

Guy Kuypers Saniboetiek, naamloze vennootschap,
Hoenderbroekstraat 87, 3620 Lanaken

H.R. Tongeren 72791 — BTW 448.525.626

De aandeelhouders worden verzocht tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op dinsdag 17/04/2001 om 16 uur ten kantore van notaris Lucien Bartels, Statiestraat 36 te 3770 Riemst. Om aan de vergadering deel te nemen dient artikel 29 van de statuten te worden nagekomen. Deze vergadering heeft als agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per eenendertig december tweeduizend, bestemming van het resultaat, kwijting van de bestuurders voor het voorbije jaar. 2. Kapitaalverhoging ten bedrage van één miljoen tweehonderd éénenvijftigduizend vierenzeventig Belgische frank (1.251.074 BEF) om het te brengen van één miljoen tweehonderd vijftigduizend Belgische frank (1.250.000 BEF) op twee miljoen vijfhonderd en éénduizend en vierenzeventig Belgische frank (2.501.074 BEF) door incorporatie van een gelijkaardig bedrag dat voorkomt van de beschikbare reserves en zonder creatie van nieuwe aandelen. 3. Omzetting van het kapitaal in euro : van twee miljoen en één duizend en vierenzeventig Belgische frank (2.501.074 BEF) in tweeëntachtigduizend euro (62.000 euro). 4. Aanpassing van de statuten van de genomen besluiten (artikel 5). 5. Bevoegdheden - Vaststelling uitvoeringsbesluiten. 6. Wijziging van de procedure van zetelverplaatsing, zodat de raad van bestuur slechts de bevoegdheid heeft deze te verplaatsen naar om het even welke plaats in het Vlaams Gewest of in het Brussel Hoofdstedelijk Gewest. 7. Hernieuwing van de bevoegdheid van de raad van bestuur tot verhoging van het maatschappelijk kapitaal voor een termijn van vijf jaar, overeenkomstig artikel 7 van de statuten betreffende het toegestane kapitaal. 8. Omzetting van de modaliteiten in artikel 7 van de statuten van Belgische frank in euro. 9. Aanpassing van de recent ingevoerde mogelijkheden / bepalingen voorzien in het Wetboek van

Vennootschappen inzake het aantal bestuurders, de schriftelijke besluitvorming en de gewone besluitvorming in de raad van bestuur. 10. Ingevolge de hercodificatie van de Vennootschappenwet, schrapping van specifieke artikels in het Wetboek van Vennootschappen en dienovereenkomstig aanpassing van artikels 6, 24, 42. (42676) De raad van bestuur.

**Herman Bouwwerken, naamloze vennootschap,
Fabriekstraat 11, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 124170 — BTW 443.338.894

Jaarvergadering op 17/04/2001 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Goedkeuring voorafgenomen bezoldiging bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42677)

**"Himo", naamloze vennootschap,
Zuivelmarkt 7, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 56159 — NN 419.881.326

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering ter studie van notaris Eric Nartus te Hoeselt, Ganssterenstraat, 43 op dinsdag 17/04/2001 om 18 uur, met volgende agenda :

1. Afschaffing van de nominale waarde der aandelen.

2. Kapitaalverhoging door inbreng in geld met een bedrag van 601.074,- frank om het van 1.900.000,- frank te brengen op 2.501.074,- frank door de creatie van 601 aandelen van dezelfde aard als de bestaande aandelen, die dezelfde rechten en voordelen bieden en die in de winsten zullen delen vanaf de dag van de plaatsing en de volstorting. Vaststelling van de voorwaarden van uitgifte en afbetaling van de nieuwe aandelen. Machtiging aan de raad van bestuur tot de uitvoering van de besluiten die aangaande voornoemde punten genomen zullen worden.

3. Omzetting van het kapitaal dat ingevolge de voorgaande kapitaalverhoging werd gebracht op 2.501.074,- frank in euro. Op basis van de officiële omzettingsskoers zal het kapitaal 62.000,- euro bedragen.

4. Wijzigingen aan de statuten.

Goedkeuring van de volledig herwerkte, gecoördineerde statuten om ze aan te passen en in overeenstemming te brengen met de wijzigingen aan de Vennootschappenwet en de codificatie van het "Wetboek van vennootschappen".

5. Opdracht tot coördinatie van de statuten.

Zich schikken naar de statuten. (42678)

**Holinter, société anonyme,
avenue Delleur 18, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 577071

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 18/04/2001 à 17 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 30/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Démission et nomination d'administrateurs. 6. Conversion du capital en euros. 7. Divers. (42679)

**Immo Kripa, naamloze vennootschap,
Vanderborghstraat 20, 1080 Brussel**

Algemene Statutaire vergadering van 17/04/2001, te 15 uur, gehouden in de burelen van de maatschappij. — Dagorde : 1. Verslag van de Bestuursraad. 2. Goedkeuring van de jaarrekeningen en resultatenrekening. 3. Ontlasting van hun mandaat aan de bestuurders. 4. Resultatenverwerking. 5. Allerlei. (42680)

**Immo V.P., naamloze vennootschap,
Schoonselstraat 7, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 249805

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 17/04/2001 te 10 uur. — Dagorde : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Statutaire benoemingen. 5. Omvorming kapitaal in euro. (42681)

**Immob Lalou, naamloze vennootschap,
Zeedijk 31, bus 4, 8370 Blankenberge**

H.R. Brugge 78780 — BTW 450.928.353

Jaarvergadering op 18/04/2001 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42682)

**Immobiëlen Hugo Ceusters, naamloze vennootschap,
Frankrijklei 31-33, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 78032 — BTW 404.697.064

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 15 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris. 2. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultatenrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat van het voorbije boekjaar. 4. Kwijting verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris. 5. Ontslag en benoeming van bestuurders. 6. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42683) De raad van bestuur.

**Immobiële Fougeraie, société anonyme,
drève de Lorraine, 17, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 398326

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social le 17/04/2001 à 11 H. — Ordre du jour : 1. Application éventuelle de l'art. 523 du code des Sociétés. 2. Commentaire sur les comptes annuels. 3. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge à donner aux administrateurs. 6. Divers. Pour participer à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (42684)

**Immoever 1865, naamloze vennootschap,
Nieuwe Vaart 118, bus 1, 9000 Gent**

H.R. Gent 117884

Bijeenroeping algemene vergadering dd 17/04/2001 om 15 uur op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Art. 60 Venn.Wet. 2. Goedkeuring jaarverslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Goedkeuring resultaatverwerking. 5. Omzetting kapitaal in euro. 6. Kwijting aan bestuurders. 7. Ontslag en benoemingen. 8. Rondvragen. (42685)

Instituut voor Maritieme & Industriële Informatie,**"IMIR", naamloze vennootschap,****Leopoldplaats 10, bus 7, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 195570 — BTW 413.751.817

De jaarlijkse algemene vergadering van aandeelhouders op de zetel van de vennootschap op 17/04/2001 te 11.00 uur. — Agenda : 1. Voorlezing verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Voorlezing bijzonder verslag raad van bestuur volgens art. 103 venn. wetg en beslissing over het voortbestaan van de vennootschap. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Ontslagen en benoeming bestuurders. 6. Verlenen van ontlasting aan de bestuurder. 7. Omvorming kapitaal in euro. 8. Varia. De heren aandeelhouders gelieve zich te gedragen naar de statuten. (42686)

La Zeloise, naamloze vennootschap,**Dommekestraat 8, Industriezone, 9240 Zele**

H.R. Dendermonde 118 — BTW 400.190.722

Jaarvergadering op 18/04/2001 om 10 uur op de zetel. — Agenda : 1. Jaarverslag en verslag commissaris-revisor; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Resultaatsaanwending; 4. Kwijting bestuurders en commissaris-revisor en goedkeuring vergoeding; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Diverse. De raad van bestuur. (42687)

**Laeremans, naamloze vennootschap,
Westmeerbeeksesteenweg 27, 2230 Herselt**

H.R. Turnhout 64390 — BTW 400.845.471

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 te 20.30 uur, in de vestiging van de vennootschap te Aarschot, Betekomssteenweg 114-116. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 14/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat van het boekjaar. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42688)

**LCL Trading, naamloze vennootschap,
boulevard des Alliés 297, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 81952 — T.V.A. 459.967.862

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège sociale, le 24/04/2001 à 10 h. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation des résultats. 4. Décharges aux administrateurs. 5. Divers. (42689)

**Leather Advertising and Products, société anonyme,
Pappelweg 17, 4700 Eupen**

R.C. Eupen 64620 — T.V.A. 464.878.636

Ordentliche Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft am Dienstag den 17/04/2001, um 114 Uhr. — Tagesordnung: 1. Bericht des Verwaltungsrates. 2. Genehmigung Jahresrechnung am 31/12/2000. 3. Verwendung des Ergebnisses. 4. Entlastung des Verwaltungsrates. 5. Wiederernennungen. 6. Verschiedenes. Erfüllung der Statuten. (42690)

Louis Mols Algemene Aannemingen, naamloze vennootschap,**Hoge Mauw 11, 2370 Arendonk**

H.R. Turnhout 4994 — BTW 405.791.778

Jaarvergadering op 17/04/2001 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel, Hoge Mauw 11, 2370 Arendonk. — Dagorde : - Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor - Goedkeuring jaarrekening 2000 - Bestemming van het resultaat - Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor - Benoemingen en varia. Neerlegging van de aandelen ten maatschappelijke zetel volgens statutaire voorschriften. (42691)

**Luka, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 74-76, 8370 Blankenberge**

H.R. Brugge 71999 — BTW 441.166.094

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 18/04/2001 om 11 uur 30 ten kantore van notaris Sabbe, Koning Albert I-laan 47, te Blankenberge. — Dagorde : 1. Kapitaalsverhoging met 1.573.793 frank om het te verhogen van 1.250.000 frank tot 2.823.793 frank of 70.000,- euro, zonder nieuwe inbreng en zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie in het kapitaal van een som van 1.573.793 frank vooraf te nemen op de beschikbare reserve van de vennootschap. 2. Vaststelling dat de kapitaalverhoging is verwezenlijkt. 3. Goedkeuring van de nieuwe statuten van de naamloze vennootschap. 4. Volmacht aan de raad van bestuur tot uitvoering van de beslissingen die voorafgaan en aan de notaris tot coördinatie van de statuten. (42692)

**Mabemo, naamloze vennootschap,
Felix d'Hoopstraat 175, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 63655 — BTW 401.054.517

De raad van bestuur nodigt de aandeelhouders uit tot de jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 17/04/2001 om 15 uur. De obligatiehouders kunnen eveneens aan de vergadering deelnemen. — Dagorde : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000 met bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Benoemingen en ontslagen. 5. Varia. Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (42693)

**Masterprint, naamloze vennootschap,
Boomsesteenweg 943, 2610 Antwerpen (Wilrijk)**

H.R. Antwerpen 301612 — BTW 451.903.402

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering bijeengeroepen voor 15 maart 2001 niet kon beslissen bij gebreke aan wettelijk quorum worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 14.00 uur ten kantore van notaris Dirk Couturier te Wilrijk, Hindestraat 10.

Agenda van de buitengewone algemene vergadering :

1. Verhoging van het kapitaal ten bedrage van 1.251.074 BEF door incorporatie van beschikbare reserves om het te brengen van 1.250.000 BEF op 2.501.074 BEF, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Omzetting van het kapitaal in euro. 3. Wijziging van artikel 12 van de statuten houdende de mogelijkheid van de samenstelling van de raad van bestuur bestaande uit ten minste 2 leden. 4. Toevoeging van een nieuw lid aan artikel 15 van de statuten houdende de mogelijkheid voor de raad van bestuur om op schriftelijke wijze beslissingen te nemen. 5. Wijziging van artikel 15 van de statuten in die zin dat de beslissende stem van de voorzitter van de raad van bestuur bij staking van stemmen van rechtswege ophoudt gevolg te hebben wanneer de raad van bestuur uit slechts twee leden bestaat tot het moment dat de raad van bestuur terug uit ten minste drie leden bestaat. 6. Schrapping van de bepalingen in artikel 15 van de statuten in verband met artikel 60 vennootschappenwet. 7. Wijziging van de bepalingen in artikel 17 van de statuten in verband met artikel 60

vennootschappenwet. 8. Wijziging van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe bepalingen en terminologie van de wet van 7 mei 1999 houdende het wetboek van vennootschappen. 9. Machtiging aan de raad van bestuur tot coördinatie van de statuten. (42694) De raad van bestuur.

**McCain Foods Belgium, naamloze vennootschap,
Nijverheidsstraat 2, 2280 Grobbendonk**

De aandeelhouders worden uitgenodigd om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen. Deze zal gehouden worden op 17/04/2001 te 16.30u op de maatschappelijke zetel : Nijverheidsstraat 2 te 2280 Grobbendonk. — Dagorde : 1. Ontslag afgevaardigd bestuurder. 2. Benoeming afgevaardigd bestuurder. 3. Handtekeningsbevoegdheid. In overeenstemming met artikel 28 van de statuten, moeten de titels ten laatste vijf dagen voor de buitengewone algemene vergadering neergelegd worden hetzij ten maatschappelijke zetel, hetzij bij de Bank Brussel Lambert, Lange Gasthuisstraat 20 te 2000 Antwerpen, of in alle bijkantoren. (42695) De raad van bestuur.

**Melotte, naamloze vennootschap,
Industrieweg 2019, 3520 Zonhoven**
H.R. Hasselt 42250 — BTW 407.155.421

Jaarvergadering op de zetel op 17/04/2001 te 14.00 u. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur en Commissaris-Revisor per 31/12/2000. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting raad van bestuur en Commissaris-Revisor. 5. Statutaire benoemingen en ontslagen. 6. Varia. Zich richten naar de statuten. (42696)

**Menten Truck- en Carservice, naamloze vennootschap,
Industrielaan, 55 3730 Hoeselt**

H.R. Tongeren 64841 — BTW 435.696.581

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 20/04/2001 om 20 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening 31/12/2000. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Omzetting kapitaal in euro. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (42697)

**Mildro, naamloze vennootschap,
Zeelaan 276, 8670 Koksijde**
H.R. Veurne 29998

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 17/04/2001 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42698)

**Miroiterie et Vitrerie Vos, société anonyme,
rue du Village 169, 4400 Flémalle**
R.C. Liège 157378 — T.V.A. 430.014.658

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'Etude du Notaire Jean DENYS à 4400 Flémalle, Grand'Route, 364, le mercredi 18/04/2001 à 17 heures 30. — Ordre du jour : 1. Augmentation de capital à concurrence de cinq cent un mille septante quatre francs (501.074,-BEF) pour le porter de deux millions de francs (2.000.000,-BEF) à DEUX MILLIONS CINQ CENT UN MILLE SEPTANTE QUATRE FRANCS (2.501.074,-BEF) ou SOIXANTE DEUX MILLE EUROS (62.000,-EUR), sans apports nouveaux, par incorporation au capital d'une somme de cinq cent un mille septante quatre francs (501.074,-BEF) prélevée sur les bénéfices reportés de la société. 2. Constatation de la réalisation de

l'augmentation de capital; 3. Modification de l'article 5 des statuts pour le mettre en concordance avec le nouveau montant du capital; 4. Pouvoirs. Pour assister à l'assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés, conformément à l'article 24 des statuts, de déposer leurs titres cinq jours ouvrables avant l'assemblée au siège social. (42699)

**Nete-Invest, naamloze vennootschap,
Grote Markt 4, 2500 Lier**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Mechelen, nr. 158
BTW 443.242.587

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op dinsdag 17/04/2001 om 19 uur. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000; 2. Resultaatsbestemming; 3. Kwijting aan de bestuurders te verlenen voor de uitoefening van hun mandaat; 4. Benoeming van de bestuurders; 5. Varia. (42700)

**"Nuevo Las Manas", naamloze vennootschap,
Ankerrui 34, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 266515

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 14 uur ten kantore van notaris Frederik Jorissen, Jan Van Rijswijcklaan 34 te Antwerpen. — Agenda : 1. Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen. 2. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met één miljoen tweehonderd één en vijftig duizend vier en zeventig frank om het te brengen van één miljoen tweehonderd vijftig duizend frank tot twee miljoen vijfhonderd en één duizend vier en zeventig frank, zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie bij het kapitaal van een bedrag van één miljoen tweehonderd één en vijftig duizend vier en zeventig frank dat zal afgenomen worden van de beschikbare reserves van de vennootschap. 3. Omzetting van kapitaal in euro. 4. Vaststelling van de nieuwe gecoördineerde statuten, aangepast aan de huidige vennootschapswetgeving. (42701)

**Op de Beeck Omnitech, naamloze vennootschap,
Muizenvenstraat 3, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 38536 — BTW 412.848.133

Jaarvergadering op 18/04/2001 om 18.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. 6. Omvorming kapitaal in euro. Zich richten naar de statuten. (42702)

**Paternoster & C°,
in 't kort : « Pateco », naamloze vennootschap,
de Merodelei 2, 2600 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 189920

Jaarvergadering op 17/04/2001 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000 en bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42703)

Patrimoniumvennootschap Hibiscus, naamloze vennootschap,**Torenlei 18, 2950 Kapellen**

H.R. Antwerpen 294179

Jaarvergadering op de zetel van de vennootschap op 18/04/2001 om 15 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening op 31/10/2000; 2. Kwijting aan de bestuurders; 3. Varia. (42704)

**Profinco, société anonyme,
avenue Delleur 18, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 528624 — T.V.A. 439.360.807

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 17/04/2001 à 15 h. au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Démission et nomination d'administrateurs. 6. Conversion du capital en euros. 7. Divers. (42705)

**Prohold, naamloze vennootschap,
Burgemeester Danneelstraat 16A, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 111633 — BTW 430.007.334

Jaarvergadering op 18/04/2001 om 10.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Bespreking verslag raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening 31/12/2000. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Bezoldigingen. 5. Benoemingen en ontslagen. 6. Varia. (42706)

**Promatic-B, naamloze vennootschap,
Léon Bekaertlaan 24, 9880 Aalter**

H.R. Gent 159275 — BTW 427.372.793

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 17/04/2001 te 11 uur ter maatschappelijke zetel Leon Bekaertlaan 24 te 9880 Aalter, met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (42707)

**Reyna, société anonyme,
avenue Delleur 18, 1170 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 577836

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 18/04/2001 à 17 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 30/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. 5. Démission et nomination d'administrateurs. 6. Conversion du capital en euros. 7. Divers. (42708)

**Sarco-Decors International, société anonyme,
rue de la Poire d'Or, 18, 7033 Mons (Cuesmes)**

R.C. Mons 95245 - T.V.A. 417.154.141

Assemblée générale ordinaire le 17/04/2001 à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation durésultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (42709)

**"Scheepswerf van Rupelmonde", naamloze vennootschap,
in vereffening,****Antwerpsesteenweg 124, bus 32, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 336673 — BTW 450.765.532

De aandeelhouders worden uitgenodigd op donderdag 19/04/2001 om 10.30u, op de jaarvergadering die zal gehouden worden in het kantoor van notaris Yves Van Noten te 2830 Willebroek, Kerkstraat 1a, met de volgende agenda : 1. Jaarverslag van de vereffenaar. 2. Verslag van de bedrijfsrevisor. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan vereffenaar. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42710)

**"Scheepswerven van Langerbrugge", naamloze vennootschap,
in vereffening,****Antwerpsesteenweg 124, bus 32, 2630 Aartselaar**

H.R. Antwerpen 336672 — BTW 400.104.709

De aandeelhouders worden uitgenodigd op donderdag 19/04/2001 om 11.00 u, op de jaarvergadering die zal gehouden worden in het kantoor van notaris Yves Van Noten te 2830 Willebroek, Kerkstraat 1a, met de volgende agenda : 1. Jaarverslag van de vereffenaar. 2. Verslag van de bedrijfsrevisor. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan vereffenaar. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42711)

**Serinfo, naamloze vennootschap,
Paalsteen 2, 9830 Sint-Martens-Latem**

H.R. Gent 140005 — BTW 426.760.012

Jaarvergadering op 17/04/2001 om 11.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42712)

**Société immobilière du Nord,
en abrégé : « S.I.N. », société anonyme,
rue Chéri 40bis, 4000 Liège**

R.C. Liège 166085

Assemblée générale extraordinaire le 17/04/2001 à 15.00 H., en l'étude du notaire STIERS, quai du Roi Albert 53 à 4020 Liège. — Ordre du Jour : 1. Augmentation du capital social de 1.250.000,-frs à 2.500.000,-frs par incorporation de la plus-value de réévaluation. 2. Conversion du capital social en euro. (42713)

**Spaenjaers & partners, naamloze vennootschap,
Karel Oomsstraat 1, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 238905

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 14 uur ten kantore van notaris Frederik Jorissen, Jan Van Rijswijcklaan 34 te Antwerpen. — Agenda : 1. Verhoging van het maatschappelijke kapitaal met één miljoen tweehonderd en één duizend vier en zeventig frank om het te brengen van één miljoen driehonderd duizend frank tot twee miljoen vijfhonderd en één duizend vier en zeventig frank, zonder nieuwe inbrengen en zonder creatie van nieuwe aandelen, door incorporatie bij het kapitaal van een bedrag van één miljoen tweehonderd en één duizend vier en zeventig frank dat zal afgenomen worden van de beschikbare reserves van de vennootschap. 2. Omzetting van kapitaal in euro. 3. Vaststelling van de nieuwe gecoördineerde statuten, aangepast aan de huidige vennootschapswetgeving. (42714)

**Sint-Paul, naamloze vennootschap,
Weverslaan 20, 9160 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 42468 — BTW 427.382.196

De buitengewone algemene vergadering heeft plaats op 18/04/2001 om 17.00 uur te 9112 Sinaai, Zwaanaardestraat 18. — Dagorde : 1. Verhoging maatschappelijk kapitaal. 2. Omzetting kapitaal in euro. 3. a) Bijzonder verslag van de raad van bestuur overeenkomstig art. 604 Venn. W.; b) Hernieuwing bevoegdheid raad van bestuur overeenkomstig art. 603 e.v. Venn. W. 4. a) Bijzonder verslag van de raad van bestuur, staat van activa en passiva en controleverslag commissaris-revisor overeenkomstig art. 559 Venn. W.; b) Wijziging in uitbreiding maatschappelijk doel. 5. Aanpassing van de statuten. 6. Verlening van een bijzondere volmacht voor het wijzigen van de inschrijving in het handelsregister. 7. Ontslagen en benoemingen. Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (42715)

**Sweet Brick, société anonyme,
rue Royale 35, 1000 Bruxelles-1**

R.C. Bruxelles 638741

Assemblée générale ordinaire le 17/04/2001 à 10.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31/12/2000. Affectation résultat. Conversion du capital en euros. Décharge aux administrateurs. Divers. (42716)

**Theater Hotel, naamloze vennootschap,
Arenbergstraat 30, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 193798 — BTW 413.049.259

De aandeelhouders worden uitgenodigd voor een tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op dinsdag 17/04/2001 om 11.30 uur in het kantoor van notaris L. Van Pelt, Britselei 10 te 2000 Antwerpen, om te beraadslagen over volgende dagorde : - Verlenging van de duur der vennootschap en aanpassing van artikel 4 der statuten. - Kapitaalsverhoging met BEF 26.059 door incorporatie van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. - Vaststelling van het nominaal kapitaal op 212.000 euro. - Afschaffing van de nominale waarde van de aandelen. - Wijziging van de datum van afsluiten boekjaar. - Wijziging van de datum der jaarlijkse algemene vergadering. - Aanpassing van de tekst der statuten aan de nieuwe bepalingen en terminologie van het Wetb. Venn. recht. - Overgangsbepalingen en eventuele volmachten. - Coördinatie van de statuten. Deze vergadering zal geldig kunnen beslissen, ongelet het aantal aanwezige aandeelhouders. De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statutaire bepalingen om geldig deel te nemen aan de vergadering. (42717)

**Trans-Europ, naamloze vennootschap,
Industriezone 5, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 43956 — BTW 404.400.522

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering welke zal gehouden worden op 18/04/2001 om 20 uur in de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders.. 5. Rondvraag. Om deel te nemen aan de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statutaire voorschriften. (42718)

**Transport Van Den Broeck, naamloze vennootschap,
Gravenbosstraat 97, 1770 Liedekerke**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31/12/2000. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Omvorming kapitaal in euro. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (42719)

**Vagrimmo, naamloze vennootschap,
Vosveld 19, 2110 Wijnegem**

H.R. Antwerpen 265646 — BTW 435.119.927

Jaarvergadering op 18/04/2001 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/2000. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Statutaire benoemingen. Omvorming kapitaal in euro. Statutaire benoemingen. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (42720)

Veevoeders Gebroeders Talpe, naamloze vennootschap, Wevelgem

H.R. Kortrijk 36362 — BTW 405.368.740

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden in de Zuidstraat 8, Wevelgem, op dinsdag 17/04/2001, te 15 uur. — Agenda : 1. Verslagen van bestuurders en commissaris. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming der uitslagen. 4. Kwijting aan bestuurders en commissaris. 5. Ontslagen en benoemingen. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar artikel 27 der statuten. (42721)

**Versicherungs und Sparbankagentur S. Janssen, Aktiengesellschaft,
Knippstrasse 15, 4728 Kelmis**

R.C. Eupen 60598 — T.V.A. 12.311

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 17/04/2001 à 19.00 H, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2000. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (42722)

**Vidasport, naamloze vennootschap,
Bondgenotenlaan 1, 8301 Knokke-Heist**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 17/04/2001 om 9 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : - voorlezing jaarverslag; - bespreking jaarrekening per 31/10/2000; - goedkeuring jaarrekening; - bestemming van het resultaat; - kwijting bestuurder; - benoeming bestuurders. (42723)

**W.A. Herman & C°, naamloze vennootschap,
Ijzerlaan 30, 2060 Antwerpen-6**

H.R. Antwerpen 1381

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 17/04/2001 te 18 uur. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor; 2. Goedkeuring v/d jaarrekening per 31/12/2000; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders; 5. Varia. (42724)

**"Westim", naamloze vennootschap,
Ellestraat 75, 8550 Zwevegem**

H.R. Kortrijk 124976 — NN 445.147.549

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering die doorgaat op woensdag 18/04/2001 om 9u, ten kantore van notaris Dirk DECLERCQ te 8550 Zwevegem, Avelgemstraat 48. — Agenda : 1. Beslissing om het kapitaal uit te drukken in euro. 2. Kapitaalvermindering naar 130.000 euro door vrijstelling pro rata van ieder aandeel tot bijstorting van een gezamenlijk saldo van 763,83 euro en het behoud pro rata ten laste van ieder aandeel van een gezamenlijk vol te storten bedrag van 4.194,04 euro. Inachtneming van artikel 613 van de vennootschapswet. 3. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten alsook aan de nieuwe Wet op de vennootschappen door het aannemen en goedkeuren van volledig nieuwe statuten. Deze nieuwe statuten voorzien onder meer bijzondere en/of gewijzigde bepalingen inzake : - het bestaan, de publiciteit en de overdracht van aandelen aan toonder en aandelen op naam; - de samenstelling, bijeenkomsten, beraadslagen, stemrecht en bevoegdheid van de raad van bestuur en de algemene vergadering. 4. Machtiging aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten en de coördinatie van de statuten. 5. Varia. Teneinde tot de vergadering toegelaten te worden, worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de statuten. (42725)

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Gemeente Herselt

De gemeente Herselt zoekt een gemeenteontvanger.

De gemeenteontvanger leidt de gemeentelijke ontvangerij en is de aanspreekpersoon bij uitstek op de gemeentelijke financiële dienst.

Hij adviseert het gemeentebestuur in alle aangelegenheden met een financiële en budgettaire weerslag.

Kortom : hij is « de financiële » manager van het gemeentebestuur.

Schuilt er een gemeenteontvanger in u ?

Een korte checklist helpt misschien (*) :

geen leeftijdsvoorwaarden;

universitair of gelijkgesteld diploma;

bereid een aanwervingsexamen af te leggen;

zin voor administratie;

inzicht in de wettelijke reglementering;

aanleg voor leidinggeven;

flexibel en loyaal.

(*) De precieze voorwaarden kunnen aangevraagd worden op de personeelsdienst van de gemeente.

U voelt zich aangesproken ?

Uw kandidatuur dient toe te komen op het gemeentebestuur van Herselt, Kerkstraat 1, 2230 Herselt, ten laatste op vrijdag 11 mei 2001.

Als u nog meer informatie wenst, bel dan gerust met de personeelsdienst (tel. 014-53 98 05), de gemeenteontvanger (tel. 014-53 98 18) of de gemeentesecretaris (tel. 014-53 98 01). (8335)

Gemeente Putte

—

Het college van burgemeester en schepenen maakt bekend dat bij het gemeentebestuur een betrekking van stedenbouwkundige (niveau B) vacant is.

De stedenbouwkundige zal werkzaam zijn binnen de cel ruimtelijke ordening en o.m. verantwoordelijk zijn voor de taken zoals omschreven in het decreet van 18 mei 1999.

De kandida(a)t(e) moet houder zijn van volgende diploma's : hoger onderwijs van het korte type (HOKT);

houder zijn van een aanvullend diploma in de stedenbouwkunde, zoals vermeld in het ministerieel besluit van 13 juli 2000 en latere wijzigingen/aanvullingen of de opleiding hiervan beëindigen vóór het einde van de proefperiode die maximaal vijf jaar kan bedragen.

Kandidaturen dienen aangetekend en gericht aan het college van burgemeester en schepenen uiterlijk toe te komen op 30 april 2001, samen met een afschrift van de diploma's en een *curriculum vitae*.

De volledige functiebeschrijving, de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden kunnen bekomen op het secretariaat, Alice Nahonstraat 4, 2580 Putte (tel. 015-76 78 86, fax 015-75 53 51). (8336)

Gemeente Aalter

—

Politizone Aalter - Knesselare

Vacature voor het ambt (mandaatfunctie) van « korpschef van politie » voor de politiezone Aalter - Knesselare.

Algemene functieomschrijving :

De korpschef heeft de leiding over het lokaal politiekorps van de politiezone Aalter - Knesselare en dit onder het gezag van het politiecollege en de politieraad. Hij/zij is ondermeer verantwoordelijk voor de uitvoering van het lokaal politiebeleid en inzonderheid van het zonaal veiligheidsplan. Hij/zij staat in voor de leiding, organisatie van het korps.

Kwalificatievereisten :

De kandidaat voor deze betrekking moet voldoen aan de voorwaarden gesteld in het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 (*Belgisch Staatsblad* van 4 november 2000) houdende vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten van de eerste aanstelling in bepaalde betrekking van de lokale politie.

Functieprofiel :

Het functieprofiel werd in bijlage gevoegd aan de ministeriële omzendbrief ZPZ 11 van 21 december 2000 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 2000) betreffende de instelling van de lokale politie, bestuurlijke aspecten.

Kandidaturen dienen conform art. 4 van voornoemd koninklijk besluit binnen een termijn van zestien dagen, die aanvangt op de dag van de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* aangetekend te worden gericht aan Pieter De Crem, burgemeester, voorzitter van het politiecollege, Europalaan 22, 9880 Aalter. De poststempel geldt als bewijs.

De kandidaturen moeten op straffe van nietigheid vergezeld zijn van : een uittreksel uit de geboorteakte, een officieel document van de bevoegde overheid waaruit blijkt dat de kandidaat titularis is van de vereiste graad en sinds wanneer hij/zij die graad bekleedt en bevestigt dat de kandidaat niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een eind-evaluatie met vermelding « onvoldoende » in de loop van de vijf jaar die de indiening van de kandidatuur voorafgaat en geen onuitgewiste zware tuchtstraf heeft opgelopen; een *curriculum vitae*, een uiteenzetting van de hoedanigheden en de motivering van de kandidaat voor de uitoefening van de te begeven functie, zoals beschreven in het functieprofiel, alsook van de nodige attesten waaruit blijkt dat aan bovenvermelde kwalificatievereisten is voldaan. (8337)

Gemeente Kortemark

Het gemeentebestuur van Kortemark gaat over tot de aanwerving van (en het aanleggen van een wervingsreserve, met een geldigheidsduur van drie jaar) :

een cultuurfunctionaris, B1-B3 (m/v), voltijds, statutair, met één jaar proefperiode, bruti-maandloon BEF 70 977 (aanvangsloon).

Nadere inlichtingen kunnen bekomen worden op de personeelsdienst, iedere voormiddag van 9 tot 12 uur, tel. 051-57 51 30. Op eenvoudig verzoek worden de volledige voorwaarden en functiebeschrijving per kerende toegezonden. De kandidaturen, vergezeld :

van een kopie van het diploma of getuigschrift van hoger onderwijs van het korte type, met beperkt leerplan;

van het getuigschrift van de cursus gemeentelijk cultuurbeleid (leergang van minstens 120 uren). De Kandidaten die niet in het bezit zijn van dit getuigschrift moeten het behalen binnen een termijn van twee jaar vanaf de datum van indiensttreding. Daartoe kan de proeftijd tot maximaal twee jaar verlengd worden;

van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag (niet ouder dan drie maanden);

en een militiegetuigschrift,

dienen bij aangetekend schrijven gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Stationsstraat 68, te 8610 Kortemark, uiterlijk op 31 juli 2001. De inschrijvingsdatum wordt bewezen door de poststempel. Te laat ingediende kandidaturen worden niet in aanmerking genomen. (8338)

Universitair Ziekenhuis Gent

Het Universitair Ziekenhuis Gent is één van de belangrijkste verzorgingsinstellingen van België.

Als openbare instelling van de Vlaamse Gemeenschap paren we traditie aan innovatie, combineren we professionalisme met uitstraling.

Daarvoor zorgen meer dan 3 500 enthousiaste, gekwalificeerde medewerkers: medici, paramedici en verpleegkundigen, maar ook universitair geschoolden in andere disciplines, administratief en technisch personeel.

Het UZ Gent organiseert binnenkort vergelijkende aanwervingsexamens voor de hierna vermelde functies, in contractueel dienstverband (met mogelijkheid tot een latere aanstelling in vast dienstverband) :

technisch medewerker (onderhoudsmechanici elektriciteit, afdeling gebouwen en technische diensten);

technisch medewerker (H.S.O. medische technieken of (elektro-)mechanica bij de biomedisch technische dienst);

geschoold werkman (keukenhulp);

administratief medewerker (alle departementen);

laborant (afdeling kinderziekten);

orthoptist (afdeling oogheelkunde);

I.V.F.-arts (t.b.v. het zorgprogramma reproductieve geneeskunde van de afdeling verloskunde en vrouwenziekten).

Bovenvermelde functies zijn te begeven zowel voor vrouwelijke als mannelijke kandidaten in voltijds en deeltijds dienstverband.

Laatstejaarsstudenten kunnen eveneens kandideren (behalve voor de functie van I.V.F.-arts).

De inschrijvingsformulieren en alle verdere inlichtingen zijn te verkrijgen bij de afdeling personeel van het UZ Gent (De Pintelaan 185, te 9000 Gent, tel. 09-240 41 17, fax 09-240 39 59, e-mail: luc.rohart@uzgent.be)

Uiterste inschrijvingsdatum donderdag 3 mei 2001 (16 uur).

Het UZ Gent zoekt enthousiaste en dynamische :

gegradueerd ziekenhuisverpleegkundigen;

gegradueerd verpleegkundigen in de pediatrie;

gegradueerd verpleegkundigen in de psychiatrie;

vroedvrouwen;

gebrevetteerd en gediplomeerd ziekenhuisverpleegkundigen;

gegradueerd verpleegkundige (wd. hoofdverpleegkundige van de dienst patiëntenvervoer van het UZ Gent);

logistiek assistenten (in het bezit van het getuigschrift van beroepsopleiding logistiek assistent uitgereikt door de VDAB).

Bovenvermelde functies zijn te begeven zowel voor vrouwelijke als mannelijke kandidaten in voltijds en deeltijds dienstverband en zijn bedoeld voor onmiddellijke invulling van vacante betrekkingen alsook voor het aanleggen van een wervingsreserve.

Laatstejaarsstudenten kunnen eveneens kandideren.

Het vergelijkend aanwervingsexamen bestaat uit slechts één (mondeling) onderdeel.

Wij bieden u :

Een functie in een patiëntgericht zorgsysteem.

Interessante verloning.

Gunstige regeling voor compensatie onregelmatige prestaties.

Geen onderbroken diensten.

Interessante verlofregeling.

Uitgebreide waaier van deeltijdse arbeid.

Een kinderkribbe op de campus.

Faciliteiten inzake vorming.

Interesse voor een aantrekkelijke functie ?

Stuur dan uw sollicitatie met *curriculum vitae* naar de afdeling personeel van het UZ Gent (tel. 09-240 41 17, fax 09-240 39 59, e-mail : luc.rohart@uzgent.be) of vraag om inlichtingen bij Mevr. M. Dieren-donck, departementshoofd verpleging, De Pintelaan 185, te 9000 Gent (tel. 09-240 21 76, fax 09-240 38 80).

Uiterste inschrijvingsdatum donderdag 3 mei 2001 (16 uur). (8339)

Katholieke Hogeschool Leuven

De Katholieke Hogeschool Leuven is een hogeschool met bijna 5 000 studenten en vijf departementen.

De hogeschool zoekt een :

Vrijgestelde (m/v)

voor de inhoudelijke en administratieve ondersteuning van de Overkoepelende Studentenraad.

Referentienummer : KHLeuven/ATP/2001-01.

Oprachten van de vrijgestelde.

Ondersteuning en begeleiding : De vrijgestelde biedt de leden van de Overkoepelende Studentenraad (OSR) ondersteuning en begeleiding op inhoudelijk en administratief vlak. Concreet betekent dat : probleemdetectie, studiewerk (meewerken aan) het opzetten van vormingsinitiatieven voor studentenvertegenwoordigers, hulp bij de administratie en beleidsuitvoering.

Profiel.

De kandida(a)t(e) :

heeft een diploma van een basisopleiding van het hoger onderwijs van 1 cyclus (eindejaarsstudenten tijdens academiejaar 2000-2001 komen ook in aanmerking);

is vertrouwd met de structuur en werking van de studentenparticipatie aan de KHLeuven, ervaring als lid van de OSR of een Departementale Studentenraad strekt tot aanbeveling;

kan samenwerken met anderen;

kan een kleine administratie voeren.

Mandaat en bezoldiging.

Het mandaat van een OSR-vrijgestelde duurt maximaal drie jaar.

De functie wordt bezoldigd met salarisschaal B11 van het administratief en technisch personeel (ATP).

Aard van de betrekking.

Halftijdse betrekking (50 % VTE), tijdelijke aanstelling in een vacante betrekking.

De aanstelling gebeurt als lid van het ATP, met een aanstellingsovereenkomst van één academiejaar die maximum tweemaal hernieuwd kan worden.

Datum van indiensttreding.

De geselecteerde kandidaat/ate zal de functie ten laatste opnemen op 17 september 2001. De concrete datum van indiensttreding is te bespreken.

Plaats van tewerkstelling.

Van september tot half mei : OSR-secretariaat, 's Meiersstraat 5, te 3000 Leuven.

Van half mei tot en met augustus : centrale diensten van de KHLeuven, Abdij van Park 9, te 3001 Leuven (Heverlee).

Selectiemethode.

Preselectie op basis van de ingestuurde sollicitatiedossiers.

Selectie op basis van interviews in verband met de functie.

Bijkomende uitleg bij Fons Jordens, algemeen secretaris, tel. 016-39 86 60 of 016-39 62 30, fax 016-39 86 66.

Sollicitaties met *curriculum vitae* en vermelding van het referentienummer te sturen uiterlijk donderdag 26 april 2001 aan Fons Jordens, algemeen secretaris, Katholieke Hogeschool Leuven, Abdij van Park 9, 3001 Leuven (Heverlee). (8340)

Stad Antwerpen

De stad Antwerpen wenst over te gaan tot de aanwerving van :

Politieagenten.

Jouw uitdaging :

beschikken over voldoende flexibiliteit om beheerst, soms kordaat, soms met zachte hand in te grijpen.

Jouw profiel :

je bezit een diploma of getuigschrift dat in aanmerking komt voor de aanwerving op niveau 2 bij rijksbesturen (= niveau hoger secundair onderwijs); je bent geslaagd voor de bekwaamheids- en selectieproeven voor de gemeentepolitie; je bent ondernemend en hebt een groot verantwoordelijkheidsgevoel; je bent een doorzetter en neemt initiatief; je bezit de Belgische nationaliteit; je geniet de burgerlijke en politieke rechten; je bent van onberispelijk gedrag; je bent minimum 18 jaar.

Ons aanbod :

een uitdagende job met doorgroeimogelijkheden in een modern overheidsbedrijf; een bruto maandwedge van BEF 56 174 (euro 10399,88); extra voordelen zoals maaltijdcheques en hospitalisatieverzekering.

De stad Antwerpen let als werkgever op het bevorderen van gelijke kansen bij aanwerving. Kwaliteiten bij mensen zijn belangrijker dan leeftijd, geslacht, etnische afkomst, handicap en nationaliteit.

Hebben wij je interesse gewekt en wens je meer informatie over deze functie ? Bel ons op het nr. 03-360 46 35 en wij sturen je onze informatiebrochure met inschrijvingsformulier. Je vindt deze ook in elk districtshuis, bij de infobalie van het stadhuis en in de infowinkel (Grote Markt 40). je kan je kandidaat stellen door dit inschrijvingsformulier, samen met de nodige bijlagen terug te sturen naar Personeelsmanagement, Maurice Dequeeckerplein 1, 2100 Deurne-Antwerpen. Je kan ook online inschrijven op <http://jobs.antwerpen.be>. De inschrijvingsformulieren voor politieagent moeten ten laatste op 18 mei 2001 bij ons aankomen. (8341)

Groep T Hogeschool Leuven

Is anders, is autonoom in de echte zin van het woord. Anticipeert continu, is resoluut. Alliantiegericht, in een internationale, voornamelijk Aziatische context. Daarom zijn wij dan ook steeds op zoek naar enthousiaste medewerkers om in team de hogeschool verder succesvol uit te bouwen. Met ingang van het nieuwe academiejaar zoeken wij een directiesecretaris/esse;

die een discrete verbindingsrol vervult tussen de directie en de interne medewerkers of externe relaties van de hogeschool;

die instaat voor de ontvangst van bezoekers, het verzorgen van telefonie, fax en mail ten behoeve van het bestuur en de coördinatie van de correspondentie;

die de agenda van de algemeen directeur beheert en hem ondersteunt waar nodig op administratief, organisatorisch of logistiek vlak;

die verantwoordelijkheden kan nemen voor de organisatie van en de facilitaire voorzieningen voor congressen of andere gelijkaardige activiteiten.

Voor deze functie zijn wij op zoek naar iemand die service-minded is en voor wie discretie en loyaliteit geen holle woorden zijn;

iemand die voldoende contactvaardig is, ook in het Engels en het Frans, of bereid is zich hierin verder te bekwamen;

iemand die voltijds wil werken met voldoende flexibiliteit in werktijden, maar verzekerd van ons respect voor zijn of haar persoonlijk sociaal leven;

iemand die kan organiseren en leiding kan geven aan een beperkte staf van medewerkers;

iemand met interesse voor andere culturen en bereid één- of tweemaal per jaar een korte tijd in het buitenland te werken;

uiteraard iemand met het nodige administratief talent, die goed overweg kan met de gebruikelijke bureautica-software.

Dit vacant ambt zal worden toegewezen door aanwerving of ambtswijziging.

Wij bieden een inschaling op niveau en graad B2 in het administratief kader van de Hogeschool. Hiertoe dient men minimaal te beschikken over een diploma van het hoger onderwijs van één cyclus. Voor meer informatie kan men contact opnemen met de heer Arthur D'Huys, bestuurder-secretaris. Kandidaatstellingen gebeuren ter attentie van de algemeen directeur uiterlijk op 27 april 2001.

Groep T Hogeschool Leuven, Vesaliusstraat 3, 3000 Leuven, tel. 016-30 10 30, fax 016-30 10 40. (8371)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

—
**Publication faite en exécution de l'article 490
du Code pénal**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490
van het Strafwetboek**

—
Infractions liées à l'état de faillite
Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement

—
Tribunal de première instance de Tournai

Par jugement du tribunal de première instance, séant à Tournai, section correctionnelle, rendu par défaut le mercredi 7 février 2001,

Vanthuyne, Dominique Julien, alias Pellegrini, Dominique; Tourneur, Dominique; Hullaert, Dominique; Callens, Hervé; Gonzales, Manu, né à Tourcoing (F) le 22 avril 1963, domicilié à 59100 Roubaix (France), avenue Jean Lebas 74/2,

actuellement sans domicile ni résidence connus en Belgique et à l'étranger;

a été condamné :

à deux ans d'emprisonnement principal et cent francs d'amende majorés de 1 990 décimes, soit vingt mille francs du chef de :

faux en écritures et usage;

port public faux nom;

étant commerçant en état de faillite, soustrait avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire livre ou documents comptables;

coauteur émission chèques sans provision;

coauteur escroquerie;

coauteur tentative escroquerie;

coauteur grivèlerie essence;

coauteur abus de confiance;

étant commerçant en état de faillite ou dirigeant de droit ou de fait d'une société commerciale en état de faillite, détourné ou dissimulé une partie de l'actif;

et aux frais envers la partie publique taxés en totalité à 4 115 francs + mille francs.

Faits commis à Mouscron et ailleurs en Belgique, entre le 1^{er} juillet 1991 et le 24 mai 1997.

Par le même jugement, le tribunal a ordonné qu'à défaut de paiement dans le délai légal l'amende pourra être remplacée par un emprisonnement de vingt jours.

Y a-t-il constitution de partie civile en la cause ? Oui.

Prononce l'interdiction des droits article 31 du Code pénal pour cinq ans.

Ordonne la publication par extrait au *Moniteur belge* en application de l'article 490 du Code pénal.

Arrestation immédiate.

Tournai, le 15 mars 2001.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) M.C. Eggermont.

Le présent jugement est passé en force de chose jugée.

Tournai, le 15 mars 2001.

Le greffier (signature illisible).

(8342)

Par jugement du tribunal de première instance, séant à Tournai, section correctionnelle, rendu par défaut le mercredi 31 janvier 2001,

Deschildre, Bernard André Joseph, né à Marcq, en Barœul (France) le 9 mars 1948, domicilié à Roubaix (France), rue de Lannoy 163, étranger,

actuellement sans domicile ni résidence connus en Belgique et à l'étranger;

a été condamné :

à un an d'emprisonnement principal et cent francs d'amende majorés de 1 990 décimes, soit vingt mille francs du chef de, étant commerçant en état de faillite, avoir détourné une partie de l'actif; avoir retardé la déclaration de faillite;

et aux frais envers la partie publique taxés en totalité à 1 980 francs + mille francs.

Faits commis à Mouscron (Dottignies) et ailleurs dans l'arrondissement judiciaire de Tournai, entre le 15 novembre 1995 et le 10 septembre 1997.

Interdiction des droits, article 31 du Code pénal pour cinq ans.

Publication par extrait au *Moniteur belge*.

Par le même jugement, le tribunal a ordonné qu'à défaut de paiement dans le délai légal l'amende pourra être remplacée par un emprisonnement de vingt jours.

Y a-t-il constitution de partie civile en la cause ? Non.

Arrestation immédiate.

Tournai, le 15 mars 2001.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) M.C. Eggermont. (8343)

—
**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder

—
Justice de paix du canton d'Arlon

Suite à la requête déposée le 15 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du canton d'Arlon rendue le 27 mars 2001, Colles, Marie, domiciliée à 6700 Arlon, « Résidence Marie-Christine », avenue de Luxembourg 75, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Cécile Sterchele, avocate, dont le cabinet se trouve avenue Nothomb 20/6, à 6700 Arlon.

Arlon, le 29 mars 2001.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) M. Mertz. (62495)

—
Justice de paix du canton d'Aubel

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Aubel en date du 26 mars 2001, la nommée Spadinger, Marguerite, veuve Lisfranc, André, née à Reid (Autriche) le 19 juillet 1911, domiciliée à 4900 Spa, rue Chelui 59, résidant actuellement à la Maison de Repos « Pannesheydt », à 4850 Plombières, rue de Hombourg 76, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Ransy, Jean-Luc, avocat, domicilié à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 44.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Sieberath. (62496)

Justice de paix du sixième canton de Bruxelles

—

Par ordonnance du juge de paix du sixième canton de Bruxelles du 27 mars 2001, le nommé Merckx, Pierre, né le 27 juin 1941, résidant actuellement à l'Institut Pacheco, secteur 6, rue du Grand Hospice 7, à 1000 Bruxelles, domicilié à 1040 Bruxelles, boulevard Louis Schmidt 60, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Pierre Valvekens, avocat à 1050 Bruxelles, rue de Livourne 45, requête déposée au greffe le 23 février 2001.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Brigitte Tierens. (62497)

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

—

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles rendue en date du 15 février 2001, la nommée Mme Kichenbrand, Raymonde, née à Metz (France) le 9 avril 1920, domiciliée à 1020 Bruxelles, résidence Colibri, rue Alfred Stevens 11, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Wittebrood, Jacques, chauffeur, domicilié à 1120 Bruxelles, avenue des Croix de Guerre 219.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (62498)

Justice de paix du premier canton de Liège

—

Suite à la requête déposée le 14 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège rendue le jeudi 29 mars 2001, Mme Legros, Gabrielle, née le 22 mars 1910 à Paris (France), sans profession, veuve, demeurant à la Résidence Detroit, rue Grétry 172-174, à 4020 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Bernard, Eric, domicilié rue Louvrex 55-57, à 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Becker, Carole. (62499)

Justice de paix du canton de Limbourg

—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg en date du 26 mars 2001, la nommée Boulanger, Irène, née à Membach le 1^{er} février 1912, domiciliée et résidant à la Maison de Repos « Saint-Joseph », à 4837 Membach, rue du Pensionnat 7, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Ransy, Jean-Luc, avocat, domicilié à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 44.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Sieberath. (62500)

Justice de paix du second canton de Mons

—

Suite à la requête déposée le 16 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons rendue le 28 mars 2001, M. Fernandez, Pascal, né le 16 mai 1921 à Decazeville (France), domicilié à l'établissement Résidence « La Biercée 2 », chaussée du Rœulx 1253, à 7021 Havré, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice provisoire en la personne de Me Rizzo, Dominique, avocate dont le cabinet est sis rue Brunehault 75, à 7022 Mesvin.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Collet, Claude. (62501)

Suite à la requête déposée le 16 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons rendue le 28 mars 2001, Mme Gobbe, Mathilde, née le 29 janvier 1928 à Jemappes, domiciliée à l'établissement Résidence « La Biercée 2 », chaussée du Rœulx 1253, à 7021 Havré, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'une administratrice provisoire en la personne de Me Rizzo, Dominique, avocate, dont le cabinet est sis rue Brunehault 75, à 7022 Mesvin.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Collet, Claude. (62502)

Justice de paix du canton d'Uccle

—

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 30 mars 2001, en suite de la requête déposée le 27 mars 2001, Mme Micheline Musette, née le 13 mai 1939, domiciliée à 1180 Uccle, rue du Ham 137, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant, Me Régine Lefebvre, avocate, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, rue Paul Emile Janson 11.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Karin De Weghe. (62503)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 30 mars 2001, en suite de la requête déposée le 23 mars 2001, Mme Van Emmerik, Jacqueline, veuve de Gilbert Ory, née le 19 juillet 1914, domiciliée à 1180 Uccle, avenue François Folie 30, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire étant, Me Martine Gaillard, avocate, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, avenue Louise 391/7.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Karin De Weghe. (62504)

Justice de paix du canton de Wavre

—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre, en date du 22 mars 2001, le nommé Namurois, Cédric, domicilié chaussée de Namur 35, Villers-la-Ville, a été désigné administrateur provisoire des biens de Salamone, Maria, née le 21 février 2001, résidant actuellement à Waterloo, clinique Dr Derscheid, domiciliée à 1050 Bruxelles, rue de la Cuve 32.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (62505)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre, en date du 22 mars 2001, le nommé Demanet, Benoît, domicilié avenue des Combattants 38, 5030 Gembloux, a été désigné administrateur provisoire des biens de Strouvens, Jean, né à Bressoux, le 24 mai 1929, résidant actuellement à la Clinique du Champ Sainte-Anne, 1300 Wavre, domicilié avenue Andromède 23/64, Woluwe-Saint-Lambert.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (62506)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre, en date du 21 mars 2001, le nommé De Middeleer, Jean-Philippe, domicilié avenue de la Paix 18, 1330 Rixensart, a été désigné administrateur provisoire des biens de Pirson, Etienne, né à Gosselies, le 19 octobre 1958, résidant actuellement et domicilié à La Hulpe, rue Gaston Bary 9.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (62507)

Vrederecht van het kanton Borgerhout

bij beschikking van de heer plaatsvervangende vrederechter van het kanton Borgerhout, verleend inzake R.V. 01B40, op 28 maart 2001, werd de heer Bonnet, Bernardus Albertus Emilie, geboren te Borgerhout op 14 april 1928, ongehuwd, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Sergeyselsstraat 50, 3^e verdieping, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Mevr. Inez Van Looek, advocaat, kantoorhoudende te 2610 Wilrijk (Antwerpen), Prins Boudewijnlaan 177-179.

Borgerhout (Antwerpen), 2 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Laermans, Raymonda. (62508)

Vrederecht van het kanton Diest

De vrederechter van het kanton Diest, bij beschikking d.d. 26 februari 2001, bevestigen voor zoveel als nodig zijn beschikking d.d. 29 mei 2000, waarbij Mr. Annita Reynders, advocaat, kantoorhoudende te 3290 Diest, Statiestraat 11-13, werd aangesteld als voorlopig bewindvoerder over Mevr. Victorine Van den Plas, geboren op 18 december 1921, gedomicilieerd te 3270 Scherpenheuvel, Hagelandweg 3, momenteel verblijvende in het rusthuis « Hof ter Heyde », Oude Leuvensebaan 97, met als opdracht de gelden van de beschermde persoon te beheren en de beschikking van 29 mei 2000 verder uitwerkend:

breiden de opdracht van de voorlopig bewindvoerder uit tot het beheer van alle goederen van de beschermde persoon;

machtigen de voorlopig bewindvoerder om alle nuttige of noodzakelijke maatregelen te treffen, die in het belang zijn van de beschermde persoon, en dit ter vrijwaring van de goederen van deze laatste.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Andrea Schoofs. (62509)

Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 13 maart 2001, werd Abbenbroek, Olga, geboren te Middelburg op 12 december 1915, weduwe, wonende te 9000 Gent, Tichelrei 1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Abbenbroek, Walter, wonende te 9000 Gent, Brusselsesteenweg 25A.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 1 februari 2001.

Gent, 2 april 2001.

De hoofdgriffier, (get.) Verspeet, Magda. (62510)

Vrederecht van het kanton Mechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 26 maart 2001, werd Boel, Gerrit Maurits Joannes, geboren te Herdersem op 10 juni 1951, wonende te 2800 Mechelen, De Langhestraat 44, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder: Bertels, Erik, kantoorhoudende te 2800 Mechelen, Van Benedenlaan 33.

Mechelen, 2 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel: (get.) Mia Discart, griffier. (62511)

Vrederecht van het kanton Sint-Jans-Molenbeek

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Jans-Molenbeek, verleend op 13 oktober 2000, werd Lefevre, Sophie, geboren te Jette op 16 maart 1912, verblijvende en gedomicilieerd te Sint-Jans-Molenbeek, Gelukkige Grijsheidstraat 1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: De Leener, Jozef, wonende te Ganshoren, Victor Lowetstraat 10, en werd het mandaat van Mr. Six, Anne, mede-voorlopig bewindvoerder advocaat, met kantoor te Sint-Jans-Molenbeek, Ninoofsesteenweg 153, verlengd voor een periode van één jaar ingaande vanaf 1 augustus 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Rimaux, Martine. (62512)

Vrederecht van het kanton Sint-Joost-ten-Noode

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Joost-ten-Node, verleend op 30 maart 2001, werd Strubbe, Jérôme, geboren te Zerkegem op 8 april 1923, verblijvende Hoevestraat 51/7, te 1210 Brussel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Duerinck, Nadine, advocaat, wonende Pater De Dekenstraat 9, te 1040 Brussel.

Voor eensluidend uittreksel: de afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Decraux, Valérie. (62513)

Vrederecht van het kanton Ukkel

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ukkel, in datum van 30 maart 2001, ingevolge het verzoekschrift neergelegd op 16 maart 2001, werd Mevr. Willems, Blanche, geboren te Boma (Belgisch Congo) op 11 mei 1924, wonende te 8000 Brugge, Langerei 24, doch verblijvende te 1180 Brussel, « Les Fleurs d'Aubépine », steenweg op Waterloo 1525, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mevr. Kinzinger, Anne, wonende te 8200 Brugge, Kooidreef 7.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Karin De Weghe. (62514)

Vrederecht van het kanton Zandhoven

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 29 maart 2001, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 16 maart 2001, werd aan Ducheyne, Celina Maria, geboren te Schilde op 23 oktober 1913, weduwe van Riket, Fredericus, wonende te 2160 Wommelgem, Ternesselei 269, doch thans verblijvende in het rusthuis Ten Dorpe, Handelslei 292-294, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, als voorlopige bewindvoerder toegevoegd: Mr. Joris, Erwin, advocaat te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Zandhoven, 2 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (62515)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du deuxième canton de Liège

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège, du 30 mars 2001 :

il a été constaté que la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 5 décembre 2000, a pris fin suite au décès de Mme Lothe, Suzanne Odile, née le 14 mars 1922, domiciliée boulevard de la Sauvenière 119, à 4000 Liège, résidant Hôpital du Val d'Or, rue Basse Wez 301, à 4000 Liège;

il a été mis fin, en conséquence, après dépôt d'un rapport de gestion, à la mission de son administrateur provisoire, Me Brandenburg, Jean-Luc, avocat, dont le cabinet est sis rue Louvrex 55-57, à 4000 Liège.

Liège, le 30 mars 2001.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Gillis, Monique. (62516)

Justice de paix du canton de Seneffe

Par ordonnance du trente mars deux mil un, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, il est mis fin au mandat de Me Jean Halbreck, avocat à 6560 Lobbes, rue de l'Abbaye 26, en qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Dominique Feys, né à La Hestre le 13 décembre 1963, domicilié à 7100 La Louvière, rue Alfred Pourbaix 25/2.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Desomberg, Jeanine. (62517)

Justice de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre

Par ordonnance rendue le 29 mars 2001, rep. 799, le juge de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre :

dit que M. Michel Huyberechts, né à Berchem-Sainte-Agathe le 18 juin 1967, domicilié à 1200 Bruxelles, galerie Argousiers 13/9, est apte à gérer seul ses biens;

déclare que Mme Isabelle De Ruydts, désignée par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre, en date du 8 septembre 1995, comme administrateur provisoire des biens de M. Michel Huyberechts, est déchargée de sa mission.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (62518)

Vrederegerecht van het kanton Bilzen

Beschikking d.d. 30 maart 2001 verklaart Mr. Greet Bollen aange-
wezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton
Bilzen, op 17 november 2000 (rolnummer 00B223), tot voorlopig
bewindvoerder over Beunckens, Edwin (gepubliceerd in het *Belgisch
Staatsblad* van 30 november 2000), met ingang van 30 maart 2001
ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden
is.

Bilzen, 2 april 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Dupont, Monique. (62519)

Beschikking d.d. 30 maart 2001 verklaart Mr. Greet Bollen aange-
wezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton
Bilzen, op 27 december 1995 (rolnummer 2799), tot voorlopig bewind-
voerder over Croughs, Gabriëlle (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*
van 18 januari 1996), met ingang van 30 maart 2001 ontslagen van de
opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is.

Bilzen, 2 april 2001.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Dupont, Monique. (62520)

Vrederegerecht van het kanton Vilvoorde

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde, van
29 maart 2001, werd aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder
van Mevr. Wets, Liliane, bediende, geboren op 27 juni 1943, wonende
te 1850 Grimbergen, Nieuwe Schapenweg 56, over de goederen van
Mevr. Blockmans, Elisabeth, geboren te Vilvoorde (Peutie) op
1 september 1923, echtgenote van de heer Wets, Jean, in leven wonende
te 1800 Vilvoorde, Vlierkensstraat 168, ambtshalve, een einde gesteld
ingevolge het overlijden van Mevr. Blockmans, Elisabeth, voornoemd,
op 11 februari 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hen-
drikk. (62521)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Vilvoorde, van
29 maart 2001, werd aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder
van de heer Jean Henri Marie Dewandeleer, bediende, geboren te
Elsene op 20 mei 1943, wonende te 1820 Steenokkerzeel, Kluisweg 1,
over de goederen van Mevr. Tondeur, Joanna, gepensioneerd, geboren
te Pepingen op 9 juni 1918, weduwe van wijlen de heer Felix Dewan-
deleer, in leven wonende te 1830 Machelen, Koningin Fabiolalaan 62
(rusthuis Parkhof), ambtshalve, een einde gesteld ingevolge het over-
lijden van Mevr. Tondeur, Joanna, voornoemd, op 16 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hen-
drikk. (62522)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Dour

Par ordonnance du juge de paix du canton de Dour, en date du
29 mars 2001, il a été mis fin au mandat de Me Sylviane Pichueque,
avocate, de résidence à 7033 Cuesmes, rue de la Fraide 9, en sa qualité
d'administrateur provisoire des biens de M. Jacques Hagon, domicilié
à 7370 Dour, rue Coron du Bois 31, et il a été pourvu à son remplace-
ment par Me Bruno De Felicis, avocat, de résidence à 7370 Dour, rue
d'Elouges 23.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Charenso-
Galland, Wend. (62523)

Justice de paix du premier canton de Liège

Suite à la requête déposée le 12 mars 2001, par ordonnance du juge
de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 29 mars 2001, il a
été mis fin au mandat de Mme Dupont, Mireille Julia Henriette, née à
Ixelles le 1^{er} novembre 1961, domiciliée à 4000 Liège, rue Julien
d'Andrimont 17/101, en sa qualité d'administrateur provisoire de :
Mme Badou, Julia Guillemine Mélanie, née à Berloz le 29 mars 1915,
domiciliée à 4000 Liège, rue Vivegnis 288.

Par la même ordonnance, un nouvel administrateur provisoire a été
désigné à cette personne protégée, à savoir : Me Fraipont, Elisabeth,
avocat, domiciliée quai du Roi Albert 93, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Becker, Carole. (62524)

Justice de paix du canton de Limbourg

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Limbourg, en date du 26 mars 2001, Me Bernadette Bourguet, avocate, domiciliée à 4830 Limbourg, rue Guillaume Maisier 17, a été déchargée de sa fonction d'administrateur provisoire de la nommée Solot, Josiane, née le 23 août 1935, domiciliée actuellement à 4900 Spa, avenue Albert 6, cette dernière étant pourvue d'un nouvel administrateur provisoire en la personne de Mme Beaumecker, Patricia, domiciliée à 4800 Verviers, rue des Chapeliers 32.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Sieberath. (62525)

Justice de paix du second canton de Mons

Suite à la requête déposée le 22 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue en date du 26 mars 2001, il a été mis fin au mandat de Me Sylviane Pichueque, avocate à Cuesmes, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Leroy, Marcel, né à La Bouverie le 13 janvier 1934, domicilié rue Ferrer 36, à 7080 Frameries, résidant à l'établissement M.R.S. du Bois d'Havré, Hôpital Ambroise Paré, chemin de la Cure d'Air 19, à 7021 Havré.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée à savoir : Me Lesuisse, Olivier, avocat, né à Mons le 21 février 1969, dont le bureau est sis Croix Place 7, à 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Collet, Claude. (62526)

Suite à la requête déposée le 28 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue en date du 28 mars 2001, il a été mis fin au mandat de Me Sylviane Pichueque, avocate à Cuesmes, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Honoré, René, né à Lugumba (Congo) le 26 mai 1944, domicilié chemin de la Cure d'Air 19, 7021 Havré, à l'établissement M.R.S. du Bois d'Havré, Hôpital Ambroise Paré.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée à savoir : Me Leeman, Nadine, avocat, dont le cabinet est sis rue de la Salle 12, 7110 Houdeng-Goegnies.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Collet, Claude. (62527)

Suite à la requête déposée le 27 mars 2001, par ordonnance du juge de paix du second canton de Mons, rendue en date du 28 mars 2001, il a été mis fin au mandat de Me Sylviane Pichueque, avocate à Cuesmes, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de M. Gossye, Joseph, né à Jemappes le 28 janvier 1925, domicilié rue des Trois Hurées 237, 7012 Flénu.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à ladite date à cette personne protégée à savoir : Me Gérard, Isabelle, avocat, dont le cabinet est sis rue des Marcottes 30, 7000 Mons.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Collet, Claude. (62528)

Vrederegerecht van het kanton Mechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 27 maart 2001, werd Van Steenwinkel, Sandra, voorheen advocaat, laatst kantoorhoudende te 2220 Heist-op-den-Berg, Stationsstraat 13A, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Mechelen, op 12 december 1996 (rolnr. 96B6110 - Rep.V. 4583/1996), tot voorlopige bewindvoerder over Van den Branden, Emerentia, geboren te Heffen op 12 maart 1912, verblijvende in « De Polder » te 2800 Mechelen, Frans Broersstraat 1, met ingang van 27 maart 2001, ontslagen van haar opdracht.

De voornoemde beschermde persoon kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : De Kooning, Erna, kantoorhoudende te 2800 Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Mechelen, 2 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Mia Discart, griffier. (62529)

Vrederegerecht van het kanton Zandhoven

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, ambtshalve, verleend op 29 maart 2001, werd Mertens, Alfons Wilfried Franciscus Antonius, geboren te Ginneken en Bavel (Nederland) op 27 april 1928, gepensioneerd, wonende te 2328 Meerle, Dreef 67, met ingang van 29 maart 2001 ontslagen van zijn opdracht als voorlopige bewindvoerder, ingevolge beschikking van 18 november 1997 (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 26 november 1997, blz. 31473, onder nr. 5986), toegevoegd aan zijn dochter, Mertens, Marie-Louise, geboren te Hoogstraten op 19 november 1962, ongehuwd, wonende te 2328 Meerle, Dreef 67, doch verblijvende in het Dienstverleningscentrum Zevenbergen, Boerenkrijglaan 25, te 2520 Ranst, en werd als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan Mertens, Marie-Louise, voornoemd, toegevoegd : Mr. Erwin Joris, advocaat te 2110 Wijnegem, Turnhoutsebaan 22.

Zandhoven, 2 april 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (62530)

Publication prescrite par l'article 793
du Code civilBekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk WetboekAcceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 26 januari 2001, heeft :

Mevr. Beaucarne d'Eenaeme, Régine Baudewine Jean Marie Augustine, geboren te Gent op 6 september 1958, wonende te 9030 Gent (Mariakerke), Weefselstraat 37, handelend in haar hoedanigheid van moeder-wettige voogdes over de persoon en de goederen van de bij haar wonende minderjarige kinderen :

1. Ryheul, Timothy Joost Baudouin Micheline Remi, student, geboren te Gent op 14 april 1985, ongehuwd;

2. Ryheul, Fabienne Josephine Baudouine Gabrielle Guy, student, geboren te Gent op 1 maart 1987, ongehuwd;

3. Ryheul, Valérie Josephine Chris Jacqueline Mariette, student, geboren te Gent op 8 augustus 1988, ongehuwd,

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Ryheul, Joost Hendrik Gerard, geboren te Torhout op 6 januari 1959, ongehuwd, laatst wonende te 8300 Knokke-Heist, Zeedijk 678, bus 32, en overleden te Knokke-Heist op 8 december 2000.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Annelies Wylleman, notaris te 9940 Sleidinge, Sleidingedorp 102.

Sleidinge, 2 april 2001.

(Get.) A. Wylleman, notaris.

(8344)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Déclaration d'acceptation sous bénéfice d'inventaire devant le greffier du tribunal de première instance de Bruxelles, faite le 2 avril 2001, par Mme Jacobs, Josiane Marie Odette, née à Etterbeek le 4 février 1952, domiciliée à 1160 Bruxelles, avenue du Grand Forestier 32, en son nom personnel.

Objet déclaration : acceptation sous bénéfice d'inventaire à la succession de Gilbert, Denise Marie Anna Odile, née à Schaerbeek le 17 octobre 1924, de son vivant domiciliée à Schaerbeek, boulevard Lambermont 227, et décédée le 10 mars 2001 à Schaerbeek.

Dont acte signé, après lecture, (signé) Jacobs, Josiane.

Le greffier, (signé) Vera Aerts. (8345)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 01-571 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 30 mars 2001 :

1. M. Van Vaerenbergh, Philippe Henri Marc, domicilié à 1082 Bruxelles, avenue des Frères Becqué 38;

2. Mme Van Vaerenbergh, Nadine Marie Paule, domiciliée à 1083 Bruxelles, rue des Amaryllis 7,

ont déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Geets, Jenny, née à Uccle le 17 février 1938, de son vivant domiciliée à Bruxelles, rue du Grand Hospice 7, et décédée le 31 décembre 2000 à Bruxelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Mourlon Beernaert, Juan, notaire à 1000 Bruxelles, avenue des Arts 50, bte 1.

Bruxelles, le 30 mars 2001.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (8347)

Suivant acte n° 01-569 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 30 mars 2001 :

Mme May, Elisabeth, née à Uccle le 17 novembre 1963, domiciliée à 1050 Bruxelles, rue Augustin Delporte 4, agissant en son nom personnel et en sa qualité de mandataire en vertu de trois procurations sous seing privé :

la 1^{re} datée du 7 mars 2001 et donnée par M. May, John, né à Elisabethville le 10 mars 1950, domicilié à 10112 Fleming Avenue, Bethesda, MD 20814 USA;

la 2^e datée du 22 février 2001 et donnée par Mme May, Françoise, née à Uccle le 5 septembre 1957, domiciliée à 1050 Bruxelles, rue Gachard 39/RC;

la 3^e datée du 21 février 2001 et donnée par Mme Van der Vennet, Valentine, née à Bruxelles le 26 mai 1919, domiciliée à 1050 Bruxelles, boulevard Général Jacques 20/2E,

a déclaré, agissant comme acté ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Van der Vennet, Maria Juliette Jeanne V.C., née à Bruxelles le 29 avril 1907, de son vivant domiciliée à Ixelles, boulevard Général Jacques 20, et décédée le 31 octobre 2000 à Ixelles.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Marchant, Jean-Pierre, notaire à 1180 Bruxelles, avenue Brugmann 480.

Bruxelles, le 30 mars 2001.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (8348)

Tribunal de première instance de Namur

L'an deux mil un, le vingt-huit mars, au greffe du tribunal de première instance de Namur, et par-devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu :

Mme Deknudt, Thérèse, née à Braine-le-Comte le 31 mai 1954, ex-épouse de M. Van de Walle, Herman, domiciliée à Emines, rue Saint-Martin 7, représentant en vertu d'une procuration sous seing privé :

Mlle Van de Walle, Cindy, domiciliée à Emines, rue Saint-Martin 7;

M. Van de Walle, Jérôme, domicilié à Emines, rue Saint-Martin 7, laquelle comparante a déclaré en langue française, agissant pour et au nom de ses mandants, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Van de Walle, Herman, domicilié en son vivant à Emines (La Bruyère), rue Saint-Martin 7A, et décédé à Mac Carthys Rust (Afrique du Sud) en date du 3 décembre 2000.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous, Jacqueline Tholet, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Van Boxtael, Michel, notaire à 7300 Boussu, rue du Caraman 23.

Namur, le 28 mars 2001.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (8349)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 20 maart 2001 werd het faillissement van de B.V.B.A. Profresh, BTW 463.833.214, met adres te 1501 Buizingen, Drasop 15, afgesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Stijn Vanschoubroek, curator. (Pro deo) (8373)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 mars 2001 du tribunal de commerce de Bruxelles a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Ets Goris, ayant son siège à 1080 Bruxelles-8, Zwartpaardstraat 11, R.C. Bruxelles 507745, T.V.A. 434.590.880, et avec comme activité principale : grossiste dans le domaine du sanitaire et du chauffage central.

Juge-commissaire : Jan Heyse.

Curateur : Bert Dehandschutter, avocat à 1070 Bruxelles, chaussée de Ninove 643.

Les créanciers sont invités à déposer au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter de la date de faillite.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le mercredi 9 mai 2001, à 14 heures, à la salle G, situé au niveau 01, du palais de justice.

Le curateur : (signé) Bert Dehandschutter. (8374)

Bij vonnis d.d. 27 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd, op aangifte, het faillissement uitgesproken van de N.V. Ets. Goris, met zetel te 1080 Brussel-8, Zwartpaardstraat 11, H.R. Brussel 507745, BTW 434.590.880, en met als voornaamste handelsactiviteit : groothandel sanitair en centrale verwarming.

Rechter-commissaris : Jan Heyse.

Curator : Bert Dehandschutter, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen op woensdag 9 mei 2001, te 14 uur, in de zaal G, op niveau 01, van het gerechtsgebouw.

De curator, (get.) Bert Dehandschutter. (8374)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 21 mars 2001, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, pour absence d'actif, la faillite de M. Jean-Pierre Larsimont, avenue Clémenceau 102, à 1070 Bruxelles.

Le tribunal a décidé que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait : le curateur, (signé) Alain A. Henderickx. (Pro deo) (8375)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 21 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de heer Jean-Pierre Larsimont, Clemenceaulaan 102, te 1070 Brussel, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor uittreksel : de curator, (get.) Alain A. Henderickx. (Pro deo) (8375)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 27 mars 2001 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Gestare, dont le siège social est sis à 1000 Bruxelles, rue des Grands Carnes 10, R.C. Bruxelles 590946, T.V.A. 454.515.373.

Activité commerciale principale : restaurant.

Juge-commissaire : M. Alain Lechien.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue F.D. Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 9 mai 2001, à 14 heures, en la salle A.

Le curateur (signé) A. Baum. (Pro deo) (8376)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 maart 2001 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Gestare, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Lievevrouwbroerstraat 10, H.R. Brussel 590946, BTW 454.515.373.

Voornaamste handelsactiviteit : restaurant.

Rechter-commissaris : de heer Alain Lechien.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 9 mei 2001, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (8376)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 21 mars 2001, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de la faillite de M. Mwema Tshilaudi, rue Frans Pepermans 46, à 1140 Bruxelles, T.V.A. 545.672.708, et a dit que la partie faillie n'est pas excusable.

(Signé) Alain Goldschmidt, curateur. (Pro deo) (8377)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 21 maart 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Brussel de verrichtingen van het faillissement van de heer Mwema Tshilaudi, Frans Pepermansstraat 46, 1140 Brussel, BTW 545.672.708, afgesloten verklaard wegens gebrek aan activa en heeft gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

(Get.) Alain Goldschmidt, curator. (Pro deo) (8377)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 21 mars 2001, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. France Coiffure, avenue Houba de Strooper 156, à 1020 Bruxelles, T.V.A. 450.933.501, et a dit que la partie faillie n'est pas excusable.

(Signé) Alain Goldschmidt, curateur. (Pro deo) (8378)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 21 maart 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Brussel de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. France Coiffure, Houba de Strooperlaan 156, 1020 Brussel, BTW 450.933.501, afgesloten verklaard wegens gebrek aan activa en heeft gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

(Get.) Alain Goldschmidt, curator. (Pro deo) (8378)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 21 mars 2001, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Advance Fashion International, Bitm Showroom A 17, bte 211, 1020 Bruxelles, T.V.A. 453.285.849, et a dit que la partie faillie n'est pas excusable.

(Signé) Alain Goldschmidt, curateur. (Pro deo) (8379)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van 21 maart 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Brussel de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Advance Fashion International, Bitm Showroom A 17, bus 211, 1020 Brussel, BTW 453.285.849, afgesloten verklaard wegens gebrek aan activa en heeft gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

(Get.) Alain Goldschmidt, curator. (Pro deo) (8379)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 20 mars 2001, la faillite de la S.P.R.L. Italfood, dont le siège social est établi à 1030 Schaerbeek, avenue du Diamant 207, R.C. Bruxelles 577819, T.V.A. 452.096.907, a été clôturée pour insuffisance d'actif.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.

Juge-commissaire : M. J. De Smedt.

Curateur : Me Ilse Van de Mierop, rue Henri Wafelaerts 47-51, 1060 Bruxelles.

Le curateur, (signé) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8380)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis d.d. 20 maart 2001 werd het faillissement van de B.V.B.A. Italfood, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Diamantlaan 207, H.R. Brussel 577819, BTW 452.096.907, afgesloten wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Rechter-commissaris : de heer J. De Smedt.

Curator : Mr. Ilse Van de Mierop, H. Wafelaertsstraat 47-51, 1060 Brussel.

De curator, (get.) I. Van de Mierop. (Pro deo) (8380)

Tribunal de commerce de Charleroi

—

Par jugement du 27 mars 2001 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a été déclarée, sur assignation, la faillite de M. Bernard Guiot, domicilié à Chimay (Villers-la-Tour), rue du Vailier 144, R.C. Charleroi 192784, et exerçant la profession d'agriculteur.

Curateur : Me Philippe Cuvelier, avocat à 6530 Thuin, place Albert I^{er} 6.

Juge-commissaire : M. Derudder.

La date provisoire de cessation des paiements a été fixée au 27 mars 2001.

La date limite pour le dépôt des déclarations de créance au greffe du tribunal de commerce de Charleroi a été fixée au 24 avril 2001.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé à l'audience du 22 mai 2001, à 8 h 15 m, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

La gratuité a été ordonnée.

L'huissier Gomez a été commis.

Le curateur, (signé) Me Ph. Cuvelier. (8381)

Par jugement du 28 mars 2001 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a été déclarée, sur aveu, la faillite de M. Jean Marcelle, domicilié à Erquelines, rue Sainte-Thérèse 25, R.C. Charleroi 194106, et exerçant la profession de boulanger.

Curateur : Me Philippe Cuvelier, avocat à 6530 Thuin, place Albert I^{er} 6.

Juge-commissaire : M. Duchateaux.

La date provisoire de cessation des paiements a été fixée au 23 mars 2001.

La date limite pour le dépôt des déclarations de créance au greffe du tribunal de commerce de Charleroi a été fixée au 24 avril 2001.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé à l'audience du 22 mai 2001, à 8 h 15 m, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

La gratuité a été ordonnée.

L'huissier Andris a été commis.

Le curateur, (signé) Me Ph. Cuvelier. (8382)

Par jugement du 28 mars 2001 de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a été déclarée, sur aveu, la faillite de Mme Jaumain, Béatrice, domiciliée à Erquelines, rue Sainte-Thérèse 25, R.C. Charleroi 194106, et exerçant la profession de boulangère.

Curateur : Me Philippe Cuvelier, avocat à 6530 Thuin, place Albert I^{er} 6.

Juge-commissaire : M. Duchateaux.

La date provisoire de cessation des paiements a été fixée au 23 mars 2001.

La date limite pour le dépôt des déclarations de créance au greffe du tribunal de commerce de Charleroi a été fixée au 24 avril 2001.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé à l'audience du 22 mai 2001, à 8 h 15 m, en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

La gratuité a été ordonnée.

L'huissier Andris a été commis.

Le curateur, (signé) Me Ph. Cuvelier. (8383)

Tribunal de commerce de Huy

—

Par jugement du 28 mars 2001, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de Georis, Anne-Marie Juliette J.G., née à Hotton le 3 janvier 1957, domiciliée à 4537 Verlaine, rue Trixhelette 90, y exploitant une entreprise de transport routier de marchandises, sous la dénomination « Transports Georis », R.C. Huy 46423.

Juge-commissaire : M. Daniel Simar, juge-consulaire.

Curateur : Me Eugène-Charles Dijon, avocat à 4500 Huy, rue des Vergiers 15.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy dans les trente jours à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 16 mai 2001, à 8 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le curateur, (signé) Eugène-Charles Dijon. (Pro deo) (8384)

Par jugement du 28 mars 2001, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.C.R.L. Société des Abattoirs de Huy, ayant son siège social et son établissement à 4500 Huy, avenue de la Croix Rouge 2, R.C. Huy 42575, pour l'activité de gestion et exploitation d'abattoirs publics communaux.

Juge-commissaire : M. Jean-Charles François, juge consulaire.

Curateurs : Me Anne Dubois, avocat à 4500 Huy, rue Vankeerberghen 7; et Me Laurent Sacre, avocat à 4500 Huy, rue Vankeerberghen 7.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy, dans les trente jours, à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 16 mai 2001, à 8 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le curateur, (signé) L. Sacré. (8385)

Par jugement du 21 mars 2001 ont été déclarées closes, après liquidation, les opérations de faillite de Schlessier, Madeleine, anciennement domiciliée à 5357 Haneffe, rue La Rue 55, R.C. Liège 161159, ayant exercé le commerce de bijoux notamment à Ans, rue de la Station, et à Liège, rue Cathédrale, sous la dénomination « Boutique Vogue », actuellement domiciliée à 4020 Liège, rue Jean Warroquiers 18.

Ledit jugement donne décharge au curateur de sa mission, et déclare la faillie, Mme Madeleine Schlessier, excusable.

En vertu de l'article 82 de la loi du 8 août 1997, si le failli est déclaré excusable, il ne peut plus être poursuivi par ses créanciers.

En vertu de l'article 80, alinéa 2, in fine, de la même loi, la décision sur l'excusabilité est susceptible de tierce opposition de la part des créanciers individuellement dans le mois, à compter de la publication.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Muriel Billen. (8386)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 28 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.C.R.L. Ordinor, ayant son siège social rue Vivegnis 188, 4000 Liège-1, R.C. Liège 170711, T.V.A. 439.015.664.

Activité principale : commerce de gros et de détail en matériel informatique et de télécommunication.

Date du début de l'activité commerciale : 9 décembre 1989.

Le même jugement a reporté au 28 septembre 2000 l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Dany Hay.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 8 mai 2001, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 3 mai 2001, au plus tard, au greffe du tribunal de commerce.

Les curateurs, (signé) Me P. Henfling, avocat, rue Charles Morren 4, à 4000 Liège; Me Béatrice Versie, avocat, place Cathédrale 16/5, à 4000 Liège. (Pro deo) (8387)

Par jugement du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de M. Calogero Salamone, dont le siège social était situé rue de Tongres 343, à 4684 Haccourt, R.C. Liège 197079, avec début des opérations commerciales le 7 avril 1997, pour l'exploitation d'une entreprise de construction sous la dénomination « E.C.B. », T.V.A. 757.399.061, faillite sur citation du parquet.

Le jugement ordonne aux créanciers de déclarer leur créance dans les trente jours du jugement déclaratif.

Juge-commissaire : M. L. Jamin.

Procès-verbal de vérification des créances : le 15 mai 2001, à 9 h 30 m, au cabinet de Mme le greffier en chef du tribunal de commerce de Liège.

Le curateur, (signé) Me Joëlle Delhaxhe, avocat, rue de Joie 181, à 4000 Liège. (8388)

Par jugement du 27 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, par liquidation, la faillite de la société S.C. Interface, dont le siège social est situé quai des Ardennes 160/22, 4032 Chênée, R.C. Liège 196422.

La faillie est déclarée inexcusable.

(Signé) Dominique Collin, curateur. (8389)

Par jugement du 27 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré close, par liquidation, la faillite de M. Viola, Renzo, ayant exploité un commerce sous la dénomination Reno Construct, rue de la Corolle 34/9, à 4102 Ougrée, R.C. Liège 186403.

Le failli est déclaré excusable.

(Signé) Dominique Collin, curateur. (8390)

Le tribunal de commerce de Liège a clôturé ce 27 mars 2001, par liquidation d'actif, la faillite de Jean Warnotte, à 4300 Waremme, rue des Cerisiers 3, et actuellement à 4257 Berloz, rue des Champs 12, exploitant le commerce « Au P'tit Monde », chaussée Romaine 190, à 4300 Waremme, faillite déclarée le 10 mars 1998. Le curateur était J.-L. Paquot, avocat à Liège, avenue Blonden 33. Le failli a été déclaré inexcusable.

(Signé) Jean-Luc Paquot, curateur. (8391)

Le tribunal de commerce de Liège a clôturé ce 27 mars 2001, par liquidation d'actif, la faillite d'Alphonse Roeland, à 4400 Les Awirs, rue des Béguines 27, et actuellement à 5377 Somme-Leuze, domaine des Monts de l'Ourthe 147, faillite déclarée le 13 mars 1996. Le curateur était J.-L. Paquot, avocat à Liège, avenue Blonden 33. Le failli a été déclaré excusable.

(Signé) Jean-Luc Paquot, curateur. (8392)

Le tribunal de commerce de Liège a clôturé ce 27 mars 2001, par liquidation d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Smits Autos-Motos, à 4670 Blégny, rue Lambert Marlet 17, faillite déclarée le 5 février 1998. Le curateur était J.-L. Paquot, avocat à Liège, avenue Blonden 33. La faillie a été déclarée inexcusable.

(Signé) Jean-Luc Paquot, curateur. (8393)

Par jugement du 26 mars 2001, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite, sur citation, de la S.P.R.L. Fidegescom, ayant son siège social à 4610 Beyne-Heusay, rue Jean Prévot 41, R.C. Liège 129296, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} janvier 1978, pour l'exploitation d'un bureau de comptabilité, bureau d'étude, d'organisation et de conseil en matière financière, commerciale, fiscale et sociale; agent d'assurances; intermédiaire en crédit et financement, actuellement sans activité, T.V.A. 417.796.717.

Le juge-commissaire est M. Olivier Eschweiler.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé le mardi 8 mai 2001, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce, palais de justice, place Saint-Lambert, 1^{er} étage, à 4000 Liège.

Les déclarations de créances doivent être rentrées au greffe du tribunal de commerce dans les trente jours à compter du présent jugement, soit pour le 26 avril prochain au plus tard.

Le curateur, (signé) Me Adrien Absil, avocat à 4000 Liège, avenue Emile Digneffe 6. (Pro deo) (8394)

Tribunal de commerce de Marche-en-Famenne

Par jugement rendu en date du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne a déclaré ouverte la faillite de M. Moreaux, Francis, domicilié à 6980 Laroche-en-Ardenne, Beausaint 29, R.C. Marche-en-Famenne 19845, pour l'entreprise d'exploitation forestière, de taille des arbres et d'élagage, T.V.A. 691.421.938.

Juge-commissaire : Philippe Ollevier.

Curateur : Me Francis Gouverneur, avocat, place de l'Etang 11, à 6900 Marche-en-Famenne.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, pour le 2 mai 2001, au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le lundi 21 mai 2001, à 14 h 30 m, en la salle d'audience du palais de justice, extension du palais de justice, rue Victor Libert, à 6900 Marche-en-Famenne.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Francis Gouverneur.
(Pro deo) (8395)

Par jugement rendu en date du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne a déclaré ouverte la faillite de M. Moreaux, Freddy, domicilié à 6980 Laroche-en-Ardenne, Beausaint 29, R.C. Marche-en-Famenne 19844, pour l'entreprise d'exploitation forestière, de taille des arbres et d'élagage, T.V.A. 691.421.839.

Juge-commissaire : Philippe Ollevier.

Curateur : Me Francis Gouverneur, avocat, place de l'Etang 11, à 6900 Marche-en-Famenne.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, pour le 3 mai 2001, au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification de créance le lundi 21 mai 2001, à 14 h 30 m, en la salle d'audience du palais de justice, extension du palais de justice, rue Victor Libert, à 6900 Marche-en-Famenne.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Francis Gouverneur.
(Pro deo) (8396)

Par jugement rendu en date du 2 avril 2001, le tribunal de commerce de Marche-en-Famenne a déclaré ouverte la faillite de M. Moreaux, Eddy, domicilié à 6980 Laroche-en-Ardenne, Beausaint 29, R.C. Marche-en-Famenne 19846, pour l'entreprise d'exploitation forestière, de taille des arbres et d'élagage, T.V.A. 691.422.037.

Juge-commissaire : Philippe Ollevier.

Curateur : Me Francis Gouverneur, avocat, place de l'Etang 11, à 6900 Marche-en-Famenne.

Dépôt des déclarations de créances : au greffe du tribunal de commerce de Marche-en-Famenne, pour le 2 mai 2001, au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification de créance le lundi 21 mai 2001, à 14 h 30 m, en la salle d'audience du palais de justice, extension du palais de justice, rue Victor Libert, à 6900 Marche-en-Famenne.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Francis Gouverneur.
(Pro deo) (8397)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 22 mars 2001, le tribunal de commerce de Namur a déclaré closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.C. Racimex Auto Sport, dont le siège social est établi à 5190 Jemeppe-sur-Sambre, rue de la Rosière 18, exploitant un commerce de détails en véhicules à moteur neufs et accessoires, en pièces détachées et accessoires pour véhicules à moteur, R.C. Namur 57708, T.V.A. 434.218.916.

Le même jugement donne décharge au curateur de son mandat.

Le jugement dit également n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la société faillie.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) B. Gerard. (8398)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 26 mars 2001, a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. LAISW, dont le siège social est sis drève Richelle, à Waterloo, R.C. Nivelles 92964, T.V.A. 459.703.388.

Juge-commissaire : M. Olivier Dewulf.

Curateur : Me Jean-Noël Bastenière, avocat à 1300 Wavre, chaussée de Louvain 150.

Date de cessation des paiements : le 26 mars 2001.

Date limite de dépôt des créances : le 26 avril 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 21 mai 2001, à 10 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce de Nivelles.

Pour extrait conforme : (signé) Jean-Noël Bastenière, curateur. (8399)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 26 mars 2001, a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Société intermédiaire de Distribution, étant un commerce d'achat-vente carburant, dont le siège social est sis chaussée de Louvain 452, à Lasne, R.C. Nivelles 78862, T.V.A. 453.562.102.

Juge-commissaire : M. Olivier Dewulf.

Curateur : Me Jean-Noël Bastenière, avocat à 1300 Wavre, chaussée de Louvain 150.

Date de cessation des paiements : le 26 mars 2001.

Date limite de dépôt des créances : le 26 avril 2001.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 21 mai 2001, à 10 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce de Nivelles.

Pour extrait conforme : (signé) Jean-Noël Bastenière, curateur.
(Pro deo) (8400)

Par jugement du 5 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.C. Suffy, dont le siège était sis rue Thoune 1, à 1461 Haut-Ittre.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (Pro deo) (8401)

Par jugement du 5 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.P.R.L. Losange Event, dont le siège était sis place Emile De Lalieux 15, à 1400 Nivelles.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (Pro deo) (8402)

Par jugement du 5 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.P.R.L. Occalux, dont le siège était sis chaussée de Bruxelles 62, à 1410 Waterloo.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (Pro deo) (8403)

Par jugement du 5 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la S.P.R.L. J.C.C. Le Baron, dont le siège était sis chaussée de Bruxelles 314B, à 1410 Waterloo.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (Pro deo) (8404)

Par jugement du 5 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, pour insuffisance d'actif, de la faillite de la société Blackwel Promotions Ltd, société anonyme de droit anglais, dont le siège était sis chaussée de Bruxelles 462, à 1410 Waterloo.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (Pro deo) (8405)

Par jugement du 26 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, sur base de l'article 80 de la loi du 8 août 1997, de la faillite de la S.P.R.L. Ets Jouzier, dont le siège social était sis rue de France 4, à 1470 Genappe.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (8406)

Par jugement du 26 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, sur base de l'article 80 de la loi du 8 août 1997, de la faillite de la S.P.R.L. MB Sport, dont le siège était sis chaussée de Wavre 362B, à 1390 Grez-Doiceau.

La société faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (8407)

Par jugement du 26 février 2001, le tribunal de commerce de Nivelles a prononcé la clôture, sur base de l'article 80 de la loi du 8 août 1997, de la faillite de M. Didier Schippers, domicilié rue Général Rucquoy 36/1, à 1420 Braine-l'Alleud.

Le failli n'a pas été déclaré excusable.

Le jugement met fin à la mission de la curatrice et emporte la décharge de celle-ci.

La curatrice, (signé) A. Cools-Doumont. (8408)

Tribunal de commerce de Verviers

Faillite : Donoso Gonzalez, Jose, né à San Antonio (Chili) le 12 décembre 1952, domicilié à 4840 Welkenraedt, place des Combattants 23A, R.C. Verviers 59926, T.V.A. 756.221.797, représentant en portes et escaliers, déclaré en faillite, sur aveu, par jugement du 15 juin 2000, faillite clôturée pour insuffisance d'actif par jugement du 13 juillet 2000, jugement déclarant le failli excusable.

Curateur : Me Vincent Troxquet.

Par jugement du 27 mars 2001, le tribunal de commerce de Verviers a réformé le jugement du 13 juillet 2000 en ce que le failli est déclaré désormais non excusable.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (8409)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 27 maart 2001 is Limdan N.V., in vereffening, Lange Herentalsestraat 122, 2018 Antwerpen-1, bestaat enkel voor haar vereffening, H.R. Antwerpen 279239, BTW 438.853.833, op bekenenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief, zonder uitspraak te doen over een eventuele verschoonbaarheid.

Datum der staking van betaling : 27 maart 2001.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (Pro deo) (8410)

Bij vonnis in datum van 27 maart 2001 is Ornament-Trading D. Belgium N.V., in vereffening, Pelikaanstraat 78, 2018 Antwerpen-1, bestaat enkel voor haar vereffening, H.R. Antwerpen 304724, BTW 453.193.304, op bekenenis failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief, zonder uitspraak te doen over een eventuele verschoonbaarheid.

Datum der staking van betaling : 27 maart 2001.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (Pro deo) (8411)

Bij vonnis in datum van 27 maart 2001 is Koemeke Koffe B.V.B.A., in vereffening, Handelslei 238, 2980 Zoersel, stopzetting handelswerkzaamheden d.d. 22 februari 2001, H.R. Antwerpen 226491, BTW 421.702.649, op bekenenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer De Laet, Jan.

Curator : Mr. Theunissen, Marc, Britselei 39, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 maart 2001.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 26 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 mei 2001, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Theunissen, Marc. (Pro deo) (8412)

Bij vonnis in datum van 27 maart 2001 is AA-Primeur B.V.B.A., Ter Heydelaan 388, bus 3, 2100 Deurne (Antwerpen), niet ingeschreven H.R. Antwerpen, BTW 452.536.870, op bekenenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Gerrits, Axel.

Curator : Mr. Van Praet, Koen, Sint-Katelijnevest 54, bus 15, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 maart 2001.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 26 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 mei 2001, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Praet, Koen. (Pro deo) (8413)

Bij vonnis in datum van 27 maart 2001 is A. Escarmelle-Deschoemaeker B.V.B.A., Kortestraat 60, 2930 Brasschaat, H.R. Antwerpen 300232, BTW 451.367.625, fabricatie van lederen artikelen voor heekkunde en orthopedie, op bekenenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Deman, Jozef.

Curator : Mr. Van Impe, Bruno, Generaal Slingenerlaan 107, 2100 Deurne (Antwerpen).

Datum der staking van betaling : 27 maart 2001.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 26 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 mei 2001, 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Impe, Bruno. (Pro deo) (8414)

Bij vonnis in datum van 27 maart 2001 is Africa Diamant B.V.B.A., in vereffening, Lange Herentalsestraat 120, 2000 Antwerpen-1, bestaat enkel voor haar vereffening, H.R. Antwerpen 255261, BTW 430.021.388, op bekenenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief, zonder uitspraak te doen over een eventuele verschoonbaarheid.

Datum der staking van betaling : 27 maart 2001.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De adjunct-griffier, (get.) M. Caers. (Pro deo) (8415)

Bij vonnis in datum van 27 maart 2001 is Eplanet B.V.B.A., Fotografie-laan 43/45, 2610 Wilrijk (Antwerpen), H.R. Antwerpen 341336, BTW 464.789.059, uitbating van een kantoor voor mechanografische werken, op bekenenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Kuylen, Walter.

Curator : Mr. Van Camp, Eddy, Molenstraat 52-54, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 maart 2001.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 26 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Van Camp, Eddy. (8416)

Bij vonnis in datum van 27 maart 2001 is Bettingers Management Consultants, gewone commanditaire vennootschap, Rerum Novarum-laan 2, 2390 Malle, H.R. Antwerpen 334335, BTW 465.988.097, tussenspersoon in de handel, op bekenenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Tilmont, Willy.

Curator : Mr. Van Caeneghem, Wim, Quinten Matsyslei 34, 2018 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 maart 2001.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 26 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 28 mei 2001, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Caeneghem, Wim. (Pro deo) (8417)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis van 2 april 2001 van voormelde rechtbank werd, op dagvaarding, het faillissement geopend verklaard van de heer Marc Hendrik Laura De Clercq, elektrotechnisch installateur, geboren te Wetteren op 11 maart 1961, wonende te 9260 Wichelen (Serskamp), Galgenberg 8, H.R. Dendermonde 41322, BTW 741.139.287.

Rechter-commissaris : de heer M. Tackaert, rechter in handelszaken.

Datum van ophouden van betaling werd bepaald op 2 april 2001 onder voorbehoud van artikel 12, 2, Faill. Wet.

De schuldeisers dienen aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van verificatie der schuldvorderingen werd bepaald op vrijdag 18 mei 2001, te 9 u. 25 m., in de gehoorzaal van de rechtbank, Noordlaan 31, Dendermonde.

De curator, (get.) Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52. (Pro deo) (8418)

Bij vonnis van 2 april 2001 van voormelde rechtbank werd, op dagvaarding, het faillissement geopend verklaard van de heer Herman De Kegel, vloerlegger, geboren te Dendermonde op 2 juli 1956, wonende te 9290 Berlare, Frankrijkstraat 1, H.R. Dendermonde 45102, BTW 741.184.819.

Rechter-commissaris : de heer M. Tackaert, rechter in handelszaken.

Datum van ophouden van betaling werd bepaald op 2 april 2001 onder voorbehoud van artikel 12, 2, Faill. Wet.

De schuldeisers dienen aangifte van hun schuldvordering te doen ter griffie van de rechtbank binnen de dertig dagen vanaf het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van verificatie der schuldvorderingen werd bepaald op vrijdag 18 mei 2001, te 9 u. 20 m., in de gehoorzaal van de rechtbank, Noordlaan 31, Dendermonde.

De curator, (get.) Marc Peeters, advocaat te 9200 Dendermonde, Kerkstraat 52. (Pro deo) (8419)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 30 maart 2001, op dagvaarding, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake : De Greve-Verheye VOF, drankgelegenheid en lichte maaltijden, onder de benaming « 't Geduld », met maatschappelijke zetel te 9880 Aalter, Markt 7, H.R. Gent 189175, BTW 463.161.043, hebbende als hoofdelijk verbonden vennoten en eveneens in faling verklaard : De Greve, Nicolas, wonende te 9050 Hansbeke, Hammestraat 26, en Verheye, Andy, wonende te 9880 Aalter, Kwadestraat 9.

Rechter-commissaris : de heer Charles Carmeliet.

Datum staking der betalingen : 30 maart 2001.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 27 april 2001.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 14 mei 2001, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. E. De Poorter, advocaat, kantoorhoudende te 9052 Zwijnaarde, Hekers 39.

Voor eensluidend uittreksel : waarnemend hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (8420)

In de zaak van Frans Verbiest N.V., met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Wiedauwkaai 76-77, H.R. Gent 118261, BTW 415.678.157, in staat van faillissement verklaard bij het vonnis d.d. 4 april 2000, werden bij vonnis van 27 maart 2001, vijfde kamer, volgende data gewijzigd :

Datum staking der betalingen : 4 oktober 1999 (i.p.v. 3 april 2000).

De curatoren : Mr. J. De Paepe, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Bagattenstraat 124, en Mr. G. Defreyne, kantoorhoudende te 9051 Sint-Denijs-Westrem, Kareelstraat 3.

Voor eensluidend uittreksel : waarnemend hoofdgriffier, (get.) Y. Bils. (8421)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis van 29 maart 2001 heeft de rechtbank van koophandel, tweede kamer, te Hasselt, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard : N.V. De Tuinvriend, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3550 Heusden-Zolder, Bieststraat 99, H.R. Hasselt 53110, BTW 418.986.748, handelsactiviteit : kleinhandel in tuin- en hobby-artikelen.

Het vonnis benoemt als rechter-commissaris, de heer Vandekerckhove, en als curatoren, Mr. Daniel Libens, advocaat te Sint-Truiden, Beekstraat 26, en Mr. Paul Odeurs, advocaat te Sint-Truiden, Beekstraat 9.

Beveelt dat de curatoren overeenkomstig artikel 30 F.W. in handen van de rechter-commissaris de eed afleggen.

Bepaalt de datum waarop de gefailleerde heeft opgehouden te betalen op 29 maart 2001, in uitvoering van artikel 12 F.W.

Het vonnis legt aan de schuldeisers van gefailleerde op om verklaring van hun vordering te doen ter griffie van genoemde rechtbank, Havermarkt 8, 3500 Hasselt, en dit vóór 19 april 2001.

Het vonnis zegt dat op donderdag 3 mei 2001, om 14 uur, in de zittingszaal, eerste verdiep, van voornoemde rechtbank zal worden overgegaan tot de afsluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen.

Voor eensluidend uittreksel: voor de curatele, (get.) Mr. Daniel Libens. (8422)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van 28 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vijfde kamer, werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard, de N.V. Koninklijke Voetbalclub Kortrijk, in het kort K.V.K., met maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Meensesteenweg 84, H.R. Kortrijk 114817, met als activiteit: verhuren en transfereren van sportlui, BTW 433.097.278.

Rechter-commissaris: de heer J. Decorte, rechter in handelszaken.

Curatoren: Mr. Johan Vynckier, advocaat te 8500 Kortrijk, Louis Robbeplein 2, en Mr. Carmen Matthijs, advocaat te 8560 Gullegem (Wevelgem), Oude Ieperstraat 4.

Indienen van de verklaringen van schuldvorderingen: vóór 18 april 2001, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen op vrijdag 25 mei 2001, om 14 uur., dit telkens ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, gerechtsgebouw, Burg. Nolfstraat 10A.

Voor eensluidend afschrift: voor de curatoren, (get.) Carmen Matthijs. (8423)

Bij vonnis van 28 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd de N.V. New Castle Furniture, met maatschappelijke zetel te 8720 Denderhoutem (Oeselgem), Brugstraat 31, H.R. Kortrijk 126514, BTW 446.887.314, met als activiteit groothandel en fabricatie van tapijten en tapijtwerk, van meubelen, van decoratieartikelen en van meubileringsstoffen, in staat van faillissement verklaard.

Als curator werd aangesteld: Mr. Ivan Lietaer, advocaat te 8500 Kortrijk, Pres. Rooseveltplein 1.

De schuldeisers moeten de verklaring van hun schuldvordering indienen vóór 18 april 2001. De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen vindt plaats op vrijdag 25 mei 2001, om 14 u. 15 m., ter rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Burg. Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk.

(Get.) Lietaer, Ivan, curator. (Pro deo) (8424)

Bij vonnis van 28 maart 2001 van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd de C.V. Timido, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 8760 Meulebeke, Bruggesteinweg 27, H.R. Kortrijk 125329, BTW 443.831.517, met als activiteit restauratiehouder, in staat van faillissement verklaard.

Als curator werd aangesteld: Mr. Ivan Lietaer, advocaat te 8500 Kortrijk, Pres. Rooseveltplein 1.

De schuldeisers moeten de verklaring van hun schuldvordering indienen vóór 18 april 2001. De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen vindt plaats op vrijdag 25 mei 2001, om 14 u. 45 m., ter rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Burg. Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk.

(Get.) Lietaer, Ivan, curator. (Pro deo) (8425)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, tweede kamer, d.d. 19 maart 2001, werd het faillissement van B.V.B.A. Distriboot, met zetel gevestigd te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Liersesteenweg 178, gesloten verklaard ingevolge gebrek aan actief.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Eddy Van Daele. (8426)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, tweede kamer, d.d. 19 maart 2001, werd het faillissement van B.V.B.A. Springcases, met zetel gevestigd te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Walemstraat 97A, gesloten verklaard ingevolge gebrek aan actief.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Eddy Van Daele. (8427)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 29 maart 2001 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement uitgesproken van Bienvenue B.V.B.A., voorheen Aqua-Rana B.V.B.A., met maatschappelijke en uitbatingszetel voorheen te 3650 Dilsen-Stokkem, Rijksweg 624, nadien te Sint-Truiden, Kogelstraat 17, thans met uitbatingszetel te 3440 Zoutleeuw, Steenweg 59, H.R. Tongeren 83136, geen inschrijving H.R. Leuven of H.R. Hasselt, BTW 461.007.148, café-restaurant.

Curatoren: Mr. Tom Arts & Geert Reniers, advocaten, met kantoor te 3600 Genk, Winterslagstraat 107, bus 1.

Datum van staking van betaling: 1 februari 2001.

Indienen der schuldvorderingen: griffie van de rechtbank van koophandel, Kielstraat 22, bus 4, 3700 Tongeren, uiterlijk op 28 april 2001.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen: op 10 mei 2001, om 10 uur, in de raadkamer, gelegen te 3700 Tongeren, Kielstraat 22, 1e verdieping.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Geert Reniers; Tom Arts. (Pro deo) (8428)

Rechtbank van koophandel te Veurne

Bij vonnis van 28 maart 2001, werd, op bekentenis, in staat van falings verklaard: Dewachter, Eric Theofiel, geboren te Oostende op 2 februari 1960, wonende voorheen te 8620 Nieuwpoort, Albert I-laan 106, thans te 8400 Oostende, Hospitaalstraat 27, met handelsuitbating te 8620 Nieuwpoort, Albert I-laan 106, H.R. Veurne 28014, met als handelsactiviteiten: kleinhandel in vers vlees en verse vleeswaren, vlees van gevogelte en wild (als beenhouwer-spekslager), kleinhandel in zuivelproducten, BTW 679.128.573.

Schorsing van betaling: 11 maart 2001.

Rechter-commissaris: R. Desmet.

Curator: Mr. Dirk Bailleul, advocaat, Albert I-laan 52C, 8620 Nieuwpoort.

Indiening schuldvorderingen ter griffie: vóór 18 april 2001.

Nazicht schuldvorderingen: op 7 mei 2001, om 10 uur.

(Get.) Mr. Dirk Bailleul, curator. (8429)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Bij verzoekschrift, opgemaakt te Lokeren, op 15 maart 2001, hebben de heer De Cock, Rudi Frans, geboren te Lokeren op 20 maart 1953, en zijn echtgenote, Mevr. Baeyens, Claire Maria Aimé, geboren te Lokeren

op 22 maart 1953, samenwonende te Lokeren, Hillarestraat 50, aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, de homologatie aangevraagd van de wijzigende huwelijksakte, verleden voor notaris Bart Hutsebaut, te Lokeren, op 15 maart 2001, inhoudende behoud van hun wettelijk stelsel met inbreng van een onroerend goed door Mevr. Baeyens, Claire, in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de echtgenoten De Cock Rudi-Baeyens : (get.) Bart Hutsebaut, notaris. (8350)

Bij verzoekschrift de dato tweeëntwintig maart tweeduizend en één hebben de heer Dewolf, Luc Louis, reisagent, geboren te Sint-Joost-ten-Node op 19 mei 1962, en zijn echtgenote, Mevr. Michiels, Brigitte Monique Josette, reisagente, geboren te Halle op 29 oktober 1962, samen gedomicileerd te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Brusselbaan 522, voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, een verzoek ingediend tot homologatie van de akte van wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Patrick Van Oudenhove, te Sint-Pieters-Leeuw, op 22 maart 2001.

De echtgenoten zijn thans gehuwd onder het stelsel van gemeenschap van goederen ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Patrick Van Oudenhove, op 12 juli 1985.

Via de voorgenomen akte van wijziging huwelijkscontract wensen zij hun huwelijksstelsel te wijzigen, met name, zij wensen het stelsel van scheiding van goederen aan te nemen.

(Get.) P. Van Oudenhove, notaris. (8351)

Bij verzoekschrift van 16 februari 2001, hebben de heer Vangermeersch, Danny Nicolas Omer, droogkuisuitbater, geboren te Tongeren op zeventien december negentienhonderd éénenzestig, en zijn echtgenote, Mevr. Vandebosch, Annick Joseph Valentine, droogkuisuitbaater, geboren te Hasselt op negentien augustus negentienhonderd vierenzestig, wonende te 3770 Riemst, Bilzersteenweg 46, bus 2, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Lucien Barthels, te Riemst-Kanne, op 16 februari 2001, inhoudende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel met behoud van het stelsel der scheiding van goederen doch met toedeling aan Mevr. Vandebosch, Annick, persoonlijk van het appartement met nummer 2, opgericht op en met bijhorende grond te Riemst, Bilzersteenweg 46, sectie A, nr. 1730/R/2, nr. 1730/S/2, nr. 1730/T en nr. 1730/V/2.

Voor de notaris, (get.) Verdonck, Ilse. (8352)

Bij vonnis in raadkamer, uitgesproken op 30 januari 2001, door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris François Van Innis, met standplaats te Zingem, op 11 oktober 2000, waarbij de echtgenoten Laurier, Kurt Lucien Annick, geboren te Oudenaarde op 26 februari 1971, en zijn echtgenote, Mevr. Bauters, Hilda Maria Margriet, geboren te Oudenaarde op 14 juni 1970, samenwonende te Oudenaarde, Galgestraat 69, hun stelsel der wettelijke gemeenschap hebben gewijzigd in een stelsel der zuivere scheiding der goederen.

Voor de echtgenoten Laurier-Bauters : (get.) F. Van Innis, notaris. (8353)

Bij verzoekschrift d.d. 20 maart 2001, hebben de heer Roger Gustaaf Frans Verbruggen, vennootschapszaakvoerder, en zijn echtgenote, Mevr. Maria Grazia Rossi, bediende, samenwonende te Leuven (Wilsle), Eendebroekstraat 32, gehuwd onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan huwelijkscontract, aan de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Annie Lagae, te Rotselaar, op 14 maart 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door aanneming van het stelsel van scheiding van goederen.

(Get.) Annie Lagae, notaris. (8354)

Bij verzoekschrift van 13 februari 2001, hebben de echtgenoten, de heer Peetermans, Lodewijk, vertegenwoordiger, geboren te Geel op 8 maart 1951, en zijn echtgenote, Mevr. Tubbeckx, Maria, arbeidster, geboren te Meerhout op 26 oktober 1952, samenwonende te 2440 Geel, Zandstraat 120, homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout van de wijziging van hun huwelijksstelsel, opge maakt bij akte verleden voor notaris Luc Moortgat, te Geel, op 13 februari 2001, inhoudende de overgang van het wettelijk vermogensstelsel naar het stelsel van algehele gemeenschap van goederen.

(Get.) L. Moortgat, notaris. (8355)

Bij verzoekschrift d.d. 1 maart 2001, hebben Berden, Leopold Albert, gepensioneerd, geboren te Nerem op 21 april 1931, en zijn echtgenote, Schoefs, Maria Theresia Joséphine Elisabeth, huisvrouw, samenwonende te 3840 Borgloon, Trapkensstraat 2, aan de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren de homologatie gevraagd van de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Anna Delwaide-Schautteet, ter standplaats Borgloon, op 1 maart 2001, zonder dat deze wijziging de vereffening van het stelsel tot gevolg heeft, doch wel een dadelijke verandering in de samenstelling van de vermogens tot gevolg heeft, en niet beperkt blijft tot een wijziging aan het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) A. Delwaide-Schautteet, notaris. (8356)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, op 21 maart 2001, voor gezien getekend door de griffier en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nummer 01/560/B, werd ter homologatie voorgelegd aan de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout de akte verleden op 5 maart 2001, voor notaris Dieltiens, R., met standpunt te Ravels, waarbij Maes, Henricus Ludovicus, gepensioneerd, geboren te Grobbendonk op 20 september 1916, en zijn echtgenote, Prims Maria Melania Augusta, gepensioneerd, geboren te Grobbendonk op 7 april 1918, samenwonende te Grobbendonk, Astridplein 20, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Turnhout, 28 maart 2001.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) J. Thys. (8357)

Bij verzoekschrift van 27 maart 2001, hebben de heer Rondas, Michael Jean-Pierre Jo Marie, geboren te Gent op 2 maart 1973, en zijn echtgenote, Mevr. Pien, Laurence Michèle Pierette, geboren te Gent op 14 november 1974, beiden wonend te 9031 Drogen, Boonstede 18, homologatie aangevraagd bij de rechtbank van eerste aanleg te Gent, van de akte verleden voor notaris De Keukelaere, Philippe, te Eeklo, op 27 maart 2001, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Ph. De Keukelaere, notaris. (8358)

Bij vonnis verleend voor de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, op 21 maart 2000, werd de akte tot wijziging van huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Luc Moortgat, te Geel, op 8 september 2000, tussen de heer Van Der Vorst, Lucas, tandarts, geboren te Duffel op 2 juni 1960, en zijn echtgenote, Mevr. De Pooter, Kristin, huisvrouw, geboren te Geel op 24 juni 1969, samenwonende te 2440 Geel, Retieseweg 61, inhoudende de inbreng van een persoonlijk goed van de heer Van Der Vorst, voornoemd, in de huwgemeenschap, gehomologeerd.

Geel, 28 maart 2001.

Voor de verzoekers : (get.) Luc Moortgat, notaris. (8359)

Bij vonnis van 7 maart 2001, uitgesproken door de raadkamer van de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, werd de akte verleden voor notaris Koen Vermeulen, te Paal, op 1 december 2000, en houdende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van de heer Vandeborne, Pierrot Jean Marie Jos, bediende, geboren te Hasselt op 24 mei 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Hoeghenae, Myriam

Christiane, bediende, geboren te Gummersbach (Duitsland) op 14 augustus 1958, samenwonende te 2430 Laakdal, Smissestraat 92, van het stelsel van zuivere scheiding van goederen naar het wettelijk stelsel gehomologeerd.

Voor verzoekers : (get.) K. Vermeulen, notaris. (8360)

Bij verzoekschrift van 23 maart 2001, hebben de heer De Ceuster, Jules Gustaaf, timmerman, en Mevr. Goossens, Simone Clementine Joseph, zonder beroep, gehuwd onder het wettelijk stelsel bij gebrek aan huwelijkscontract aan de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Jan Van Hemeldonck, te Olen, op drieëntwintig maart tweeduizend en één, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel in een stelsel van zuivere scheiding van goederen.

De echtgenoten De Ceuster, Jules Gustaaf-Goossens Simone Clementine Joseph hebben uit dit huwelijk geen kinderen.

(Get.) De Ceuster, Jules; Goossens, Simone. (8362)

Bij verzoekschrift van 20 maart 2001, hebben de echtgenoten de heer Witdouck, Etienne Constant Joseph, landbouwer, geboren te Oekene op 17 augustus 1946, en zijn echtgenote, Mevr. Vandewynckele, Annie Maria Josephine, huisvrouw, geboren te Menen op 29 maart 1946, samenwonende te Roeselare (Oekene), Ieperseweg 161, voor de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, een verzoek ingediend tot homologatie van de akte wijziging van huwelijksvermogensstelsel opgemaakt door notaris Christian Lambrecht, te Kortrijk (Heule), op 20 maart 2001.

De wijziging voorzien in de inbreng van een eigen onroerend goed en eigen schuld van de heer Etienne Witdouck.

Voor de verzoekers : (get.) Christian Lambrecht, notaris. (8363)

Suivant jugement, prononcé le 5 février 2001, par le tribunal de première instance séant à Mons, le contrat de mariage modificatif, dressé par le notaire Géry Lefebvre, le 7 novembre 2000, entre M. Yvan Leroy, agent de sécurité, de nationalité belge, né à Boussu le dix-neuf décembre mil neuf cent soixante et un, et son épouse, Mme Véronique Dubois, agent de surveillance, de nationalité belge, née à Baudour le vingt décembre mil neuf cent soixante-quatre, domiciliés ensemble à Boussu (Hornu), rue de Valenciennes 49, a été homologué.

Le contrat modificatif maintient le régime légal mais est complété, en outre, par un apport immobilier au patrimoine commun par l'épouse.

Pour extrait conforme : pour les époux Leroy-Dubois, (signé) Géry Lefebvre, notaire. (8364)

Par requête en date du 29 mars 2001, les époux Drion, Léon Michel Jacques Ghislain, invalide, né à Waremme le vingt septembre mil neuf cent soixante-cinq, et Jadin, Colette Jeanne Germaine Yvonne Ghislaine, technicienne de surface, née à Marchin le premier juillet mil neuf cent cinquante, tous deux domiciliés à Huy, rue Ernest Malvoz 7, vont introduire devant le tribunal civil de première instance séant à Huy, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par le notaire Denis Grégoire, à Moha, en date du 29 mars 2001, contrat aux termes duquel les époux ont déclaré maintenir leur régime actuel de communauté légale, mais le modalisant par apport au patrimoine commun d'un immeuble et de la dette le grevant.

(Signé) D. Grégoire, notaire. (8365)

Par requête en date du 28 mars 2001, les époux M. Lambert, Michaël (seul prénom), employé, né à Charleroi le 9 février 1975, et Desaire, Muriel (seul prénom), employée, née à Gosselies le 11 novembre 1963, demeurant et domiciliés à Hanzinne (Florennes), rue sur les Marchés 172, ont introduit devant le tribunal civil de première instance

de Dinant, une requête en homologation du contrat modificatif à leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Yves Bouillet, à Florennes, en date du 28 mars 2001.

(Signé) Yves Bouillet, notaire. (8366)

Par requête en date du vingt-six mars deux mille un, M. Delcroix, Pierre Pascal, coiffeur, et son épouse, Mme Vercaigne, Lydie Jeannine, pensionnée, domiciliés ensemble à 7900 Leuze-en-Hainaut, rue du Dix Novembre 31, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Tournai une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par Me Tanguy Loix, notaire à Frasnes-lez-Anvaing, le vingt-six mars deux mille un, contrat permettant l'apport par M. Pierre Delcroix d'un bien propre au patrimoine commun.

Pour extrait conforme : (signé) Tanguy Loix, notaire. (8367)

Suivant jugement prononcé par la troisième chambre du tribunal de première instance de Verviers, en date du 8 janvier 2001, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre M. Michel Ghislain Jules Jean Baguette, comptable, né à Verviers le 30 juin 1971, et son épouse, Mme Béatrice Marie Pierrette Mathelot, institutrice, née à Verviers le 16 août 1970, domiciliés ensemble à 4650 Herve, rue du Hac 18, dressé par acte du notaire Eric Hansen, à Herve, en date du 30 août 2000, a été homologué.

Ledit contrat contenant maintien du régime légal avec apport au patrimoine commun d'un immeuble propre à l'épouse.

Pour les requérants : (signé) E. Hansen, notaire. (8368)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 9 maart 2001 hebben de heer Voncken, Arthur Seraphin, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Van Camp, Anna Maria Joanna Noële, huisvrouw, samenwonende te 2600 Berchem (Antwerpen), Fruithoflaan 11, bus 1, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift, d.d. 18 januari 2001, neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Rik Vandekerckhove, te Antwerpen, op 18 januari 2001, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 26 maart 2001.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) M. De Reyck. (8361)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Par ordonnance rendue le 1^{er} mars 2001 par la quatrième chambre du tribunal près le tribunal de première instance de Tournai, Me Frank Vandermeersch, avocat à 7700 Mouscron, rue de la Marlière 56, a été désigné en qualité de curateur à la succession vacante de feu M. Joseph Adophe Meheus, né à Herseaux le 6 août 1921, domicilié en son vivant à 7700 Mouscron, rue de l'Epeule 154, et y décédé le 16 juin 1998.

Les éventuels héritiers ou créanciers à la succession sont priés de prendre contact avec le curateur.

(Signé) Frank Vandermeersch, avocat. (8369)

Bij vonnis d.d. 29 juni 2000 van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, derde kamer, werd als curator benoemd over de nalatenschap van wijlen de heer Vaarnewyck, Renatus, geboren te Gent op 6 april 1906, laatst wonende te 9000 Gent, Fratersplein 9, en overleden te Gent op 15 februari 1993 : Mr. Marleen Peeraer, met kantoor te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 977.

Alle eventuele schuldeisers dienen zich aan voormelde curator kenbaar te maken binnen de twee maanden vanaf huidige publicatie.

(Get.) M. Peeraer, advocaat. (8370)